

jeune **afrique**

GABON

Ali Bongo Ondimba :
l'interview exclusive

MAROC

Cannabis sur
ordonnance

CAMEROUN

Biya, influenceur
en chef

BURKINA

Kaboré II,
les cent jours

SPÉCIAL 24 PAGES

PALMARÈS

LES

**QUI FONT
L'AFRIQUE NUMÉRIQUE**

Algérie 420 DA • Allemagne 9 € • Belgique 9 €
Canada /A 12,99 \$CAN • Espagne 9 € • France 7,90 €
Grèce 9 € • DOM 9 € • Italie 9 € • Maroc 50 MAD
Pays-Bas 9,20 € • Portugal continental 9 € • RD Congo 10 USD
Suisse 15 CHF • Tunisie 8 TND • TOM 1000 XPF
Zone CFA 4800 F CFA • ISSN 1950-1285

M 01936 - 3099 - F: 7,90 € - RD





MOBILISÉS POUR NOS 175 000 ENTREPRISES CLIENTES EN AFRIQUE

Nous sommes à vos côtés,
présents dans 19 pays
sur le continent africain,
pour vous accompagner
dans tous vos projets d'avenir.

**C'EST VOUS
L'AVENIR**



**SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE**



Sénégal : l'étincelle Sonko

Le fol embrasement auquel nous avons assisté au Sénégal après l'arrestation, le 3 mars, d'Ousmane Sonko soulève un très grand nombre de questions. La première, la plus inquiétante : comment le pays de la Teranga (« hospitalité », en wolof), réputé pour sa tranquillité, sa stabilité et sa cohésion a-t-il pu en arriver là ? Scènes de guérilla urbaine dans de nombreux quartiers de Dakar, mais aussi dans d'autres villes du pays, sièges des médias accusés de collusion avec le pouvoir saccagés, magasins pillés, stations-service détruites, voitures calcinées... L'expression inouïe d'une violence si inhabituelle révèle de multiples malaises que nous avions tous sous-estimés.

Au-delà de l'affaire qui vise le leader du Pastef et principal opposant au président Macky Sall (mais dont il faut tout de même rappeler qu'il est accusé par une jeune Sénégalaise de viol et de menaces de mort sans que cela, visiblement, n'émeuve grand monde dans l'opinion publique), la révolte en cours en dit long sur l'ampleur de l'exaspération, qui n'attendait que cette étincelle pour éclater au grand jour, avec tous les risques que cela comporte.

Les manifestants ont des profils multiples. Penser qu'ils sont tous d'ardents militants de Sonko serait une lourde erreur. Certes, on retrouve des militants du Pastef, nombreux, soucieux de défendre leur leader car persuadés que la justice a été instrumentalisée pour neutraliser la menace qu'il représente pour Macky Sall et son camp. Il faut dire que la

procédure a été menée de manière trop expéditive pour paraître équitable. Et qu'Ousmane Sonko, toujours habile, a eu beau jeu de ne pas même daigner se défendre sur le fond, voire sur la forme, des accusations gravissimes dont il fait l'objet – ce qui est tout de même assez choquant pour la victime présumée, mais c'est une autre histoire –, en invoquant, par exemple, une machination.

Il y a aussi ceux qui craignent pour leur pays un véritable recul démocratique. Et qui ne peuvent que constater que les opposants censés être les plus

AU-DELÀ DE L'AFFAIRE QUI VISE L'OPPOSANT, LA CONTESTATION EN COURS EN DIT LONG SUR L'AMPLEUR DE L'EXASPÉRATION AU SEIN DE LA JEUNESSE.

importants finissent tous, de plus en plus souvent, à Rebeuss, la célèbre prison dakaroise. Et que l'état d'urgence, le couvre-feu et toutes les autres mesures destinées à freiner la pandémie de Covid-19 restreignent de plus en plus leurs libertés. C'est contre cela qu'ils s'élèvent aujourd'hui, comme ils se sont élevés en 2012 contre Abdoulaye Wade et sa dérive autocratique, quand il voulut imposer son fils Karim ou interpréter la Constitution à sa guise pour briguer un troisième mandat. Ils sont les sentinelles de la République, les gardiens du temple

démocratique. Ce sont d'ailleurs eux qui, en grande partie, ont porté Macky Sall au pouvoir...

Plus rien à perdre

Enfin, parmi les révoltés de 2021, le contingent le plus important est constitué de ceux qui ne croient plus en la politique, en leurs dirigeants et, pis, en l'avenir. Des jeunes qui, pour l'essentiel, n'ont plus rien à perdre. Ceux-là mêmes qui, par désespoir, sont prêts à risquer leur vie sur une embarcation de fortune pour traverser la mer et rejoindre une Europe qui ne veut pas d'eux, et dont jamais aucun responsable politique ne parle, pas même pour verser des larmes de crocodile... Leur situation était déjà préoccupante, la pandémie et ses conséquences l'ont rendue dramatique.

Une situation ô combien paradoxale pour Macky Sall, qui était jusqu'ici en position de force sur l'échiquier politique sénégalais face à une opposition laminée lors des élections, siphonnée par la majorité, affaiblie ou mise hors service par la justice, c'est selon. Maître du temps et du jeu, y compris dans son propre camp, où toutes les têtes qui dépassaient ont été coupées, mais soudain si fragile face à la rue, à la violence, au rejet de sa politique qui s'exprime désormais au mégaphone et résonne sur toutes les chaînes de télévision de la planète. Sans bouclier ni pare-feu depuis la suppression du poste de Premier ministre, il voulait diriger seul et assumer directement ses choix. Le voilà servi ! La balle est dans son camp, mais il sait désormais qu'il évolue sur une ligne de crête... **JA**

SOMMAIRE



3 **Éditorial** par Marwane Ben Yahmed

PROJECTEURS

- 6 **L'homme du mois** Macky Sall, président du Sénégal
- 8 **Dix choses à savoir sur...** Patrice Talon, président du Bénin
- 9 **Le match** Abdel Fattah al-Sissi vs Abiy Ahmed
- 10 **Esprits libres**

LA GRANDE INTERVIEW

- 14 **Ali Bongo Ondimba** « De l'énergie, j'en ai à revendre! »

ENQUÊTE

- 26 **Palmarès**
Les 50 personnalités qui font l'Afrique numérique

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

- 46 **Guinée** Interview d'Alpha Condé, chef de l'État
- 54 **Djibouti** IOG face à lui-même
- 56 **Tchad** Idriss Déby Itno, ou les six vies du maréchal
- 62 **Tribune** Soutenir les femmes, ou l'espoir d'un avenir meilleur
- 64 **Côte d'Ivoire** Hamed Bakayoko fauché en plein envol

MAGHREB & MOYEN-ORIENT

- 72 **Maroc** Cannabis sur ordonnance
- 76 **Tunisie** La justice dans le box des accusés
- 80 **Diplomatie** Alger fait son come-back

- 88 **Algérie-France**
Et si cette fois c'était la bonne ?

- 92 **Portraits** En première ligne

OBJECTIF CAMEROUN

- 94 **Stratégie** Paul Biya, influenceur en chef

ÉCONOMIE

- 132 **Angola** La mission impossible de João Lourenço
- 137 **La galaxie de** Akinwumi Adesina, patron de la BAD
- 138 **Banque de développement** Makhtar Diop, nouveau directeur général d'IFC
- 140 **Télécoms** Sonatelien un jour...

- 142 **Aérien** Il faut sauver le soldat Asky
- 144 **Finance** Interview de Bola Adesola, vice-présidente senior pour l'Afrique de Standard Chartered
- 145 **L'infographie** Retour du « souverainisme » dans les ressources naturelles ?

DOSSIER EMPLOI & FORMATION

- 146 **Numérique** Les génies de la donnée

FOCUS AGRICULTURE

- 158 **Stratégie** Quatre idées pour booster la productivité

CULTURE(S) & LIFESTYLE

- 168 **Histoire** Pandémie chez les Bantous
- 174 **Musique** Ballaké Sissoko, héros très discret de la kora
- 177 **Cinéma** Interview d'Alain Gomis, réalisateur franco-sénégalais

GRAND FORMAT

- 181 **Burkina Faso**
Nouveau mandat, nouveau pacte

VOUS & NOUS

- 234 **Post-scriptum**

Abonnez-vous à
jeuneafrique



Découvrez toutes nos
offres d'abonnement sur
jeuneafrique.com
ou contactez-nous au
+33 (0)1 44701474

jeuneafrique

Fondateur:
Béchir Ben Yahmed,
le 17 octobre 1960 à Tunis
bby@jeuneafrique.com

Édité par Jeune Afrique Media
Group
Siège social: 57 bis,
rue d'Auteuil – 75016 Paris
Tél.: +33 (0)144301960
Fax: +33 (0)145200969
Courriel: redaction
@jeuneafrique.com

Directeur général:
Amir Ben Yahmed

Vice-présidents:
Danielle Ben Yahmed,
François Soudan

Directeur
de la publication:
Marwane Ben Yahmed
mbby@jeuneafrique.com

Directeur de la rédaction:
François Soudan
f.soudan@jeuneafrique.com

La rédaction et l'équipe
de Jeune Afrique sont
à retrouver sur
www.jeuneafrique.com/qui-sommes-nous/

Diffusion
et abonnements
Ventes:
+33 (0)144301823

Abonnements:
Service abonnements Jeune
Afrique, 56, rue du Rocher
75008 Paris
Tél.: +33 (0)144701474
Courriel: abonnement-ja
@jeuneafrique.com

Communication
et publicité
DIFCOM (Agence internationale
pour la diffusion de la
communication)
S.A. au capital de 1,3 million
d'euros
Régie publicitaire centrale de
Jeune Afrique Media Group
57 bis, rue d'Auteuil
75016 Paris

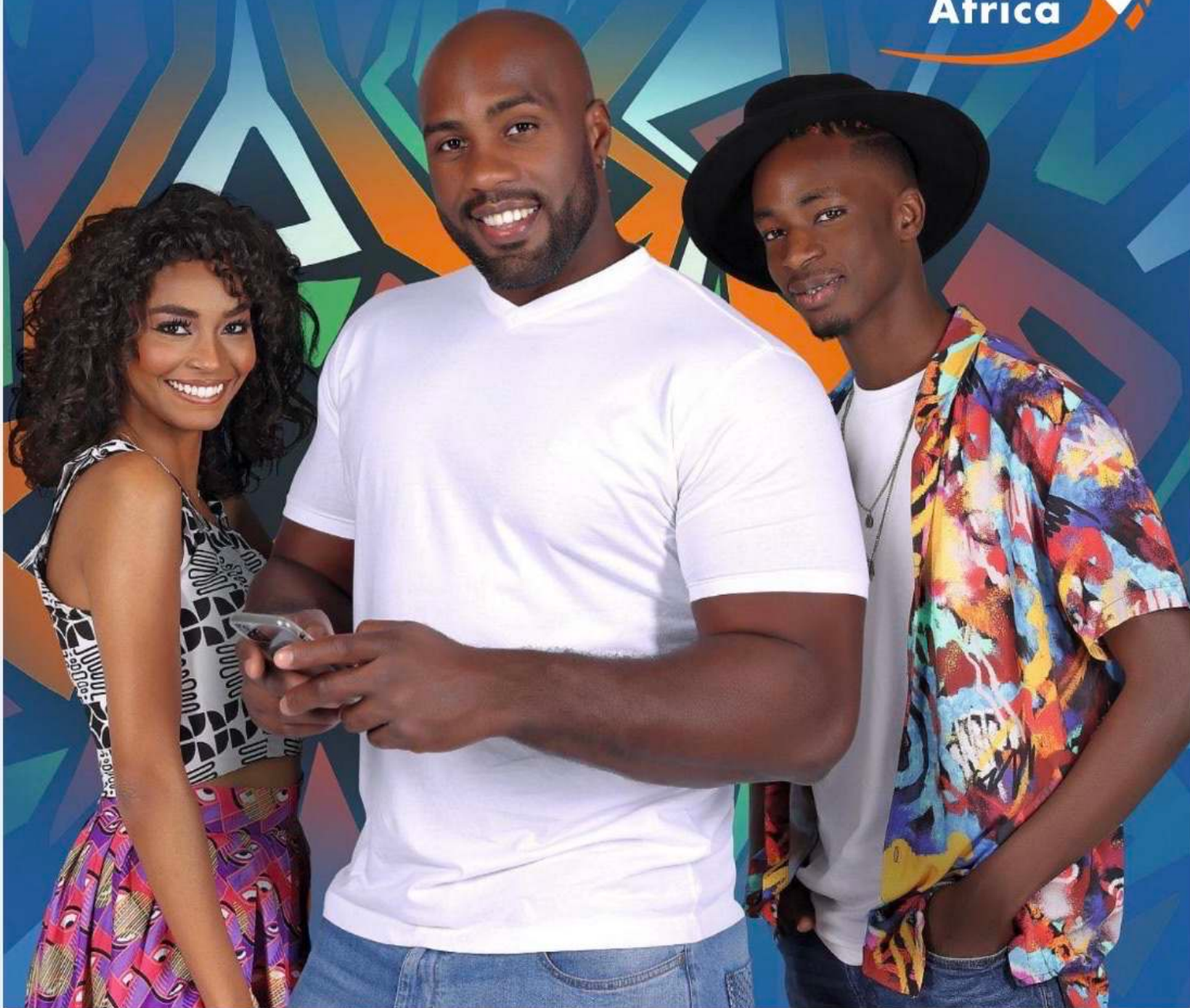
Tél.: +33 (0)144301960
Fax: +33 (0)145200823
+33 (0)144301986
Courriel: regie@
jeuneafrique.com



Imprimeur:
Siep – France
Commission paritaire:
1021c80822
Dépôt légal: à parution ISSN
1950-1285

REJOIGNEZ L'AVENIR

Moov
Africa



L'AFRIQUE EN MOUVEMENT

Moov Africa est la nouvelle marque commerciale qui rassemble désormais l'ensemble des filiales de Maroc Telecom dans les 10 pays de présence du groupe : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Mauritanie, Niger, République Centrafricaine, Tchad et Togo.

La nouvelle marque Moov Africa révèle au monde l'empreinte panafricaine du Groupe Maroc Telecom et illustre sa vision d'une « Afrique en mouvement » qui réside dans le principe de partage du savoir-faire du groupe et sa capacité d'innovation au profit des pays dans lesquels il opère.

Moov Africa c'est la promesse d'une offre multiservices pour répondre aux besoins essentiels des populations dans les domaines des télécoms, de l'éducation, du mobile banking, de la culture et du développement durable.

MOOV AFRICA UN MONDE NOUVEAU VOUS APPELLE

PROJECTEURS

L'HOMME DU MOIS

Macky Sall, l'épreuve du feu

Confronté à des émeutes urbaines après la mise en cause par la justice de l'opposant Ousmane Sonko, le président sénégalais a vécu la crise la plus grave qu'ait connue le pays depuis son accession au pouvoir.

MEHDI BA, AVEC MARIÈME SOUMARÉ, À DAKAR

Des manifestants dispersés dans les rues de Dakar, poursuivis par des nerfis, parfois armés, que les forces de l'ordre laissent agir en toute impunité.

Des stations Total et des supermarchés Auchan mis à sac par les protestataires. Des jets de grenades lacrymogènes ou assourdissantes qui répondent aux jets de pierres. Des blindés de l'armée positionnés aux points stratégiques de la capitale. Et des morts – onze, selon Amnesty International, dont un enfant de 12 ans –, tombés sous les balles des forces de l'ordre.

Jamais, depuis les mobilisations de 2011-2012 contre le projet de réforme constitutionnelle controversé puis la troisième candidature présidentielle d'Abdoulaye Wade, Dakar n'avait vécu de pareilles scènes d'émeutes plusieurs jours durant. Pour Macky Sall, réélu en février 2019 pour un mandat de cinq ans, la mobilisation de ce début du mois de mars a fait office de tardif baptême du feu. « Nous sommes tous témoins des manifestations d'une rare violence qui ont éclaté ces derniers jours à Dakar. Rien, aucune cause, ne saurait justifier ces actes regrettables », a sobrement déclaré le chef de l'État, le 8 mars au soir, dans une allocution improvisée destinée à faire baisser la tension.

Loué d'ordinaire pour sa stabilité, le Pays de la teranga venait de faire une apparition inhabituelle à la une des médias internationaux en raison de

cette flambée de mécontentement qui a par ailleurs embrasé d'autres villes du pays, de Thiès à Ziguinchor. « On ne s'attendait pas à de telles manifestations, on a été pris de court », admet un ministre, tandis qu'un éditorialiste décrit un régime barricadé, certains membres du gouvernement ayant choisi de loger leur famille à l'hôtel en attendant une accalmie.

Au cœur de cette vague de protestation inédite, une affaire judiciaire qui aurait pu rester cantonnée à la rubrique des faits divers : en l'occurrence, une accusation de viol portée par l'employée d'un salon de massage dakarois. À ceci près qu'Ousmane Sonko, l'homme politique de 46 ans visé par la jeune femme, fait désormais office de dernier des Mohicans au sein d'une opposition dépeuplée par les transhumances successives et par les peines d'inéligibilité frappant plusieurs de ses ténors, tels Khalifa Sall, l'ex-maire de Dakar, déchu pour cause de condamnation judiciaire, ou l'ancien ministre Karim Wade, exilé au Qatar depuis 2016 après plus de trois années passées à la prison de Rebeuss.

« ARRÊTEZ CE DÉBAT ET TRAVAILLONS. JE N'AI JAMAIS DIT QUE JE FERAIS UN TROISIÈME MANDAT. » MAIS IL N'A JAMAIS DIT LE CONTRAIRE NON PLUS...

Ancien inspecteur des impôts entré sur le tard en politique, Ousmane Sonko sera-t-il le prochain sur la liste ? Dès le 3 mars, jour où il a été placé en garde à vue alors qu'il se rendait à une convocation de la justice, ses partisans et sympathisants ont manifesté leur hostilité à ce scénario, au point de semer le chaos dans les rues de la capitale.

Fin tacticien

Cinq jours plus tard, après une première comparution devant le doyen des juges d'instruction, le leader du parti Pastef-Les Patriotes est finalement laissé en liberté sous contrôle judiciaire. Une mesure de nature à ramener le calme dans le pays, même si elle est loin de mettre un terme à la confrontation politique qui couve sous la cendre. Le soir même, celle-ci se cristallise à travers une double intervention télévisée. Pour Ousmane Sonko, une longue conférence de presse aux accents pamphlétaires, où il accuse notamment Macky Sall d'avoir « trahi le peuple sénégalais ». Pour le chef de l'État, une brève allocution appelant à l'apaisement... Et rappelant que la justice doit pouvoir « suivre son cours en toute indépendance ».

Il en aurait fallu davantage pour calmer les esprits. Car, au Sénégal, nombreux sont ceux qui estiment que le président de la République suit le dossier de (trop) près. D'abord, parce que les accusations portées contre Ousmane Sonko sont relayées par le



ANADOLU AGENCY VIA AFP

À Dakar,
le 28 janvier 2020.

parquet, lui-même soumis au garde des Sceaux, placé in fine sous l'autorité du chef de l'État. Ensuite, parce que le sort judiciaire réservé à Ousmane Sonko pèsera lourdement sur la prochaine présidentielle, en 2024.

Or celle-ci s'annonce comme un moment critique au regard de deux constats. D'une part parce que, d'après la Constitution, le président de la République « n'est rééligible qu'une seule fois ». D'autre part parce que cela n'empêche personne de spéculer sur l'hypothèse que Macky Sall pourrait concourir pour un troisième mandat, avec l'imprimatur du Conseil constitutionnel – comme Abdoulaye Wade l'avait fait avant lui.

Un débat que l'intéressé, réputé fin tacticien, se refuse encore à trancher. Le 12 mars, face à une délégation de la société civile, Macky Sall se limitait à un *understatement* censé couper court à la polémique : « Arrêtez ce débat et travaillons. Je n'ai jamais dit que je ferais un troisième mandat. » Mais Macky Sall n'a jamais dit le contraire non plus, s'inquiète l'opposition...

En mai 2019, à peine réélu, le chef de l'État avait pris une décision inattendue : supprimer le poste de Premier ministre. Dix-huit mois plus tard, à la faveur d'un remaniement ministériel, il congédiait plusieurs membres éminents de sa garde rapprochée – dont son ministre de l'Intérieur, Aly

Ngouille Ndiaye. Le risque était dès lors évident : se retrouver exposé en première ligne, sans bouclier, en cas de crise sociale. « Il y a eu quelques maladroites au niveau de la communication gouvernementale », reconnaît un ministre. De fait, au plus fort de l'embrasement, l'intervention télévisée du magistrat Antoine Félix Diome, fraîchement promu à l'Intérieur, n'a pas été de nature à apaiser les esprits : « Malgré [l'état de catastrophe sanitaire], des réunions, regroupements, conspirations contre l'État, des actes de terrorisme et de vandalisme sont notés. Ils relèvent de toute évidence du grand banditisme et de l'insurrection organisée », a asséné cet ancien substitut du procureur près la Cour de répression de l'enrichissement illicite (Crei), qui fut l'artisan de la condamnation de Karim Wade, en 2015.

Accalmie précaire

« Le discours du ministre de l'Intérieur, qui est apparu comme très menaçant, a été perçu comme une volonté du pouvoir d'augmenter la répression. Cela a encore enflammé la situation », analyse Seydi Gassama, d'Amnesty International Sénégal. Quant à Malick Sall, avocat devenu garde des Sceaux, il s'est livré sur France 24 à un amalgame risqué, laissant à penser que les lutteurs – sport iconique au Sénégal – seraient

surreprésentés parmi les émeutiers en raison du désœuvrement lié au Covid-19. De quoi jeter un jerricane d'essence sur le feu.

Après plusieurs jours de troubles, la médiation du khalife général des Mourides et de ses émissaires a permis de ramener le calme. Le Mouvement de défense de la démocratie (M2D) a en effet accepté de surseoir aux manifestations, tout en faisant transmettre à Macky Sall une liste de dix revendications, au nombre desquelles « la libération immédiate et sans conditions des prisonniers politiques incarcérés ».

Mais cette accalmie peut sembler précaire quand on sait que l'affaire Ousmane Sonko n'en est qu'à ses prémices. Si l'opposant a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire, il n'en demeure pas moins inculpé pour des faits passibles d'une peine pouvant aller jusqu'à vingt ans d'emprisonnement. Une épée de Damoclès susceptible de sonner le glas de ses ambitions politiques.

Dans l'hypothèse où il serait empêché de concourir en 2024 par une condamnation et où Macky Sall, à la tête d'une coalition plus puissante que jamais, briguerait à cette occasion un troisième mandat, difficile de ne pas redouter un nouvel embrasement de la rue... Faute de pouvoir exprimer son choix dans les urnes. **FA**

10 choses à savoir sur...

PATRICE TALON

Le chef de l'État béninois part largement favori à la présidentielle du 11 avril face à deux candidats accusés par une partie de l'opposition de n'être que des « faire-valoir ».

1 PILOTE

Après avoir obtenu un Deug de maths à Dakar, Patrice Talon caresse l'espoir de devenir pilote. Il décroche son brevet de pilote de ligne d'Air Afrique, mais lorsqu'il arrive en France pour intégrer l'École nationale d'aviation civile de Toulouse, il est recalé pour inaptitude motrice. Il décide de rester en France – où il rencontre Claudine Gbègnagnon, sa future épouse – pour préparer le brevet de pilote américain.

2 PILES

Installé en région parisienne, Talon fait la connaissance d'un cadre de Varta, qui le fait entrer comme commercial au sein de la société allemande de fabrication de piles et de batteries. Il se lance dans l'exportation à destination de l'Afrique.

3 ROI DU COTON...

Profitant de l'ouverture du Bénin à l'économie de marché, il s'engage dans le négoce d'intrants. Il fonde en 1985 la Société de distribution intercontinentale, première pierre d'un empire qu'il construit dans les années 1990 en rachetant les entreprises privatisées par l'État. À la tête également des Industries cotonnières associées et de la Société pour le développement du Coton, il acquiert un quasi-monopole sur l'or blanc.

4 ... ET DE LA DIVERSIFICATION

Il étend ses activités à l'étranger, notamment en Côte d'Ivoire, où il crée Af-Chem Sofaco, qui intervient dans le négoce et la distribution d'intrants, et SEAP CI, qui produit des engrais. Il investit aussi dans l'hôtellerie et les services portuaires.

5 PATER FAMILIAS

Après son élection, en 2016, il confie les rênes de son empire à ses proches. Sa fille, Karen, est directrice des intrants agricoles à la Sodeco. Son fils, Lionel, est administrateur d'Af-Chem Sofaco. Talon reste marqué par le décès de sa fille aînée, Patricia, victime d'un accident de la route en France à l'âge de 29 ans. Il n'évoque jamais ce drame, survenu alors qu'il était en exil dans l'Hexagone.

6 ANCÊTRE ROCHELAIS

En 1797, Pierre Talon, un Français de La Rochelle, prend la direction du fort de Ouidah, alors l'une des plaques tournantes du commerce transatlantique. Pierre Manuel Titi Talon, le fils qu'il aura avec son épouse dahoméenne, mènera lui aussi une carrière de négociant (d'huile de palme). Patrice Talon naît le 1^{er} mai 1958 de l'union d'un père cheminot de Ouidah, lointain descendant de Pierre Talon, et d'une mère issue de la famille des Guédégbé d'Abomey.

7 RELATION EMPOISONNÉE

En septembre 2012, Patrice Talon s'exile en France. Le torchon brûle avec Thomas Boni Yayi, qu'il avait pourtant soutenu lors des campagnes de 2006 et 2011. En octobre, Boni Yayi l'accuse d'avoir voulu l'empoisonner. L'affaire tourne à l'improbable roman d'espionnage. Un an plus tard, Talon bénéficiera d'un non-lieu, et, en mai 2014, Boni Yayi finira par lui accorder une grâce présidentielle.

8 AJAVON, TROP GOURMAND?

L'alliance avec l'homme d'affaires Sébastien Ajavon, qui l'a soutenu au second tour de la présidentielle de 2016, a tourné court. Le premier exigeait six portefeuilles ministériels, le second ne voulait lui en accorder que trois. Quelques mois plus tard, Ajavon est poursuivi pour trafic de cocaïne. Il sera condamné en 2018 à vingt ans de prison.

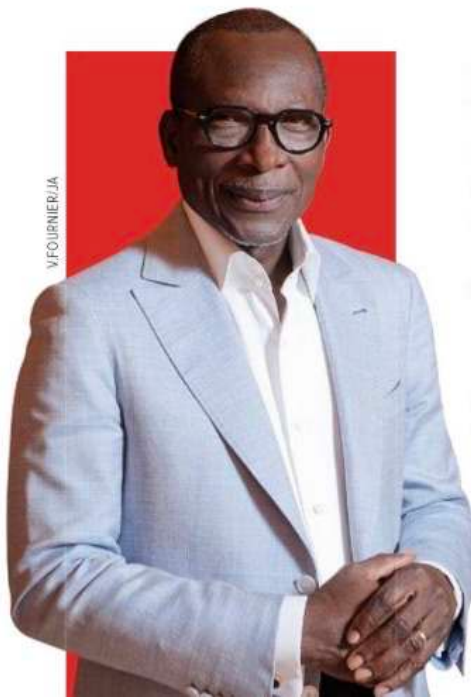
9 SECOND MANDAT

En 2016, Talon s'était engagé à instaurer le mandat unique. Ayant échoué à faire adopter cette réforme par le Parlement, il a finalement décidé de briguer un second mandat.

10 PARADOXE

Voulant limiter le nombre des partis, Talon a bouleversé le logiciel politique béninois. Pourtant, il ne se présente sous les couleurs d'aucune formation de sa majorité. Ses proches assurent que ce paradoxe est nécessaire et évoquent une « période de transition ».

MATTHIEU MILLECAMPS



V. FOURNIER/JA

**ABDEL FATTAH AL-SISSI***Président égyptien***Le match****VS****ABIY AHMED***Premier ministre éthiopien***JIHÂD GILLON**

Il était une fois deux éléphants qui se disputaient un cours d'eau... Le récit des tensions entre Le Caire et Addis-Abeba pourrait commencer comme un conte pour enfants, mais une escalade militaire entre deux des pays les plus peuplés du continent n'aurait rien de divertissant. Or, après dix ans de rendez-vous manqués, de négociations relancées puis ajournées, de visites officielles suivies de menaces voilées, l'Égypte et l'Éthiopie paraissent moins capables que jamais de s'écouter. En cause : la sempiternelle question de la répartition des eaux du Nil, relancée depuis que l'Éthiopie a posé, en 2011, près de la frontière avec le Soudan, la première pierre de son projet de Grand Barrage de la Renaissance (GERD), qui doit être achevé en 2022.

À gauche du ring, 110 millions d'Éthiopiens qui espèrent produire assez d'électricité pour développer leur industrie nationale et exporter de l'énergie. À droite, 100 millions d'Égyptiens dont la production agricole, et donc la sécurité alimentaire, repose à 90 % sur les eaux du Nil. Un *casus belli* qui avait fait dire à l'ex-président égyptien Morsi que « toutes les options étaient sur la table » si l'Éthiopie poursuivait la construction du barrage.

En dépit des menaces de bombardements du chantier régulièrement brandies par des officiels égyptiens, et relayées par Donald Trump en octobre 2020, Addis-Abeba n'a pas renoncé à ce qu'il considère désormais comme un symbole national. Dans une curieuse formule, le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, avait prévenu en 2019 qu'« aucune force ne peut empêcher l'Éthiopie de construire le barrage [...] malgré les craintes infondées et les menaces militaires de nos frères égyptiens ».

Les négociations entre les trois pays concernés – le Soudan tente difficilement d'adopter une position

médiane – avaient récemment pris une tournure technique qui devait rassurer quant à leur aboutissement. Selon les spécialistes, le barrage lui-même, une fois rempli, ne représentera pas une grande menace pour le débit du Nil parvenant en Égypte. Le point de conflit touche surtout à la question du rythme de remplissage de l'ouvrage, que l'Éthiopie espère mener en moins de sept ans. Une célérité qui fait craindre au Caire une réduction drastique du débit du fleuve à court terme.

« Fait accompli »

Une médiation menée par l'administration Trump a failli aboutir en février 2020. Mais Addis-Abeba a fini par claquer la porte des pourparlers, avant de lancer le remplissage du barrage, en juillet. Conséquence : les États-Unis ont annoncé en septembre la suspension d'une partie de leur aide financière annuelle à l'Éthiopie. Le pays connaît par ailleurs une période de crispation nationaliste peu propice à l'apaisement, après le lancement en novembre de la guerre du Tigré.

Rien ne semble aujourd'hui à même de ramener les deux mastodontes africains à la table des négociations. Le 6 mars, lors d'une visite à Khartoum, le président Abdel Fattah el-Sissi a dénoncé « la politique qui consiste à imposer un fait accompli et à étendre le contrôle sur le Nil bleu via des mesures unilatérales sans tenir compte des intérêts du Soudan et de l'Égypte ».

Le Caire tente maintenant de relancer l'Initiative du Bassin du Nil, rassemblant les États riverains du fleuve, dont la RD Congo, qui a pris la direction de l'UA en février. Lors d'un coup de fil de une heure, le 11 mars, le président Sissi a ainsi essayé de sensibiliser Félix Tshisekedi à la position égyptienne. **LA**

Et Sarkozy entra dans l'Histoire...



Yann Gwet

Essayiste camerounais

« **P**our le coup, lui est bien entré dans l'Histoire ! » Cette pensée m'a effleuré l'esprit lorsque, le 1^{er} mars, j'ai appris la condam-

nation de Nicolas Sarkozy à trois ans de prison, dont un an ferme, pour « corruption active ». Une première pour un chef d'État français. Également reconnu coupable de « trafic d'influence », l'ancien président a fait appel du jugement. Mon cerveau me ramenait évidemment au tristement célèbre discours prononcé le 26 juillet 2007 à l'université de Dakar, dans lequel Nicolas Sarkozy nous annonçait avoir résolu le mystère du « drame de l'Afrique » ; celui-ci, indiquait-il alors, est que « l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire ».

En réalité, Nicolas Sarkozy était déjà « entré dans l'Histoire », en tout cas dans celle de l'Afrique, pour le rôle éminent qu'il avait joué dans l'élimination de Mouammar Kadhafi et dans la destruction de la Libye. Une décennie après cette sinistre intervention, la situation du pays demeure chaotique. Des régions entières de l'Afrique ont quant à elles été durablement déstabilisées et continuent de subir les conséquences de l'impérialisme sarkozyste.

En apparence, tout avait pourtant bien commencé. Dans un discours prononcé en 2006 lors d'un séjour au Bénin, celui qui était alors ministre de l'Intérieur en précampagne présidentielle indiquait « croire indispensable de faire évoluer, au-delà des mots, [la]

relation [avec l'Afrique] ». Car, justifiait-il, « l'immense majorité des Africains n'a pas connu la période coloniale, 50 % des Africains ont moins de 17 ans. Comment peut-on imaginer continuer avec les mêmes réflexes ? » La révolution qu'il annonçait promettait de « débarasser la relation franco-africaine des réseaux d'un autre temps, des émissaires officiels qui n'ont d'autre mandat que celui qu'ils s'inventent », et d'instaurer « une relation décomplexée, sans sentiment de supériorité, ni d'infériorité », dénuée de « paternalisme » et « empreinte de respect ».

Les arguments de Nicolas Sarkozy

SA RHÉTORIQUE DE LA RUPTURE MASQUAIT LA VISION STÉRÉOTYPÉE D'UNE AFRIQUE FIGÉE, IRRATIONNELLE, ATTARDÉE.

étaient simples : il incarnait une nouvelle génération, par définition éloignée de l'époque de la Françafrique ; il était transgressif sur la forme, ce qui laissait présager une rupture sur le fond ; il était plein d'une énergie à laquelle rien ne résisterait. Hormis quelques cyniques – qui estimaient que, in fine, de même que « ce sont les morts qui dirigent les vivants » (selon le mot d'Auguste Comte), c'est l'institution de la présidence,

c'est-à-dire l'Histoire, qui dirige le président et pas l'inverse –, on sentait bien que Nicolas Sarkozy bénéficiait d'un a priori favorable au sein d'une partie importante de l'opinion publique africaine.

Et puis arriva le discours de Dakar. Dans son livre *La Cause du peuple*, Patrick Buisson, l'un de ses anciens conseillers, décrit « une personnalité dénuée de la moindre conviction, consumée par son ego, cynique au possible. » Si cette critique acerbe tient sans doute du ressentiment exacerbé d'un ex-proche évincé, elle ne surprend pas ceux qui ont suivi le parcours politique de Nicolas Sarkozy. Cependant, il n'empêche qu'à défaut d'avoir une vision politique affirmée des relations France-Afrique le président français avait, ce qui au fond est pareil, un certain rapport à l'Afrique que son discours de Dakar, qui pouvait se lire comme une déclaration de politique générale, a involontairement clarifié. La rhétorique de la rupture était un voile qui masquait la vision stéréotypée d'une Afrique figée, irrationnelle, attardée.

Le fameux « rôle positif »

Cette vision dessinait un projet politique. Quand Nicolas Sarkozy expliquait que « la civilisation musulmane, la chrétienté, au-delà des crimes et des fautes qui furent commis en leur nom et qui ne sont pas excusables, ont ouvert les cœurs et les mentalités africaines à l'universel et à l'Histoire », il suggérait tout de même que ces « crimes », au regard du bénéfice considérable qu'ils ont engendré, pouvaient être relativisés (le fameux « rôle positif » de la colonisation).

La démocratie, cette chasse à l'homme



Gauz
Écrivain ivoirien

Il affirmait en filigrane que la fin justifie les moyens. L'application politique de cette doctrine a conduit à la catastrophe libyenne.

Mais le drame du sarkozysme, en tout cas dans son incarnation africaine, est qu'il ne s'est pas arrêté avec le départ de Nicolas Sarkozy. Face aux peuples d'Afrique francophone, Emmanuel Macron a lui aussi exhibé sa jeunesse, son volontarisme, sa modernité. Fort de ces atouts supposés, lui aussi a promis de tordre le cou à « la Françafrique » ; lui aussi a promis d'instaurer une relation décomplexée avec l'Afrique ; mais lui aussi, comme Nicolas Sarkozy, s'est arrêté aux mots.

Sous la présidence de l'un comme de l'autre, le joug monétaire de la France a été préservé, l'armée française s'est déployée en Afrique francophone, les régimes moyenâgeux du pré carré ont souvent été confortés. Commentant l'actualité sénégalaise récente, marquée par des émeutes populaires consécutives à l'arrestation de l'opposant Ousmane Sonko, au cours desquelles des symboles français ont été pris pour cible, l'éditorialiste Éric Zemmour indiquait récemment sur la chaîne de télévision française CNews avoir été informé que « Macron avait hésité, qu'il avait songé à envoyer la marine française, une intervention militaire, puis qu'il s'était rétracté... » Le macronisme, un sarkozysme soft ?

Qu'importe, in fine : c'est à l'Afrique non pas « d'entrer dans l'Histoire », mais d'écrire sa propre histoire. **FA**

En Afrique, la démocratie est un sport de chasse, quelque chose entre la chasse à courre et le tir au pigeon. Et ce n'est pas une figure de style. Pour une fois, on peut me prendre au premier degré. Mes premières expériences sportives de la démocratie datent de 1990, lors de ce qui était considéré comme le « printemps africain ». Partout au sud du Sahara, les vieux partis uniques étaient contestés par une jeunesse qui rêvait d'expression plurielle.

Cris et jets de pierre : il n'y avait pas cent façons de protester. Balles et grenades lacrymogènes : il n'y avait pas cent façons de réprimer la protestation. L'étape d'après étant l'embastillement, les villes africaines se transformaient systématiquement en arène athlétique. Les « crieurs » devenaient coureurs, et les « tireurs » devenaient chasseurs. Ce sont ces litres de sueur et de sang – le destin d'une chasse à courre – qui sont à l'origine du multipartisme. De Dakar à Libreville, scénario immuable.

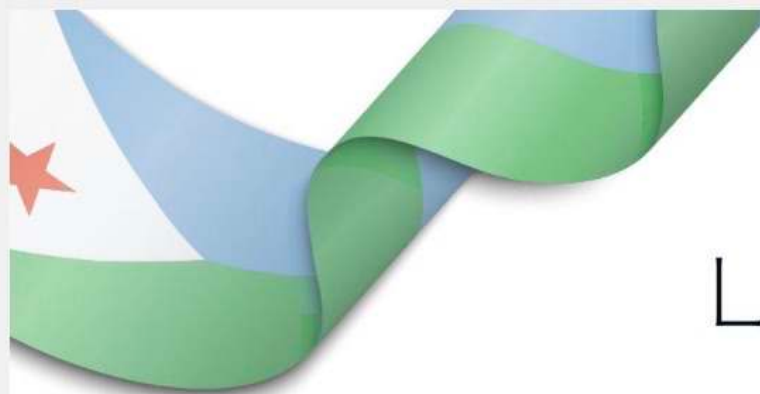
Puis le jeu électoral pluraliste s'est installé tant bien que mal. Mais la démocratie africaine a gardé sa dimension sportive. Elle s'est même professionnalisée. Maintenant, comme aux Jeux olympiques, les épreuves se déroulent tous les quatre ou cinq ans, au moment des

échéances électorales. On n'est pas labellisé opposant tant qu'on n'a pas été poursuivi juridiquement, mais surtout physiquement, par le pouvoir. En Côte d'Ivoire, par exemple, on se souvient de Laurent Gbagbo, serviette antitranspiration au cou, en 100 mètres plats dans les rues du Plateau ; ou d'Alassane Ouattara, en saut en hauteur sur le mur de l'ambassade d'Allemagne à Cocody. Abdoulaye Wade, Alpha Condé, Boni Yayi... Tous ont participé à ces épreuves imposées.

Coup d'avance

L'arrivée au pouvoir de ces anciens opposants ne change rien aux règles. Bien au contraire, le jeu en devient plus passionnant et transpirant grâce à la grande expérience acquise par les nouveaux tenants du pouvoir lorsqu'ils étaient de l'autre côté de la barrière électorale. C'est ce qui explique que les Talon, Déby, Sall, Museveni, etc. ont toujours un coup d'avance sur les Bio Dramane Tidjani, Yaya Dillo, Ousmane Sonko ou Bobi Wine. D'Abidjan à N'Djamena, scénario immuable.

Seulement voilà, les pouvoirs, quels qu'ils soient, ne font que jouer avec la montre. L'histoire, avec la grande hache, finit toujours par les étêter. L'Histoire, avec le grand H, court toujours dans le sens du progrès et du bonheur des peuples. De Douala à Kampala, scénario immuable. **FA**



DJIBOUTI

LA SOLIDARITÉ EN ACTION

A Djibouti comme ailleurs dans de nombreux pays en voie de développement, la pauvreté est multidimensionnelle. Comment vaincre alors l'hydre de la pauvreté ? Par une politique transversale et multi-sectorielle. C'est pourquoi, en instituant un ministère des Affaires Sociales et des Solidarités, le président de la République monsieur **Ismaël Omar Guelleh** a érigé la lutte contre la précarité en priorité nationale.

Dès son accès au pouvoir, le chef de l'Etat a affiché une volonté politique très forte pour lutter contre la pauvreté et a, dès les années 2000, mis en place l'initiative nationale pour le développement social, plus connue sous le sigle INDS. À ses yeux, la croissance économique du pays

n'a de sens que si elle impacte le développement social.

Avec le souci d'éviter les inégalités et la fracture sociale, le ministère des Affaires Sociales et des Solidarités concrétise sur le terrain cette volonté politique forte d'une politique inclusive qui profite à tous les Djiboutiens. Actuellement, le ministère déploie toutes ses activités à travers la stratégie nationale de protection sociale (2018-2022). Il s'appuie sur un registre social qui quantifie et

spécifie la population en situation de vulnérabilité, avec la mise en place de projets ciblés en direction de chaque catégorie : personnes à besoins spécifiques, étudiants, femmes, chômeurs, espace rural.



Le président de la République, Ismaël Omar Guelleh, a fait de la lutte contre la précarité, sa priorité politique.

PASS ET PNSF : DEUX PROGRAMMES PHARES DU MINISTÈRE

Le programme d'assistance sociale (PASS) et le programme national de solidarité famille (PNSF) occupent une place importante dans la stratégie du ministère pour lutter contre la précarité et la pauvreté. Le premier, le PASS est le volet solidaire de l'assurance maladie universelle. Il permet à toutes les personnes sans revenu d'avoir un accès gratuit aux soins. Quant au PNSF, il permet, par le biais d'un transfert monétaire, aux ménages les plus vulnérables de subvenir à leurs besoins alimentaires. Des études d'impacts réalisées en 2019 sur le PNSF ont montré une nette amélioration des conditions de vie des bénéficiaires.

Grâce à la mise en place d'un socle national de protection sociale, Djibouti a intégré le cercle restreint des pays qui respectent les droits sociaux universels. Le ministère travaille d'arrache-pied à l'émergence d'une économie sociale et solidaire afin d'inclure les plus vulnérables dans le circuit économique.



Ministère des Affaires
Sociales et des Solidarités

Cité Ministérielle - République de Djibouti
Email : affairesociales@intnet.dj
Tél. : (253) 21 325 481 / 483



ENTRETIEN

Mme Mouna Osman Aden

Ministre des Affaires Sociales et des Solidarités

Madame la Ministre, vous êtes à la tête d'un département dont l'ambition est d'éradiquer la pauvreté. Est-ce une mission réalisable ?

C'est un objectif que le gouvernement s'est fixé. Graduellement et par étapes, en éradiquant d'abord l'extrême pauvreté, mais aussi en combinant toutes les mesures sociales et la mise en place d'une économie sociale et solidaire. On peut ainsi atténuer la pauvreté et, à terme, envisager un développement social qui profite à tous les Djiboutiens. C'est la stratégie voulue par le président de la République et qui sert de feuille de route à mon département.

Le contexte du covid19 n'a-t-il pas amplifié la précarité des populations touchées déjà par la pauvreté ?

Effectivement, la pandémie du covid19, surtout la période du confinement, a beaucoup sollicité mon département. On a assisté à une croissance de la précarité du fait que tous ceux qui travaillaient dans l'informel mais aussi ceux qui vivaient d'autres métiers (chauffeurs, coiffeurs, maçons, ...) se sont trouvés sans revenus. Nous avons alors organisé des distributions de vivres

à une large échelle et fait en sorte de limiter l'impact de la covid19 sur les plus vulnérables. Nous avons d'ailleurs eu un satisfecit international sur la riposte sociale face au covid19.

La croissance économique ne profite pas à l'ensemble de la population. Comment remédier à cette situation ?

C'est tout le sens de l'existence de notre département. Parvenir à une croissance économique inclusive et solidaire. Nous assistons les plus pauvres de nos concitoyens par tous les moyens, y compris monétaires. Mais notre objectif n'est pas de perpétuer l'assistanat. C'est pourquoi parallèlement nous lançons des programmes de formation pour ceux qui n'ont pas les moyens. Nous aidons également ceux et celles qui sont porteurs de projets par l'intermédiaire de la micro-finance.

Les femmes figurent parmi les catégories les plus vulnérables. Est-ce que vous menez une politique qui les cible spécifiquement ?

« Lorsque la femme est active, la pauvreté est passive ». J'emprunte cette formule à la première dame du pays. Nous avons une politique

Genre qui découle directement de la stratégie d'insertion socio-économique de la Djiboutienne voulue par le chef de l'Etat dès les années 2000. Le programme qui illustre le mieux notre engagement c'est la micro-finance et la mise en place des caisses populaires d'épargne et de crédit, aussi bien à Djibouti-ville que dans toutes les régions, qui nous a permis de créer plus de 26 000 activités génératrices de revenus, essentiellement pour les femmes.

La pauvreté n'est pas que monétaire, elle est multidimensionnelle. Est-ce que votre département a une stratégie qui va dans ce sens ?

Vous avez raison de souligner l'aspect protéiforme de la pauvreté. Depuis l'année dernière, nous mesurons l'indice de la pauvreté multidimensionnelle. Cet indice prend en compte l'accès aux soins, à l'éducation, ou encore au logement. Beaucoup de ces indicateurs ont connu une nette amélioration grâce à la politique globale du gouvernement, mais aussi grâce aux nombreux investissements réalisés par mon département dans les infrastructures de proximité qui concernent notamment l'accès à l'eau ou encore à l'électricité. ■



Une des familles, bénéficiaire de la politique de logement.



Programme immobilier de la Fondation IOG.



« Lorsque la femme est active, la pauvreté est passive ».

LA GRANDE INTERVIEW



À Libreville,
le 16 mars.

COMMUNICATION PRÉSIDENTIELLE

GABON

Ali Bongo Ondimba

« De l'énergie,
j'en ai à revendre! »

C'est la première interview qu'il accorde depuis son AVC, en 2018. Son état de santé, la place de son fils Nouredin, la lutte anticorruption, les réformes économiques et les mesures anti-Covid, les relations avec la France...

Le chef de l'État se livre, sans tabou.

PROPOS RECUEILLIS PAR MARWANE BEN YAHMED, ENVOYÉ SPÉCIAL À LIBREVILLE

Pour la première fois depuis l'accident vasculaire cérébral (AVC) qui l'a frappé, en octobre 2018 en Arabie saoudite, Ali Bongo Ondimba a enfin accepté de donner une interview. Un entretien exclusif, sans tabou ni véritable préparation.

Le chef de l'État gabonais a répondu à toutes nos questions. Et elles étaient nombreuses tant, depuis cet épisode, les interrogations se sont accumulées : sur son état de santé réel et sa capacité à diriger le pays, sur la manière dont il s'est reconstruit progressivement ou sur l'effarante séquence qui a accompagné sa convalescence, quand son

pouvoir a vacillé et que les règlements de comptes au sein de son propre camp se sont multipliés. Mais aussi sur tous les sujets qui ont fait l'actualité du Gabon depuis son retour : le grand ménage qui a été mené au cœur de son premier cercle, dont l'épisode rocambolesque de la chute du tout-puissant directeur de cabinet, Brice Laccruche Alihanga ; les nombreux changements de gouvernement et de Premier ministre ; l'ascension de son fils aîné, Nouredin ; la lutte anticorruption ; les conséquences de la pandémie de Covid-19 ou la stratégie des autorités pour mener à bien leurs réformes.

Ali Bongo Ondimba nous a reçu le 16 mars en fin de matinée, dans le salon des ambassadeurs du Palais du

bord de mer, siège de la présidence. Souriant et détendu, métamorphosé (il a perdu une quarantaine de kilos), le chef de l'État s'est prêté pendant plus d'une heure à ce jeu des questions-réponses qu'il n'affectionne guère. Son élocution était normale, peut-être moins fluide qu'avant son AVC. Tout juste cherchait-il parfois longuement ses mots, sur les sujets les plus techniques. Physiquement, il a récupéré sa motricité et l'usage complet de ses membres, notamment de ce côté droit longtemps récalcitrant, bien que sa jambe rechigne encore à lui obéir totalement et qu'il doive se déplacer avec une canne et à son rythme, qui n'est plus celui du temps, pas si lointain, où il jouait au foot avec ses proches le dimanche soir. Le résultat d'un long

LA GRANDE INTERVIEW

ALI BONGO ONDIMBA

combat, de centaines d'heures de rééducation et d'orthophonie, d'une nouvelle hygiène de vie que s'est imposée cet ancien amateur de bonne chère et de cigares.

Ali Bongo Ondimba sait qu'il est un miraculé, que si son AVC avait eu lieu à Libreville ou au Tchad, où il devait se rendre le lendemain de son accident, il ne serait sans doute plus de ce monde, et il a changé. C'est d'ailleurs nous qui avons mis fin à l'entretien, notre stock de questions épuisé. Lui aurait bien continué...

Jeune Afrique : Vous avez été victime d'un grave AVC en Arabie saoudite, en octobre 2018. Comment allez-vous aujourd'hui ?

Ali Bongo Ondimba : Grâce à Dieu, je vais bien, et je tiens à remercier à nouveau les autorités des royaumes d'Arabie saoudite et du Maroc pour leur accueil chaleureux et fraternel. Je remercie également les Gabonaises et les Gabonais, qui, en pensées et en prières, m'ont accompagné durant cette épreuve. J'ai puisé beaucoup de force dans leur soutien. Enfin, je redis merci à ma famille, tout particulièrement à mon épouse et à mes enfants, qui ont été constamment à mes côtés.

Aujourd'hui, tout cela est de l'histoire ancienne. Je mène à bien ma mission de chef de l'État. J'ai même augmenté mon rythme de travail. Avec la même ambition : que la population ne manque de rien et que le pays continue à se développer.

Cette épreuve vous a-t-elle changé ?

Forcément. Sur le plan de la santé, je prends davantage de précautions. Néanmoins, ce qui ne vous tue pas vous rend plus fort et renforce votre détermination. J'ai hâte d'être de nouveau à 100 % de mes capacités, de retrouver mon élocution naturelle. Restent quelques étapes à franchir. Tout cela représente un travail quotidien, qui s'ajoute à ma charge de chef de l'État. Je dois reconnaître qu'il y a eu des moments difficiles.

Pendant cette période, votre pouvoir a vacillé, et une guerre des clans a éclaté

dans votre entourage. Comment l'avez-vous vécu ?

C'est une péripétie qui n'intéresse qu'un microcosme. Quelques personnes ont cru voir leur tour arriver. Je m'en doutais. Cependant, la très grande majorité m'a soutenu. Le peuple a été formidable, aussi je ne pouvais pas l'abandonner. J'ai puisé de la force dans ce soutien, ce qui m'a permis de revenir plus vite que ne le prédisaient les médecins. Ce qui compte aussi, c'est le fonctionnement des institutions, régies par la Constitution. Or celles-ci ont démontré leur très grande solidité. De cela, nous pouvons, nous, Gabonais, être collectivement fiers.

Cela a-t-il modifié votre manière d'appréhender la vie ?

Je suis ressorti de cette épreuve avec la volonté décuplée de faire du Gabon l'un des pays les plus avancés d'Afrique d'ici à dix ans, en matière de formation, de santé ou d'économie verte. Je suis, aussi, devenu plus exigeant. J'entretiens un rapport au temps différent. Ce temps nous est à tous compté. Il faut donc bien l'employer. Le mien, je le mets au service des Gabonais.

Vos adversaires vous prétendent diminué, voire dans l'incapacité de diriger le Gabon. Que leur répondez-vous ? D'autant que 2023 arrive à grands pas. Serez-vous candidat ?

Je suis le chef de l'État, j'ai assez à penser et à faire. J'ai la lourde charge de diriger le pays et d'achever certains chantiers. Il reste encore plus de deux ans avant l'élection présidentielle. Je



LA GUERRE DES CLANS N'INTÉRESSE QU'UN MICROCOSME. CERTAINS ONT CRU VOIR LEUR TOUR ARRIVER. JE M'EN DOUTAIS.



suis concentré sur l'action, sur les réformes à mener. J'ai peu de temps à consacrer à autre chose, a fortiori en cette période de crise sanitaire. Quant à mes adversaires, je leur conseillerais plutôt de travailler à formuler des idées, à ce qui préoccupe au quotidien la population, et d'avoir une approche constructive. Penser convaincre les Gabonais en se contentant de critiquer et de polémiquer, c'est se fourvoyer complètement.

Avez-vous, à un moment ou à un autre, envisagé de quitter vos fonctions ?

Je n'ai jamais lâché et à aucun moment l'idée d'abandonner ne m'a effleuré l'esprit. Pour un capitaine, quitter le navire en pleine mer est inenvisageable.

Maixent Accrombessi, Liban Soleman, Étienne Massard, Frédéric Bongo, M. Park, Steed Rey, Serge



23 mars 2019 : le chef de l'État. Jusque-là en convalescence au Maroc, rentre au Gabon.

COMMUNICATION PRÉSIDENTIELLE

Mickoto, Arsène Emvahou... Depuis cet AVC, vos plus proches collaborateurs, ceux qui formaient votre garde rapprochée depuis 2009, voire avant cette date, ont été écartés. Seuls restent à vos côtés Jean-Yves Teale, Michael Moussa ou Lee White. Pourquoi ce grand ménage ?

Il ne s'agit pas de questions de personnes mais d'efficacité collective. Après mon retour, en 2019, j'ai souhaité amorcer une nouvelle étape de mon septennat. Pour ce faire, j'avais besoin de nouvelles compétences. De personnes qui pensent et agissent différemment. Pour pouvoir s'adapter sans cesse, il faut être capable de changer d'organisation.

Vous avez nommé votre fils aîné, Nouredin Bongo Valentin, coordinateur général des affaires présidentielles. Quelle mission lui avez-vous réellement confiée ? Certains disent

que vous le préparez à vous succéder, en 2023 par exemple...

C'est moi qui lui ai demandé de venir travailler au service des Gabonaises et des Gabonais. Il a alors, sans hésiter, quitté un travail qu'il aimait et dans lequel il réussissait. Nouredin, en qui j'ai évidemment toute confiance, est extrêmement compétent. Il m'assiste au quotidien, veille à ce que mes directives soient bien exécutées et en assure le suivi. Il occupe une fonction très technique.

Il a également une vision très affirmée du développement du Gabon à long terme, un regard très actuel et une sensibilité particulière sur une série de sujets tels que la formation professionnelle, la lutte contre les inégalités, la protection de l'environnement. Enfin, j'apprécie tout particulièrement sa franchise. Chose très rare dans ce milieu, il n'hésite pas à me dire ce qu'il pense et à tirer la sonnette

d'alarme quand il estime que la voie empruntée n'est pas la bonne. Pour le reste, je ne commente ni les spéculations ni les fantasmes.

Sa nomination est intervenue après la chute, puis l'arrestation pour détournement de fonds publics, de Brice Laccruche Alihanga, votre directeur de cabinet. La disgrâce de cet homme, naguère tout-puissant, a suscité l'incompréhension. Que s'est-il réellement passé ?

Vous comprendrez que, dans ma position et en vertu de la séparation des pouvoirs, je ne commenterai pas une procédure judiciaire en cours. Tout ce que je peux dire, c'est que j'ai une entière confiance dans la justice de mon pays. Si des fautes ont été commises, elles devront être sanctionnées, et cela c'est à la justice de le déterminer. Les pressions extérieures, d'où qu'elles viennent et →

LA GRANDE INTERVIEW

ALI BONGO ONDIMBA

sous quelque forme que ce soit, n'y changeront rien. La justice gabonaise est indépendante.

La lutte anticorruption a fait de nombreuses autres victimes. Quel bilan peut-on dresser des différentes opérations menées, comme Mamba 1, Mamba 2 ou Scorpion ?

La lutte contre la corruption est l'une de mes grandes priorités. Vous avez cité les opérations Mamba et Scorpion. Dans un autre registre, vous auriez pu mentionner les travaux récents de la *task force* sur la dette intérieure, qui ont permis de révéler que, sur un total de 1030 milliards de F CFA [1,6 milliard d'euros] audités, 623 milliards étaient des dettes fictives, soit un ratio de 62 %. Ces derniers mois, notre dispositif institutionnel a été renforcé [Direction générale des marchés publics, Agence nationale d'investigations financières et création de l'Autorité nationale de vérification et d'audit], et nos procédures ont été durcies. En la matière, ma ligne politique est extrêmement claire : tolérance zéro !

Depuis votre réélection, en 2016, vous avez travaillé avec trois Premiers ministres et procédé à une dizaine de remaniements ministériels. Ce n'est pas signe d'une grande stabilité...

En ce domaine, ce qui compte n'est pas la stabilité ou la durée, mais l'efficacité. La stabilité est un moyen ; l'efficacité, une fin. Si, pour être plus efficace, il faut changer, je n'hésite pas. Quand on est président, il faut savoir s'adapter et trancher.

Êtes-vous satisfait de votre Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, et de son équipe ?

Je la connais bien, depuis sa première nomination au gouvernement. Elle avait notamment fait un passage remarqué et remarquable au ministère de la Défense nationale. Comme leurs prédécesseurs, elle et son gouvernement seront jugés, le moment venu, sur leur bilan. J'attends de leur part des résultats significatifs. Le quotidien des Gabonais doit être amélioré ; l'avenir du pays, mieux préparé.



COMMUNICATION PRÉSIDENTIELLE

Ce que je peux dire à ce stade, c'est que la Première ministre a toute ma confiance.

Le gouvernement a engagé une réforme constitutionnelle. Une disposition organise la vacance du pouvoir : un triumvirat, composé du ministre de la Défense et des présidents des deux chambres du Parlement, est chargé d'assurer un éventuel intérim. C'est une formule pour le moins inédite...

Je me permets de préciser un point. Il ne s'est pas agi de « réformer » dans le sens de « modifier », mais de consolider notre édifice constitutionnel sur un certain nombre de points techniques, comme la vacance du pouvoir, la responsabilité pénale du chef de l'État et la composition du Sénat. Il ne faut pas politiser un débat qui est en réalité purement juridique. Toutes ces réformes concourent à renforcer l'ancrage démocratique de notre pays.

Pour répondre spécifiquement

à votre question sur l'inclusion du ministre de la Défense dans le collège qui assure l'intérim en cas de vacance du pouvoir, le président de la République étant le chef de l'armée, il est normal, s'il est empêché, que le ministre de la Défense, qui dispose de la compétence et de l'expérience requises en la matière, le supplée à ce titre.

Depuis la présidentielle de 2016, le climat politique est tendu. Comment l'apaiser ?

C'est votre point de vue. Pas le mien. La réalité est très éloignée du commentaire que vous en faites. À preuve, les élections qui ont eu lieu depuis, qu'il s'agisse des législatives, des locales ou, dernièrement, des sénatoriales, se sont parfaitement déroulées, sans le moindre heurt. Et n'oubliez pas que nos adversaires d'aujourd'hui étaient nos compagnons hier.

Le Gabon est l'un des pays d'Afrique où le climat politique est le plus



EN PLUS D'ÊTRE EXTRÊMEMENT COMPÉTENT, NOUREDDIN A UNE VISION TRÈS AFFIRMÉE DU DÉVELOPPEMENT DU PAYS À LONG TERME.



COMMUNICATION PRÉSIDENTIELLE



À g. : le chef de l'État (au centre), entouré de Nouredin Bongo Valentin, coordinateur des affaires présidentielles (à sa droite), et des membres du cabinet, le 19 novembre 2020.

Ci-contre : avec Emmanuel Macron, lors du 18^e sommet de l'OIF, à Erevan (Arménie), le 12 octobre 2018.

apaisé. Pour autant, il ne s'agit pas d'un acquis. C'est pourquoi il nous faut constamment travailler dans deux directions. D'une part, garantir une meilleure représentation de la population dans ses diverses composantes au sein des institutions politiques : d'où l'inclusion, au sein du gouvernement, de l'Assemblée nationale, etc., des femmes, des jeunes et de personnalités issues du secteur privé. Et, d'autre part, mener les réformes que les Gabonais attendent. Un pays pacifié et apaisé est un pays où les réformes attendues par la population sont réalisées.

Comment se porte votre formation, le Parti démocratique gabonais (PDG), guère fringante lors de la dernière présidentielle ?

Là encore, je vous laisse libre de votre commentaire, très éloigné de la réalité. Le PDG, qui vient de souffler ses cinquante-trois bougies, s'est beaucoup réformé ces dernières années. Certes, le parti a connu des départs et a dû infliger des sanctions disciplinaires. Cela dit, il a aussi enregistré un grand nombre d'arrivées, de sorte que, sur la période, le solde est largement positif.

Le PDG reflète aujourd'hui davantage la population dans toute sa diversité. Une place plus importante

est faite aux femmes, aux jeunes, aux travailleurs du privé, aux territoires. En parallèle, le parti a revu son logiciel programmatique. Tous ces efforts combinés ont payé. Le PDG a réalisé des scores historiques lors des trois derniers scrutins [les législatives et les locales en 2018, les sénatoriales en 2021]. Il n'est pas essoufflé. Au contraire, il est en pleine forme.

Face à vous, une opposition éclatée. Qui sont vos principaux adversaires ? Jean Ping, Guy Nzouba-Ndama, Alexandre Barro-Chambrier ?

Il ne m'appartient pas de faire un commentaire sur tel ou tel, en particulier en dehors de ma famille politique. Toutefois, rappelons-nous que certains, qui donnent aujourd'hui des leçons à tout propos, ont été longtemps aux affaires et ont occupé de très hautes fonctions. La critique est aisée, l'art est difficile, comme on dit.

La démocratie gabonaise gagnerait à avoir une opposition structurée et constructive, qui ne se contente pas de critiquer sans jamais faire de contre-propositions. La politique n'est pas qu'un jeu de pouvoir. C'est avoir entre ses mains le destin de centaines de milliers de femmes et d'hommes. Il faut donc être responsable et savoir faire passer les intérêts de son pays avant tout.

Pierre Claver Maganga Moussavou, l'ex-vice-président, n'a toujours pas de successeur. Envisagez-vous de le remplacer ?

La question sera réglée dans les plus brefs délais. J'ai actuellement à l'étude plusieurs profils. Mon choix sera connu rapidement.

Quelles sont les conséquences de la pandémie de Covid-19 pour le Gabon ? Et les perspectives pour 2021 ?

Les conséquences de cette pandémie sont avant tout humaines. Malgré une riposte jugée très efficace par les institutions internationales, avec un nombre élevé de tests et une faible létalité, le Gabon déplore un peu plus d'une centaine de morts, sans compter les personnes qui conservent des séquelles après avoir été infectées par le virus.

Les conséquences sont ensuite sociales. La vie des Gabonais a été profondément modifiée depuis un an. Ils ont consenti d'énormes sacrifices, et je les en remercie. Enfin, les conséquences sont économiques. En 2020, nous avons subi un triple choc, lié à la chute de la demande mondiale de nos principaux produits d'exportation, à la baisse des cours des produits de base et au ralentissement de certaines activités au niveau national en raison des mesures prises pour freiner

l'épidémie. Conséquence : notre PIB s'est contracté d'environ cinq points par rapport à 2019, pour se situer entre -1 % et -2 %. Dans le même temps, nos recettes budgétaires ont baissé d'environ 4 points du PIB par rapport à 2019, et nos dépenses de 1,5 point, malgré la hausse des dépenses de santé, nécessaires pour lutter contre l'épidémie. Toutefois, comparativement à certains pays du continent, le Gabon montre de meilleurs signes de résilience. Résultat, 2021 devrait être une année de forte reprise. Nous tablons sur une croissance de 4 %.

Sur le plan social, ces mesures ont du mal à passer auprès de la population,

QUESTIONNAIRE INTIME

Quel est votre principal défaut ?
L'obstination.

Votre principale qualité ?
La persévérance.

Votre livre de chevet ?
La biographie de Churchill, par Andrew Roberts. Cependant, en ce moment, mon temps de lecture est, je dois l'avouer, accaparé par de très nombreux dossiers.

Quel personnage historique vous a le plus marqué ?
À l'évidence, mon père. Je citerais également, parmi les contemporains, Martin Luther King et le général de Gaulle, ainsi que Lee Kuan Yew pour son efficacité.

Votre hobby favori ?
La musique, qu'il s'agisse de jouer ou de composer.

Si vous deviez vous réincarner sous la forme d'un animal, quel serait-il ?
Un félin : lion, tigre ou panthère.

Le moment le plus émouvant de votre vie ?
La naissance de mes enfants.

d'autant que le nombre des contaminations et des décès semble relativement faible...

Que les populations ressentent durement les mesures de restriction est un phénomène mondial que l'on peut aisément comprendre. Ma responsabilité, en tant que chef de l'État, n'est pas de mettre en place des mesures qui font plaisir. En revanche, je dois prendre les bonnes mesures pour protéger la population.

Ensuite, si le nombre de morts est relativement faible au Gabon, ce chiffre a crû considérablement depuis le début de l'année. Un tiers des décès liés au Covid-19 sont survenus ces trois derniers mois. D'où la nécessité de maintenir, et parfois de durcir, certaines restrictions. D'où la nécessité, également, d'accélérer la mise en œuvre de notre plan de vaccination. Au début de mars, nous avons reçu les 100 000 premières doses du vaccin produit par Sinopharm. Nous devrions recevoir sous peu des vaccins Sputnik V. Par ailleurs, le Gabon est membre de l'initiative Covax, dont les livraisons ont déjà débuté en Afrique et ne sauraient tarder ici. Rien n'est laissé de côté. Tous ces efforts combinés finiront, j'en suis certain, par payer. Mon objectif est de permettre aux Gabonais de retrouver au plus vite le cours d'une vie normale.

Vous avez lancé un Plan d'accélération de la transformation (PAT 2021-2023) de l'économie gabonaise. Qu'en attendez-vous ? On parle de cette fameuse diversification depuis bien longtemps...

Tout comme Rome ne s'est pas faite en un jour, la diversification d'une économie ne se fait pas en un claquement de doigts. Reste qu'en l'espace d'une décennie le Gabon a énormément progressé sur ce plan. À preuve, le poids du secteur du bois s'est nettement renforcé. Quant à la part du pétrole dans le PIB, elle est passée de 42,2 % en 2010 à 32,7 % en 2019. En outre, le Gabon transforme davantage localement ses matières premières avant de les exporter, ce qui est bon pour notre industrie et pour l'emploi.



LA DÉMOCRATIE GABONAISE GAGNERAIT À AVOIR UNE OPPOSITION CONSTRUCTIVE, QUI NE SE CONTENTE PAS DE CRITIQUER.

Nous souhaitons renforcer ces dynamiques à travers le PAT, adopté en janvier. L'objectif est d'avoir trois années pleinement utiles pour notre pays. À terme, notre croissance devra être non seulement plus vigoureuse, mais aussi plus endogène, c'est-à-dire moins dépendante des cours mondiaux des matières premières, davantage créatrice d'emplois [30 000 en trois ans, prévus dans la seule filière bois] et plus durable, adaptée à la nouvelle donne du changement climatique.

Autre point : notre endettement, qui est de 70 % du PIB, devra être ramené sous la barre des 50 %. Nous y parviendrons grâce à une meilleure maîtrise de nos dépenses, à l'accélération de notre croissance et à la restructuration de notre dette, par le biais de l'allongement de sa maturité et de la renégociation des taux d'intérêt.

Quel bilan tirez-vous de votre action à la tête de l'État depuis 2009 ? En 2016, une grande partie des électeurs a souhaité le sanctionner en votant pour Jean Ping...

Toute personne qui aime son pays souhaiterait toujours en faire davantage. Il est certain que nous aurions pu faire mieux sur certains points. Des erreurs ont également été commises, qui auraient pu être évitées. Mais, s'il y a eu des insuffisances, il y a également eu de nombreux succès. Ceux-ci ne doivent pas être passés sous silence, que ce soit en matière économique avec la réussite de la filière bois, en matière sociale avec la gratuité des soins pour les accouchements, ou en matière sociétale avec

Avec Marie-Madeleine Mborantsuo, présidente de la Cour constitutionnelle, à Libreville, le 18 mars.



COMMUNICATION PRÉSIDENTIELLE



COMMUNICATION PRÉSIDENTIELLE

Lors de l'interview, le 16 mars, à Libreville, au Palais présidentiel.

la parité. Si je n'ai pas le pouvoir de changer le passé, je peux en revanche agir sur le présent et l'avenir. Je me concentre là-dessus.

Comment ont évolué les relations avec la France sous la présidence d'Emmanuel Macron ? La période Hollande, entre 2012 et 2017, avait été particulièrement délicate...

Sous François Hollande, les relations entre le Gabon et la France n'ont pas toujours été très fluides. Il y a eu des incompréhensions. Depuis l'élection d'Emmanuel Macron, elles se

sont très nettement améliorées. Nous partageons la même volonté d'avoir des relations bilatérales nourries, apaisées et, je dirais, modernisées.

Qui sont aujourd'hui les principaux partenaires du Gabon ?

En l'espace de dix ans, le Gabon a beaucoup diversifié ses partenariats. Les pays d'Asie, du Moyen-Orient, d'Afrique, ou encore la Russie ou la Turquie sont de plus en plus présents chez nous, ce qui est une indication de notre attractivité économique. Dans le même temps, nous avons su conserver

avec nos partenaires traditionnels, dont les États-Unis et l'Europe, une relation privilégiée.

Sur la scène internationale, le Gabon est un partenaire qui compte. Son implication dans certains dossiers, comme la lutte contre le réchauffement climatique, sur lequel il est à la pointe [le pays préside le groupe des négociateurs africains en vue de la COP26], est particulièrement appréciée.

Le poids diplomatique du Gabon s'observe également à travers son élection, en octobre 2020, au Conseil des droits de l'homme de l'ONU ou à travers la validation, par l'Union africaine, en février dernier, de sa candidature à un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

Les attentes des Gabonais sont légion, a fortiori depuis le début de la pandémie de Covid-19. Pensez-vous réellement pouvoir y répondre ?

Si j'avais le moindre doute à ce sujet, j'en aurais tiré depuis longtemps les conséquences. J'ai, vis-à-vis des Gabonais, une obligation de résultat. Je continuerai à mettre toute mon énergie à répondre à leurs attentes les plus légitimes. Et de l'énergie, j'en ai à revendre ! **DA**



LE NOUVEAU VISAGE DU BÉNIN

La politique menée depuis cinq ans a modifié le visage du Bénin. Dernière preuve en date : la croissance économique attendue en 2020 à 2,3 %, malgré la crise sanitaire mondiale liée au Covid 19 et la fermeture des frontières du Nigeria, partenaire majeur du pays, d'août 2019 à décembre 2020. Ce taux de croissance est le meilleur de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et le second d'Afrique subsaharienne, alors que la plupart des pays du monde attendent des taux négatifs.



En juillet 2020 déjà, le Bénin était passé de pays « à revenu faible » à « pays à revenu intermédiaire » dans le classement de la Banque mondiale. Ces résultats, outre le travail du gouvernement, sont « le fruit des efforts et sacrifices (des populations du Bénin). Ils sont l'expression qu'ensemble, nous pouvons changer le cours de l'histoire, convaincus que la pauvreté et le sous-développement ne sont pas des fatalités », a commenté le président Patrice Talon lors de ses vœux de nouvel an 2021. Il venait de rendre compte des résultats du Programme d'action du gouvernement (PAG) 2016-2021 à travers les communes du pays. Pour réaliser ces performances, le

Bénin a amélioré l'environnement des affaires, de même que la mobilisation des ressources fiscales et l'efficacité de la dépense publique, alors que la qualité de sa « signature » sur les marchés financiers a été consacrée par l'émission d'un Euro bond à 1 milliard d'euros début janvier 2021. Résultat : les recettes intérieures ont progressé de 50 % entre 2016 et 2019 et le déficit budgétaire est passé de 5,9 % du PIB en 2015 à seulement 0,5 % en 2019. Quant au taux d'endettement, il est resté sous la barre des 50 % du PIB, loin de la norme communautaire fixée à 70 %, signe que le pays ne s'est pas mis dans le rouge pour se transformer.

**Ces résultats
« sont l'expression
qu'ensemble, nous
pouvons changer
le cours de l'histoire,
convaincus que la
pauvreté et le sous-
développement ne
sont pas des fatalités ».**
Patrice Talon



L'indice du bonheur, mesuré par l'ONU, montre quant à lui que le Bénin est passé de la 153^e place en 2016 à la 86^e en 2020.

Le taux de desserte en eau potable en milieu urbain est passé de 55 % en 2016 à 75 % en 2020, et même de 42 à 70 % en milieu rural !

bonheur, notion subjective s'il en est, est sans doute à rattacher à l'amélioration des conditions de vie au Bénin.

EAU POTABLE

Grâce aux investissements réalisés depuis cinq ans, la disponibilité de l'eau potable est assurée de façon permanente dans les centres urbains de grande concentration, tels qu'Abomey-Calavi, Djougou, Parakou, Savè, Dassa-Zoumé, Glazoué, Savalou ou encore dans les villes du plateau d'Abomey. Les capacités de production

y ont été quadruplées pour couvrir les besoins des populations au-delà de l'horizon 2030. Le taux de desserte en eau potable en milieu urbain est passé de 55 % en 2016 à 75 % en 2020, et même de 42 à 70 % en milieu rural !

ÉLECTRICITÉ

Dans le domaine de l'énergie électrique, le Bénin a porté sa capacité de production de zéro à 180 MW entre 2016 et 2019. Au total, le nombre de localités électrifiées est passé de 1775 en 2015 à 2099 en 2020, alors que le nombre de clients de la Société béninoise d'énergie électrique (SBEE) est passé de 530 628 à 663 266. La procédure de sélection d'un partenaire pour la construction d'une nouvelle centrale thermique de 140 MW est en cours. C'est également le cas de nombreux projets, thermiques et photovoltaïques, de 25 à 50 MW, portés notamment par des entrepreneurs indépendants ! A plus long terme, l'État prépare la réalisation en mode BOOT de plusieurs projets d'aménagement hydroélectrique qui dépassent parfois la centaine de MW de production.

DE MEILLEURES INFRASTRUCTURES POUR AMÉLIORER LE CADRE DE VIE DES POPULATIONS

Outre ses propres ressources, Cotonou a mobilisé auprès de ses partenaires techniques et financiers plus de 6148 milliards de FCFA pour le financement du Programme d'action du gouvernement (PAG). Des fonds essentiellement injectés dans les infrastructures, l'eau potable, l'énergie, l'agriculture, l'éducation ou encore la santé, afin d'améliorer le cadre de vie des habitants. Cela a permis de faire passer le taux de pauvreté de 40,1 % en 2015 à 38,5 % en 2020, ce qui représente la seconde meilleure performance de la zone UEMOA. L'indice du bonheur, mesuré par l'ONU, montre quant à lui que le Bénin est passé de la 153^e place en 2016 à la 86^e en 2020 ! Cet indice du



LE NOUVEAU VISAGE DU BÉNIN



© RODRIGUE AYO

ROUTES, AIR, MER

De 2016 à fin octobre 2020, les autorités ont entrepris des travaux sur un linéaire de plus de 1823 km, dont 834 km pour les réhabilitations et 989 km pour les nouvelles constructions. De quoi faire évoluer l'indice d'état général du réseau routier classé de 46 % en 2016 à 63 % en 2020.

Dans le **secteur aérien**, les travaux de réhabilitation et de mise aux normes des installations de l'aéroport International Cardinal Bernardin Gantin de Cadjéhoun se poursuivent. Quant au projet de construction du nouvel aéroport international de Glo-Djigbé, les travaux préparatoires sont réalisés et le processus de libération de l'emprise du terrain devant abriter l'infrastructure est réalisé à 69 %.

Dans le secteur stratégique des **transports maritime et portuaire**, les réformes menées ont contribué à l'extension du port de Cotonou. Elles ont permis de moderniser ses infrastructures, d'augmenter la productivité et de réduire les coûts. Un nouveau terminal à vrac de 550 m de quai a été érigé, alors que l'extension du quai terminal à conteneurs, de 456 à 700 mètres, permet l'accostage simultané de deux grands navires.

INTERNET HAUT DÉBIT

Le Bénin a réalisé des progrès majeurs en matière d'infrastructures numériques et de dématérialisation de ses services publics.

Plus de 2000 km de fibre optique ont déjà été déployés sur le territoire. Afin que cette puissance puisse être rapidement exploitable, les autorités ont mis en place des Points Numériques Communautaires dans 43 communes sur 77 depuis 2018, avec un impact sur plus d'un million de personnes. Impôts, création d'entreprises... plusieurs secteurs ont connu une transition digitale presque intégrale. Grâce à la plateforme **servicepublic.bj**, plus d'une centaine de prestations et de documents de l'État sont disponibles en ligne, ce qui en fait le N°1 ouest-africain de la fourniture des services par voie électronique, selon l'Indice onusien de Développement de l'E-Gouvernement (EGDI).

INVESTISSEMENT PUBLIC URBAIN

Les autorités ont fait de l'investissement public urbain un autre pan de leur objectif central, notamment à travers la construction d'infrastructures marchandes et sociocommunautaires, afin de relancer le tissu économique local. La phase 1 du projet asphaltage, pratiquement achevée, a pris en compte 255 rues avec 197 km de voies pavées et bitumées. Quant à la modernisation de la gestion des déchets solides ménagers, elle impacte plus de 600 000 ménages dans le Grand Nokoué. Grâce aux travaux de protection de la côte béninoise enclenchés depuis 2016, ce sont plus de 160 ha de superficie autrefois engloutis sous les eaux qui ont été récupérés.

AGRICULTURE : LE MOTEUR DE L'ÉCONOMIE

Le PAG fait depuis 2016 de l'agriculture le principal levier de développement économique et de création de richesses et d'emplois du Bénin. Il met l'accent aussi bien sur l'essor de filières agricoles à haute valeur ajoutée (coton, anacarde, ananas...), que sur des filières plus conventionnelles, destinées à assurer la sécurité alimentaire du pays (maïs, riz, manioc, filières animales et halieutiques...). Au total, le gouvernement a injecté entre 2016 et 2020 plus de 600 milliards FCFA en investissements publics, soit environ 10 % des dépenses de l'État, en ligne avec les accords de Malabo de 2014. Ces investissements ont favorisé la création de plus de 169 000 emplois.

L'une des premières actions engagées en 2016, afin de relancer la filière coton en berne, a été de remettre le privé au cœur du secteur. Comme dans d'autres filières, les entreprises sont parvenues à mettre à la disposition des producteurs des intrants et des semences de qualité, dans des délais suffisants et en quantité. Résultat : le Bénin est devenu le premier producteur africain de coton-graine depuis la campagne 2018-2019, et la production s'est établie à 715.000 tonnes en 2019-2020, contre 270 000 tonnes en 2015-2016. Conséquence de ces meilleurs rendements, plus de revenus pour les producteurs et pour l'État. Le rendement de la culture de l'ananas, pour ne prendre que cet exemple, est quant à lui passé de 47,4 tonnes/ha en 2015 à 63,6 tonnes/ha en 2019. Sa transformation domestique s'est renforcée, passant de 15 % en 2016 à 50 % en 2019, alors que la récente obtention de l'indication géographique protégée pour le « Pain de sucre » renforce sa réputation et son potentiel d'exportation.

**Le Bénin est devenu
le premier producteur africain
de coton-graine depuis
la campagne 2018-2019**

© GABRIELLA PISTOLA



RESSOURCES HUMAINES : DES INVESTISSEMENTS MAJEURS DANS LA SANTÉ ET L'ENSEIGNEMENT

Outre les infrastructures de base, la qualité de la santé et de l'enseignement est un baromètre majeur du bien-être.

DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES MODERNISÉES

Un vaste programme de renforcement et de modernisation des équipements des hôpitaux et centres de santé a été mis en œuvre depuis 2016. C'est dans ce cadre que l'hôpital de zone d'Allada a été équipé et qu'une unité d'IRM a été acquise au profit du Centre National Hospitalier et Universitaire Hubert Koutoukou Maga de Cotonou. Alors que l'unité de scanographie du Centre hospitalier départemental de l'Ouémé vient d'être mise en service, les travaux de construction de l'hôpital de référence d'Abomey-Calavi, avec 500 lits et des technologies de pointe, ont été lancés. Par ailleurs, les initiatives de gratuité des soins ont été maintenues dans de nombreuses spécialités, alors que 1300 établissements sanitaires illégaux ont dû être fermés pour assainir le secteur médical et paramédical privé. tage simultané de deux grands navires.

LA CONTINUITÉ DE L'ENSEIGNEMENT ASSURÉE

Face à la pandémie de Covid 19, le gouvernement est parvenu à sauver l'année 2019-2020 pour tous les ordres d'enseignement. Dans le **supérieur**, en particulier, il a mis en place la plateforme e-learning, par le biais de laquelle les cours ont été dispensés. Plus largement, grâce aux investissements réalisés dans

les infrastructures et le recrutement, le ratio étudiants/place assise, qui était de 4 en 2017, est désormais d'une place pour 2,5 étudiants.

Au **secondaire**, ce sont 1034 salles de classe qui ont été construites et équipées,

impactant 51 700 apprenants. Deux lycées d'enseignement et de formation techniques et professionnels ont été érigés à Bopa et Tchaourou, de même qu'un Centre de formation professionnelle et d'apprentissage à Agouagon. Dans le cadre du projet structurant Semè City, une École des Métiers du Numérique a été construite à Cotonou. Cet engouement pour la formation technique et professionnelle fait que le nombre d'apprenants est passé de 18 500 en 2016 à plus de 29 000 en 2020.

Dans l'**enseignement primaire**, plus de 6000 salles de classe ont été construites et équipées avec l'appui des partenaires du Bénin. Les autorités ont atteint dès 2018, soit trois ans avant le terme fixé, le taux de 51% de couverture des écoles en cantines scolaires, avec plus de 800 000 enfants impactés dans plus de 4 000 écoles.



Dans l'enseignement primaire, plus de 6 000 salles de classe ont été construites et équipées.

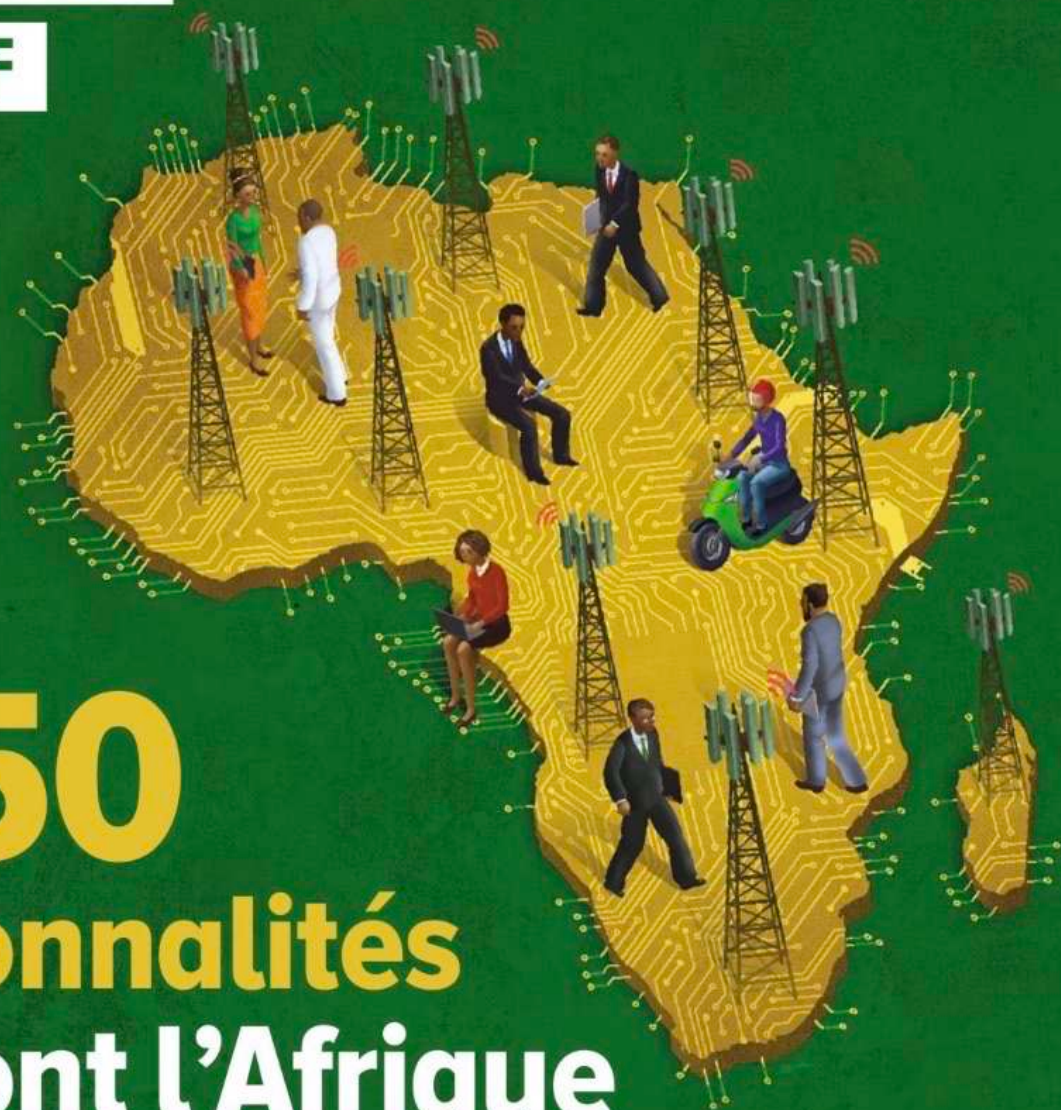
ARCH : UN SOUTIEN STRUCTUREL AUX PLUS DÉMUNIS

Au rendez-vous face à la crise du Covid 19, le gouvernement a réussi à doter le Bénin de moyens logistiques pour freiner la propagation du virus, assurer gratuitement la prise en charge des malades et relancer l'économie, en injectant d'importantes ressources pour soutenir les entreprises, les industries, les artisans ou les agents de l'État. Cela, en ligne avec tout ce qui avait été réalisé depuis 2016 dans les affaires sociales, notamment dans le secteur de la microfinance. Mais c'est dans une action sociale structurelle, qui génère des résultats plus durables, que le gouvernement est engagé depuis plusieurs années. Il continue de mettre en œuvre le projet Assurance pour le renforcement du capital humain. Programme ambitieux, ARCH est un paquet de quatre services, l'assurance maladie, la formation, l'accès au crédit et l'assurance retraite, qui cible près de 2,5 millions de « pauvres extrêmes » qui devront être pris en charge intégralement par l'État.

CLASSEMENT EXCLUSIF

Les 50 personnalités qui font l'Afrique numérique

Accélérée à la faveur de la pandémie, la révolution technologique en cours réunit un écosystème de plus en plus riche. JA, qui suit cette évolution depuis ses débuts, propose pour la première fois un palmarès des figures qui incarnent le mieux cette effervescence.



JULIEN CLÉMENÇOT

S'il est une industrie qui a toujours dépassé les attentes en Afrique, c'est sans conteste celle des télécoms. Aujourd'hui, le continent compte plus de 500 millions d'utilisateurs de téléphones mobiles. Presque un Africain sur deux. Bien au-delà de ce qu'aurait pu imaginer, en 1987, le Rwando-Congolais Miko Rwayitare, créateur en RD Congo du premier réseau mobile du continent. À l'époque, l'entrepreneur ne visait que quelques milliers de *happy few*, et ses téléphones, qui ne permettaient même pas d'envoyer un SMS, avaient encore la taille d'une brique. En trois décennies, les opérateurs ont traversé toutes les crises sans frémir. Leurs services étaient trop basiques pour être frappés par l'éclosion de la bulle internet en 2001, puis ils étaient devenus trop essentiels pour traverser la crise financière de 2008 ou rebondir au moment de l'effondrement des cours du pétrole, en 2014. La pandémie de Covid ne les aura pas plus ébranlés, au contraire.

Mais, à la différence des bouleversements précédents, l'industrie des télécoms n'est plus la seule à porter la révolution numérique africaine. Après le développement des réseaux 2G, puis 3G et 4G, des câbles sous-marins, du paiement mobile, le continent a entamé un nouveau saut technologique, celui de l'économie des plateformes. Dans les domaines de l'e-commerce d'abord, depuis quelques années, mais aussi des services financiers, de l'accès à l'énergie, de l'agriculture, de la santé ou de l'éducation. Même les États s'y sont mis avec l'espoir de réconcilier administrés et administration, tout en améliorant leur gouvernance.

Autour de MTN, Vodacom, Orange et les autres, ce sont donc des milliers de startups, d'investisseurs, d'incubateurs, d'opérateurs de réseaux en fibre optique ou de *data centers* et d'influenceurs qui ont enrichi l'écosystème. Cette profusion d'acteurs nous a poussés à établir pour la première fois le classement des 50 personnalités qui font l'Afrique numérique, avec l'envie de le reproduire chaque année. Une entreprise ambitieuse, qui mêle dans un même palmarès des dirigeants d'opérateurs de télécoms aux centaines de millions d'abonnés, des patrons de fonds d'investissements spécialisés, dont les plus importants approchent 100 millions d'euros, des entrepreneurs à la

recherche de financements, des fondateurs de start-up devenues licornes, mais aussi des représentants des Gafam, ces sociétés tentaculaires aux moyens presque illimités, et enfin de quelques décideurs publics.

Avec beaucoup d'humilité, nous rendons compte au travers de cette sélection de la place que chacun occupe à nos yeux dans une effervescence qui s'est encore accentuée à la faveur de la crise sanitaire, sous la pression de populations confinées avides de ces nouveaux services numériques. Pour étalonner nos candidats, choisis dans une liste de plus de 300 noms, nous avons retenu une série de critères qui vont de la capacité d'innovation à la puissance financière et au montant des levées de fonds réalisées, en passant par le leadership et la notoriété, en valorisant au premier chef les événements survenus durant la période 2020-2021. Bien sûr, ce palmarès ne saurait prétendre à une vérité absolue, mais il présente notre vision d'une révolution suivie depuis ses débuts.

APRÈS LES 2G, 3G ET 4G, LES CÂBLES SOUS-MARINS ET LE PAIEMENT MOBILE, LE CONTINENT ENTRE DANS L'ÈRE DES PLATEFORMES.

E-commerce et fintechs

Nous aurions pu d'emblée y placer les dix premiers opérateurs de télécoms sans lesquels rien ne serait possible, mais nous voulions aussi mettre en évidence l'adoption de l'e-commerce, l'explosion des fintechs, notamment au Nigeria, plus que jamais dans le viseur de groupes mondiaux tels Visa ou Mastercard, l'intérêt grandissant pour les services d'accès à

l'énergie, le développement des *data centers*, et les premiers projets vraiment significatifs des Gafam, en particulier dans le domaine des infrastructures. Réduire la liste à 50 noms nous a aussi amenés à exclure de cette édition les grandes institutions financières comme IFC ou CDC, qui jouent pourtant un rôle important, et à constater l'absence des acteurs des pays du Maghreb dans les projets les plus ambitieux.

Pour finir, on notera que les femmes sont, dans cet écosystème, encore peu nombreuses à occuper les tout premiers rôles. Elles sont pourtant loin d'être absentes. On peut citer, en plus des personnalités figurant dans notre sélection, Odunayo Eweniyi, cofondatrice de la start-up Piggyvest, Coura Carine Sene, qui dirige Wave Sénégal, Fatoumata Ba, dont le fonds n'est pas encore totalement opérationnel, ou Andreatta Muforo, *partner* de la société d'investissement TLCom, représentée dans le classement par son fondateur. Des figures féminines qui, souhaitons-le, parviendront à se faire une place plus importante dans les prochaines éditions de notre top 50. ■

Les champions de l'Afrique digitale

RANG	PRÉNOM	NOM	NATIONALITÉ	FONCTION	ENTREPRISE OU ORGANISATION
1	Strive	Masiyiwa	Zimbabwéen-Britannique	CEO	Econet
2	Jérémy / Sacha	Hodara / Poignon	Français	Fondateurs et CEO	Jumia
3	Shola / Ezra	Akinlade / Olubi	Nigérian	Fondateurs et CEO	Paystack
4	Olugbenga	Agboola	Nigérian	Fondateur et CEO	Flutterwave
5	Ashraf	Sabry	Égyptien	Fondateur et CEO	Fawry
6	Mitchell	Elegbe	Nigérian	Fondateur et directeur général	Interswitch
7	Arif	Chowdhury	Bengali	Directeur et membre du conseil d'administration	Transsion Holdings
8	Sitoyo	Lopokolyit	Kényan	Directeur général	M-Pesa
9	Kim	Reid	Sud-Africain	Fondateur et CEO	Takealot
10	Ralph	Mupita	Zimbabwéen	CEO	MTN
11	Paul	Kagame	Rwandais	Président	République du Rwanda
12	Lacina	Koné	Ivoirien	Directeur général	Smart Africa
13	Shameel	Joosub	Sud-Africain	CEO	Vodacom
14	Alioune	Ndiaye	Sénégalais	CEO	Orange Middle East and Africa
15	Alpha	Barry	Sénégalais	CEO	Atos Africa
16	Hassanein	Hiridjee	Franco-Malgache	CEO	Axian
17	Jon	Stever	Britannique	Cofondateur et directeur général	i4policy
18	Mostafa	Kandil	Égyptien	Fondateur et CEO	Swvl
19	Mansoor	Hamayum	Pakistano-Suédois	Fondateur et CEO	BBOX
20	Bill	Lenihan	Américain	CEO	Zola Electric
21	Michael D.	Francois	Américain	Responsable infrastructures EMEA	Google
22	Ibrahima	Ba	Mauritanien	Directeur des infrastructures pays émergents	Facebook
23	Tidjane / Cyril	Deme / Collon	Sénégalais / Français	General Partners	Partech Africa
24	Bosun	Tijani	Nigérian	CEO	Co-Creation Hub / iHub
25	Maurizio	Caio	Italien	Fondateur et directeur général	TLcom Capital
26	Hany	Al-Sonbaty	Égyptien	Cofondateur et directeur général	Sawari Ventures
27	Ham / Majid	Serunjogi / Moujaled	Ougandais / Ghanéen	Cofondateur et CEO / Cofondateur et président	Chipper Cash
28	Jan	Hnizdo	Sud-Africain	PDG	Teraco Data Environments

RANG	PRÉNOM	NOM	NATIONALITÉ	FONCTION	ENTREPRISE OU ORGANISATION
29	Moustapha	Cissé	Sénégalais	Directeur du Centre sur l'intelligence artificielle d'Accra	Google
30	Erik	Hersman	Américain	Fondateur et CEO	BRCK
31	Rémy	Fékété	Français	Associé	Jones Day
32	Ryosuke	Yamawaki	Japonais	General Partner	Kepple Africa Ventures
33	Abasi	Ene-Obong	Nigérian	Fondateur et CEO	54gene
34	Grant / Kikande	Brooke / Mwatela	Britannique / Kényan	Cofondateur et CEO / Cofondateur et CEO	Twiga Foods
35	Phuthi	Mahanyele-Dabengwa	Sud-Africain	CEO	Naspers SA
36	Nolan	Wolff	Sud-Africain	CEO	Ayoba
37	Mesh / Malaika	Alloys / Judd	Kényan / Américain	Cofondateur et CEO / Cofondatrice et directrice financière	Sendy
38	Sim	Shagaya	Nigérian	Fondateur et CEO	uLesson Education
39	Jason	Njoku	Nigérian	Fondateur et PDG	IROKOTV
40	Rebecca	Enonchong	Camérounaise	CEO	Apps Tech
41	Cina	Lawson	Togolaise	Ministre	Ministère de l'Économie numérique
42	Ndèye	Tické	Sénégalais	Ministre	Ministère de l'Économie numérique
43	Nnenna	Nwakanma	Nigériane	Chief Web Advocate	World Wide Web Foundation
44	Iyinoluwa	Aboyeji	Nigérian	Fondateur & General Partner	Future Africa
45	Karim	Sy	Franco-Malien	Fondateur	Jokkolabs
46	Michael	Seibel	Américain	Directeur général	Y combinator
47	Kizito	Okechukwu	Sud-Africain	Directeur	22 on Sloane
48	Marième	Jamme	Sénégal	Fondatrice et présidente	iamtheCODE
49	Wim	van der Beek	Néerlandais	Fondateur et directeur général	Goodwell investment
50	Clément	Domingo (SaxX)	Franco-Sénégalais	Cofondateur	Hexpresso

TYPE D'ACTEUR : Télécoms ☐ Start-up ☐ Politique numérique ☐ Société civile ☐ Informatique ☐ Infrastructure ☐ Investisseur ☐



TOUT LE SAVOIR-FAIRE TECHNISEM DANS VOTRE POCHE

- Accès au catalogue
- Aide au choix variétal
- Liste des points de vente
- Conseils et astuces techniques
- Calculatrice de surface par espèce



Téléchargez l'application dès maintenant




1 Strive Masiyiwa toujours un « coup d'avance »

Figure majeure des télécoms, le milliardaire zimbabwéen a marqué l'année 2020 en levant plus de 1 milliard de dollars de financement pour aider son groupe à poursuivre son développement.

OLIVIER MARBOT

Philanthrope et membre de l'équipe de choc mise en place par l'Union africaine pour lutter contre le Covid-19, présent au *board* de plusieurs multinationales comme Unilever ou Bank of America, seul milliardaire du Zimbabwe, Strive Masiyiwa, 60 ans, est surtout, depuis plus de trente ans, l'un des entrepreneurs phare de la transformation numérique du continent.

Célèbre pour avoir mis un terme, dans les années 1980, au monopole public dans le secteur zimbabwéen des télécoms, passé par les rangs de la guérilla mais aussi par les amphes de l'université du Pays de Galles, ce diplômé en ingénierie, désormais installé à Londres, a démontré, depuis ses débuts dans les affaires, un flair et une capacité de rebond peu communs.

Autour de son groupe, Econet, il bâtit rapidement un écosystème qui dépasse les frontières du Zimbabwe et investit massivement en Afrique du Sud. Puis multiplie les partenariats, essaimant les filiales du Botswana au Lesotho, du Rwanda au Nigeria et au Burundi, puis sur les autres continents. Avec toujours en tête l'idée de ne pas se cantonner à son métier, de garder un coup d'avance.

Le groupe Econet se lance donc dans le satellite, les câbles terrestres et sous-marins, la télévision payante (sous le nom Kweze TV, son plus gros échec à ce jour) et, plus récemment, les *data centers*, qu'il décrit comme « une révolution qui marquera la nouvelle ère du secteur des technologies ».

Le parcours de Strive Masiyiwa n'est pas exempt d'accidents, et c'est ce qui le rend passionnant. Sorti vainqueur de son bras de fer avec les autorités zimbabwéennes sur l'ouverture à la

concurrence des télécommunications, il l'a payé au prix fort et a dû quitter le pays, où ses relations avec les autorités politiques restent tendues. En 2019, surtout, la décision des autorités de Harare d'interdire l'utilisation des devises étrangères sur leur sol et de ne plus autoriser que le dollar zimbabwéen semble lui faire mettre un genou à terre. Entre défiance des marchés et inflation, la devise locale perd 95 % de sa valeur, et l'homme d'affaires, dont une partie des avoirs restent cotés au Zimbabwe, voit son patrimoine dégringoler. En quelques mois, sa fortune passe de 2,3 à 1,1 milliard de dollars.

Carnet d'adresses

La pandémie de Covid-19 et la crise économique qui l'accompagne surviennent donc, pour le groupe Econet et son patron, au plus mauvais moment. Pourtant, l'année 2020 le voit rebondir de façon spectaculaire. Sa filiale Liquid Telecom, renommée Liquid Intelligent Technologies, est parvenue, il y a quelques semaines, à lever 840 millions de dollars sur les marchés pour restructurer sa dette et poursuivre son développement. Gérée par son ancien avocat, Nic Rudnick, elle est aujourd'hui le premier opérateur de fibre optique d'Afrique pilotant un réseau de plus de 70 000 km de long, reliant le Cap au Caire, avec, depuis peu,



C. BIBBY/FINANCIAL TIMES/REA

une liaison rejoignant Muanda, sur la côte angolaise.

À la fin de 2020, une autre de ses sociétés, Africa Data Centres (ADC) a attiré l'attention de l'International Development Finance Corporation – la structure américaine chargée des investissements dans les pays du Sud –, qui y a investi 300 millions de dollars. Il faut dire qu'ADC, qui gère déjà cinq *data centers* sur le continent (en Afrique du Sud, au Kenya, au Rwanda et au Nigeria) et vise de nouvelles implantations au Ghana, au Maroc et en Égypte, est à la fois prometteuse et stratégique.

À l'heure où l'offre de services numériques, en particulier le stockage sur le cloud, explose sur le continent, la maîtrise des *data centers* s'annonce décisive. Si les États-Unis n'ont pas l'intention d'abandonner le terrain aux entreprises chinoises, l'Afrique doit elle aussi s'impliquer pour espérer conserver une part de souveraineté quant à la gestion de ses données.

LE CONTINENT DOIT S'IMPLIQUER POUR ESPÉRER CONSERVER UNE PART DE SOUVERAINETÉ DANS LA GESTION DE SES DONNÉES.

Également fragilisé en 2019 par l'échec de Kweze TV, financée grâce à un emprunt de 375 millions de dollars, Strive Masiyiwa avait dû revendre 8 % de Liquid Telecom pour 180 millions de dollars afin de soulager la trésorerie de son groupe. En 2020, après avoir songé à céder 20 % à 30 % de sa société gestionnaire de fibre optique, il a finalement réussi à redresser la barre, et plus encore.

Le carnet d'adresses impressionnant du milliardaire n'est sans doute pas étranger à ce succès. Apparaissant régulièrement dans les classements

d'entrepreneurs africains influents, le Zimbabwéen fréquente depuis longtemps les décideurs du monde entier, que ce soit dans les conseils d'administration, à l'Union africaine, ou par le biais de ses nombreuses activités philanthropiques, souvent liées à la Higher Life Foundation, fondée en 1996 avec son épouse, Tsitsi.

Particulièrement soucieux de bâtir des ponts entre l'Afrique et le reste du monde, et de faire émerger sur le continent une génération de jeunes diplômés, l'entrepreneur a déjà distribué plus de 100 000 bourses d'études et mis en place, avec le soutien de Barack Obama, un programme visant à envoyer de jeunes Américains en début de carrière travailler dans ses entreprises africaines. Et parce qu'il est toujours judicieux d'avoir des amis partout, Masiyiwa est également un proche du milliardaire chinois Jack Ma, à qui il ouvre les portes des palais présidentiels un peu partout sur le continent. **JA**

AVIS D'EXPERT



OMOA

Afrique de l'Ouest
Côte d'Ivoire : Tél. : +225 27 22 51 40 45
Afrique Centrale
Cameroun : Tél. : +237 233 43 66 62
www.omoa-group.com

Être encore plus proche de ses clients : **SYRSE-OMOA digitalise ses services**

La covid-19 a mis au cœur des stratégies des banques, la nécessité de digitaliser leurs services afin d'être au plus près des clients qui limitent leurs déplacements en agence. Face à la nécessité de réduire les coûts, les institutions financières repensent leur modèle pour privilégier l'externalisation ou la mutualisation de certains services, notamment technologiques.

Face à ce double défi, SYRSE-OMOA met à la disposition de ses clients une plateforme technique sécurisée certifiée PCI-DSS. Opérée depuis le Togo, nous traitons plus de 6 millions de transactions par an pour nos clients avec un taux de disponibilité proche de 99,9 %.

En tant que « Full Digital Payment provider », SYRSE-OMOA adresse toute la chaîne de valeur monétaire : commercialisation de hardware et software, personnalisation des solutions digitales innovantes construite sur les plateformes de nos partenaires (THALES, NCR et TPS).

L'innovation et la maîtrise des coûts sont notre leitmotiv. SYRSE-OMOA offre des services à forte valeur ajoutée avec une application mobile bancaire, une plateforme de gestion des wallets, etc. Nos solutions d'Agency Banking, NDC Enterprise et CX Marketing permettent aux banques d'offrir une



Bart J.L. WILLEMS,
Directeur Général
Groupe

expérience client unique grâce à la personnalisation du contact client. Pour accompagner notre croissance, nous recrutons sur notre site de Lomé, les offres étant disponibles sur notre page LinkedIn.

4 Olugbenga Agboola nouveau prince de la fintech

Ce Nigérian de 36 ans bardé de diplômes a fait de sa start-up, Flutterwave, la troisième licorne du secteur financier africain. Son idée : rendre tous les systèmes de paiement en ligne inter-opérables.

OLIVIER MARBOT

Au début de mars, la start-up Flutterwave a pris une nouvelle dimension grâce à une levée de fonds de 170 millions de dollars visant à financer son expansion vers l'Afrique du Nord. L'entreprise cofondée et codirigée par les Nigériens Olugbenga Agboola et Iyinoluwa Aboyeji a alors dépassé le milliard de dollars de capitalisation, devenant la troisième licorne du secteur financier sur le continent.

Cet apport de capitaux important ne fait en effet que s'ajouter à une longue liste : en 2019 et en 2020 déjà, la fintech née à Lagos n'a cessé d'accueillir de nouveaux investisseurs, dont quelques poids lourds du secteur, comme Visa et Mastercard. Des géants intéressés par les différents services proposés par Flutterwave, qui concernent tous les paiements dématérialisés, « le pilier du commerce en Afrique », selon Olugbenga Agboola.

Les deux jeunes informaticiens nigériens proposent une solution technique qui rend interopérables la

multitude de services de paiement en ligne existants. Ils ont aussi développé une application unique permettant aux commerçants d'encaisser des paiements sur un simple téléphone mobile, sans devoir se soucier du service qu'utilise le client ou de la compatibilité entre les systèmes des différentes banques. Juste une « infrastructure commune », résume Olugbenga Agboola, qui a tout de même su attirer des clients comme Facebook, Jumia, Uber et Booking, et même séduire Alipay. La filiale de paiement du géant chinois du e-commerce Alibaba est partenaire de Flutterwave depuis 2019.

Boosté par le Covid

Naturellement, d'autres start-up africaines proposent des services analogues. Mais Flutterwave a l'avantage d'être une entreprise nigérienne, et Lagos est aujourd'hui considérée comme le laboratoire africain de la fintech. Par son dynamisme économique et démographique, le Nigeria est un marché qui justifie à lui seul le développement de solutions de paiement, d'autant que 95 % des transactions s'y règlent encore en espèces, et

que 60 millions d'adultes n'y sont pas encore bancarisés.

Le contexte lié à la pandémie de Covid-19 a encore favorisé le développement de la start-up : avec les confinements et la fermeture de nombreux commerces et restaurants, les solutions de paiement dématérialisées n'ont jamais été aussi indispensables, une demande vis à vis de laquelle Flutterwave a parfaitement su se positionner.

CV impressionnant

Il faut dire qu'Olugbenga Agboola possède à la fois les compétences et le réseau pour cela : à tout juste 36 ans, le jeune patron, installé à Washington, affiche un CV impressionnant. Passé par les universités d'Albuquerque (Nouveau-Mexique) et de Westminster (Londres), il est aussi diplômé du MIT, où il s'est formé alors qu'il multipliait les expériences professionnelles chez British Telecom, PayPal, Standard Bank, Google, Access Bank, Royal Bank of Scotland...

Aujourd'hui, Flutterwave est présente dans quinze pays, dont le Royaume-Uni, et considère le Kenya comme son marché prioritaire. Le jeune entrepreneur réfléchit déjà à des diversifications dans l'éducation, les jeux en ligne, les voyages... Boulimique, Olugbenga Agboola. **BA**



FLUTTERWAVE

**AVEC LES CONFINEMENTS, LES SOLUTIONS
DE PAIEMENT DÉMATÉRIALISÉES N'ONT JAMAIS
ÉTÉ AUSSI INDISPENSABLES.**



Nous savons nous y prendre en matière de finance **en Afrique**

United Bank for Africa Plc est une institution financière panafricaine de premier plan qui offre des services bancaires à plus de 21 millions de clients à travers plus de 1000 agences et points de contact client, dans 20 pays en Afrique. Implantée aux USA, au Royaume-Uni et en France, UBA met en relation les particuliers et les entreprises à travers l'Afrique grâce à des offres de services bancaires aux particuliers, aux commerces et aux entreprises (petites et grandes), ainsi qu'à travers les paiements et transferts d'argent transfrontaliers innovants, le financement du commerce et autres services financiers connexes.

12 **Lacina Koné** à l'avant-garde panafricaine

À la tête de Smart Africa, qui fédère 35 États, l'Ivoirien prône une vision de la transformation technologique réunissant politiques, régulateurs, opérateurs de télécoms et acteurs d'internet, Gafam compris.



SMART AFRICA

KÉVIN POIREAULT

« **C**inq nouveaux projets phares de Smart Africa occupent mes journées », lance d'emblée Lacina Koné. Approuvés à la fin de 2020 par cette alliance qui réunit 35 États et 45 entreprises, ils doivent aider les pays du continent en améliorant l'accès aux technologies de l'information, dont l'importance est devenue encore plus évidente pendant la pandémie.

Le premier, porté par l'ensemble des membres de Smart Africa, vise à mutualiser les achats d'infrastructures réseaux. C'est le résultat d'une étude réalisée en 2020, « qui a montré que des achats groupés réduiraient le coût des équipements de moitié pour les pays enclavés et de 25 % pour les pays du littoral », ajoute le directeur général de l'alliance.

Chacune des quatre autres initiatives a été confiée à un membre de ce groupement. La Guinée, dont le réseau internet national a été raccordé à celui de la Sierra Leone et à celui du Mali en 2020, se charge de généraliser l'interconnexion entre pays, avec l'objectif que chaque réseau national soit relié à celui de deux de ses voisins.

« Pour financer ce projet, que nos premières estimations ont chiffré à 3 milliards de dollars, Smart Africa a lancé le Special Purpose Vehicle, une entité représentant l'ensemble des

pays membres chargée de se mettre en relation avec des fonds d'investissement », précise l'Ivoirien.

Le Sénégal, lui, a pris l'initiative de lancer la Stratégie haut débit 2025. Son ambition : « Accompagner le trafic internet dans les zones les plus reculées, résume Lacina Koné. Aujourd'hui, seulement 35 % de l'Afrique est connectée, notre objectif est d'arriver à 50 % d'ici à 2025. »

L'alliance a également fondé, en 2020, la Smart Africa Digital Academy, projet phare du Burkina Faso ayant pour mission de former aux grands enjeux des nouvelles technologies grâce à un financement de 4 millions d'euros sur trois ans apporté par quelques pays européens.

Enfin, la pandémie a amené un tout nouveau problème : « 280 millions d'élèves ne vont pas à l'école et n'ont pas de connexion internet à la maison », déplore Lacina Koné. Le projet Giga, créé par l'ONU, doit permettre de connecter toutes les écoles du monde et de les équiper en outils informatiques. Au sein de l'alliance, le Rwanda est responsable de le généraliser à l'ensemble du continent.

**« SEULEMENT 35 %
DU CONTINENT EST
CONNECTÉ, NOTRE
OBJECTIF EST D'ARRIVER
À 50 % D'ICI À 2025. »**

Nommé à la tête de Smart Africa en février 2019, Lacina Koné a de grandes ambitions pour son organisation. « Le Nigeria et l'Éthiopie devraient nous rejoindre cette année. Ainsi, près de 85 % des Africains seront représentés », se réjouit-il. En prenant les rênes de l'institution, il a aussi voulu en changer le cap : « Auparavant, Smart Africa ne travaillait qu'avec les opérateurs. J'ai choisi d'associer aussi les régulateurs, ainsi que les fournisseurs de services africains et internationaux. »

Poussé par Ouattara

Une approche plus globale que Lacina Koné tire en partie de son parcours professionnel. Originaire de Korhogo, dans le nord de la Côte d'Ivoire, il quitte son pays à l'âge de 15 ans pour rejoindre le Qatar grâce à une bourse. Bac en arabe et en anglais en poche, il poursuit ses études supérieures aux Émirats arabes unis, puis à Londres et à Washington, avant de travailler plus de quinze ans aux États-Unis au sein d'entreprises comme Intelsat ou le cabinet Booz Allen Hamilton.

En 2011, il retourne en Côte d'Ivoire conseiller le président Ouattara, qui poussera sa candidature à la direction de Smart Africa. Aujourd'hui, avec ces cinq projets clés post-Covid, d'autres plus expérimentaux comme One Africa Network, et son nouveau poste de commissaire à la Broadband Commission de l'ONU, Lacina Koné a rempli son agenda « au moins jusqu'en décembre prochain ». ■



Une identité numérique civile, un gage de confiance et de souveraineté

Avec 28 %* des États ayant connu un développement accéléré de leur e-administration en seulement quatre ans d'après le classement des Nations Unies, l'Afrique affiche un dynamisme prometteur en terme de transformation digitale du secteur public.

Parmi les services publics en ligne les plus répandus : candidater à des postes dans l'administration ou demander des certificats de naissance, de décès ou de mariage. Mais face à cet engouement, une exigence s'impose aux gouvernements : créer la confiance nécessaire à l'ensemble de l'écosystème numérique pour se développer. L'identité civile en est la clé, elle est au fondement même de la sécurité et de la souveraineté d'un État. Disposer d'une identité civile numérique, légale et fiable, est une nécessité pour répondre aux enjeux d'inclusion et de déploiement des services numériques.

La confiance à la base de toute identité numérique

À mesure que les sociétés se digitalisent, fournir aux citoyens un moyen de s'authentifier en toute sécurité et aux entreprises et administrations un moyen de vérifier l'identité des usagers devient une prérogative régalienne.



Remise des certificats de santé à Kinshasa (RD Congo)

Dès lors, comment garantir une identité numérique sûre ? Cette confiance doit s'appuyer sur le système national d'enregistrement des données biographiques et biométriques. La biométrie, moyen d'authentification particulièrement fiable, répond aux besoins des applications web nécessitant une preuve d'identité. Avec un cadre réglementaire strict favorisant l'adoption d'un système d'identité national fondé sur une approche « designed for privacy », les États sont garants de la protection fondamentale

des données personnelles des citoyens. Cette démarche contribuera à créer le cercle vertueux indispensable au développement de toute économie.

Un système d'identité national, territoire de souveraineté des États

La mise en place d'écosystèmes d'identité interopérables et durables, sans coûts excessifs, doit être la priorité des États en Afrique. C'est aussi le message que prône l'organisation Secure Identity Alliance (SIA). Elle encourage l'adoption de la norme ouverte OSIA** qui offre la possibilité aux différents acteurs de l'identité d'interconnecter tous les composants clés du système d'identité central. Ainsi les administrations peuvent choisir les fournisseurs d'identité répondant le mieux à chacun de leurs besoins. Plus que jamais, l'identité civile est au cœur des enjeux de croissance et de souveraineté, faisons les bons choix.

* Source: 2020 United Nations E-Government Survey
[https://publicadministration.un.org/egovkb/Portals/egovkb/Documents/un/2020-Survey/2020 UN E-Government Survey \(Full Report\).pdf](https://publicadministration.un.org/egovkb/Portals/egovkb/Documents/un/2020-Survey/2020%20UN%20E-Government%20Survey%20(Full%20Report).pdf)

**OSIA: Open Standard set of interfaces www.OSIA.io.





Ibrahima Ba le stratège de Facebook

Recruté en 2016 par la firme de Mark Zuckerberg, ce Mauritanien est l'artisan de la nouvelle approche du géant américain sur le continent. Grâce à son projet de câble 2Africa, le prix d'internet va encore baisser.

KÉVIN POIREAULT

Il pourrait jouer les stars du web, mais évite la lumière. « Je ne suis pas souvent dans la presse. J'essaie de garder un profil assez bas », admet Ibrahima Ba. Avec un parcours à la croisée des chemins entre l'ingénierie des télécoms et la gestion des affaires, ce Mauritanien est l'initiateur du projet de câble sous-marin le plus important jamais construit pour raccorder le continent.

Nommé 2Africa, ce réseau encerclera l'Afrique d'ici à deux ou trois ans, en partant de l'Angleterre pour achever sa boucle en Espagne. Un investissement estimé à 800 millions de dollars qui illustre parfaitement les nouvelles ambitions de la firme de Mark Zuckerberg en Afrique.

Du nucléaire...

Au début de sa carrière, le natif d'Aïoun el-Atrouss, ville en plein désert du Sud-Est mauritanien, pensait pourtant davantage au nucléaire civil qu'aux réseaux en fibre optique. Après des études d'ingénieur en mathématiques et en informatique à l'École des mines de Saint-Étienne, en France, il multiplie les stages dans des centrales de l'Hexagone et des États-Unis.

Puis il entre en 1997 à l'Argonne National Laboratory, un centre de recherche dans les énergies situé près de Chicago, en tant qu'ingénieur logiciel. Désireux de « combiner technique et business », il obtient en plus un MBA en management à la Kellogg School of Management, l'école de commerce de l'Université Northwestern, au nord de Chicago.



Très vite, néanmoins, il se rend compte qu'il n'est « pas très intéressé par le nucléaire » et se redirige vers le secteur des télécommunications. Ibrahima Ba rejoint alors Denver, dans le Colorado, pour s'occuper des acquisitions de la société Level 3 Communications, aujourd'hui connue sous le nom de Lumen Technologies, qui fournit des infrastructures de réseaux aux opérateurs. « Cette entreprise est à la base de la transformation numérique des États-Unis », rappelle Ibrahima Ba. Il y passe quatre années, puis « commence à s'intéresser aux pays émergents ».

... à la fibre optique

L'ingénieur intègre ensuite le cabinet américain HIP Consult en 2006 comme consultant en télécoms. Ce poste le conduit régulièrement en Afrique, où il aide les opérateurs à mettre en place tous les câbles sous-marins qui ont été construits

entre 2008 et 2012. « J'ai aussi participé au déploiement de la fibre optique pour connecter les stades de la Coupe du monde 2010, en Afrique du Sud », se remémore-t-il. En 2016, Facebook le contacte pour faire un travail similaire. À cette époque, le géant californien n'a pas encore investi le continent. Ses infrastructures se résument à « une poignée de points de présence dans quelques centres de données », et le seul projet d'apport de connectivité est Internet.org, qui deviendra ensuite Free Basics.

Ibrahima Ba décide de mettre plutôt l'accent sur le développement des infrastructures de réseaux. « Pour augmenter nos points de présence et améliorer la connectivité, on a d'abord besoin de la fibre optique terrestre et sous-marine », résume l'ingénieur.

En 2019, le projet s'appelle Simba. Il devient 2Africa (« un nom plus neutre ») et réunit un consortium de 8 acteurs internationaux (China Mobile, MTN, Orange, Vodafone, Telecom Egypt, Saudi Telecom Group, West Indian Ocean Cable Company – WIOCC et Facebook) engagés à construire un câble desservant 28 points d'atterrissage dans 23 pays, dont 16 africains, avec une capacité allant jusqu'à 180 Tbit/s, supérieure à celle de tous les câbles sous-marins desservant actuellement le continent.

Malgré le Covid-19, son calendrier reste inchangé, avec des atterrissages dans les pays prévus en 2023 et en 2024. Mais l'ingénieur a déjà l'esprit à l'étape suivante : « Faire bénéficier de 2Africa aux pays africains enclavés par l'intermédiaire de la fibre terrestre. » Du côté de Menlo Park, des annonces sont attendues pour bientôt. **JA**



HUAWEI,

EN AFRIQUE, POUR L'AFRIQUE.

■ **9 000 employés**
sur le continent.

■ **76% de locaux**
travaillent pour
Huawei Northern Africa.

■ **500 millions de ménages**
desservis en haut débit en Afrique.

43 Nnenna Nwakanma l'avocate du web

Au sein de la World Wide Web Foundation, la Nigériane travaille avec les Nations unies, mais aussi avec les Gafam, pour améliorer l'accès des femmes à internet, les aider à développer un nouveau leadership, et limiter les violences en ligne dont elles sont victimes.

KÉVIN POIREAULT

Depuis Abidjan, Nnenna Nwakanma raconte, encore émue, comment elle a accompagné au début de mars « une trentenaire et une dame de plus de 75 ans pour qu'elles choisissent leur premier téléphone portable ». Ambassadrice en chef du web (*chief web advocate*) au sein de la World Wide Web Foundation, elle a fait de l'accès des femmes aux technologies de l'information l'une de ses principales missions. « Parce que c'est un moyen de développer leur leadership », explique-t-elle.

En 2016, elle a lancé, en Côte d'Ivoire, TechMouso (*mouso* signifie « femme », en bambara) en partenariat avec la Millennium Challenge Corporation, une compétition unique visant à financer, avec le soutien de la Web Foundation et des Nations unies, des projets valorisant des données ayant trait aux femmes. L'initiative a notamment créé le Pass Mouso, un bijou connecté dans lequel est encapsulé un carnet de santé.

Aujourd'hui, la Nigériane poursuit ce combat via l'agora numérique de la Web Foundation : le Tech Policy Design Lab. « Nous avons convié les grandes plateformes du web [Twitter, Facebook, Amazon...] à discuter avec les organisations de lutte pour les droits humains au sujet des violences faites aux femmes en ligne, révèle Nnenna Nwakanma. Nous allons

maintenant fixer nos attentes en la matière pour ces géants du web. »

Logiciel libre, protection des données, accès à internet... Les batailles de la militante sont nombreuses. « Je suis difficile à mettre dans une case », concède-t-elle en riant. Difficile à suivre, aussi.

Née en 1975 dans la campagne de l'État d'Abia (sud-est du Nigeria) d'un père médecin militaire et d'une mère sage-femme, « tous deux activistes pour les droits humains », elle

fréquente un lycée de filles à Aba, près de Port-Harcourt, avant de traverser l'Atlantique pour étudier les sciences sociales et l'histoire à l'Université Andrews, dans le Michigan. Elle rejoint ensuite la Côte d'Ivoire, où elle travaille au sein de la trésorerie de la BAD et suit en parallèle un master en relations internationales à l'Université de l'Atlantique.

Réduire la fracture

L'expérience est fondatrice. Alors qu'elle est chargée en 1999 de faire passer l'organisme de l'ancien Telex à l'actuel système de transactions bancaires Swift, elle découvre internet. Et ne le quittera plus. En 2013, elle est recrutée par la Web Foundation.

Ces derniers mois, trois projets phares occupent son agenda : le Contrat pour le web, qui implique neuf principes auxquels doivent souscrire gouvernements, acteurs privés et citoyens pour un meilleur internet ; la « connectivité significative », un indice établi par l'Alliance for Affordable Internet (A4AI) pour améliorer l'accès à la Toile ; et la « Feuille de route pour une coopération numérique », un ensemble de huit missions portées par l'ONU et destinées à réduire la fracture numérique. « Je parviens à consacrer du temps à tout cela, en moins de vingt-quatre heures par jour, puisque j'arrive parfois à dormir, et même à me maquiller de temps en temps », plaisante l'avocate du web. **JA**



**Trimble**935 Stewart Drive
Sunnyvale, CA 94085
USATél. : +1 408 481 8000
www.trimble.com

Comprendre les technologies géospatiales

En quoi consistent les technologies géospatiales et à quoi servent-elles ?

Les technologies géospatiales sont un terme utilisé pour décrire la gamme d'outils modernes contribuant à la cartographie géographique et à l'analyse de la Terre et des sociétés humaines. Elles font référence à toutes les technologies utilisées pour acquérir, manipuler et stocker des informations géographiques. Quelques exemples de ces technologies sont : les systèmes d'information géographiques, les GPS, la télédétection, l'observation de la terre (satellites, drones, prises de vues aériennes) et le géorepérage. Les professionnels à travers le monde aussi bien en agriculture, qu'en bâtiments et travaux publics, défense, urbanisme, réseaux utilitaires, ou en transport et logistique, utilisent les technologies géospatiales car ils ont besoin de produits intuitifs, de données fiables, d'une modélisation avancée, et de puissants outils de visualisation.

Trimble est le leader mondial dans ce domaine, quels produits proposez-vous ?

Trimble transforme la façon dont le monde fonctionne en fournissant des produits et des services qui connectent les mondes physique et digital. Nous avons plus de 700 produits qui sont des capteurs intégrés, des applications terrain, des outils de communication temps réel ou des logiciels de bureau. Nos solutions révolutionnent la gestion du cadastre (foncier, minier, ressources naturelles, etc.), la cartographie, la topographie et la modélisation. En

agriculture, nous sommes le pionnier de l'agriculture de précision et apportons une technologie qui permet une réduction substantielle des coûts et des impacts environnementaux ainsi qu'une amélioration nette du rendement. Dans les domaines de la construction ou du transport et logistique, nos technologies de base en matière de positionnement, de modélisation, de connectivité et d'analyse de données permettent aux clients d'améliorer la productivité, la qualité, la sécurité et la durabilité.

L'Afrique accuse un énorme retard dans le domaine géospatial, comment combler ce gap et quelles sont les perspectives d'avenir ?

La fracture numérique est une réalité que l'on ne peut pas et ne doit pas ignorer. Dans le domaine géospatial, le fossé entre les pays avancés et l'Afrique est plus grand encore. Plutôt que de voir en ce retard une fatalité ou un handicap, je préfère m'appesantir sur les opportunités qui s'offrent à l'Afrique si elle embrasse les technologies géospatiales. La quatrième révolution industrielle que nous vivons en ce moment a ceci de particulier qu'il ne faut pas forcément avoir brillé lors des précédentes pour se tailler une place au soleil. Au contraire, la nature presque vierge de l'environnement africain, favorise les innovations et donne l'occasion d'essayer de nouveaux modèles, et nous nous y attelons. Des concepts tels que data as a service (DaaS), software as a service (SaaS) et autres hardware as a service (HaaS) représentent le futur pour l'Afrique car il est question d'adopter autant que



Albert Hilaire Anoubon Momo,
Vice President &
Executive Director
Emerging Markets and
Funded Projects, Trimble

« Plutôt que de voir en ce retard une fatalité ou un handicap, je préfère m'appesantir sur les opportunités qui s'offrent à l'Afrique si elle embrasse les technologies géospatiales. »

possible des services numériques ou électroniques ainsi que des technologies qui généralement demandent des investissements abordables. Il est aussi rassurant de voir de nombreux pays africains se lancer dans l'aventure géospatiale avec des programmes spatiaux, des stratégies nationales de gestion de données spatiales et des chantiers de mise en place ou de modernisation de leurs réseaux géodésiques. Nous avons plaisir à les accompagner et apprécions aussi l'opportunité d'innover sur le plan du financement notamment par la mise en place des partenariats public-privés ou l'utilisation des financements à l'exportation.

Des start-up de plus en plus courtisées

Malgré la crise liée au Covid-19, les levées de fonds réalisées en 2020 par les jeunes pousses ont été plus importantes que jamais, notamment au Kenya et au Nigeria.

QUENTIN VELLUET ET MARIE TOULEMONDE

Mal connues et évoluant dans des contextes jugés trop incertains, les start-up africaines ont longtemps été boudées par les investisseurs. L'année 2020, dominée par une crise sanitaire moins féroce sur le continent que dans les autres régions du monde, marque sur ce point une rupture. Habités à se montrer résilients et créatifs face aux risques

divers, les patrons des jeunes pousses du continent semblent avoir été perçus comme une valeur refuge pour de nombreux fonds de capital-risque.

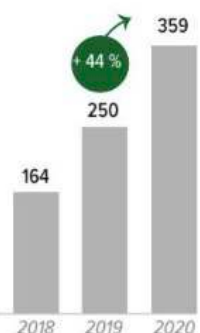
En atteste la croissance du nombre d'investisseurs ayant réalisé au moins une transaction en Afrique en 2020 (443), en augmentation de 24 points par rapport à 2019. Un phénomène « unique au monde », d'après Cyril Collon, directeur associé de Partech Afrique.

La hausse du nombre de tickets compris entre 200 000 et 1 million de dollars (+ 48 %) en 2020 illustre elle aussi cette tendance. Loin d'être une mauvaise nouvelle, cette multiplication des deals témoigne d'une meilleure connaissance du terrain par les investisseurs et élargit le nombre d'entreprises pouvant financer leur développement.

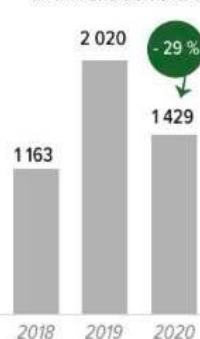
Selon Maxime Bayen, spécialiste du secteur de la tech et auteur

Plus de deals mais moins de fonds levés

Nombre de tours de table



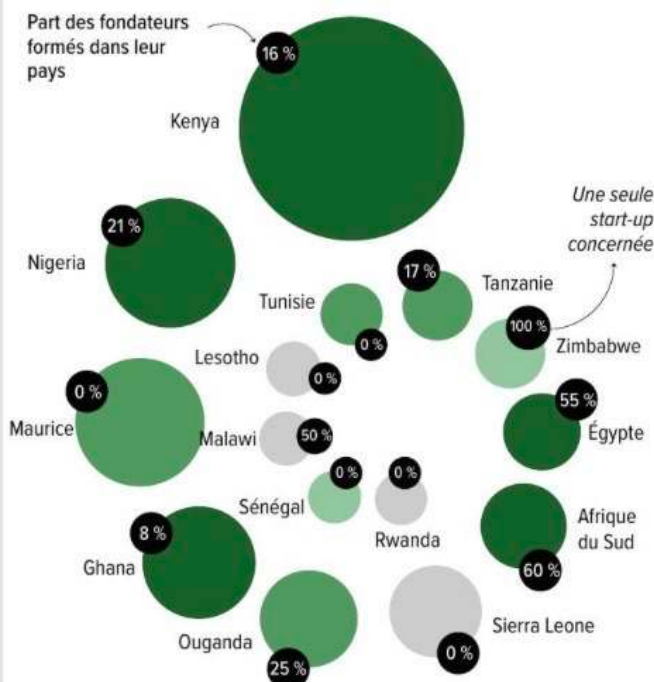
Fonds levés en millions de dollars



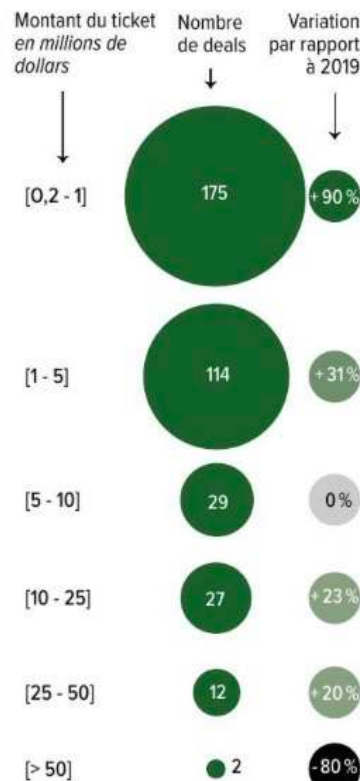
Dans quels pays les start-up lèvent-elles le plus de fonds ?

En proportion du PIB

Sommes levées en millions de dollars



Des tickets plus petits



Sources : Partech, Africa Start-up Database, Maxime Bayen

d'une base de données répertoriant les levées de fonds sur le continent, ces performances montrent que les écosystèmes locaux (incubateurs, accompagnateurs, investisseurs de tout niveau, réseaux d'entreprises, formations des entrepreneurs) ont gagné en maturité.

« De plus en plus d'investisseurs se positionnent sur des tours de table en amorçage et en pré-amorçage, ce qui est positif, car les fonds de capital-risque n'en étaient pas capables jusqu'ici compte tenu du coût des *due diligences* qu'ils ont l'habitude de mener avant de prendre la décision d'investir. C'est aussi, observe-t-il, le signe que les entreprises se font connaître plus tôt et sont rapidement en position de lever des fonds. »

Au niveau du nombre de tours de table et de montant de fonds levés, l'hégémonie du Nigeria, de l'Afrique

du Sud, du Kenya et de l'Égypte demeure. Depuis 2017, ces quatre pays sont les principales destinations privilégiées par les investisseurs – Nigeria en tête – et concentrent la majorité des transactions (281, sur un total de 359 en 2020). Mais d'autres critères sont à prendre en compte pour évaluer la robustesse de chaque écosystème.

Formés localement

Rapportée au PIB national, la part des fonds levés par les start-up est un indicateur qui « permet une comparaison plus équitable », estime Maxime Bayen. Par ce prisme, on observe que le quatuor traditionnel est chamboulé. Maurice et le Ghana se glissent alors derrière le Kenya et le Nigeria parmi les pays dont les écosystèmes attirent le plus d'investissements.

Mais l'Égypte et l'Afrique du Sud se distinguent de leurs pairs par leur capacité à former leurs futurs

entrepreneurs, un critère analysé par les investisseurs, très sensibles aux CV des fondateurs de start-up. En Afrique du Sud, 60 % des entrepreneurs ayant levé des fonds en 2020 ont été formés localement ; en Égypte, ils sont 56 % dans le même cas. « Au Kenya, les équipes sont souvent menées par des expatriés ou par des personnes qui se sont formées à l'étranger », illustre Maxime Bayen.

À titre d'exemple, l'Égyptien Mostafa Kandil, fondateur et dirigeant de Swvl, qui a levé 93 millions de dollars en 2020, a effectué l'ensemble de son cursus à l'Université américaine du Caire.

À l'inverse, T. Patrick Walsh, Mayank Sekhsaria et Anish Thakkar, les trois cofondateurs de Greenlight Planet à Nairobi (69 millions de dollars levés en 2020), ont suivi le même cursus en ingénierie électrique à l'Université de l'Illinois, aux États-Unis. 



Time to
CHILL
Citron

L'ABUS DE L'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION   

Menace pour la souveraineté

En abandonnant les télécoms puis internet aux investisseurs privés, les États ont laissé des groupes étrangers contrôler les données collectées. Repenser la fiscalité et la régulation est le seul moyen pour eux d'avoir de nouveau voix au chapitre.

QUENTIN VELLUET

« C'est mal parti. » Voilà seulement cinq minutes que nous nous entretenons par téléphone avec Amadou Diop au sujet de la souveraineté numérique, et le fondateur sénégalais du cabinet de conseil en stratégie digitale, MNS Consulting, qui travaille depuis plusieurs mois sur le sujet, dresse un premier tableau alarmant des lacunes de l'Afrique en la matière.

Câbles sous-marins, réseaux terrestres de fibre optique, *data centers*, toutes les infrastructures essentielles à la bonne connectivité du continent et à l'essor d'une véritable économie numérique appartiennent pour tout ou partie au top cinq des opérateurs panafricains : MTN, Orange, Airtel, Vodacom et Etisalat. « Ces cinq acteurs couvrent 57 % des abonnés africains, et, hormis MTN, aucun n'est purement africain... », regrette l'ingénieur en télécoms formé à l'IMT Atlantique, en France, et titulaire d'un MBA de l'Essec. Et de poursuivre sur les projets futurs d'acteurs encore plus puissants, comme la constellation satellitaire Starlink d'Elon Musk et les multiples initiatives de Facebook à travers le continent (dont le câble sous-marin 2Africa) : « On court le risque de voir émerger des acteurs transnationaux qui n'ont plus besoin de l'aval d'un régulateur national pour capter une clientèle là où ils le souhaitent », poursuit Amadou Diop.

Pourtant, cet ancien d'Orange et d'Altran le martèle : « Ce n'est pas foutu. » Alors quelles sont les décisions prioritaires à prendre pour les États s'ils veulent endiguer la perte de souveraineté ? « Le sujet clé, ce sont

les identités numériques et la constitution de véritables registres civils nationaux. Connaître ses citoyens est un élément essentiel en matière de souveraineté pour un État, estime Jean-Michel Huet, associé au cabinet Bearing Point. Or, dans certains pays, les Gafam ont une meilleure connaissance de l'identité numérique de leurs clients que les États ne l'ont de leurs citoyens. » Et quand les États disposent de ces informations (relatives à la santé ou à la religion, par exemple), encore faut-il que ces dernières soient hébergées sur le territoire national. « Bien souvent, ces données jugées sensibles ne sont même pas stockées en Afrique, mais sur des serveurs en Irlande », confirme sans détour Lacina Koné, président de l'initiative Smart Africa, qui œuvre pour développer le numérique à l'échelle du continent.

Entre Huawei, Dell, Rack Center ou encore Econet, il existe pourtant plusieurs prestataires pour le secteur public, mais peu de pays disposent de un ou plusieurs *data centers* nationaux. À l'échelle mondiale, l'Afrique en accueille environ 1 %, et les coûts d'hébergement restent encore bien souvent supérieurs à ceux des opérateurs européens ou américains. « Au niveau technique, nous pouvons construire selon

les besoins des États, puis effectuer un transfert de connaissances afin que ces infrastructures soient gérées de manière indépendante. Tout est possible et modulable, il suffit qu'émerge une volonté politique. Mais, pour l'instant, nous nous tournons plutôt vers les partenaires dans les domaines privés, comme les opérateurs, plutôt que vers les gouvernements », confirme Philippe Wang, vice-président de Huawei chargé des affaires publiques pour l'Afrique.

En ordre dispersé

Depuis son adoption, en 2014, la convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles – dite Convention de Malabo – n'a été signée que par douze pays et a été ratifiée par seulement six d'entre eux (Namibie, Ghana, Guinée, Rwanda, Sénégal, Maurice). Les autres ont choisi d'avancer en ordre dispersé. On trouve sur ce thème un acte additionnel de la Cedeao relatif à la protection des données à caractère personnel adopté en 2010, une loi type de la Communauté de développement de l'Afrique australe pour l'harmonisation des politiques en matière de TIC instaurée en 2012, et une série d'initiatives nationales. D'après des chiffres fournis par Smart Africa, 55 % seulement des pays du continent disposent de fait d'une loi sur la protection des données.

Définir un cadre harmonisé entre ces différents textes, en prenant aussi en compte les normes internationales et les standards industriels, apparaît comme la première urgence. C'est ce que Smart Africa, qui compte 35 États parmi ses membres, tente de faire : « Le texte sera prêt d'ici à décembre 2021 et

« ON COURT LE RISQUE DE VOIR ÉMERGER DES ACTEURS TRANS-NATIONAUX QUI N'ONT PLUS BESOIN DE L'AVAIL D'UN RÉGULATEUR NATIONAL. »



GETTY IMAGES

D'après Smart Africa, 55 % seulement des pays africains disposent d'une loi sur la protection des données.

sera transmis à l'Union africaine [UA] par la suite », affirme Lacina Koné, qui pilote un groupe de travail auquel participent aussi des acteurs étrangers comme Intel, Facebook, Huawei et Microsoft, ou encore le fonds Omidyar Network, créé par le fondateur d'eBay, Pierre Omidyar. Pour la partie africaine, il a associé huit institutions de régulation, des représentants de la Commission de l'UA et le Réseau africain des autorités de protection des données personnelles (RAPDP).

« La souveraineté numérique doit être envisagée sous l'angle de la chaîne de valeur », rappelle le patron de MNS Consulting. Outre un Digital Act prévoyant l'hébergement des données sur le continent qui forcerait les acteurs mondiaux à y investir, les États devraient, selon ce dernier, s'organiser afin de créer les conditions d'une participation des Africains au capital des entreprises qui développent des services numériques. « Des mécanismes existent. Les fonds souverains, régionaux, les caisses des dépôts, les

banques et les bourses régionales pourraient assurer le financement de certains écosystèmes de start-up », propose Amadou Diop.

Une taxe à l'acte

Quant aux géants d'internet, c'est par la fiscalité que les États pourront mieux contrôler leur champ d'action. L'African Tax Administration Forum, qui compte 38 pays membres, travaille justement à la définition d'un mécanisme de taxation des plateformes numériques avec l'OCDE. Il consisterait à prélever un pourcentage du chiffre d'affaires ou du bénéfice de ces plateformes afin de le redistribuer ensuite aux membres. Sur ce point, « l'UA doit négocier la part de l'allocation revenant au continent », estime Amadou Diop.

Le Kenya et la Tanzanie n'ont pas eu la patience d'attendre. Entrée en vigueur au début de cette année, la taxe à l'acte sur les services numériques au Kenya prélève 1,5 % de la valeur brute des services numériques rendus par

les entreprises étrangères. Elle pourrait rapporter 45 millions de dollars en six mois. Le voisin tanzanien réfléchit quant à lui à taxer les communications des services de messagerie comme WhatsApp, Signal ou Telegram. Ce mécanisme viendrait compenser la perte de recettes sur les communications issues des services voix des opérateurs. « Les Gafam ne souhaitent pas que l'Afrique prenne une position radicale comme l'envisage l'OCDE. Mais les pays membres de Smart Africa sont d'accord pour dire qu'il est temps pour ces plateformes de contribuer via une taxe sur les données. La question n'est pas de savoir si nous allons le faire, mais quand », conclut Lacina Koné.

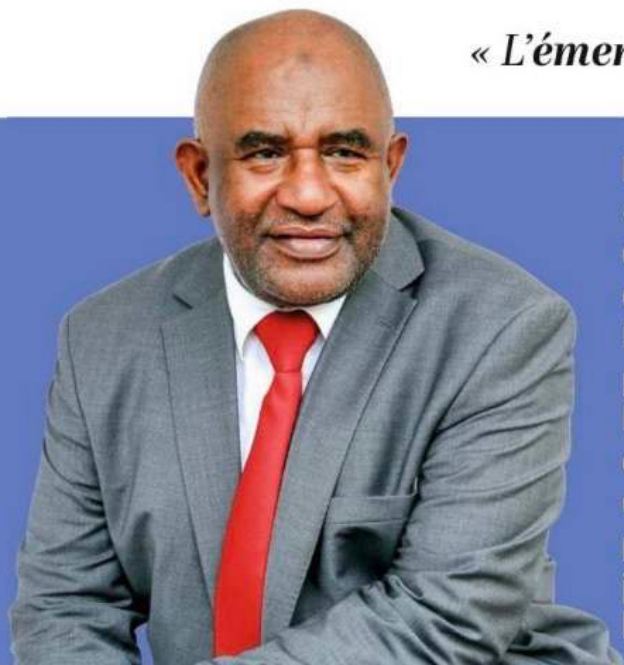
L'enjeu pour le continent est maintenant de faire en sorte que ces recettes futures soient intelligemment réinvesties afin d'éviter de reproduire l'échec des fonds de services universels. Financés depuis des années par les télécoms pour étendre les réseaux dans les zones rurales, ils restent sous-utilisés, faute de bonne gouvernance. ■



AZALI ASSOUMANI

Président de l'union des Comores

« L'émergence est toujours fixée pour 2030 »



Fin 2019, le président Azali Assoumani clôturait l'année en lançant « la marche irréversible des Comores vers l'émergence ». Pendant deux jours, les principaux partenaires publics et privés de l'archipel ont alors fait le déplacement à Paris pour découvrir le Plan Comores Émergent (PCE) présenté en grandes pompes lors de la Conférence des partenaires au développement (CPAD) par le chef de l'État lui-même. L'irruption du Covid-19 dans le monde quelques mois plus tard a évidemment bousculé l'agenda défini pour sortir le pays de son sous-développement. Mais malgré les défis supplémentaires apportés par la pandémie, le calendrier promis par le président comorien doit plus que jamais être respecté. L'Union des Comores sera bien au rendez-vous de l'émergence pour 2030.

Le 30 avril 2020, l'Union des Comores annonçait son premier cas de Covid-19. Quelle est la situation sanitaire sur l'archipel ?

La pandémie est maîtrisée dans le pays. Les écoles ont rouvert leurs portes et d'autres mesures d'assouplissement interviennent progressivement. Je reste convaincu que seule la vaccination nous permettra de lutter efficacement contre cette pandémie. L'État comorien s'est donc engagé sur plusieurs pistes pour l'acquisition de vaccins, via nos partenaires bilatéraux, notamment la République Populaire de Chine, ainsi que par l'intermédiaire de l'initiative AMC-Covax, dont font partie les Comores. Notre objectif reste de vacciner 100 % de la population.

Quelles ont été les conséquences économiques de cette pandémie pour votre pays ?

L'archipel a été fortement impacté par la contraction de la consommation et de l'investissement. Le FMI prévoit une croissance négative de 1,2 % pour 2020 alors qu'il tablait avant la crise sur une augmentation de 4,5 %. Le pays a donc perdu 6 points de croissance en

douze mois, alors que le déficit budgétaire est passé de - 3,2 % du PIB en 2019 à - 10 % en 2020, fragilisant encore la situation des finances publiques. Malgré la baisse de ses ressources, le gouvernement a mis en place de nombreuses mesures d'allègements fiscaux et de soutiens à nos principaux secteurs d'exportation. Ce sont de nouvelles contraintes, des défis additionnels à relever. Le pays a donc besoin d'un véritable plan de relance multisectoriel et d'un soutien financier conséquent pour pouvoir sortir de cette crise. Cette pandémie nous a également poussé à revoir la morphologie de notre économie, pour la transformer en profondeur et la diversifier afin qu'elle soit en mesure de satisfaire aux besoins vitaux de la population.

En décembre 2019, vous étiez à Paris dans le cadre de la Conférence des Partenaires au Développement (CPAD), pour lancer « la marche irréversible des Comores vers l'émergence ». Quel bilan faites-vous aujourd'hui de cette conférence ?

L'événement a eu un succès indéniable en termes de participation et d'engagements

de la part de nos partenaires bilatéraux et multilatéraux qui ensemble ont annoncé une contribution de 1,5 milliards de dollars qui vient s'ajouter aux 2,8 milliards promis par le secteur privé. La CPAD nous a permis de franchir une étape cruciale dans notre aspiration à l'émergence. A nous de faire en sorte que l'espoir suscité ne soit pas déçu. Que les engagements pris se concrétisent par la mobilisation des fonds promis et la réalisation des grands projets annoncés. C'est pour cela que nous avons mis en place, dès la fin de la conférence, un cadre constitutionnel de suivi, composé d'un Haut Conseil, que je préside, et dans lequel sont réunis nos partenaires au développement, les représentants des différentes îles du pays, autour d'un Secrétariat exécutif, bras technique du Haut Conseil.

Est-ce qu'une partie des 4,3 milliards de dollars promis à Paris a pu être investie dans l'archipel ?

Malgré la pandémie, plus de 10 % des fonds annoncés ont été mobilisés. Parallèlement, un Plan de Développement Intérimaire (PDI) de 4 ans a été élaboré et validé par le



Pose de la première pierre de la nouvelle RN1 à Domoni Ngazidja.



Ci-dessus et photo encadré : campagne de protection de la tortue marine à Itsamia Mohéli



Inauguration de la centrale photovoltaïque de Pomoni Anjouan

gouvernement, définissant les priorités, le plan d'actions et la stratégie de mobilisation des ressources et des partenaires. Le secteur privé y est évidemment associé. J'ai moi-même initié un cadre de dialogue public-privé afin de trouver les réponses adéquates aux problèmes auxquels peuvent être confrontées nos entreprises. Il doit permettre l'amélioration du cadre des investissements et du climat des affaires pour ainsi promouvoir les Partenariats Public-Privé (PPP). Malgré la pandémie, les contacts ont été maintenus depuis la Conférence avec les investisseurs qui se sont manifestés. Et l'objectif de l'émergence reste toujours fixé pour 2030.

Vous venez d'être élu deuxième Vice-président de la Conférence de l'Union Africaine (UA).

Quelles vont être vos priorités ?

D'abord d'avoir l'honneur de représenter l'Afrique de l'Est et si possible de contribuer à apporter la paix dans cette partie du continent.

Mon devoir est de renforcer la stabilité politique et la démocratie dans la sous-région. L'un des plus grands défis à relever, avec celui de l'emploi des jeunes, reste de faire taire les armes à travers le continent, car il n'y a pas de développement possible, d'émergence, sans sécurité. Mon ambition est donc de contribuer à transformer l'Afrique pour en faire un continent d'espoir. Cela ne sera possible qu'en faisant confiance à l'intelligence de ses enfants et en leurs capacités à se prendre en charge.

En quoi selon vous, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) va contribuer au développement de l'Afrique ?

L'intégration commerciale permet aux pays de se spécialiser dans la production de biens et de services pour lesquels ils détiennent des avantages comparatifs et d'exploiter les économies d'échelle pour doper la production et la croissance. La ZLECAF devrait faire sortir 30 millions d'Africains de l'extrême pauvreté

et accroître les revenus de 68 millions d'autres personnes qui aujourd'hui vivent avec moins de 5,5 dollars par jour. Le 1^{er} janvier 2021 marque donc, plus que la naissance de la ZLECAF, la réalisation d'un projet ambitieux qui doit réinventer les fondements de la croissance économique en Afrique.

Quelles leçons le continent doit-il tirer des crises économiques et sanitaires actuelles ?

Il est urgent de guérir l'Afrique de ses maux. Les défis socio-économiques et sanitaires soulevés par la pandémie montrent la fragilité et la vulnérabilité de nos systèmes de santé, mais aussi de nos économies. Nous devons donc trouver une réponse coordonnée au niveau du continent pour améliorer ses infrastructures de santé, mais également promouvoir son industrialisation et restaurer partout la paix et la sécurité. L'Union africaine doit jouer un grand rôle, en fédérant les compétences et les énergies de tous.

JAMG - PHOTOS DR

LE PLAN DES COMORES POUR L'ÉMERGENCE

Présenté à Paris lors de la CPAD, le Plan Comores Emergent (PCE) est la feuille de route que doit suivre le pays pour atteindre ses objectifs de développement en 2030. Il comporte **cinq socles** : le tourisme et l'artisanat, l'économie bleue, les services financiers et logistiques, l'agriculture et l'industrie. Ainsi que **cinq catalyseurs** : un cadre politique et institutionnel stable, des infrastructures performantes, un capital humain, des réformes structurelles garantissant la compétitivité, les nouvelles technologies du numérique. **Trois conditions majeures** sont requises pour une mise en œuvre réussie du PCE : un cadre macroéconomique favorable, un développement résilient au changement climatique et un cadre rénové de dialogue politique sur le développement.



GUINÉE

Alpha Condé

«Le peuple est mon seul juge»

Sa manière de « gouverner autrement », l'état de l'opposition, ses relations avec ses pairs africains, la fermeture des frontières avec le Sénégal, Macron, Bolloré et le port de Conakry... Sur tous ces sujets, le chef de l'État, réélu en octobre 2020, se confie à JA.

PROPOS RECUEILLIS À CONAKRY, PAR FRANÇOIS SOUDAN

Pour lui, la page est tournée. Le chapitre du référendum constitutionnel et de l'élection présidentielle du 18 octobre 2020, avec son cortège de tensions, de violences, de victimes et de contestations tant internes qu'externes, est désormais clos. Place au suivant, celui de la « nouvelle gouvernance » et de l'émergence, dont le but est, dit-il, de faire de la Guinée « la deuxième puissance économique de la région après le Nigeria » à l'horizon 2026.

Alpha Condé, 83 ans, étonnamment en forme pour son âge, ne doute de rien. Ce proactif, qui entend mettre à profit la première année de son nouveau mandat pour prendre un certain nombre de mesures coercitives destinées à imposer à ses concitoyens ce qu'il n'est pas parvenu à faire au

cours de la décennie précédente – en l'occurrence, les « discipliner » et remettre la notion de service de l'État au centre du village –, assume sans états d'âme son rôle de « Big Brother ».

Ses ministres et collaborateurs se savent sous surveillance : gare à celui qui, sans raison valable, n'était pas à son poste le jour d'une descente coup de poing du président dans son administration. Gare aussi à celui qui fabule sur l'état d'avancement des travaux d'une route ou d'un pont, le logiciel américain dont s'est doté Alpha Condé lui permettant de vérifier, grâce à des images prises par satellite, l'étendue de son bluff. À chaque fois, l'engueulade tombe comme la foudre, et la sanction – qui peut aller jusqu'à la révocation – est immédiate.

Ainsi va Alpha, lui qui pense, rêve, déjeune, dîne, respire Guinée à chaque minute de sa vie et se comporte comme s'il était éternel. « Ce que tu penses de moi m'est égal ; le seul avis

qui compte, c'est celui des Guinéens », a-t-il dit un jour à Emmanuel Macron qui lui faisait reproche de sa nouvelle candidature, avant d'ajouter : « Je ne suis pas un tirailleur. »

Ce francophile très marqué par ses années d'exil et d'études sur les rives de la Seine se veut à la fois panafricain et nationaliste – une contradiction dont il s'accommode. Ses amis français s'appellent François Hollande, Ségolène Royal, Rachida Dati ou Nicolas Sarkozy.

Ses frères africains ont pour nom Denis Sassou Nguesso, Cyril Ramaphosa, Julius Malema, Issayas Afeworki, Roch Kaboré, Alassane Ouattara. Quand Hamed Bakayoko, qu'il considérait comme son fils, est au plus mal, c'est à lui que le chef de l'État ivoirien téléphone pour tenter de le faire évacuer en Turquie. Alpha Condé appelle aussitôt Recep Tayyip Erdogan, dont il est proche, lequel dépêche à Paris un avion →

56

Tchad

Idriss Déby Itno ou
les six vies du maréchal

62

Inégalités

Soutenir les femmes, ou
l'espoir d'un avenir meilleur

64

Côte d'Ivoire

Hamed Bakayoko fauché
en plein envol



Au palais présidentiel, à Conakry.

VINCENT FOURNIER/JA

→ médicalisé avec, à son bord, son médecin personnel (qui est aussi son ministre de la Santé). En vain, comme on le sait.

Tel est l'ex-président de l'illustre Feanf [Fédération des étudiants d'Afrique noire en France], toujours prêt à rendre service à ses pairs, mais, dans le fond, jamais aussi serein que lorsqu'il est en tête à tête avec lui-même. La nuit venue, reclus dans son palais désert au point que son entourage s'inquiète parfois de le savoir si seul, Alpha Condé a une obsession : le temps qui passe et après lequel il court pour que prenne enfin corps sa vision de la Guinée. Si le sommeil était une option, nul doute qu'il s'en passerait...

Jeune Afrique : Cinq mois après votre réélection pour un troisième mandat, dans des conditions contestées par vos adversaires, comment se porte la démocratie en Guinée ?

Alpha Condé : Je vous corrige : il ne s'agit pas de mon troisième mandat, mais de mon premier mandat sous la IV^e République, adoptée par référendum. Un référendum qui n'était

d'ailleurs pas inédit dans l'histoire de la Guinée : souvenez-vous de celui de novembre 2001 instaurant un septennat renouvelable à vie pour le président Lansana Conté, disposition liberticide dont l'un des plus chauds partisans, à l'époque, était un certain Cellou Dalein Diallo.

Aujourd'hui, en vertu de la nouvelle Constitution, le mandat est de six ans, renouvelable une seule fois. J'ai déjà expliqué pourquoi cette IV^e République était nécessaire et pourquoi j'ai décidé de me présenter à la présidentielle d'octobre dernier. Les deux principaux leaders de l'opposition étant ceux-là mêmes qui avaient laissé la Guinée dans l'état désastreux où je l'avais trouvée en 2010, il n'était pas envisageable pour moi qu'elle puisse à nouveau tomber entre leurs mains. Quant à la démocratie, c'est un très long combat, ici comme ailleurs. Mais elle progresse, et, comme vous pouvez le constater, le pays est calme.

Si l'on en croit vos adversaires politiques, les ONG de défense des droits de l'homme et même le ministre

français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, ce calme a un prix : les détenus d'opinion...

C'est inexact. Les quelques responsables de l'UFDG [Union des forces démocratiques de Guinée] arrêtés l'ont été en tant que commanditaires directs d'actes de violence commis tant à Conakry qu'à l'intérieur du pays : maisons incendiées, destructions de biens publics, poteaux électriques sciés, assassinat de membres des forces de l'ordre, etc.

Il ne s'agit en aucun cas de prisonniers politiques, mais de fauteurs de troubles, coupables d'avoir envoyé contre la police des jeunes munis d'armes blanches, parfois de fusils et d'explosifs. Nous avons toutes les preuves, et elles seront exposées lors des procès, y compris les appels au meurtre contre ma personne. Les Guinéens savent quelle est l'étendue de la responsabilité de ces gens dans les violences, et pas un chat n'a bougé lors de leur arrestation. Les jeunes manipulés et téléguidés ont, eux, pour l'essentiel, été libérés à l'issue de leur peine.



CELLOU BINNI/AFR

Quant aux leçons venues d'ailleurs, une simple comparaison : 3200 Gilets jaunes ont été condamnés en France entre novembre 2018 et novembre 2019, dont un millier à de la prison ferme. C'est beaucoup plus qu'en Guinée, pour des délits pourtant beaucoup moins graves.

Les résultats de l'élection présidentielle de 2020, tout comme ceux de 2010 et de 2015, montrent un pays fracturé en deux blocs antagonistes : l'un vous est acquis, l'autre vote Cellou Dalein Diallo. Pourquoi cette polarisation, qui repose largement sur des bases communautaires, persiste-t-elle ?

Cette polarisation, qui en réalité concerne une seule région, le Fouta – d'ailleurs loin d'être monolithique puisque plusieurs communautés y vivent –, n'est pas de mon fait. Elle est de la responsabilité de Cellou Dalein Diallo, qui fait tout pour qu'elle perdure afin de conserver son fief. Elle lui a aussi servi de dérivatif pour masquer la vacuité de son programme.

Le Fouta a une grande culture d'accueil et de respect des chefs et des



JE NE REFUSE DE TENDRE LA MAIN À PERSONNE, MAIS JE NE SUIS PAS NÉ DE LA DERNIÈRE PLUIE.

ânés. L'État y a beaucoup investi car, comme je l'ai dit à Mamou pendant la campagne, ce n'est pas le Fouta qu'il faut isoler, mais Cellou.

Quoi qu'il en soit, ne serait-il pas temps de tourner la page et de dialoguer avec Cellou Dalein Diallo et Sidya Touré ?

Il existe un cadre permanent de dialogue dirigé par le Premier ministre et au sein duquel tous les sujets, politiques ou autres, peuvent être débattus. Ce ne sont pas les individus qui m'intéressent, ce sont les problèmes et la façon dont ils peuvent être résolus. La Guinée de 2021 n'est plus celle de 2020. Une recomposition politique est en cours, à l'issue de laquelle les

deux personnalités que vous venez de citer ne seront peut-être plus les leaders qu'ils furent.

D'ores et déjà, je considère que Sidya Touré et son parti sont devenus politiquement inexistantes. En réalité, il existe dans les deux camps – celui du pouvoir et celui de l'opposition –, des extrémistes qui ne veulent pas du dialogue et du progrès en Guinée. Je fais le pari que la majorité raisonnable l'emportera.

Onze candidats se sont présentés face à vous à la présidentielle d'octobre 2020. Comptez-vous leur tendre la main ?

Je ne la refuse à personne, mais je ne suis pas né de la dernière pluie. Tous, à l'exception de Cellou, qui avait son propre agenda de prise du pouvoir, se sont présentés en espérant par la suite négocier avec moi un poste de ministre. Aucun ne l'obtiendra. Ce n'est pas comme cela que je fonctionne.

Vous avez lancé le slogan « gouverner autrement ». Quel contenu concret allez-vous lui donner ?

Lorsque mon parti, le RPG [Rassemblement du peuple de Guinée], et ses alliés ont décidé de présenter ma candidature, je leur ai dit très clairement qu'ils devaient changer leur logiciel mental et se préoccuper enfin de ces centaines de milliers de démunis qu'ils ont une fâcheuse tendance à oublier en dehors des périodes électorales.

De mon côté, je les ai prévenus : je ne ferai pas de chasse aux sorcières, mais je ne tolérerai aucune corruption, aucune malversation, aucun clientélisme, aucun népotisme, aucun trafic d'influence. J'ai demandé à la BAD de m'aider à certifier les cadres de l'administration, les plus brillants d'entre eux étant trop souvent écrasés par les plus médiocres. J'ai établi des contrats de performance pour chacun des ministres. S'ils les remplissent, ils auront une prime ; dans le cas contraire, ce sera la porte.

J'ai décidé que, dorénavant, aucun conjoint de haut fonctionnaire



À g., l'opposant Cellou Dalein Diallo, à Conakry, le 15 octobre 2020.

Ci-contre, Alpha Condé, à la sortie de son bureau de vote, à Conakry, lors de l'élection présidentielle du 18 octobre 2020.

JOHN WESSELS/AFP

détenteur d'une charge d'État ne pourra exercer une activité privée dans le même domaine. Toutes les sociétés soumissionnaires de marchés d'État dont une enquête a établi qu'elles tombent sous le coup du conflit d'intérêts seront dissoutes.

Nous allons traquer les fraudeurs grâce au Guichet unique du commerce extérieur, et lutter contre l'évasion fiscale. L'objectif est de doubler nos recettes sans taxes supplémentaires, mais en faisant en sorte que tout citoyen paie l'impôt en fonction de ses revenus, ne serait-ce que 1000 francs pour les plus modestes.



TOUTES LES SOCIÉTÉS QUI VEULENT INVESTIR EN GUINÉE SONT LES BIENVENUES, MÊME CELLES QUI VIENNENT DE LA PLANÈTE MARS.

Nous devons être plus rigoureux et plus transparents encore que ce qu'exigent le FMI et la Banque mondiale. Moi-même, je fais en ce moment des descentes surprises dans les administrations à 8 heures et à 16 heures pour vérifier qui est présent, à commencer par les ministres. Toute absence sans justificatif vaut avertissement. C'est cela, gouverner autrement : une véritable révolution culturelle.

« Nous allons renouer avec la discipline », dites-vous. Cette discipline collective et l'esprit civique ont-ils déjà existé en Guinée ?

Oui, sous la I^{re} République, pendant les années Sékou Touré. Il y régnait une discipline de fer avant que le pays ne sombre dans l'anarchie, sous la II^e République. Je veux renouer avec un État discipliné qui, tout en respectant les droits de l'homme, fasse en sorte que chacun respecte la loi.

Je n'ignore pas que ces mesures de rigueur seront, dans un premier temps, impopulaires auprès de certains. Mais je considère qu'un homme politique digne de ce nom doit agir pour le bien du peuple et non en fonction de son baromètre de popularité.

Cela s'applique-t-il aussi à votre propre famille ?

En premier lieu. Aucun de mes parents ne peut se prévaloir de son lien familial pour emporter un marché ou réclamer un passe-droit. Quant à moi, les choses sont claires. Lorsque je reçois des investisseurs ou des hommes d'affaires, j'ai l'habitude de commencer par cette phrase : « J'espère qu'on vous a prévenus : je ne prends pas de cadeaux. »

Depuis près de six mois, et sur votre décision, les frontières de votre pays demeurent fermées avec deux de ses six voisins : le Sénégal et la Guinée-Bissau. Pourquoi cette mesure, pénalisante pour la libre circulation, perdure-t-elle ?

Cela fait un moment que, comme à l'époque où Senghor et Sékou Touré s'affrontaient, toutes les tentatives de déstabilisation de la Guinée viennent du Sénégal. Le président Macky Sall m'ayant assuré qu'un tel projet n'entraîne aucunement dans ses intentions, je lui ai proposé d'organiser des patrouilles mixtes à la frontière pour empêcher les infiltrations d'éléments hostiles. Cela ne s'est pas fait. J'ai donc demandé à mon ministre de la Défense de formuler de nouvelles propositions.

Nous avons déjà rouvert notre frontière avec la Sierra Leone, il n'y a pas de raison que celle avec le Sénégal reste indéfiniment fermée. Je n'ai, à titre personnel, aucun problème avec ce peuple frère, dont l'élite m'a soutenu quand j'étais en prison. Je suis totalement ouvert à la coopération, mais la sécurité de la Guinée passe avant tout.

Et avec le président bissau-guinéen, Sissoco Embaló ?

C'est un autre problème, dont je préfère ne pas parler.

Pourquoi ?

Je viens de vous le dire. Je n'en parlerai pas.

Autre personnalité avec qui vos relations sont glaciales : Mahamadou Issoufou, le président sortant du Niger. Vous ne lui pardonnez pas de s'être prononcé contre le changement de Constitution en Guinée. Pensez-vous que les choses peuvent s'arranger avec le nouveau président élu, Mohamed Bazoum ?

Moi, je ne me mêle pas des affaires intérieures des autres pays. On sait très bien ce qu'il s'est passé il y a un an, quand le président en exercice de la Cedeao a voulu téléguider une mission de chefs d'État, envoyés comme des toutous pour empêcher la Guinée de progresser. La manœuvre a échoué. Et la page est tournée. Je n'en veux à personne.

Le décès du Premier ministre ivoirien, Hamed Bakayoko, vous a-t-il affecté ?

Profondément. Je le considérais comme mon fils, depuis l'époque où j'étais un opposant en exil. Je me souviens que, lors de la première visite officielle d'Alassane Ouattara en Guinée après mon élection, il y a dix ans, j'avais embrassé Hamed en l'appelant « mon fils ». Alassane s'était alors récrié : « Non, c'est le mien ! » Je lui avais répondu : « Mon frère, mettons-nous d'accord : Hamed est notre fils. » C'est un drame, assurément.

Vos rapports avec l'ancien président français François Hollande étaient excellents. Ils paraissent beaucoup plus complexes avec son successeur, Emmanuel Macron, qui, dans une interview à JA, n'a pas hésité à dire que vous aviez fait modifier la Constitution dans l'unique but de rester au pouvoir et qu'il vous avait mis en garde contre cela. Est-ce exact ?

J'ai été élu par le peuple de Guinée et je n'ai de comptes à rendre qu'à lui. Il est mon seul juge. Depuis 1958, mon pays a toujours été jaloux de sa



Avec le président français, Emmanuel Macron, lors d'une réunion du G5-Sahel, à Nouakchott, le 2 juillet 2018.

souveraineté, cela n'a pas changé. Pour le reste, oui, François Hollande était et demeure mon ami et mon camarade. Mais chaque président français est libre de ses opinions. Je les commenterai d'autant moins que ce qui se dit sur la Guinée en dehors de la Guinée n'est pas ma priorité et que je préfère toujours retenir ce qu'il y a de positif dans les relations d'État à État.

Dans le cas d'espèce, je me réjouis que l'Agence française de développement [AFD] ait multiplié par dix le montant de ses interventions en Guinée et que la France ait été le premier pays à nous apporter son soutien pour combattre la résurgence de l'épidémie d'Ebola. J'ai tenu à féliciter le président Macron pour ce geste.

Vos bonnes relations avec les régimes chinois, russe et turc sont de notoriété publique. N'avez-vous pas l'impression que Paris vous en fait reproche ?

Lorsque la Guinée a voté non au référendum du 28 septembre 1958, tous les cadres et coopérants français sans exception ont été rapatriés,

dès le lendemain, sur ordre du général de Gaulle. Il ne restait ici qu'un seul médecin, le docteur Kaba Bah, décédé récemment. Un seul. Et qui est venu à notre secours ? Les Soviétiques, les Chinois et des militants panafricanistes de l'époque. Nos liens n'ont donc rien de nouveau.

J'ai certes de très bons rapports avec Xi Jinping, avec Recep Tayyip Erdogan, que je considère comme un frère, et avec Vladimir Poutine. Mais ce qui compte pour moi, c'est de coopérer avec toutes les bonnes volontés dans l'intérêt de la Guinée. Peu importe les régimes : je ne les juge pas.

On dit parfois que j'ai tout donné aux Chinois, rien n'est plus faux. La société américaine Alcoa détient 5 milliards de tonnes de réserve de bauxite, alors que les trois sociétés chinoises présentes dans ce secteur n'en possèdent pas les deux tiers. Il y a ici des sociétés minières venues d'Allemagne, d'Inde, du Canada, de Russie, des Émirats. Toutes celles qui veulent investir en Guinée, même si elles viennent de la planète Mars,

sont les bienvenues. À une condition : qu'elles s'installent en Guinée pour y investir, pas pour y rechercher des marchés.

Vincent Bolloré, dont le groupe gère le terminal à conteneurs du port de Conakry, sera jugé pour des faits de corruption, qui auraient été commis au Togo. Lors de l'audience au tribunal judiciaire de Paris, à la fin de février, les conditions dans lesquelles l'homme d'affaires français s'est vu attribuer sa concession en Guinée ont une nouvelle fois été évoquées. Cela vous inquiète-t-il ?

Absolument pas. Tout d'abord, parce que le volet guinéen de cette affaire a été déclaré prescrit par la justice française il y a près de deux ans. Ensuite, parce qu'il n'y a jamais eu d'affaire en ce qui nous concerne. Getma, la filiale de Necotrans qui gérât le terminal avant mon arrivée au pouvoir, avait obtenu ce contrat par des moyens douteux et sans investir un seul dollar. Au point que les présidents Lansana Conté puis Dadis Camara avaient rompu avec elle. Lorsque →

LUDOVIC MARIN/AFP



Avec Recep Tayyip Erdoğan, le président turc, lors d'un sommet de l'Organisation de la coopération islamique, à Istanbul, le 13 décembre 2017.



**SI QUELQU'UN
PENSE QU'IL EST
MON DAUPHIN,
C'EST SON
PROBLÈME. NOUS
NE SOMMES PAS
EN MONARCHIE.**

→ le président Blaise Compaoré a voulu intervenir pour rétablir Getma dans ses droits mal acquis, je suis allé le voir avec un message clair : « Si je suis élu, Necotrans devra quitter définitivement la Guinée. »

Devenu président, j'ai fait rouvrir l'appel d'offres, lequel a bénéficié à Bolloré. Mais, quand je me suis aperçu qu'aux termes du contrat le groupe s'arrogeait la gestion de l'ensemble du port autonome de Conakry – et non du seul terminal à conteneurs, comme je le voulais –, j'ai immédiatement appelé Vincent Bolloré. « Vincent, lui ai-je dit, je te donne 24 heures pour venir ici et modifier le contrat, sinon j'annule tout. » Il est venu. Depuis, Bolloré a investi 200 millions d'euros, et le terminal fonctionne parfaitement.

Il a pourtant été dit que, en échange de la promesse de lui attribuer cette concession, Bolloré a mis Havas, la filiale de communication de son groupe, à votre service pour la campagne présidentielle de 2010...

C'est faux. Vincent Bolloré est certes un ami depuis quarante ans, et j'en

suis fier. Mais Havas n'a jamais travaillé pour moi. D'ailleurs, je ne crois pas du tout à l'utilité de ces cabinets de conseil, qui, en règle générale, ne connaissent strictement rien aux réalités africaines.

Une personne dont je tairai le nom est venue me voir pour me proposer de faire ma communication en échange de 1 million d'euros. Je l'ai éconduite. Lorsqu'il l'a appris, l'ambassadeur de France de l'époque m'a confié que certains de mes pairs dépensaient cinq ou six fois ce montant pour leur image. C'est leur droit. Moi, je ne vois pas quels conseils des gens étrangers à l'Afrique pourraient me donner.

Vous avez tendance à tout contrôler, au point que l'on vous a parfois reproché de faire du micromanagement. Quelle est, dans ces conditions, la marge de manœuvre dont dispose votre Premier ministre, Kassory Fofana ?

Je connais ce reproche, et je n'en ai cure. Quand les choses ne vont pas, ce n'est pas au Premier ministre que le peuple demande des comptes,

c'est à moi. C'est moi qui suis le premier comptable des engagements que j'ai pris, et c'est à moi qu'il revient de m'assurer qu'ils sont respectés.

Un président se doit d'être un leader avec une vision, mais aussi un manager. Pour le reste, les choses sont claires : le Premier ministre coordonne l'action du gouvernement, il jouit de ma confiance, mais celui qui a été élu, c'est moi.

La prochaine échéance présidentielle est en 2026. Comptez-vous préparer un dauphin ?

« *Omnis potestas a Deo* », disait Saint Paul : « Tout pouvoir vient de Dieu ». Ce à quoi Thomas d'Aquin a ajouté : « *Sed per populum* » (« à travers le peuple »). Quant au saint Coran, il précise : « Dieu donne le pouvoir à qui il veut et l'enlève à qui il veut. » Tout cela pour vous dire que, demain, Dieu seul conduira le peuple de Guinée à choisir. Je n'ai été le dauphin de personne. Si quelqu'un pense qu'il est mon dauphin, c'est son problème. Nous ne sommes pas en monarchie. 



#TECH24



Les dernières tendances et l'impact
des nouvelles technologies dans la société

MARJORIE PAILLON ET GUILLAUME GRALLET

SAMEDI 14H15 - DIMANCHE 9H45 TU

1^{re} chaîne d'information internationale en Afrique francophone*

*Abidjan, Bamako, Dakar, Douala, Kinshasa, Libreville, Ouagadougou, Yaoundé
Source: Kantar TNS - Africascope 2019



IOG face à lui-même

En lice pour un cinquième mandat face à un quasi-inconnu, Ismaïl Omar Guelleh, fort de son bilan économique, entend désormais mieux répartir les fruits de la croissance.

OLIVIER CASLIN, ENVOYÉ SPÉCIAL

Les résultats des différentes élections qui, depuis l'indépendance, rythment sans discontinuer la vie politique de Djibouti ont jusqu'à présent réservé peu de surprises. Le scrutin présidentiel du 9 avril ne fera pas exception : comme en 1999 et en 2011, seuls deux candidats sont en lice. C'est plus qu'en 2005, où l'élection avait été boycottée par l'ensemble de l'opposition, mais bien moins qu'en 2016, quand six prétendants s'étaient lancés dans la course. Ce qui n'avait pas changé grand-chose au résultat final, Ismaïl Omar Guelleh (IOG) recueillant une nouvelle fois plus des trois quarts des suffrages exprimés.

À 73 ans, IOG brigue un cinquième mandat face à un parfait inconnu, Zakaria Ismaïl Farah, un ingénieur de formation, sans étiquette et sans parti, chef d'une entreprise de nettoyage industriel et proche de la communauté du président. « Ces élections ressemblent à une réunion de famille », proteste Abdourahman Mohamed Guelleh (alias TX), qui, comme les autres figures de l'opposition – pour la plupart membres fondateurs de l'Union pour le salut national –, a décidé de ne pas se présenter.

Huit ans après sa création, cette coalition, unique dans l'histoire politique de Djibouti, est « définitivement morte et enterrée », selon les propres dires de ses promoteurs de l'époque, qui, aujourd'hui, n'ont pu s'accorder que sur leur refus de participer à ce scrutin considéré par eux comme un « non-événement », sans toutefois appeler au boycott. « L'opposition, reconnue ou non par le pouvoir, jette l'éponge en attendant des jours meilleurs », résume un diplomate de la

place. C'est-à-dire 2026, tant la victoire d'Ismaïl Omar Guelleh semble déjà une évidence. Ce qui n'empêche nullement l'Union pour la majorité présidentielle de préparer activement la campagne.

Son mot d'ordre est simple, parfaitement résumé par le slogan « Continuons ensemble », destiné à guider ses troupes jusqu'au scrutin. Autrement dit, pourquoi ne pas poursuivre cinq ans de plus le chemin vers le développement pris ces deux dernières décennies, au moment où le pays est en passe d'en recevoir très opportunément les bénéfices ? IOG vient de poser la première pierre d'un nouvel hôpital (et futur CHU). Il a également inauguré, le 14 mars, et bien qu'avec un peu de retard sur le calendrier, la première usine de dessalement du continent. La politique nationale de logement, qu'il a engagée en 2017, devient de plus en plus visible, notamment sur les hauteurs de la banlieue de Balbala. Le sud de Djibouti-Ville ressemble à un vaste chantier à mesure que sort de terre, pour quelques centaines de millions de dollars, le pôle industriel de Damerjog, pendant de la zone franche commerciale inaugurée en 2018 au nord de la capitale. À peine la pandémie de Covid-19 a-t-elle freiné le

« CONFLIT AU TIGRÉ, GUERRE AU YÉMEN, CRISE EN SOMALIE... NOUS SOMMES ASSIS SUR DES BRAISES », RECONNAÎT-ON À LA PRÉSIDENTIE.



rythme quasi frénétique des grands travaux en tout genre réalisés ces dernières années à travers le pays. Les constructions d'hôtels et de centres commerciaux se multiplient dans la capitale.

Bien sûr, l'économie djiboutienne ressort grippée de ces douze derniers mois. Mais, avec un taux de croissance qui devrait être compris entre 1 % et 3 % en 2020, elle devrait échapper à la récession attendue presque partout ailleurs sur le continent. Fort de son bilan économique – dont le PIB, passé de 500 millions de dollars à plus de 3 milliards en vingt ans, symbolise la réussite –, IOG peut également s'appuyer sur sa gestion très efficace de la crise sanitaire et sur le satisfecit que l'OMS a adressé publiquement à Djibouti. À l'arrêt total de mars à juin 2020, le pays est ensuite reparti, « au moment où les Chinois reprenaient les chantiers », constate

BUREAU
DE VOIE N° 5

BUREAU
DE
VOTE N° 4



Lors du
précédent scrutin
présidentiel, le
8 avril 2016.

KARIM LEBHOUR/AFP

un entrepreneur local. Avec la campagne nationale de vaccination qu'il a lancée, le 15 mars, aux côtés de son épouse, IOG espère voir se refermer la parenthèse Covid-19. D'ici à un an, les trois quarts de la population devraient être vaccinés.

Îlot de stabilité

Globalement épargné par le virus, Djibouti l'est également des conséquences de la crise qui, depuis des mois, ensanglante l'Éthiopie. Des convois de camions se succèdent sans relâche entre le port de Doraleh et Addis-Abeba; le réseau éthiopien continue de fournir de l'électricité, et le flux des migrants venant du géant voisin n'augmente pas.

« Nous sommes assis sur des braises », reconnaît-on toutefois à la présidence. Tensions grandissantes entre l'Éthiopie et le Soudan (soutenu par son allié égyptien), Somalie toujours en proie à ses démons intérieurs,

conflit au Tigré, au sein duquel le frère ennemi érythréen est impliqué, guerre civile au Yémen... Dans ce contexte hautement inflammable, Djibouti apparaît plus que jamais comme l'unique îlot de stabilité de la Corne de l'Afrique. Et son président comme le dernier sage, qui, grâce à son expérience, peut jouer les conciliateurs dans la sous-région. « Pour renforcer sa stature à l'étranger, il est important qu'il soit bien élu en avril », résume sans ambages l'un de ses plus proches conseillers.

Conforté par le soutien de la communauté internationale – à commencer par celui de la France, avec qui les relations connaissent une très nette embellie depuis l'élection d'Emmanuel Macron –, bénéficiant de l'appui du secteur privé local et des investisseurs étrangers, IOG fixe donc un dernier rendez-vous à ses concitoyens. En 2026 en effet, il ne pourra plus briguer la présidence : il

aura alors dépassé l'âge limite (75 ans) fixé par la Constitution. L'occasion, pour le chef de l'État, de se voir plébiscité pour l'ensemble de son œuvre, comme l'espère son camp, mais aussi – « véritable objectif de ce cinquième mandat », selon Djama Mohamed Hassan, son directeur adjoint de campagne – de redistribuer les fruits de la croissance. Notamment à la jeunesse, cette fameuse « génération IOG », qui, selon le président, lui aurait demandé de terminer le travail entamé vingt ans plus tôt avant de passer le flambeau.

Désertée par l'opposition, cette élection semble donc n'avoir pour seul enjeu que de permettre à IOG de recevoir une dernière fois l'onction populaire, qui lui offrira cinq années supplémentaires pour accomplir la mission qu'il s'était donnée dès 2006, quand, une fois la paix affermie à Djibouti, il s'était concentré sur le développement économique du pays. Il lui reste à le rendre profitable à tous. **FA**

Le chef de l'État, au
palais présidentiel,
à N'Djamena.

Idriss Déby Itno

ou les six vies du maréchal

Le président brigue un sixième mandat le 11 avril. Des étendues désertiques de l'Ennedi, où il a grandi, à celles de la frontière libyenne, où il s'est forgé une image de guerrier intrépide, il a traversé bien des tempêtes de sable. Son portrait, en six actes.

ACTE I L'élève

Idriss Déby Itno saurait-il encore déchiffrer le morse ? En 1977, quand il suivait les enseignements de l'école de pilotage Amaury-de-La-Grange de Hazebrouck, dans le nord de la France, le jeune officier tchadien n'en éprouvait aucune difficulté. À 25 ans, l'enfant de Berdoba (Nord-Est) se révélait même plus à l'aise que ses condisciples dans cet exercice. À l'occasion, il aidait son camarade Benaindo Tatola, qui deviendra plus tard son chef d'état-major, à se dépêtrer des examens de codage imposés par la hiérarchie de l'école. « Pour lui, il n'était pas question qu'un Tchadien échoue », racontait le général Tatola, aujourd'hui décédé.

Ancien élève de l'école coranique de Tiné et de l'école française de Fada, Idriss Déby n'a jamais été du genre à jouer solo. À Abéché, le Bideyat [peuple faisant partie des Zaghawas] intègre le lycée franco-arabe, où il devient le « maître de l'internat », relais entre les centaines de pensionnaires et l'administration. Plus tard, à l'école des officiers de N'Djamena, qu'il rejoint en 1975 après un baccalauréat scientifique obtenu à Bongor, il fait aussi figure de chef de groupe.

Où débute la légende de ce fils de berger ? Selon les témoignages de l'époque, l'élève, que tous décrivent comme calme et discret, motive ses camarades de promotion durant les exercices physiques. L'un d'entre eux traîne-t-il les pieds lors d'une marche de plusieurs dizaines de kilomètres ? Il le pousse à se surpasser. Un autre est-il près de s'effondrer avant la fin de l'entraînement ? Il le soulage d'une partie de sa charge. « C'était un athlète complet, toujours premier au parcours du combattant », résumera Benaindo Tatola.

Lorsqu'il rejoint Hazebrouck, cette ville des Flandres où tant d'armées se sont affrontées, Idriss Déby « a déjà montré des qualités de meneur », se

souvent un contemporain. « Il était le chef officieux de la communauté des Tchadiens, qui gravitait autour de lui. » La politique est toutefois encore bien loin des préoccupations du futur président. Il observe avec attention, bien sûr, les tempêtes qui agitent le Tchad depuis la chute de François Tombalbaye. Félix Malloum occupe le devant de la scène, Goukouni Weddeye et Hissène Habré lui donnant la réplique. L'élève Déby (qui n'ajoutera Itno à son patronyme qu'en 2006) n'est pas encore entré dans l'arène.

ACTE II Le cow-boy

« Une tornade blanche ». En 1983, le général Jean Poli, qui commande la force française Manta au Tchad, ne tarit pas d'éloges au sujet du jeune officier qui commande les Forces armées nationales tchadiennes (FANT) de Hissène Habré. Quatre ans plus tôt, de retour de Hazebrouck, Idriss Déby a en effet rejoint le chef goran entré en rébellion contre le président Malloum, qui sera renversé en 1979 avec l'appui de Goukouni Weddeye. Mais la (relative) accalmie n'a pas duré : en mars 1980, la fragile alliance entre Weddeye et Habré a volé en éclats.

Habré essuie d'abord revers sur revers, tandis que Weddeye bénéficie à plein du soutien de l'armée libyenne, qui aligne 10 000 hommes dans le pays, dont 5 000 à N'Djamena, équipés de chars d'assaut, de blindés, de lance-roquettes... Le 15 décembre 1980,

« À L'ÉCOLE DES OFFICIERS, C'ÉTAIT UN ATHLÈTE COMPLET, TOUJOURS PREMIER AU PARCOURS DU COMBATTANT. »

vaincu, Habré s'enfuit au Cameroun. Repli temporaire. Avec le soutien des États-Unis et de la France, qui voient d'un très mauvais œil la montée en puissance de Mouammar Kadhafi, le rebelle parvient à remobiliser ses troupes. Le vent tourne. Au début de novembre 1981, les forces libyennes quittent N'Djamena. Habré repart à l'offensive, avec Idriss Déby en commandant en chef des Forces armées du Nord (FAN).

Guéréda tombe le 3 novembre, Abéché le 19, Biltine le 23... Faya-Largeau est pris en janvier 1982. L'aviation libyenne est impuissante. Dans ces contrées où il a vu le jour, Déby, en treillis et carte à la main, a préparé ses troupes à des attaques éclair, les « rezzous TGV », qui surprennent leurs victimes dès l'aube. « Des colonnes de Toyota qui transpercent le dispositif ennemi à 80 km à l'heure », décrit un ancien rebelle. « Une vraie boule de feu », s'enthousiasme à l'époque un gradé français, qui surnomme Déby « le cow-boy ». Assis sur des caisses de provisions ou penché sur le capot d'une jeep, sous la chaleur écrasante du théâtre tchadien, le « commchef » impressionne et séduit.

Le 7 juin, les rebelles entrent dans la capitale, Hissène Habré et Idriss Déby côte à côte. Le premier prend le pouvoir. Le second devient chef des armées adjoint. Deux ans plus tard, c'est sous son autorité qu'est menée la répression dans le Sud, connue sous le nom de « Septembre noir », visant à soumettre les comités d'autodéfense (les Codos).

Le duo fait long feu. En 1985, Habré envoie son cadet à Paris afin qu'il intègre la 23^e promotion de l'École de guerre. Une récompense ? Déby vit en réalité sa première mise à l'écart, qu'il affirmera plus tard avoir provoquée. Habré, paranoïaque, se replie sur lui-même et sur sa communauté gorane. De retour en 1986 à N'Djamena, Idriss Déby est nommé « simple » conseiller du président. L'heure est à la méfiance.

ACTE III Le putschiste

En 1985, alors qu'il suivait la formation de l'École de guerre, à Paris, Idriss Déby pensait-il déjà au pouvoir pour lui-même? Non, affirment des témoins de l'époque. Avec Adoum Guelemine Gabgalia (un autre futur chef d'état-major), qui l'avait accompagné en France, il parlait peu de politique. Lorsqu'il abordait le sujet, c'était en plaisantant, au détour d'un repas dont il accommodait souvent la viande, en bon fils d'éleveur qu'il était resté. Cachait-il ses ambitions?

De retour au pays, il est en tout cas pris dans les jeux de pouvoirs. Conseiller à la Défense, ministère que Habré s'est attribué, il est aux côtés du président lorsque celui-ci, soutenu financièrement par l'administration de Ronald Reagan, mate la rébellion des Hadjeraïs, en 1987, ou quand, en 1988, le chef de l'État accepte d'entamer des pourparlers avec les Libyens. « Même si Déby a eu à faire quelques missions, son poste de conseiller n'était qu'un placard », soutient aujourd'hui l'un de ses anciens compagnons.

La rupture est officielle en 1989. Le 2 avril, persuadé d'avoir décelé des indices de trahison, Habré accuse son cadet, ainsi que le cousin de ce dernier, Hassan Djamous, commandant en chef des armées, et Ibrahim Itno, le ministre de l'Intérieur, de fomenter un putsch. Le 11 avril, Djamous s'enfuit, avant d'être arrêté puis tué dans des circonstances troubles. Ibrahim Itno connaît le même sort. Déby, blessé, parvient à s'enfuir. Après des combats dans les montagnes de Hadjer Marfaïne, il part pour Sirba, puis pour Al-Genaïna, dans le Darfour soudanais, où il se réfugie chez le chef de la prison centrale.

Déguisé en prisonnier, selon le récit qu'en fera plus tard Goukouni Weddeye, il prend le chemin de Nyala, de Karnoi, puis de Khartoum, avec l'aide du chef zaghawa Abbas Koty, et rencontre Sadeq al-Mahdi, le Premier ministre soudanais, avant de s'envoler



Le 2 décembre 1990, les troupes de Déby entrent dans N'Djamena, qu'a fui le président Habré.

pour Tobrouk, en Libye, où l'attend Mouammar Kadhafi.

Déby le sait : la conjoncture lui est favorable. La Libye a une revanche à prendre sur Hissène Habré, et la France n'a pas oublié que ce dernier a fait exécuter, en 1975, le commandant Galopin, venu négocier la libération de l'otage Françoise Claustre dans le Tibesti. En juin 1990, au sommet de La Baule, Habré s'oppose en outre ouvertement au discours de François Mitterrand sur la démocratisation.

En Libye, Idriss Déby prend contact avec Adoum Togoï, un compagnon de Goukouni Weddeye. L'alliance avec Togoï ne dure pas, mais Déby, qui a fondé peu avant le Mouvement patriotique du salut (MPS), renforce

son influence. Sous l'impulsion de Paris et de Tripoli, il parvient à gagner la confiance du président togolais, Gnassingbé Eyadéma, pourtant proche de Habré. En mai 1990, les deux hommes se rencontrent à Lomé, en présence d'Ibrahim al-Bichari, le ministre libyen des Affaires étrangères.

Déby s'envole ensuite pour le Burkina Faso à bord d'un avion affrété par la présidence togolaise. À Ouagadougou, où il passe une semaine, il est accueilli par le général Gilbert Diendéré, puis obtient une audience auprès du chef de l'État, Blaise Compaoré. Avec le soutien d'Eyadéma et de Compaoré, il noue des liens avec des cadres français de la Direction de la surveillance du territoire (DST), lors d'une réunion secrète.

De retour dans son sanctuaire du Darfour, il sait que ses troupes ne manqueront désormais ni d'armes ni de véhicules, et que la France le laissera agir. Le 10 novembre 1990, Déby décide de partir à l'assaut, tandis que Habré appelle, en vain, le président Mitterrand à son secours. Le chef de l'État tchadien joue le tout pour le tout.

**« SI IDRISSE VEUT LE
POUVOIR, QU'IL LE
PRENNE », LANCE
HISSÈNE HABRÉ AVANT
DE FUIR, DEUX JOURS
PLUS TARD.**



FRANÇOIS GUENET/VERGENCE

En février 1991, Idriss Déby, devenu chef de l'État, pénètre dans Ati (préfecture du Batha, dans le centre du Tchad).

Il monte au front et, le 25, se retrouve face aux rebelles dans une plaine proche de Tiné, le berceau de Déby.

Les rebelles prennent le dessus. Habré ordonne une retraite, direction Oum-Chalouba, à 200 km à l'Ouest. Déby le poursuit, mais échoue à rattraper son rival, dont l'un des véhicules est pourtant tombé en panne. Quand Déby parvient enfin à Oum-Chalouba, le 26 novembre, Habré vient de décoller pour N'Djamena. Quatre jours plus tard, le chef de l'État tient un dernier Conseil des ministres. « Si Idriss veut le pouvoir, qu'il le prenne », lance-t-il, avant de fuir. Le 2 décembre, Idriss Déby, salué par l'ambassadeur de France François Gendreau et rejoint par Gilbert Diendéré, entre dans la capitale.

ACTE IV

Le président

« Comment allons-nous diriger le Tchad ? C'est la chose la plus difficile qu'il nous reste à faire. » Lorsque Idriss Déby prend possession de N'Djamena,

en décembre 1990, sa feuille de route est claire. « Il fallait rendre le pays gouvernable », résume l'un de ses proches. Nommé à la présidence du Conseil d'État, le vainqueur promet l'organisation d'une conférence nationale ayant pour but d'élaborer une nouvelle Constitution. Elle s'ouvre en janvier 1993. En avril, Fidèle Abdelkerim Moungar est élu Premier ministre de la Transition, tandis que Déby assume la charge de chef de l'État.

En coulisses, ce dernier craint toutefois que les nouvelles institutions ne soient trop instables ou, en d'autres termes, que son pouvoir puisse être mis à mal par celui du chef du gouvernement. Hissène Habré n'avait-il pas été le ministre de la Défense de Goukouni Weddeye avant de le renverser ?

En juin 1993, à l'occasion d'une visite en France, Déby découvre la popularité de son bras droit auprès des Français. Les mois suivants, sa défiance croît. Moungar peut-il être un rival ? « L'hypothèse est devenue petit à petit plus crédible. Le président a alors choisi d'agir », se souvient un contemporain. En aiguillant ses partisans au

Conseil supérieur de transition, Déby suscite le dépôt d'une motion de censure contre le Premier ministre, qui est remplacé, le 6 novembre, par Delwa Kassiré Coumakoye.

Idriss Déby, qui avait fait arrêter le 22 octobre le rebelle zaghawa Abbas Koty (tué dans l'opération), affirme son pouvoir. Moungar tente de se présenter à la présidentielle de 1996, mais, son dossier de candidature étant jugé non conforme, il est disqualifié. Élu au second tour face à Wadel Abdelkader Kamougu, le président entame son premier véritable quinquennat.

En 2001, il est réélu au premier tour, devant Ngarleje Yorongar, pour son deuxième mandat – « le dernier », se disent alors certains. Mais l'intéressé les prend à revers. Dans le courant de l'année 2003, il demande discrètement à ses stratèges du MPS de travailler à une réforme de la Constitution. Son objectif : supprimer la limite de deux mandats, qui l'empêcherait de se représenter en 2006. La réforme est mise à l'ordre du jour de l'Assemblée à la mi-2004.

Le tournant est décisif, mais la partie s'annonce serrée : l'opposition tente de

faire échec au projet, les désertions se multiplient dans l'armée, notamment chez les officiers zaghawas, et plusieurs rébellions fleurissent depuis le Soudan d'Omar el-Béchir (avec qui le chef de l'État tchadien n'est pas encore réconcilié). L'une d'elles est fomentée par les propres neveux d'Idriss Déby, Timan et Tom Erdimi, mais ce sont les hommes de Mahamat Nour Abdelkerim, un ancien compagnon, qui inquiètent le plus le président.

En mai 2005, les troupes d'Abdelkerim sont sur le point de prendre N'Djamena. Contraint de dissoudre sa garde présidentielle et de la reformer sous le nom de « Direction générale de service de sécurité des institutions de l'État », Idriss Déby est acculé. Pourtant, avec le soutien de la France, il renverse la situation in extremis. Une victoire décisive : le 6 juin, la nouvelle Constitution est adoptée par référendum.

Onze mois plus tard, et bien qu'une nouvelle offensive rebelle ait été lancée sur N'Djamena en avril 2006, il est réélu au premier tour. « C'est à cette époque que Déby le militaire est devenu stratège politique », commente un politologue tchadien. « Entre 1996 et 2006, il a changé de dimension. Il a appris peu à peu

à manier les différents leviers de l'État et a fini par tous les contrôler », confirme un ancien diplomate de la sous-région.

ACTE V **Le boss du Sahel**

Ce 30 janvier 2008, les rapports qui parviennent au palais présidentiel de N'Djamena sont alarmants. Ceux de l'aviation française, qui fournit ses renseignements à Idriss Déby Itno, aussi. Oum Hadjer vient de tomber. Or la ville est l'un des verrous du Sud tchadien. Certes, les colonnes du rebelle Mahamat Nouri sont encore à plus de 500 km. Mais ses 300 véhicules avancent vite. Après avoir contourné Abéché, ils foncent sur N'Djamena.

Idriss Déby Itno annule à la dernière minute sa participation au sommet de l'Union africaine, à Addis-Abeba. Il sait qu'il va devoir se battre. « Il y a en ville un marché qui s'appelle "Hissène-afui". Je ne veux pas qu'un jour on aille faire ses courses au marché "Idriss-afui" », déclare-t-il à ses proches. Après avoir examiné les cartes d'état-major et les rapports des renseignements français, il décide d'aller à la rencontre

de l'ennemi, à Massaguet, à moins de 80 km au nord-est de N'Djamena.

À Paris, Nicolas Sarkozy hésite. Faut-il utiliser l'aviation française pour venir en aide à l'allié tchadien ? Son ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, y est favorable. Son état-major, moins. Sarkozy estime que l'opération pourrait être mal perçue par les alliés européens de la France. L'aviation ne bougera pas.

Le matin du 1^{er} février, Idriss Déby Itno prend la tête d'une colonne de 250 véhicules. Ses troupes détruisent un premier détachement rebelle. Mais une deuxième unité fait son apparition. Le chef d'état-major, Daoud Soumaïn, est tué, et Déby Itno ne parvient pas à s'extraire de la nasse. « Les rebelles avaient réussi à infiltrer notre système radio. Quelqu'un au sein de nos troupes leur avait indiqué la fréquence sur laquelle le président communiquait avec ses troupes », explique un proche du chef de l'État.

La trahison est à deux doigts d'être fatale. Le président réussit malgré tout à se replier et à rejoindre N'Djamena, où il s'emploie à organiser sa défense. Le 2 février à l'aube, les rebelles entrent dans la ville. Ils atteignent l'avenue Charles-de-Gaulle et aperçoivent, à 800 mètres, le palais présidentiel.

**« DE SARKOZY
À MACRON,
IL Pousse LES
FRANÇAIS AU
PRAGMATISME
POUR AVOIR
LES COUDÉES
FRANCHES. »**

Avec Jean-Yves Le Drian, le ministre français de la Défense (à g.), et le président François Hollande, à N'Djamena, le 18 juillet 2014.



ALAIN JOCARD/APP

Entre eux et le « Graal », un blindé T55 de l'armée régulière détruit pick-up sur pick-up.

À Paris, Sarkozy, qui s'apprête à épouser Carla Bruni dans la matinée, propose à son homologue de l'exfiltrer. Déby refuse sèchement. Il a confiance en ses blindés. La France ne reste pas inactive : ses troupes sécurisent l'aéroport, tandis que des éléments du Commandement des opérations spéciales sont aperçus dans les combats. Le 3 février en début d'après-midi, les rebelles décrochent. « Déby est resté en première ligne, en treillis, jusqu'au bout », se souvient un ancien subordonné.

« L'année 2008 est un moment clé : celui où le chef de l'État tchadien a réussi à construire une relation solide avec Nicolas Sarkozy, comme il le fera par la suite avec François Hollande, alors que ces deux présidents étaient censés mettre fin à la Françafrique », analyse un ex-diplomate. « En 2007, il a accepté de remettre à la France les responsables de L'Arche de Zoé, pourtant condamnés au Tchad pour tentative d'enlèvement. Cela a fait de Sarkozy son obligé, en quelque sorte », rappelle un ancien du Quai d'Orsay. Même chose avec Hollande, poursuit cette source : « En 2012, leurs relations étaient exécrables. Déby détestait ce qu'il appelait "les leçons de démocratie de Hollande". Puis il a saisi sa chance lors de l'intervention au Mali, conscient que son armée était la seule à pouvoir soutenir Paris sur le terrain. »

Le président décide de dépêcher des troupes au Mali avec son fils, le général Mahamat Idriss Déby Itno, comme commandant en second. « Il a parfaitement joué le coup auprès des Français, qui savaient que de nombreux problèmes, dans le Sahel, découlaient de leur intervention en Libye contre Kadhafi », ajoute un diplomate de la région. Proche des réseaux militaires et des milieux du renseignement parisiens, Idriss Déby Itno noue des liens avec le général Benoît Puga, chef d'état-major particulier de Hollande, et, surtout, avec Jean-Yves Le Drian, le ministre de la Défense. Redevable, Paris installe,

en 2014, le commandement de l'opération Barkhane à N'Djamena. La Françafrique a survécu. Six ans après avoir failli perdre le pouvoir, l'ancien « cow-boy du désert » s'est rappelé au bon souvenir des gradés français : il est devenu le « boss du Sahel ».

ACTE VI

L'indestructible?

Ce 13 mars 2021, le stade Idriss Mahamat-Ouya de N'Djamena s'est tout entier paré des couleurs bleu, blanc et jaune du MPS, le parti qu'Idriss Déby Itno a fondé voici trois décennies. Candidat à un sixième mandat, celui-ci lance le meeting inaugural d'une campagne qui doit le mener au premier tour de la présidentielle, le 11 avril. Masqué sur le visage, drapeau à la main, le chef de l'État, élevé à la dignité de maréchal en 2020, apparaît détendu. Pourquoi ne le serait-il pas ? Une fois encore, et peut-être même davantage que lors des précédents scrutins, il est archi-favori.

Plusieurs poids lourds de l'opposition ont annoncé qu'ils se retireraient du processus à la suite de l'assaut meurtrier lancé contre le domicile de l'un des prétendants, l'ex-ministre Yaya Dillo Djerou, désormais en fuite et recherché par la justice tchadienne. « Je ne suis pas et ne serai pas candidat. Ceux qui pensent que je vais boycotter les élections en restant chez moi se trompent. Le boycott sera actif. Pas seulement pour empêcher la tenue des élections, mais pour barrer la route à Déby », a annoncé l'opposant Saleh Kebzabo, qui espère s'allier dans ce « front du refus » à Ngarlejo Yorongar, Théophile Bongoro et Succès Masra. Le chef de l'État n'en a cure. « En 2011 déjà, Yorongar et Kebzabo avaient appelé au boycott. Cela n'a pas empêché le scrutin d'avoir lieu », glisse un proche de la présidence dans un sourire.

Accusé par Kebzabo de favoriser une « militarisation du climat politique » et de préparer une « mascarade » électorale, Idriss Déby Itno n'a plus que six adversaires « actifs » : le chef de file de

l'opposition, Romadounngar Félix Nialbé (que beaucoup accusent d'être proche de la mouvance présidentielle) ; le professeur Brice Mbaimon Guedmbaye ; l'ancien Premier ministre Albert Pahimi Padacké ; l'ex-ministre Lydie Beassemenda ; l'ingénieur Théophile Yombombé, et l'entrepreneur Alladoum Baltazar. « Des poids plumes et une élection jouée d'avance, qui émeut très peu à l'étranger », résume un politologue tchadien.

« Idriss Déby Itno sait que la France ne montera pas au créneau. Sa position est suffisamment forte pour qu'il ne s'inquiète pas d'un boycott », tranche un diplomate ouest-africain. « Il use de la même stratégie avec Emmanuel Macron qu'avec Hollande, souligne un membre du Quai d'Orsay. Avec le soutien de Jean-Yves Le Drian [désormais aux Affaires étrangères] et des militaires, il pousse les Français au pragmatisme pour avoir les coudees franches. »

Est-il pour autant éternel ? En 2018, il a provoqué un changement de Constitution, réinstaurant une limitation des mandats présidentiels (à deux, de six ans chacun). Candidat en 2021 à un premier sixennat, pense-t-il déjà à l'être de nouveau en 2027, comme la loi l'y autorise ?

En novembre 2020, après un forum national en partie déserté par l'opposition, il avait fait adopter une loi portant création d'un poste de vice-président. Depuis, aucune personnalité n'a été nommée. Idriss Déby Itno choisira-t-il l'un de ses fils, placés au fil des années au cœur du pouvoir ? C'est la crainte de ses détracteurs. Ses collaborateurs, eux, crient au procès d'intention. « Il se donne le temps », botte en touche un proche de la présidence. « Il y a la pression de son clan, de ses fils, de la première dame... Mais d'autres solutions peuvent émerger », précise un diplomate. Un ex-frère d'armes conclut : « Il a deux obsessions, liées dans son esprit : la stabilité du pays et la sécurité de sa famille. La vice-présidence est une carte qu'il veut conserver pour assurer cet avenir. » ■

Tribune

INÉGALITÉS

Soutenir les femmes, ou l'espoir d'un avenir meilleur



Alexandra Palt

Directrice générale de la Fondation L'Oréal

A la fin 2020, les Nations unies s'alarmaient de l'extrême précarité des personnes qui, dans le monde, auront besoin d'aide humanitaire cette année. Elles s'inquiétaient aussi de la forte augmentation de leur nombre : 40 % de plus qu'en 2019, soit au total 235 millions d'êtres humains en grande pauvreté.

Face à ces chiffres, une évidence s'impose : la pandémie de Covid-19 a durablement fragilisé les populations déjà identifiées comme vulnérables. Parmi elles, les femmes, notamment celles du continent africain, qui paient un lourd tribut social, économique, professionnel et personnel à cette crise sanitaire. Or, partout dans le monde, les mesures restrictives prises pour l'endiguer – dont le confinement – aggravent les inégalités préexistantes. Et l'Afrique ne fait pas exception : alors qu'elles représentent 58 % des travailleurs indépendants et 90 % de la main-d'œuvre du secteur informel, les femmes, très actives à l'échelle du continent, voient leurs entreprises heurtées de plein fouet par la pandémie, spécialement dans le secteur agricole.

Les mesures sanitaires ont également renforcé certaines barrières sociales et psychologiques qui pesaient déjà sur elles, augmentant significativement les risques pour leur santé – sexuelle et reproductive notamment. La surmortalité chez les femmes depuis le début de la crise est avérée, et, comme dans bien d'autres régions du monde, elles sont surreprésentées au sein des personnels soignants.

L'éducation des filles et des jeunes femmes – la meilleure des armes contre la vulnérabilité sociale et économique – est également impactée : près de 263 millions d'enfants sont déscolarisés en raison de la pandémie, parmi lesquels une majorité de filles, poussées en priorité à s'engager sur le marché du travail face à la crise économique. Partout, les violences conjugales et sexuelles contre les femmes ont explosé : en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, 20 % des femmes et des filles ont subi des violences physiques ou sexuelles de la part d'un proche sur les douze derniers mois.

Ajoutons un insoutenable paradoxe : alors que les femmes sont les plus affectées par les crises contemporaines – pandémie, mais aussi réchauffement climatique –, elles sont sous-représentées dans les instances de décision politiques et économiques. Elles n'occupent qu'un quart des sièges des Parlements dans le monde. Même si les femmes parlementaires sont de plus en plus nombreuses sur le continent africain grâce à des politiques d'inclusion, elles restent encore nettement minoritaires dans les instances officielles. Partout, le rôle économique et social des femmes est décisif pour l'équilibre des communautés, l'éducation, la gestion des ressources naturelles. En première ligne face aux déséquilibres de notre temps, elles méritent d'être en première ligne pour élaborer des solutions.

Agir sur le terrain

Lancé en mai 2020, le Fonds L'Oréal pour les femmes, fonds de dotation philanthropique de 50 millions d'euros, veut agir partout aux côtés des associations de terrain qui s'engagent en soutien des femmes et des filles. Ces organisations, au plus près des réalités, jouent un rôle majeur pour construire un monde plus durable, équitable, inclusif, où les femmes ont toute leur place. Qu'elles aident les femmes en situation de précarité, de handicap, ou les femmes réfugiées, favorisent l'intégration sociale et professionnelle, préviennent les violences domestiques et sexuelles ou luttent pour l'accès à l'éducation des filles, nous invitons toutes les organisations et associations qui s'engagent pour les femmes en situation de vulnérabilité, notamment en Afrique, à présenter leur projet au Fonds L'Oréal pour les femmes.

Mettre fin aux discriminations qui frappent les femmes, c'est nous donner, à toutes et à tous, la chance d'un avenir meilleur.

Votre association vient en aide aux femmes en situation de vulnérabilité en Afrique ? Envoyez un mail à fondslorealpourlesfemmes@loreal.com pour en savoir plus sur les critères d'éligibilité au Fonds L'Oréal pour les femmes et recevoir un formulaire de candidature. **FA**

africanews.



VOTRE VOIX COMPTÉ !

Parce que vous comptez.
Merci de nous accorder
votre confiance depuis
5 ans.

Nous sommes fiers
d'être le seul média
d'information panafricain
multilingue à vos côtés.
Pour faire entendre votre
voix en Afrique comme
dans le reste du monde.
Avec indépendance
et impartialité.



DISPONIBLE SUR TOUS VOS ÉCRANS 24/7 EN FRANÇAIS ET ANGLAIS

Hamed Bakayoko fauché en plein envol

Le chef du gouvernement, décédé le 10 mars, apparaissait comme l'un des plus sérieux candidats à la succession d'Alassane Ouattara. Un destin soudainement brisé.

VINCENT DUHEM, À ABIDJAN

C'était un vendredi midi, à la veille de l'élection du 31 octobre 2020. La présidence ivoirienne avait invité des journalistes étrangers et ivoiriens pour un échange informel dans le jardin luxuriant de la résidence d'Alassane Ouattara, à Abidjan. À sa table, Hamed Bakayoko faisait du Hamed Bakayoko. D'une main, le Premier ministre et ministre de la Défense ivoirien consultait de manière compulsive son téléphone portable, réglant affaires privées et professionnelles. De l'autre, il engloutissait un plat copieux. Hamed Bakayoko était un bon vivant, instinctif, alerte, curieux. Il posait des questions en vous regardant droit dans les yeux, comme pour percer le secret de votre âme.

Ce fut à notre tour de l'interroger : après le décès d'Amadou Gon Coulibaly, survenu le 8 juillet, n'avait-il pas cru que son heure était venue et qu'il allait pouvoir briguer la magistrature suprême ? « Depuis sa mort, je me suis rendu compte de ce que représentait la charge de gouverner, et je ne suis pas sûr de le vouloir à tout prix, avait-il répondu. J'aime mes amis et mon style de vie. Je ne l'échangerais pour rien au monde. »

On avait esquissé un léger sourire. Lui aussi. Comment le croire ? Hamed Bakayoko était un homme de pouvoir. Un animal politique dont l'ambition débordait, prêt à se battre pour l'assouvir. Au fil des années, à force d'audace, de culot, et grâce à cette intelligence qui caractérise les

autodidactes, cet homme imposant au large cou plissé était devenu l'un des hommes les plus puissants de Côte d'Ivoire.

Il avait fait la connaissance d'Alassane Ouattara il y a près de trente ans. Nous sommes au début des années 1990. Bakayoko vient de fonder Mayama Éditions, la société éditrice du quotidien *Le Patriote*, lorsqu'il se présente sans invitation au mariage d'Alassane avec Dominique Nouvians. Très vite, celle-ci devient, pour celui qui a perdu sa mère lorsqu'il était enfant, une « deuxième maman ». De 1993 à 2003, il dirige le groupe *Radio Nostalgie Afrique*, puis rejoint le gouvernement de Guillaume Soro formé à l'issue des accords de Linas-Marcoussis au poste de ministre des Nouvelles Technologies de l'information et de la communication.

Les années passent, la Côte d'Ivoire s'enfonce dans la crise. Le 11 avril 2011, dans le brouhaha de la chambre 468 du Golf Hôtel, Laurent Gbagbo apparaît dans un débardeur blanc. Issiaka Ouattara, alias Wattao, l'aide à enfiler une chemise. Hamed Bakayoko ne quitte pas d'une semelle l'ancien président tout juste arrêté. C'est lui qui est

chargé d'assurer sa sécurité. Quelques jours plus tard, il est bombardé ministre de l'Intérieur. Il y imposera sa patte avant d'être nommé à la Défense, en 2017, alors que deux séries de mutineries viennent d'ébranler le régime.

Homme de missions, parfois secrètes, Hamed Bakayoko ne rechigne pas lorsqu'il s'agit de réduire l'influence de Guillaume Soro, l'ancien chef rebelle devenu président de l'Assemblée nationale. Leur rivalité montée en épingle rythme le premier mandat d'Alassane Ouattara.

« Golden Boy »

En 2018, le chef de l'État cherche un candidat aux élections municipales d'octobre pour la mairie d'Abobo. Le « Golden Boy » hésite un moment avant d'accepter de se lancer. Dans cette commune populaire d'Abidjan, il mène une campagne remarquée, aux airs de présidentielle. D'importants moyens – humains et financiers – sont déployés. Sur les affiches, le patron des militaires se met au garde à vous. Il sera élu avec 58,99 % des suffrages.

À l'époque, son entourage se prend à espérer. Et si le successeur d'Alassane Ouattara, c'était lui ? Quelques semaines après sa victoire à Abobo, Hamed Bakayoko perd son père, El Hadj Anliou Bakayoko. La République tout entière lui rend hommage à l'occasion de funérailles dignes d'un homme d'État. Les proches du ministre veulent y voir un signe.

Seulement voilà, l'ascension de Hamed Bakayoko ne plaît pas à tout

**LE PRÉSIDENT AIMAIT
DIRE DE LUI QU'IL ÉTAIT
SON « PETIT PASQUA ».
MAIS IL NE LE TROUVAIT
PAS « ENCORE PRÊT »
À PRENDRE SA SUITE.**



C'est après le décès d'Amadou Gon Coulibaly qu'il avait été nommé Premier ministre.

le monde. À mesure qu'il monte dans l'ordre protocolaire, certaines de ses attributions en matière sécuritaire lui sont retirées au profit de Téné Birahima Ouattara, le frère du chef de l'État et puissant ministre des Affaires présidentielles.

Alassane Ouattara lui-même entretient une relation complexe avec celui qu'il qualifie de « fils et proche collaborateur ». Hamed Bakayoko est un élément essentiel de son dispositif. Le président aime dire de lui qu'il est son « Petit Pasqua ». Mais voit-il en lui un potentiel successeur ? Ces dernières années, il avait parfois confié en privé qu'il ne le trouvait pas « encore prêt ». Pour prendre sa suite, le chef de l'État privilégie une personnalité qui lui ressemble. Un technocrate et ami de trente ans : Amadou Gon Coulibaly.

Ses relations avec l'ancien Premier ministre n'ont pas toujours été fluides, mais Hamed Bakayoko accepte le choix du président. Il ne veut pas commettre la même erreur que Guillaume Soro, qui a payé cash sa décision de s'émanciper de la tutelle

présidentielle. Son objectif à lui, c'est la présidentielle de 2025.

Le décès de Gon Coulibaly chamboule tout. Hamed Bakayoko fait figure de favori pour prendre la primature. Le président l'en informe, mais certains proches de Gon s'y opposent. L'officialisation tarde, Hamed s'impatiente. « Il faut que l'on me dise franchement les choses », s'agace-t-il auprès de l'un de ses amis. Il sera finalement nommé le 30 juillet 2020. Un poste obtenu à l'arraché et rogné de certaines prérogatives économiques, confiées à Patrick Achi, le secrétaire général de la présidence.

Indispensable

Verre à moitié vide ou verre à moitié plein ? Quelque chose semble s'être cassé dans le camp présidentiel. Lors de la campagne, le Premier ministre paraît par moments en retrait. L'opposition montre les muscles, appelle à manifester contre le troisième mandat de Ouattara, puis à la désobéissance civile. On demande à Hamed Bakayoko de mener

l'offensive. D'abord réticent, il finit par se lancer dans la bataille.

« Monsieur le Président, nous serons obligés de vous désobéir un peu si l'opposition continue de donner des mots d'ordre pour la destruction des édifices de l'État. Ils nous trouveront devant leurs portes avec la note de ce qu'ils ont détruit quand bien même certains parmi eux occupent des logements de l'État, prévient-il le 30 septembre lors d'un grand meeting à Bouaflé. On ne peut pas accepter que ces personnes viennent détruire les réalisations que vous avez effectuées dans ce pays, dont certains parmi eux ont même bénéficié dans leurs villages alors qu'en leur temps ils n'ont rien fait. »

L'échéance électorale passée, le plus dur avait sans doute commencé pour Hamed Bakayoko. Après le scrutin législatif du 6 mars, il avait toutes les chances d'être maintenu à son poste de Premier ministre encore quelques mois, voire un an. « Depuis sa nomination, sa mission a surtout été politique, déclarait à la fin de →



ISSOUF SANOGO/AFP

Le chef de l'État et son épouse, Dominique, lors de la cérémonie d'adieu officielle, au palais présidentiel, à Abidjan, le 17 mars.

→ novembre un intime d'Alassane Ouattara. Désormais, il doit faire ses preuves, montrer qu'il est à même de prendre en main les gros dossiers économiques. » Indispensable, Hamed Bakayoko se savait sans doute surveillé de près. Parmi tous les prétendants à la succession du chef de l'État, il avait une longueur d'avance, mais rien ne lui serait aisément concédé ni pardonné.

Coaching

Était-il prêt ? Il se préparait depuis des années à cette éventualité. Pour compenser son manque de diplôme, il s'était entouré de cadres brillants aux profils très diversifiés. Il avait engagé plusieurs coachs pour parfaire sa stratégie, son éloquence et sa forme physique. S'il s'était construit dans le sillage de Ouattara, il n'en était pas pour autant dépendant. Franc-maçon, il disposait d'un solide carnet d'adresses au sein de l'intelligentsia politique et économique du continent. Dans les coulisses du pouvoir, cela faisait de lui une exception

FRANC-MAÇON, IL DISPOSAIT D'UN SOLIDE CARNET D'ADRESSES AU SEIN DE L'INTELLIGENTSIA POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE.

d'autant plus redoutée. À lire le torrent d'hommages qui pleuvent depuis son décès, on se dit que Hamed Bakayoko était à l'image d'une certaine Côte d'Ivoire. Grand danseur et mélomane, il traînait une réputation de fêtard. Et, comme bon nombre de ses collègues au gouvernement, sa fortune et ses liens avec le monde des affaires alimentaient les conversations. Il aimait aussi entretenir sa réputation d'homme simple et proche du peuple. À la manière de l'ancien président burkinabè Blaise Compaoré, il avait pris l'habitude de monter à l'avant de sa voiture de fonction.

Homme du Nord né à Adjamé et marié à une femme originaire du Sud-Est, Hamed Bakayoko apparaissait comme l'une des rares personnalités à pouvoir briser les clivages politiques. L'un des seuls à être accepté dans les rangs du Front populaire ivoirien (FPI) comme dans ceux du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI). C'est lui que Laurent Gbagbo avait choisi afin de plaider auprès des autorités pour la levée du blocus autour de la résidence d'Henri Konan Bédié, après la présidentielle d'octobre.

Depuis son évacuation sanitaire à Paris, le 18 février, hommes et femmes de tous horizons cherchaient à obtenir des informations sur son état de santé. Quand il a appris que Hamed Bakayoko souffrait d'un cancer et que ses chances étaient infimes, un parent de Laurent Gbagbo s'est tu pendant un moment avant de déclarer : « Hamed est né à Adjamé, mais c'est aussi un enfant de Cocody. Nous avons tous une histoire avec lui. Il nous a, à tous, rendu un service. » **JA**



Marwane Ben Yahmed

Le récit exclusif de ses derniers jours

Le directeur de la publication de *Jeune Afrique*, qui était proche du Premier ministre à titre personnel, raconte les semaines qui ont précédé sa disparition et lui rend hommage.

Autant être franc, écrire ce texte est un crève-cœur. L'auteur de ces lignes doit à la vérité de préciser que Hamed Bakayoko était un ami depuis vingt ans, presque un frère. Nous avons séparé avec soin les volets professionnel et personnel. Notre amitié ne devait influencer ni sur le patron de média que je suis ni sur le dirigeant politique qu'il était. Nous avons passé les dernières fêtes de fin d'année ensemble et en famille. Nous connaissions la vie l'un de l'autre dans ses moindres recoins, nous qui passions des heures à dissenter sur la religion, le destin, la politique, la famille, nos bonheurs et nos fêlures. Évoquer cette relation rare, alors qu'il n'est plus là, me fait monter les larmes aux yeux, mais il faut enfouir la douleur et la détresse, ne serait-ce que pour lui rendre hommage.

Rien ne laissait présager une telle dégradation de son état de santé, et encore moins ce cancer fulgurant qui a emporté l'enfant d'Adjamé. Lors de ce Nouvel An passé chez lui, à Assinie, il n'a jamais rien laissé transparaître. Plus fatigué qu'à l'accoutumée, certes. Mais cela semblait normal, après une année intense, endeuillée par la disparition

d'Amadou Gon Coulibaly et marquée par une présidentielle particulièrement tendue.

Hamed, touché par le Covid-19 à deux reprises ainsi que par une crise de paludisme, n'était pas au mieux de sa forme. Mais d'excellente humeur, heureux d'être enfin parmi les siens, avec son épouse, Yolande, ses quatre enfants et une ribambelle de cousins. Petit comité propice aux échanges, la musique – sa grande passion – toujours en fond sonore. Il plongeait dans l'océan chaque matin, se délectait de poissons grillés qu'il dévorait à sa manière, engloutissant de larges portions avant d'en recracher les plus grosses arêtes. S'amusait de quelques boutades lancées à ses enfants ou à celle qu'il appelait son « âme sœur », Yolande, rencontrée vingt-sept ans plus tôt à l'aéroport de Roissy.

Tout s'est précipité dans le courant de janvier. Au début du mois,

IMMÉDIATEMENT, JE VOIS QUE CELA NE VA PAS : IL A LES TRAITS TIRÉS ET EST TRÈS AMAIGRI. SIX OU SEPT KILOS SANS DOUTE, ENVOLÉS DEPUIS ASSINIE.

il est venu passer quelques jours à Neuilly, avec Yolande. Ultime break avant le marathon électoral, pour se couper des contingences abidjanaises, du portable qui sonne sans cesse. Il en profite pour passer des examens à l'Hôpital américain. Retour à Abidjan, le devoir l'appelle. Puis de nouveau Paris, à la fin de janvier, pour d'énormes rendez-vous médicaux. Seul, avec Nestor, son fidèle majordome qui veille sur lui, et Idriss Karamoko, l'un de ses plus proches amis.

Burn-out, Covid, parasite...

Je lui rends visite le 29 janvier, à son domicile, en milieu d'après-midi. Immédiatement, je vois que cela ne va pas : il a les traits tirés et est très amaigri. Six ou sept kilos sans doute, envolés depuis Assinie. « Je n'ai plus de jus, me dit-il. Je n'arrive plus à me concentrer, je n'ai jamais été comme cela. » J'échafaude des hypothèses : burn-out, séquelles du Covid, virus ou parasite tropical... Tout y passe. Aurait-il pu être empoisonné ? La rumeur court à Abidjan, mais il n'y croit guère. Au moment de nous quitter, il tient à me rassurer : « Ne t'inquiète pas, cela va passer, j'ai juste besoin de repos. On se voit à Abidjan... » Dans l'après-midi du

18 février, « Hambak » quitte la capitale économique ivoirienne, qu'il avait retrouvée durant une quinzaine de jours, pour Paris, une nouvelle fois, à bord d'un Grumman 5 de la flotte présidentielle. Son état a empiré.

Sa dernière sortie officielle remonte au 10 février, lors d'une rencontre du Rassemblement des houpouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), à Abobo, dont il est maire. Il n'aura pas l'énergie de participer, six jours plus tard, à la cérémonie de présentation officielle des candidats du parti. Le chef de l'État le met au repos forcé et lui demande de retourner à Paris pour se soigner. L'heure n'est pas à la panique, Alassane Ouattara ne nomme donc officiellement aucun intérimaire. Patrick Achi, le secrétaire général de la Présidence, et Fidèle Sarassoro, le directeur de cabinet de Ouattara, se répartissent les dossiers liés à la primature.

« Protège-moi »

Le 19 février, *Jeune Afrique* met en ligne un article sur les raisons de son départ en France. Hamed n'apprécie guère autant de précision et m'appelle pour se plaindre. Quand je décroche, je ne reconnais pas sa voix, éraillée et faible. « Pourquoi tu fais ça ? me dit-il. Les gens n'ont pas besoin de savoir tout cela. Protège-moi. » Je lui réponds, mal à l'aise, qu'il est Premier ministre, que tout le monde s'interroge sur son absence, que JA fait son travail, et que, par ailleurs, les rumeurs les plus folles circulent à son sujet. La conversation dure à peine deux minutes, je sens qu'il est épuisé. Deux jours plus tard, nous nous reparlons. Il semble aller mieux, sa voix en tout cas est meilleure. Je lui fais part de mon inquiétude. Je ne sais pas alors qu'il souffre d'un cancer...

Sa réponse me laisse pantois : « Tout ce que je te demande, me dit-il, c'est que tes pensées m'accompagnent. Sois à mes côtés par l'esprit, pense à moi, je m'occupe du reste. J'ai besoin de couper, de ne plus répondre au téléphone, de me concentrer sur ma santé. Je sais que tu es là, c'est



« Hambak » avec Alassane Ouattara lors d'un meeting à Yopougon, le 9 mai 2009.

l'essentiel. » Plus aucune information sur son état de santé ne filtre. En dehors d'un cercle restreint d'initiés, au premier rang desquels son épouse, le couple présidentiel et Emmanuel Macron, plus personne ne sait rien. « Il va mieux », disent certains. « C'est très grave, et son pronostic vital est engagé », affirment d'autres.

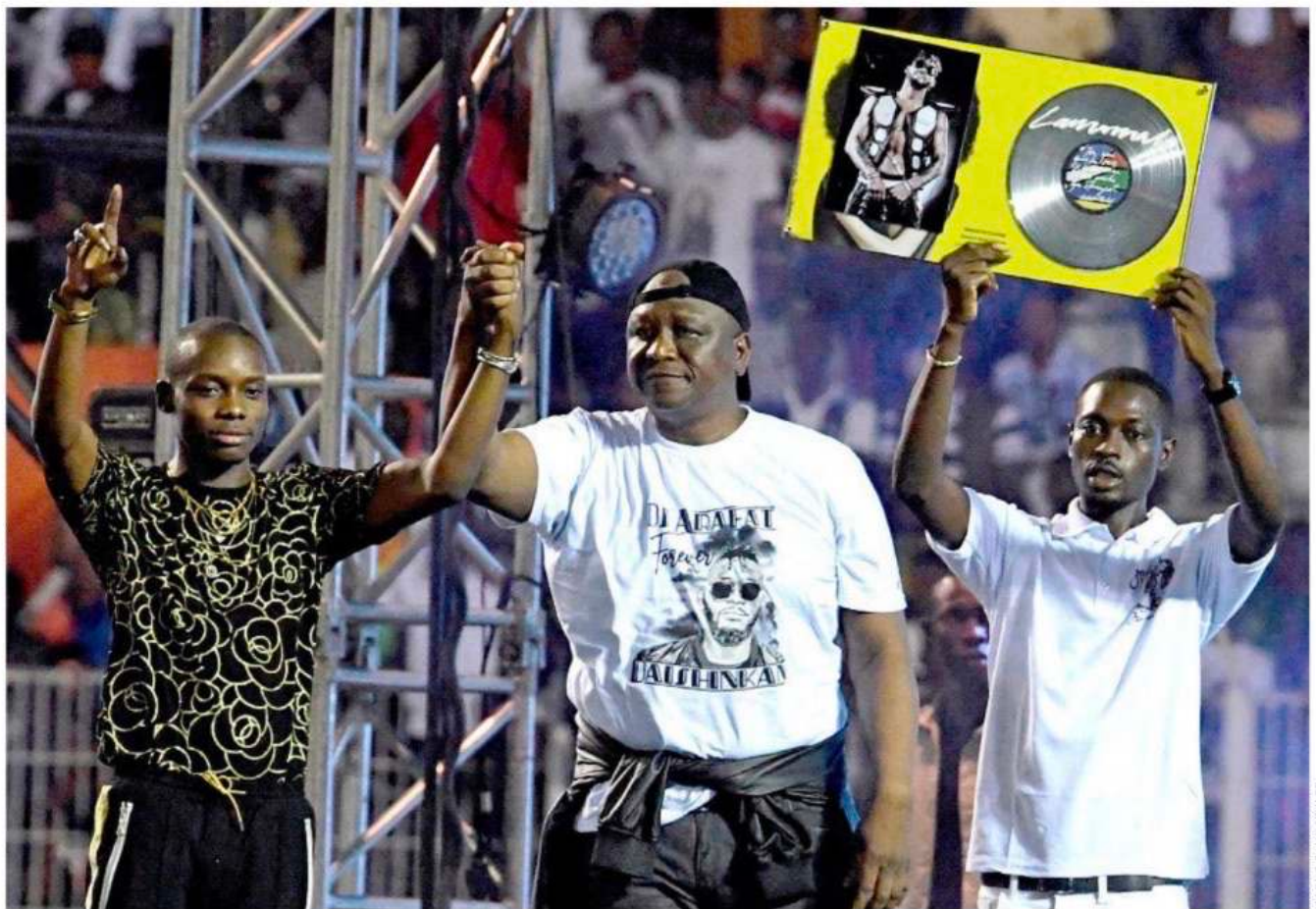
Hamed pense-t-il qu'il peut en guérir ? Au début de mars, il est hospitalisé à l'Hôpital américain. Cancer du foie métastasé, en phase terminale. Seule option, une transplantation en urgence. Le meilleur établissement pour cela est l'hôpital du Kremlin-Bicêtre. Mais il est trop tard, jugent les experts à son chevet. Il n'est plus opérable. Yolande, son « âme sœur »,

**C'ÉTAIT UN HOMME RARE.
D'UNE OUVERTURE
D'ESPRIT FASCINANTE,
QUI LISAIT EN CHACUN
D'ENTRE NOUS COMME
DANS UN LIVRE OUVERT.**

ne peut se résoudre à baisser les bras. Il faut tout tenter, même l'impossible. Elle décide, seule, qu'il sera opéré ailleurs. Apparaît alors l'option turque.

Un avion est dépêché à Paris dans la soirée sur instruction du président Recep Tayyip Erdoğan. Il doit récupérer Hamed Bakayoko et les quelques personnes qui l'accompagnent pour qu'il soit opéré en Turquie. L'espoir renaît, mais c'est désormais une question de jours : sans transplantation, ce sera la fin.

Alors que le transfert était attendu dans la nuit même, le 5 mars à midi Hamed Bakayoko n'a toujours pas quitté Paris. Les médecins stambouliotes confirment le diagnostic de leurs confrères français : le patient n'est plus opérable. Il faut se résigner... Mais le 6 mars, dans la matinée, nouveau coup de théâtre : il est transféré vers Fribourg, en Allemagne, pour y suivre un traitement expérimental. Il aura lutté jusqu'à son dernier souffle, mais un cancer du foie diagnostiqué tardivement ne pardonne jamais. Il s'est éteint le 10 mars, entouré des siens : Yolande, bien sûr, son frère



Avec le chanteur malien Sidiki Diabaté lors des funérailles de DJ Arafat, au stade Félix-Houphouët-Boigny d'Abidjan, le 30 août 2019.

Zoumana et son directeur du protocole et ami depuis plus de trente ans, Tony.

Un séisme pour sa famille et ses proches, bien sûr, mais aussi pour Alassane Ouattara, qui a vu ses deux « fils spirituels », derniers Premiers ministres et successeurs désignés, décéder en moins de huit mois. Pour la Côte d'Ivoire également, car Hamed Bakayoko était un homme rare, surtout en politique. Un homme bon, sans complexe ni limite. D'une ouverture d'esprit fascinante, qui lisait en chacun d'entre nous comme dans un livre ouvert. Se fichait des obédiences, des ethnies ou des catégories sociales. Capable de discuter le plus simplement du monde avec le roi du Maroc, Mohammed VI, comme avec un vendeur d'arachides dans la rue. Aussi à l'aise dans un palace parisien que dans un maquis de Yamoussoukro. Qui a su se faire respecter de tous, de ses rivaux au sein du camp présidentiel comme de ses adversaires de l'opposition, de Laurent Gbagbo à Henri Konan Bédié, en passant par Pascal Affi Nguessan ou Georges Armand Ouénin. Un

self-made-man d'extraction modeste, lui, le fils d'Anliou et de Mayama, décédée alors qu'il avait à peine 7 ans, descendant d'érudits musulmans comme M'fa Moussa Bakayoko, qui fonda la ville de Koro, dans le nord-ouest de la Côte d'Ivoire. Il avait gravi seul tous les échelons.

À chaque nomination, le même commentaire : le poste (ministre des Nouvelles Technologies, de l'Intérieur, de la Défense) est trop gros pour lui, qui n'a guère de grands diplômes, il n'y arrivera pas. Et pourtant, il a rempli avec succès chacune de ses missions. Devenu Premier ministre, il apparaissait comme le grand favori pour la succession d'Alassane Ouattara, en 2025. Mis sur orbite, préparé à cet énième et ultime passage de cap par le chef de l'État lui-même. Mais le destin, cruel, en a décidé autrement.

Se consacrer à l'essentiel

En écrivant ces lignes remonte un souvenir de nos derniers moments partagés à Assinie. Nous n'étions que tous les deux, après le déjeuner. « Tu

sais, m'a-t-il dit en buvant sa tisane, nous devons profiter de chaque instant, comme si c'était le dernier. Se consacrer à l'essentiel. Nous avons tous deux beaucoup de chance, mais on ne le mesure pas suffisamment. On perd du temps en futilités, soi-disant obligations, chamailleries, jalousies, on accorde de l'importance à des choses qui n'en ont pas. Pourtant, il suffit d'un souffle, comme une maladie, un accident ou un drame, et tout est fini! »

Deux mois auront suffi à lui donner raison. Je comprends aujourd'hui qu'il savait qu'un cancer le rongait, probablement depuis l'été 2020. Il l'a gardé pour lui, par pudeur et pour n'inquiéter personne. Dans ces moments de grandes tensions, alors qu'Alassane Ouattara ne pouvait plus compter sur feu Amadou Gon Coulibaly ni sur Daniel Kablan Duncan, démissionnaire, ou sur Jeannot Ahoussou Koudio, malade, Hamed Bakayoko ne s'est guère ménagé. Sans doute pensait-il qu'il vaincrait la maladie. Pour une fois, hélas, il a trouvé plus fort que lui. **JA**

DJIBOUTI

LE PARI DE LA DÉCENTRALISATION

De prime abord, ni la taille (21700 km²), ni la démographie (800 000 habitants) ne plaident pour instaurer une politique de décentralisation en République de Djibouti. Jusqu'en 1999, le pays était

régionaux provisoires dans les régions de l'intérieur. Le chef de l'État entend ainsi sonner le glas de l'administration centralisée, véritable goulet d'étranglement du développement des territoires. L'expérience des conseils régionaux provisoires, très fructueuse au passage, débouchera, ensuite sur l'adoption de la loi portant décentralisation statut des régions, complétée par une seconde loi portant sur le statut de la Ville de Djibouti.

Les premières élections régionales du pays voient ainsi le jour en 2006. Depuis la démocratie s'est enracinée en république de Djibouti avec des élections en 2012 et en 2017.

Aujourd'hui la décentralisation fait incontestablement partie du paysage politique national. L'impact de cette politique de proximité est visible dans beaucoup de domaines. Beaucoup de services sont déconcentrés, avec des directions régionales au plus près des besoins des communautés.

En créant un ministère dédié entièrement à la décentralisation en 2016 et transformé depuis en secrétariat d'État, le président de la République a incontestablement érigé la décentralisation en priorité politique.



Le président de la République, Ismaïl Omar Guelleh, en visite dans une des régions de l'intérieur.

gouverné sur le mode d'une administration jacobine, héritée de l'époque coloniale. Malgré une lenteur bureaucratique ambiante, malgré aussi un déséquilibre territorial très prononcé au profit de la seule capitale, la décentralisation n'était pas à l'ordre du jour, tout était concentré dans la capitale. Un tel *statut quo* ne pouvait perdurer sans entraver le développement équilibré de l'ensemble du territoire et par conséquent l'épanouissement de tous les Djiboutiens.

Dès son arrivée au pouvoir l'actuel président, **Ismaïl Omar Guelleh** décide de mettre un terme à cette situation. Très rapidement il met en place des conseils



Secrétariat d'État chargé
de la Décentralisation

Route d'ARTA, Bd Hassan Gouled
République de Djibouti
Tél. : (253) 21 35 97 87 / 21 35 97 89
Fax : (253) 21 34 81 22



ENTRETIEN

M. Hamadou Mohamed Aramis

Secrétaire d'État chargé de la Décentralisation

Monsieur le Ministre, comment se déploie la décentralisation à travers le pays ?

Dès ma nomination en 2016, j'ai commencé à sillonner les territoires à la rencontre des communautés. En coordination avec tous les ministères concernés, mais aussi avec une approche participative, mon département n'a cessé d'œuvrer pour appliquer la feuille de route tracée par le président de la République. C'est d'ailleurs dans cette perspective et en collaboration avec les collectivités territoriales que nous avons multiplié des initiatives locales qui bénéficient directement aux communautés concernées. Mon département n'a également cessé de plaider pour un transfert accru des pouvoirs et de ressources humaines et financières aux collectivités.

La décentralisation s'appuie sur le transfert des compétences et la déconcentration ?

Effectivement, la décentralisation n'a pas de contenu sans ces deux piliers que sont les transferts des compétences et la déconcentration. Un décret présidentiel signé en 2007 prévoit le transfert de 32 compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales. Plusieurs domaines techniques sont concernés à l'exception bien entendu des domaines régaliens. Beaucoup de ministères ont délo-

calisés des cellules ou des sous-directions techniques dans les régions. Certains transferts sont totalement achevés comme celui de l'État-civil. D'autres sont encore inachevés. Mais, nous devons aller plus loin, vers une autonomie financière et technique des services déconcentrés.

Parmi le transfert des compétences, vous avez réussi à mettre en place une fiscalité locale directement prélevée par la collectivité ?

La mise en place de la fiscalité locale illustre parfaitement le processus de transfert des compétences. Elle préfigure l'autonomie budgétaire des régions dans un proche avenir. D'ores et déjà, le fait que les conseils régionaux peuvent voter leur bud-

get va dans ce sens. Et toujours sur instruction du président de la République, mon département a procédé à un nettoyage législatif et institutionnel qui régit la politique de la décentralisation.

Vous faites allusion au code des collectivités territoriales ?

Nous avons en effet élaboré un nouveau code des collectivités territoriales qui dote la décentralisation de ses propres paradigmes tout en restant en symbiose avec la vision du développement économique du pays, la vision 2035. Incontestablement ce code fera franchir à la décentralisation un pilier supplémentaire. Car ce code va non seulement promouvoir le développement économique de nos régions mais il va aussi l'impulser grâce aux nouvelles prérogatives dévolues aux collectivités régionales.

Est-ce qu'il y a des obstacles objectifs qui freinent la décentralisation ?

Vous savez, une politique innovante rencontre toujours des obstacles sur son parcours. Mon département communique beaucoup, aussi bien pour expliquer que pour sensibiliser sur les vertus d'une gestion de proximité, surtout sur son efficacité. Mais l'essentiel c'est la volonté politique et le soutien du président de la République. ■



UNE NOUVELLE FEUILLE DE ROUTE POUR LA DÉCENTRALISATION

La nouvelle feuille de route programmée sur la période 2021-2024 s'inspire du plan national de développement. Elle se décline en 5 axes stratégiques :

- 1 - Consolider le cadre général de la décentralisation
- 2 - Renforcer le pilotage de la décentralisation
- 3 - Intensifier le partage politique du développement par les élus locaux
- 4 - Bâtir une administration de proximité
- 5 - Mettre en place un pool de services techniques déconcentrés.



MAROC

Cannabis sur ordonnance

Destruction d'un
champ de cannabis
sous la supervision
de la police, dans
la province de
Larache (Nord).

NINA KOZLOWSKI, À CASABLANCA

Est-ce la fin d'un tabou? Le 11 mars, le gouvernement marocain a validé un projet de loi autorisant un usage « médical, cosmétique et industriel » du cannabis. Un texte concocté par le ministre de l'Intérieur, dirigé par Abdelouafi Laftit, qui ouvre la voie à la légalisation du cannabis à usage thérapeutique et encadre sa production. Officiellement, il s'agit de « profiter de l'occasion offerte par le marché légal mondial du cannabis », mais aussi d'« améliorer le revenu des agriculteurs et les protéger des réseaux du narcotrafic », principalement établis dans le Rif, dans le nord du royaume.

Le texte doit encore être discuté et validé par le Parlement. Mais il électrise déjà les débats. Et pour cause, la légalisation du cannabis est un sujet particulièrement explosif, surtout au sein du PJD, le parti majoritaire à la tête du gouvernement. Au début de mars, Abdelilah Benkirane – star incontestée du PJD et chef du gouvernement de 2012 à 2017 – s'était engagé à démissionner du parti si un tel projet de loi était adopté. Le 11 mars, il a donc mis ses menaces à exécution : dans un courrier relayé sur sa page Facebook, il a annoncé le gel de ses activités au sein du parti de la lampe et la suspension de ses relations avec l'actuel chef du gouvernement, Saâdeddine El Othmani, le ministre d'État Mustapha Ramid, et plusieurs cadres du PJD, dont Lahcen Daoudi, Aziz Rebbah et Mohamed Amekraz.

Une décision « sur laquelle il est préférable que les responsables du PJD et les adhérents ne communiquent pas », affirme Slimane El Omrani, secrétaire général adjoint du parti. Avant de poursuivre : « Au sein du parti, ce projet de loi crée un différend, il y a les "pour" et les "contre". Certains estiment que le texte sert l'intérêt du pays, d'autres déplorent qu'il soit présenté dans un contexte électoral [les législatives sont prévues en septembre]. Dans tous les cas, nous prôtons le dialogue, le débat élargi, voire national, et insistons pour que le

Pour profiter d'un marché légal en pleine expansion et améliorer le revenu des cultivateurs, le gouvernement veut légaliser l'usage thérapeutique et industriel du chanvre, et en encadrer la production. Et si c'était le meilleur moyen de lutter contre les narcotrafiquants ?

gouvernement réalise une étude d'impact afin de servir de base au travail des parlementaires. Quant à Saâdeddine El Othmani, en tant que chef du gouvernement, qui a en outre participé à la commission ad hoc autour de ce projet de loi, il ne peut pas prendre de distance avec ce sujet, ce serait déplacé. Le Parlement, lui, dispose de toutes les prérogatives pour continuer à en débattre. »

Le 16 février, Saâdeddine El Othmani a informé ses « frères » qu'un projet de loi relatif à la légalisation du cannabis était dans les tuyaux, et les cadres du parti ont enchaîné les réunions sur le sujet, parfois en présence d'experts, jusqu'au 6 mars. Lahcen Daoudi, ex-ministre et membre du secrétariat général, s'est même targué dans les médias d'être « l'un des précurseurs du projet de légalisation du cannabis ». Il a notamment déclaré au site d'information *Le360* : « Je ne suis pas d'accord avec Benkirane, bien que ce soit son droit de me bouder, mais c'est aussi mon droit d'avoir un avis contraire sur le cannabis, qui est une richesse nationale pour la médecine. Il faut exploiter cette matière pour améliorer la vie de millions de gens qui vivent dans un dénuement total. »

Le « nient » de Benkirane

En 2005, Lahcen Daoudi, alors « Monsieur économie » du parti, proposait en réalité la production de bioénergie à partir de la culture de cannabis et suggérait de donner des bourses aux enfants de paysans pour qu'ils puissent accéder à des études supérieures. Mais Abdelilah Benkirane, lui, n'a jamais changé son fusil d'épaule. En 2014, lorsqu'il était chef du gouvernement, le PAM et l'Istiqlal, alors dans l'opposition, avaient chacun déposé deux projets de loi au Parlement pour acter la légalisation du cannabis à des fins thérapeutiques et industrielles, mais également solliciter l'amnistie des 48 000 cultivateurs installés dans le nord du royaume et poursuivis par la justice. Le parti de la balance (Istiqlal) avait d'ailleurs fait des propositions similaires au projet de loi actuel : limiter la culture à cinq zones, toutes situées dans le Rif – Al Hoceima, Chefchaouen, Ouezzane, Tétouan et Taounate (contre six aujourd'hui) –, et mettre en place une agence étatique chargée de contrôler l'exploitation et la commercialisation du chanvre. À l'époque déjà, Benkirane avait opposé un ferme « nient » à l'idée : « Le gouvernement n'a pas du tout l'intention de légaliser la culture du cannabis [...]. Je dis aux habitants de ces régions : la politique



Bloc de résine de cannabis (haschisch) produite dans les environs de la ville de Ketama.

du gouvernement à ce sujet ne changera pas. Nous entendons aujourd'hui des propos émanant de personnes qui cherchent à arnaquer les gens. Cela doit s'arrêter. »

Le PJD et une partie de la presse marocaine soupçonnaient l'Istiqlal et plus encore le PAM – très actif dans le Nord et dirigé à ce moment-là par le Rifain Ilyas El Omari – de se livrer au clientélisme à la veille des élections communales de 2015. Dans le Rif, une région qui compte au moins 1 million d'électeurs potentiels, la culture du cannabis fait vivre entre 90 000 et 140 000 familles, et sa légalisation est très attendue.

Entre-temps, El Omari est devenu président de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima, et il a régulièrement fait état de ses positions pro-légalisation, notamment à travers l'organisation de colloques consacrés à la culture du kif, au « développement durable » et à la création « d'économies alternatives ». En 2016, il déclarait que 80 % des revenus économiques de sa région étaient liés au cannabis. Et d'ajouter : « Un récent rapport américain a estimé que les revenus provenant du cannabis au Maroc s'élevaient à 23 milliards de dollars chaque année. Si on réservait un seul de ces milliards à Al Hoceima, elle deviendrait comme Monaco ! » Une partie du PJD

**DANS LE RIF,
LA CULTURE
DU CANNABIS
FAIT VIVRE ENTRE
90000 ET 140000
FAMILLES.**

– Benkirane en tête – n'a alors pas hésité à le qualifier de « narcotrafiquant » désireux de « transformer le Maroc en Colombie » et prêt à « caresser dans le sens du poil les trafiquants de drogue qui financent sa campagne électorale ». Le secrétariat général du parti avait enfoncé le clou en publiant un communiqué de presse où il rejetait « toutes les approches douteuses qui visent à dépénaliser la culture du kif et à promouvoir sa consommation » en raison « de sa dangerosité avérée sur la santé des citoyens et la cohésion sociale ».

Pourtant, le parti de la lampe s'était montré moins virulent en 2012, lorsque le Collectif marocain pour l'usage thérapeutique et industriel du kif, cofondé notamment par le juriste Chakib Al Khayari, avait envoyé un texte à l'ensemble des groupes parlementaires. « Le PJD avait répondu favorablement à l'idée d'engager des discussions. Le but ultime étant de développer la région du Rif et de lutter contre le trafic illicite », explique Al Khayari.

La légalisation du cannabis est réclamée par les cultivateurs et une partie de la société civile. Cette revendication a conduit de nombreux militants en prison, notamment Chakib Al Khayari, qui a écopé en 2009 d'une peine de trois ans ferme pour « outrage aux autorités publiques » après avoir dénoncé le trafic de drogue à Nador et la corruption des autorités. Dès 2008, Al Khayari débattait de la question sur 2M, à une heure de grande écoute, dans l'émission *En direct avec vous* avec Khalid Zerouali, haut commis du minis-

tère de l'Intérieur. « À l'époque, tout le monde était ouvert à la discussion », témoigne Al Khayari. En janvier 2009, le ministère de l'Intérieur annonce qu'il va réaliser quelques plantations de cannabis thérapeutiques dans le Nord, afin de voir si cela peut « être utilisé positivement ». En 2010, c'est la Gendarmerie royale qui s'y met : elle associe son laboratoire scientifique et technique à l'Inra (Institut national de la recherche agronomique)

pour entamer des expériences dans quatre zones de la région Nord, avec trois types de variété (Santhica, Epsilon et Futura), dans la perspective de la légalisation du cannabis industriel. « Il s'agit donc d'une volonté qui ne date pas d'hier. Ce sujet intéresse les plus hautes autorités du pays, et l'État planche dessus depuis plusieurs années », insiste Al Khayari.

En 2019, l'exécutif est allé plus loin. Le ministre de l'Intérieur, Abdelouafi Laftit, a confié une étude préliminaire du projet de loi relatif à la légalisation du cannabis à un ancien grand commis de l'État : Driss Benhima, ex-patron de la Royal Air Maroc, désormais proche de l'Istiqlal et consultant à ses heures perdues. C'est lui qui a remis sur le tapis le zoning géographique (seules six régions seraient autorisées à cultiver du cannabis), la création d'une agence de tutelle censée octroyer les licences aux cultivateurs et gérer l'ensemble du processus de production, de transformation et de commercialisation, et a banni l'usage récréatif.

10 milliards d'euros par an!

Laftit et Benhima ont deux points communs. D'abord, ils connaissent bien le Nord. Le premier, d'origine rifaine, a été le gouverneur de Nador – l'une des plaques tournantes du trafic de drogue –, tandis que le second a dirigé l'Agence de développement du Nord. Pendant très longtemps, l'un et l'autre n'étaient pas favorables à la « légalisation », ou du moins rechignaient à s'attaquer à ce sujet sensible, qui mêle paix sociale, gros sous, corruption et réseaux criminels.

Puis le Hirak du Rif est passé par là. Ilyas El Omari, à la limite de l'obsession sur la question de la légalisation, accusé de « dérives régionalistes » pendant les émeutes, a quitté son poste de président de Tanger-Tétouan-Al Hoceima. Et son mandat fait actuellement l'objet d'une enquête du tribunal administratif pour d'éventuelles violations en matière de gestion publique. De quoi dépassionner et dépolitiser les débats autour de la légalisation. Tous les voyants sont donc au vert pour franchir une nouvelle étape en matière de légalisation. D'autant que, l'année dernière, l'OMS a reconnu le potentiel thérapeutique du cannabis, tandis que l'ONU l'a retiré de la liste des stupéfiants. Une résolution votée par le Maroc. Prohibition Partners, cabinet de conseil sur le potentiel économique du cannabis basé en Grande-Bretagne, a quant à lui évalué les revenus induits par le marché légal à 900 millions de dollars dès 2023. D'autres organismes estiment que cela rapporterait au Maroc 10 milliards d'euros par an. Autant d'arguments qui ont poussé l'État à sauter le pas. Il ne manque plus qu'une chose : l'onction des oulémas pour couper l'herbe sous le pied des conservateurs. À en croire certaines sources, cela ne devrait plus tarder. **TA**

La justice dans le box des accusés

La querelle entre deux piliers de la haute magistrature tourne au grand déballage et relance l'épineuse question de la réforme de l'institution judiciaire. Peines disproportionnées, collusions partisans, recul des libertés individuelles... Le chantier s'annonce colossal.

FRIDA DAHMANI, À TUNIS

Is occupent les plus hautes fonctions de la magistrature et sont connus pour s'entendre comme chien et chat. Mais l'antagonisme entre Taïeb Rached, premier président de la Cour de cassation, et Béchir Akremi, ex-procureur de la République auprès du Tribunal de première instance de Tunis, ne relève pas seulement d'une incompatibilité d'humeur.

À l'automne 2020, l'inimitié entre les deux hommes, qui rechignent pourtant à s'exposer publiquement et dont les photographies sont rares, s'est muée en règlements de comptes par médias interposés. Mais se choisir pour ring les plateaux de télévision et les colonnes des journaux a été fatal aux deux bretteurs. Béchir Akremi avait ouvert les hostilités en novembre 2020 en accusant Taïeb Rached de corruption financière et d'enrichissement illicite... tout en étant lui-même mis en cause dans la gestion des dossiers sensibles des assassinats de Chokri Belaïd et Mohamed Brahmi. Il aurait ainsi cherché à brouiller les cartes en morcelant les dossiers en différentes affaires. Il lui a été notamment reproché de paralyser les procédures en ne se prononçant pas sur le classement ou non des dossiers. Une obstruction à la justice souvent dénoncée par le comité de défense des deux victimes.

Des accusations reprises par Taïeb Rached. Mais, quand un magistrat

en accuse un autre, le coup peut être fatal : le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) a chargé le parquet près le Tribunal de première instance de Tunis d'enquêter sur les deux affaires. Les conclusions de l'inspection générale sont désormais entre les mains du CSM, qui doit statuer sur le renvoi des dossiers au parquet ou considérer qu'un blâme suffira.

Quelle que soit l'issue, la profession peine à convaincre l'opinion de son impartialité. « C'est l'heure de vérité pour les juges. L'opinion les attend au tournant, les dossiers sont sur la place publique, tout le monde sait que ce sont des cas de corruption, l'un d'ordre politique, l'autre, financier », décrypte l'ancien ministre de la Justice Mohamed Salah Ben Aïssa. « C'est un clap de fin de carrière pour Taïeb Rached comme pour Béchir Akremi. Ils symbolisent les deux biais de la justice tunisienne : la corruption financière et la corruption partisane. D'autres les remplaceront, espérons qu'ils ne seront pas pires », glisse un juge du tribunal de l'Ariana.

**« CINQ ANS POUR
ADULTÈRE! L'ÉTAT A-T-IL
VOCATION À LÉGIFÉRER
SUR LA VIE PRIVÉE DES
GENS? » SE DÉSOLE
UNE JURISTE.**

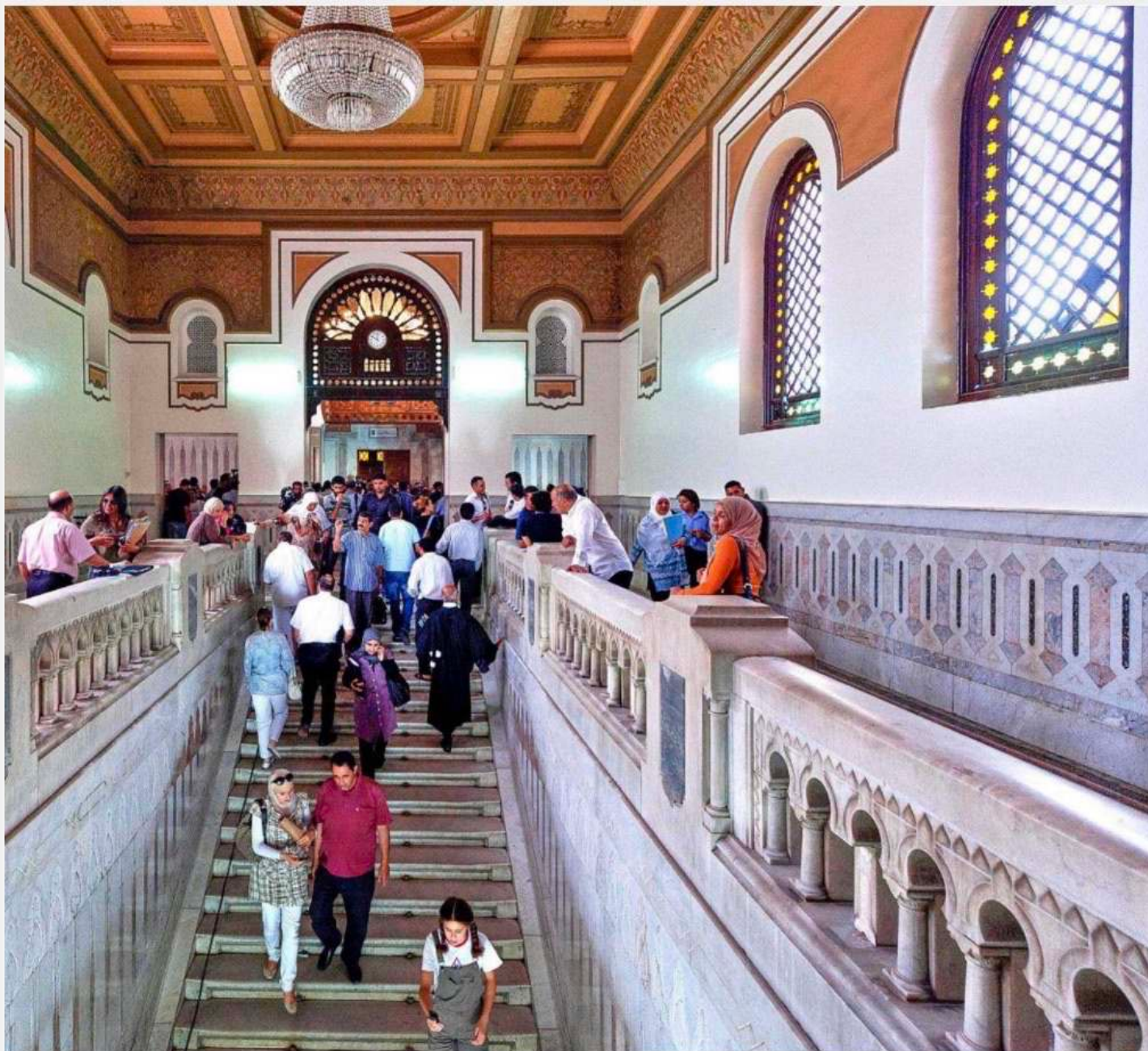


NICOLAS FAUQUE

De la bataille que se sont livrée deux figures clés de l'institution judiciaire, aucune n'est sortie vainqueur. Mais ce grand déballage, qui a passionné les Tunisiens, a été aussi inattendu que gênant pour une justice plus souvent muette qu'aveugle. La confiance n'y est plus : l'ONG I Watch a réclamé l'accès au rapport de l'inspection générale comme pour s'assurer que les juges ne feront pas preuve d'une excessive mansuétude vis-à-vis de leurs pairs.

Gangrène

La justice n'a jamais été aussi mal en point, pas même du temps de l'ancien régime. Dix ans après une révolution qui avait inscrit parmi ses priorités une réforme de la justice, cette dernière



Le tribunal de première instance de Tunis.

ne laisse d'être décriée. « On pourrait supporter des procédures judiciaires longues, mais on ne sait jamais s'il ne faudra pas, à un moment ou à un autre, glisser un pot-de-vin ou faire une grève », explique une plaignante qui attend la transcription d'un jugement en sa faveur depuis trois mois. D'autres sont moins conciliants et fulminent contre une justice corporatiste qui, non contente de révéler au grand jour la gangrène qui la ronge, persiste à rendre des verdicts disproportionnés et liberticides. L'agitation sociale et la multiplication des mouvements protestataires qui ont prévalu avec la célébration du dixième anniversaire de la révolution ont été l'occasion pour la société civile de dénoncer le tour de vis sur les libertés.

La condamnation à six mois ferme de la jeune militante queer Rania Amdouni – finalement libérée par la Cour d'appel – pour atteinte à la pudeur, alors qu'elle dénonçait à la police un harcèlement, les peines de trente ans et dix-sept ans de détention infligées à des fumeurs de cannabis, l'interpellation de blogueurs pour des posts sur les réseaux sociaux ou encore les condamnations résultant d'une interprétation étriquée des libertés individuelles ou de conscience ont provoqué la mobilisation de la société civile. « Le risque n'est pas un retour de la dictature, mais notre musellement progressif par des pratiques répressives », s'inquiète un activiste LGBT. « Les libertés individuelles sont non

négociables », tempête un avocat, qui en veut à la Commission des libertés individuelles et de l'égalité (Colibe), chargée de mettre en adéquation les lois avec la Constitution de 2014 et avec les standards internationaux en matière de droits, mais qui « a surtout valorisé l'introduction de l'égalité successorale dans sa démarche. En conséquence, les lois obsolètes et liberticides sont toujours en vigueur ».

Pressions

La balle est dans le camp du législateur, qui, face aux pressions politiques et sociales auxquelles il s'expose, ne semble pas pressé d'apporter des réponses. Entre-temps, les jugements rendus sont lourds. « Cinq ans pour adultère ! L'État a-t-il vocation à

légiférer sur la vie privée des gens ? » se désole une juriste. « Que veut la justice ? Acheter les gens ? » enrage un militant de Human Rights Watch.

« Machine à broyer »

Les magistrats connaissent leur code pénal sur le bout des doigts, mais ils en ont une approche dépourvue de toute culture des droits humains. Résultat : ils semblent appliquer une grille tarifaire. Un automatisme dénué d'empathie. La militante des droits de la femme Monia Ben Jemia dénonce une « impuissance face à cette machine à broyer le citoyen qu'est devenue celle [qu'elle appellera] désormais non pas la justice mais l'injustice ». Certains, pour expliquer les errements, arguent que les magistrats n'ont pas été sensibilisés à la préservation de droits mais à celle d'un régime, d'une société et des bonnes mœurs. Des arguments d'un autre temps qui n'apportent pas de solution aux problèmes de la justice. Pourtant, l'Union européenne, avec 10 millions d'euros, dont 60 % ont

LES MAGISTRATS MAÎTRISENT LEUR CODE PÉNAL, MAIS ILS EN ONT UNE APPROCHE DÉNUÉE DE TOUTE CULTURE DES DROITS HUMAINS.

été décaissés, et les États-Unis, avec une enveloppe de 2,1 millions d'euros, ont lancé des programmes d'apui à ce grand corps malade, mais il est bien difficile de remettre sur pied un souffrant qui s'ignore. « Nous sommes encore dans un moment de mutation ou une phase de transition où la justice se regarde dans son propre miroir », résume Mohamed Salah Ben Aïssa. Un narcissisme qui se complaît dans l'autosatisfaction, occulte les pressions et les collusions partisans et compte sur le temps pour faire oublier les affaires qui fâchent. Comme celle qui a emporté les deux piliers du tribunal de grande instance de Tunis. **DA**

QUESTIONS À

Ahmed Souab

Juge, ancien membre du Conseil supérieur de la magistrature (CSM)

« Tout le monde oublie
l'essentiel, qui nous lie : la loi »



Jeune Afrique : Pourquoi la justice a-t-elle raté sa réforme ?

Ahmed Souab : La purge de 2011, puis celle de 2012 devaient donner le départ d'une transition juridictionnelle, mais nous avons raté ce virage. De fait, la situation de la justice a empiré, et chacun y a sa part de responsabilité. Le pouvoir politique, sous prétexte d'assainir, a surtout instrumentalisé deux grands dossiers : celui des assassinats de deux leaders de gauche, Chokri Belaid et Mohamed Brahmi, et celui des purges anticorruption. Mais cela est secondaire au regard de la responsabilité des juges eux-mêmes, surtout celle de l'Association des magistrats tunisiens (AMT), qui a failli dans ses décisions et dans ses objectifs d'écarter les magistrats véreux. Depuis 2011, nous attendons la liste des juges corrompus que l'association aurait dressée. Or, au vu et au su de tous, des juges soupçonnés de corruption siègent dans certaines instances.

L'institution est-elle trop liée aux forces politiques ?

Le président de la Cour de cassation et le procureur de la République sont les pivots de l'institution juridictionnelle. Or ceux qui occupaient ces charges, respectivement Taïeb Rached et Béchir

Akremit, sont mis en cause pour corruption et obstruction à la justice. Le premier a fait le jeu de Nidaa Tounes, puis de l'ex-chef du gouvernement Youssef Chahed, qui avait lancé un pseudo-coup de filet anticorruption au moment où le premier mouvement protestataire du Kamour donnait de la voix et paralysait l'acheminement du pétrole. Il en est de même pour l'AMT : ses communiqués enfoncent Taïeb Rached sans jamais évoquer Béchir Akremit, protégé d'Ennahdha. Les implications politiques sont claires.

Peut-on encore parler de justice ?

Tout le monde est parti dans tous les sens, en oubliant l'essentiel, qui nous lie : la loi. Il a fallu du temps, des déchirures et beaucoup de retard, mais la mise en place du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) en 2016 a été un indicateur positif. La crise actuelle, avec les dossiers de Béchir Akremit et Taïeb Rached, offre au CSM l'occasion de montrer qu'il est droit dans ses bottes et qu'il peut s'imposer, à condition de ne pas se contenter d'une mesure disciplinaire. Si ce double dossier n'est pas enterré, ce sera un tsunami salutaire.

**PROPOS RECUEILLIS À TUNIS
PAR FRIDA DAHMANI**

L'Algérie sur la voie des réformes tant attendues

Confronté aux conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire du COVID-19, et à la baisse du cours des hydrocarbures, le Gouvernement algérien a entamé des réformes économiques structurelles nécessaires à la diversification de l'économie algérienne.

Consciente de la concurrence à laquelle se livrent les pays méditerranéens, en particulier au sein du Maghreb, afin d'attirer des investissements directs étrangers (IDEs) de qualité, l'Algérie a initié depuis 2016 un processus de réformes de la législation sur l'investissement.

La pandémie du COVID-19 semble avoir agi comme un catalyseur du rythme des réformes : ce ne sont pas moins de trois réformes qui ont été engagées depuis un peu plus d'un an portant sur des secteurs clés : les investissements étrangers, les hydrocarbures et l'industrie pharmaceutique.

1 Le 4 juin 2020, la loi de finances complémentaire pour 2020 est publiée, et introduit des changements majeurs au cadre légal des IDEs, marquant ainsi un tournant majeur dans la politique de l'investissement étranger algérienne afin de dynamiser le flux d'IDE, à l'opposé de l'orientation prise dix ans auparavant.

En particulier, depuis l'entrée en vigueur de la loi de finances pour 2021, à l'exception des activités d'importation de matières premières, de produits et marchandises destinés à la revente en l'état et de cinq secteurs d'activités à caractère stratégique, toutes les autres activités sont désormais ouvertes à l'investisseur étranger sans obligation d'association avec une partie locale.

2 Parallèlement, une nouvelle loi sur les hydrocarbures a été publiée fin 2019. La loi No. 19-13 du 11 décembre 2019 régissant les activités d'hydrocarbures qui, outre une réforme de la fiscalité plus favorable aux investisseurs étrangers, prévoit un régime contractuel plus flexible à l'exercice des activités de recherche et d'exploitation des hydrocarbures.

La pandémie du COVID-19 semble avoir agi comme un catalyseur du rythme des réformes avec trois réformes engagées en un peu plus d'un an.



Rym Loucif,
Partner

La nouvelle loi marque le retour du contrat de partage de production qui existait dans la précédente loi n° 86-14 de 1986, lequel a permis la réalisation de grandes découvertes d'hydrocarbures et le développement du bassin de Berkine dans les années 1990.

La nouvelle loi réintroduit aussi le contrat de services à risque, lequel devrait favoriser le recours à des technologies de récupération améliorée des hydrocarbures afin d'optimiser les performances des gisements en particulier des plus anciens, et dont l'impact positif sur la production pourrait se faire sentir sur le court/moyen terme.

Ainsi, bien que certains obstacles restent à surmonter, l'Algérie semble progresser sur le chemin des réformes de nature à encourager les investisseurs étrangers et les institutions financières internationales à soutenir le développement du pays.



MICHAEL KAPPELER/DPA PICTURE-ALLIANCE VIA AFP

La photo de famille des participants à la conférence sur la Libye, à Berlin, le 19 janvier 2020.
À dr., Abdelmadjid Tebboune conversant avec son homologue égyptien, Abdel Fattah al-Sissi.



Alger fait son come-back

Depuis l'élection d'Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie est nettement plus entreprenante sur la scène continentale. Mais elle doit combler un retard de vingt ans, durant lesquels ses rivaux ont avancé leurs pions.

FARID ALILAT

« **O**ù étiez-vous durant toutes ces années? » Lorsque, en février 2020, il débarque à Addis-

Abeba pour prendre part au 33^e sommet de l'Union africaine (UA), Abdelmadjid Tebboune est ainsi apostrophé par certains de ses homologues, qui visiblement se languissaient de l'absence d'un président algérien à cette assemblée annuelle des chefs d'État et de gouvernement africains. Porté au pouvoir en décembre 2019 à la faveur d'une révolution de rue qui a chassé son prédécesseur, Tebboune découvre à l'occasion de ce rendez-vous à quel point la voix de l'Algérie a manqué, aussi bien sur le continent africain que dans le reste du monde.

C'est que ce 33^e sommet est le premier auquel prend part un président algérien depuis janvier 2010. Presque une éternité pour l'Algérie, qui s'enorgueillit d'avoir lancé le processus de décolonisation en Afrique, incarné, dans un passé pas si lointain, « La Mecque des révolutionnaires » et contribué activement, à travers ses missions de bons offices, au règlement de crises politiques, tant en Afrique qu'au Moyen-Orient.

Gravement handicapé par un AVC qui l'a cloué dans un fauteuil roulant, l'ancien chef de l'État se faisait représenter par ses Premiers ministres aux sommets de l'UA. La maladie de Bouteflika, qui considérait la diplomatie comme sa chasse gardée, ses absences et son

effacement total de la scène internationale ont eu un lourd impact sur le rayonnement de son pays, réduisant considérablement une influence qu'il avait patiemment acquise au cours des décennies précédentes.

Forcing sur la Libye

Cette éclipse et ses conséquences sur l'appareil diplomatique algérien se mesurent aussi à l'aune des visites d'État ou officielles effectuées par l'ancien locataire d'El-Mouradia sur le continent africain. En vingt ans de règne, ces déplacements se comptent sur les doigts d'une main. Au cours de la même période, le roi du Maroc, Mohammed VI, a effectué plus d'une cinquantaine de visites en Afrique, dont certaines étaient de véritables périples. Redonner de la voix à l'Algérie, redynamiser et redéployer un appareil diplomatique frappé d'inertie, retisser les liens distendus, défendre ses intérêts, jouer les premiers rôles au Maghreb et au Sahel sont autant de missions, de dossiers et de chantiers à mener à bien après tant d'années d'absence et de rendez-vous manqués.

Ce come-back sur la scène internationale, l'Algérie l'a concrétisé en s'impliquant directement dans le règlement de la crise en Libye, avec laquelle elle partage plus de 1 000 kilomètres de frontières, lesquelles sont encore aujourd'hui placées sous haute surveillance depuis la chute du régime de Kadhafi, en octobre 2011. Ballets diplomatiques à Alger, déplacements

du ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, à Tripoli pour négocier avec les différents protagonistes, participation au sommet de Berlin sur la Libye en janvier 2020... Les Algériens ont fait le forcing pour contribuer à trouver une solution au conflit libyen, qui menace directement la sécurité de leur territoire. C'est que, du point de vue algérien, le pays semble aujourd'hui assailli de crises et de menaces sécuritaires. La déclaration, en février 2020, du président Tebboune devant les responsables de l'armée ne souffre à cet égard d'aucune ambiguïté : « Nos frontières sont devenues le théâtre de conflits internationaux qui nous concernent directement, qu'on le veuille ou non. » Onze ans après la fin du régime du fantasque colonel, la Libye est aujourd'hui sur le chemin de la paix. Un gouvernement de transition a été investi le 10 mars par le Parlement, et des élections présidentielle et législatives sont prévues pour le 24 décembre prochain.

Offensive tous azimuts

L'activisme des Algériens sur ce dossier aurait pu être plus important si la candidature de leur compatriote, Ramtane Lamara, ancien ministre des Affaires étrangères, au poste d'envoyé spécial de l'ONU pour la Libye avait été retenue après la démission, en mars 2020, de Ghassan Salamé. Mais, face à l'hostilité des Américains et le lobbying des Marocains, des Égyptiens et des Émiratis pour contrer cette

option, le diplomate algérien avait fini par retirer sa candidature. La déclaration du président algérien devant les généraux était surtout une allusion au dossier régional qui empoisonne les relations avec le Maroc depuis 1975 : le conflit du Sahara occidental. En vingt ans de présidence de Bouteflika, les relations avec Rabat n'ont pas évolué d'un pouce, à l'image de ces frontières cadenassées depuis 1994. Si son prédécesseur s'est presque désintéressé de ce dossier au crépuscule de sa carrière, Tebboune, lui, a choisi l'offensive tous azimuts.

LA RECONNAISSANCE PAR DONALD TRUMP DE LA MAROCHANITÉ DU SAHARA EST VENUE COMPLIQUER UN PEU PLUS LES RELATIONS AVEC RABAT.

Malgré le ton mesuré avec lequel il évoque les relations de « bon voisinage », de « respect » et « d'amitié » avec le « peuple frère » marocain, le président algérien ne veut faire aucun cadeau à ses voisins de l'Ouest. Soutien indéfectible du Polisario, Alger est plus que jamais crispé sur cette question et se retranche derrière une position officielle immuable : le Sahara est un territoire colonisé pour lequel il faut organiser un référendum d'autodétermination sous

l'égide de l'ONU. Le 9 mars, Tebboune l'a encore répété lors de la réunion, en visioconférence, du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA aux chefs d'État et de gouvernement. « L'Afrique, qui a vaincu l'occupation européenne par la lutte politique, et armée parfois, et qui est venue à bout de l'apartheid, se doit aujourd'hui d'en finir avec le dernier foyer colonial sur notre continent », plaide-t-il, appelant Marocains et Sahraouis à ouvrir des pourparlers directs et sérieux pour mettre un terme au conflit. La reconnaissance par l'administration Donald Trump de la marocanité du Sahara occidental en échange du rétablissement des relations entre le Maroc et Israël est venue compliquer encore un peu plus des relations déjà exécrables entre Rabat et Alger, le deuxième reprochant au premier, dit le chef du gouvernement algérien, Abdelaziz Djerad, le 12 décembre dernier, d'avoir « ramené l'entité sioniste [aux] frontières [de l'Algérie] ». Faute d'une solution qui les arrange, les relations entre les deux voisins continueront vraisemblablement d'afficher un encéphalogramme plat.

Accusations

Mais il n'y a pas que sur le Sahara occidental que le pouvoir algérien a décidé de passer à l'offensive. Jusque-là, les récriminations, les reproches et les accusations adressés à un Maroc qui, à en croire l'Algérie, l'inonderait de drogue par milliers de tonnes étaient essentiellement relayés par la presse.



DESIGN THE FUTURE

LE 1^{ER} EXPORTATEUR ALGÉRIEN DE PRODUITS ÉLECTRONIQUES À L'INTERNATIONAL

www.bomarecompany.com







Espagne
Portugal
Allemagne
Italie
Gabon
Afrique Du Sud

BUILDING TRUST



SIKA, DEPUIS 1947 EN ALGERIE

Fondée en 1947, filiale du groupe suisse spécialisé dans le domaine de la construction, elle s'installe en Algérie sous différentes appellations avant de prendre le nom de Sika El Djazair en 2005. Disposant d'une usine de production et de deux centres de distributions à l'Est et à l'Ouest du pays.

CONSTRUIRE POUR L'AVENIR SIKA active sur 8 marchés cibles : béton, étanchéité, toitures, revêtements de sols, jointoiement et collage, rénovation, finition de bâtiments et industrie.

CE QUI FAIT NOTRE SUCCÈS La réussite et la réputation reposent sur l'innovation. Nous avons donc établi un procédé axé sur la mise au point de nouveaux produits, systèmes et solutions pour nos marchés cibles.

NOS VALEURS ET PRINCIPES L'esprit de Sika est synonyme de l'ensemble de valeurs et de principes qui constituent l'ADN de l'entreprise. Cinq principes expriment la culture d'entreprise et sont le fondement du succès : La priorité au client, le courage d'innover, le développement durable et l'intégrité, l'esprit d'entreprise et la responsabilisation et le respect, le management par les résultats. La réussite de notre entreprise dépend sur la poursuite d'une stratégie pertinente, elle repose aussi sur l'engagement de tous nos employés. A travers sa longue présence en Algérie, Sika a contribué dans la réalisation d'importants projets, en vue du développement du pays en commençant avec le Barrage de Beni Bahdel en 1933 jusqu' aux projets d'infrastructure, autoroute Est-Ouest, Aéroport d'Alger, la grande mosquée d'Alger ainsi qu'un nombre important de logements.

NOS PROJETS FUTURS L'environnement ne cesse d'évoluer, l'industrialisation qui touche l'ensemble du pays ne

laisse pas Sika indifférente. Etant une société citoyenne et soucieuse de la protection de l'environnement, elle propose des solutions et produits qui réduisent les émissions du gaz « CO2 », améliore la qualité de l'air intérieur, réduisent l'utilisation d'eau et la consommation d'énergie. En termes de projets liés au développement commercial Sika a entamé depuis le début de l'année 2020, un partenariat avec l'opérateur local de PAREX. Ce partenariat est aussi le fruit de l'acquisition à l'échelle internationale de PAREX. L'édification de cette acquisition en Algérie se basera sur l'établissement d'une synergie commerciale et industrielle entre les deux entités qui permettra de consolider la présence de Sika El Djazair et d'être toujours un partenaire de choix dans le domaine de la construction.



Sika El Djaïr SPA

08, Route de Larbaa

Eucalyptus, Alger - Algérie

Tél.: +213 (0)21 50 16 92 à 95

web: dza.sika.com

Le ministre algérien des Affaires étrangères Sabri Boukadoum s'exprimant en conférence de presse à l'issue d'une réunion des six pays limitrophes de la Libye, à Alger, le 23 janvier 2020.



APP/MAXPPP

→ Alger est passé à la vitesse supérieure. Cette fois, c'est l'armée qui monte au créneau. « Le régime marocain use de tous les moyens pour faire écouler et vendre sa drogue en dehors de ses frontières, et ce en faisant fi de la sécurité et de la stabilité des pays voisins », accuse le ministère de la Défense, dans un communiqué de mars dernier.

Selon les Algériens, plus de 1 500 tonnes de haschisch auraient été saisies entre 2017 et 2020. Évidemment, pour l'institution militaire, la drogue arrive directement de sa frontière

**SELON LE MINISTÈRE
ALGÉRIEN DE LA DÉFENSE,
PLUS DE 1 500 TONNES DE
HASCHISCH MAROCAIN
ONT ÉTÉ SAISIÉS ENTRE
2017 ET 2020.**

Ouest. À l'inverse de son prédécesseur, à qui l'on prêtait de l'indulgence, voire une certaine allégeance à l'égard des souverains marocains, Tebboune ne laisse rien passer. À la télévision algérienne, il va jusqu'à accuser à mots couverts le Maroc d'être derrière les rumeurs sur la dégradation de son état de santé durant son hospitalisation en Allemagne pour cause de Covid-19. Le successeur de Bouteflika affiche clairement sa volonté de croiser le fer avec son voisin.

L'ami tunisien

« Le président s'est montré plutôt préoccupé par le blocage institutionnel en Tunisie, ainsi que par les tensions sociales qui secouent le pays », confie l'un des membres de l'opposition reçus par Tebboune au lendemain de son retour d'Allemagne. À rebours des bisbilles avec Rabat, les relations avec le voisin de l'Est sont excellentes, même si Alger surveille la situation comme le lait sur le feu

en raison des risques sécuritaires que font planer les groupes terroristes présents à la frontière. Signe de cette relation au beau fixe, Alger a débloqué, en février 2020, une aide de 150 millions de dollars au profit de la Tunisie pour la soulager dans une conjoncture financière tendue. La relation personnelle entre Tebboune et le président tunisien, Kaïs Saïed, est notoirement chaleureuse, les deux hommes prenant régulièrement des nouvelles l'un de l'autre, notamment lors de la convalescence de Tebboune ou quand ont circulé des rumeurs sur la tentative d'empoisonnement de Kaïs Saïed à la ricine. Sans oublier le discours panarabiste que tiennent les deux hommes.

Les Algériens n'ont pas intérêt à voir la Tunisie basculer dans l'instabilité tant il est vrai que les frontières qu'ils partagent avec leurs autres voisins du Maghreb et du Sahel ressemblent à des poudrières. Sur la frontière Sud, où la situation s'est →

DISTRIBUTION ÉQUIPEMENTS FRIGORIFIQUES À L'INTERNATIONALE



Froid Industriel



CVC



Froid Commercial



Cuisine Professionnelle

NOTRE FORCE ?

CONCEVOIR - OPTIMISER - GARANTIR
Le résultat de vos projets !

SOLUTIONS PERFORMANTES EN ENERGIE ET FAIBLE CONSOMMATION

- ✓ **Fluides naturels**
Propane, Ammoniac, CO2
- ✓ **Autres fluides**
HFO et HFC

Venez rejoindre notre réseau
de partenaires installateurs locaux !



www.groupe-mondial-frigo



contact@medit-frigo.com



MEDIT FRIGO

COMMUNIQUÉ



**GÉNÉRALE
PHARMACEUTIQUE
SERVICES**



QUEST CORPORATE
prowess is our promise

EN QUÊTE PERMANENTE D'EXCELLENCE POUR VOUS SATISFAIRE

GPS (Générale Pharmaceutique Services)
leader du marché pharmaceutique en Algérie
dans les domaines de :

- l'enregistrement et affaire règlementaire,
- le Market Access,
- la promotion,
- le conseil,
- l'accompagnement dans l'import
et l'export depuis plus de 25 ans

Nous hébergeons plus de
25 multinationales pharmaceutiques.

Notre mission est de répondre à vos principaux défis et aspirations grâce à une approche concertée, des services de qualité et une parfaite compréhension de vos besoins pour générer une valeur ajoutée. À travers notre filiale **Quest Corporate** opérant dans le marketing, la communication, l'événementiel et la formation, nous vous offrons des services professionnels dans le domaine du support et de l'optimisation de la vente de vos produits.



Développement



Accompagnement



Logistique



225
Collaborateurs
sur le terrain



29
Laboratoires
satisfaits

Visitez nous : www.gps-dz.com / www.quest-corps.com

Contactez nous : contact@gps-dz.com / contact@quest-corps.com

→ singulièrement dégradée depuis 2013, les infiltrations incessantes de terroristes ont obligé Alger à sortir de sa torpeur. Les deux voyages effectués par le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, à Bamako, dont l'un quelques jours seulement avant la venue de son homologue marocain, Nasser Bourita, participent de cette volonté de faire valoir son avis dans une région où la France s'est fortement impliquée.

Coup de sang

Comme le fait le Maroc avec les accords de Skhirat de 2015 sur la Libye, l'Algérie ne cesse d'invoquer les accords d'Alger de 2015, lesquels sont censés mettre fin à la crise politique et dont la feuille de route n'a pas été respectée, selon Alger, notamment à cause de l'influence française. C'est que des tensions existent depuis longtemps entre Alger et Bamako, qui s'accusent mutuellement de complaisance vis-à-vis des islamistes radicaux. La libération, en octobre 2020, d'une centaine de jihadistes maliens en échange de celle de Soumaïla Cissé et de trois

autres otages, dont une Française, est assimilée, du côté d'Alger, à un financement direct du terrorisme. Les Algériens ne décolèrent pas contre le versement de rançons, dont une partie se retrouve aux mains de terroristes sévissant sur leur territoire. Signe que Paris ne peut complètement se passer de la bénédiction d'Alger sur ce dossier, le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, s'était rendu à Alger quelques jours après la libération des otages, le 15 octobre 2020. L'accueil glacial des officiels algériens, qui tenaient à marquer le coup, a conduit le ministre français à écourter sa visite.

Au cours d'une récente intervention devant des journalistes algériens, Tebboune a réaffirmé la doctrine de son pays concernant le continent africain, particulièrement le Sahel : l'armée algérienne est puissante, tout comme est grande l'influence de l'Algérie en Afrique, mais il est hors de question d'envoyer un seul Algérien sacrifier sa vie au Mali ou ailleurs.

Sur ce plan, Alger ne fait pas mystère de ses désaccords avec Paris...

ALGER SE FLATTE DE VOIR SON RÔLE RÉGIONAL, NOTAMMENT AU SAHEL, RECONNU PAR L'ANCIENNE PUISSANCE COLONIALE.

mais se flatte de voir son rôle régional reconnu par l'ancienne puissance coloniale. « La France pense qu'elle a une mission historique dans le Sahel, et elle défend ce rôle. Nous pensons différemment, a ainsi admis Tebboune lors d'une interview à la télévision algérienne en mars. Nous étions les premiers à envoyer une mise en garde à la rue [l'opposition], à Niamey, qui refuse l'élection de Bazoum. Nous sommes contre la violence. Notre présence en Afrique est naturelle, nous sommes une force régionale qu'ils [les Français] reconnaissent. Nous œuvrons pour une solution pacifique en Libye, au Mali et au Niger. » 



Abdelmadjid Tebboune, avec le chef de l'État tunisien, Kais Saïed, le 2 février 2020, à Alger.

icosnet

Your Success , Our Focus

Entre croissance et valeurs fortes

Depuis plus de 20 ans, l'opérateur algérien s'est imposé sur le marché de l'accès internet, de la communication unifiée et du cloud.

Icosnet est devenu un opérateur de référence sur le marché de la télécommunication, en Algérie et dans le monde. Depuis 1999, l'entreprise n'a eu de cesse de placer la satisfaction client et l'innovation au cœur de sa stratégie.

Ainsi, l'activité de l'entreprise est répartie dans trois secteurs distincts : l'accès internet, la communication unifiée et les solutions cloud. **Icosnet** bénéficie d'ailleurs de son propre data center basé en Algérie. Ce projet a été imaginé et construit afin de répondre aux nécessités croissantes des consommateurs, mais aussi pour se projeter dans l'informatique du futur et déployer les architectures cloud computing de demain. Bâti sur une superficie de 200 m² au cœur d'Alger, le «**Data Center icosnet**» est doté des dernières technologies mondiales. Objectif : répondre de manière optimale et continue à la forte croissance des besoins du marché algérien.

En 2020, **Icosnet** a obtenu son autorisation d'exploitation Cloud (hébergeur) et a permis à ses clients de maîtriser et de contrôler leurs données à travers des solutions Cloud natives. Par ailleurs, un second projet de « data center » est en cours de déploiement, à Oran, dans l'ouest Algérien pour accompagner la transformation digitale des entreprises algériennes, voire, des sociétés africaines.



Après 22 ans d'existence, Icosnet peut dresser un bilan de ses succès. Les raisons de ceux-ci résident tout d'abord dans le capital humain de l'entreprise. L'expérience et l'implication des collaborateurs font écho à l'expertise toujours renouvelée des partenaires de l'opérateur. Aussi, La relation client a toujours fait partie des priorités de l'entreprise en mettant le client au cœur de ses objectifs de croissance.

La force d'**Icosnet** réside également dans sa stratégie avant-gardiste et la diversification de ses offres pour ainsi répondre aux besoins des marchés grands comptes qui ont historiquement été sa niche de développement, mais aussi à la PME et TPE vecteurs de croissance de l'économie.

Dans un contexte économique mondialement complexe compte tenu de la pandémie, **Icosnet** se positionne d'ailleurs comme une force de proposition pour la jeunesse algérienne et de soutien à la Start Up avec un projet d'incubateur en collaboration avec l'une des plus grandes universités d'Alger. Enfin, parallèlement à ses ambitions de croissance, **Icosnet** porte des valeurs fortes telles que la qualité du service, la satisfaction du client, la veille et l'innovation technologiques.

JAMG - PHOTOS DR

Pour les contacts :
Tél. : +213 (0) 982 444 444
Email : contact@icosnet.com

www.icosnet.com.dz



L'historien Benjamin Stora remettant son rapport au président Emmanuel Macron, le 20 janvier, à l'Élysée.

Algérie-France Et si cette fois c'était la bonne?

Mus par une volonté commune de déminer enfin la mémoire, les deux pays multiplient les gestes de rapprochement et les gages de bonne volonté.

En juillet 2020, Paris restitue enfin les crânes de vingt-quatre résistants algériens décapités au XIX^e siècle lors des révoltes dans le Sud contre l'occupation française. La restitution de ces ossements, entreposés à Paris, intervient symboliquement à la veille de la célébration du 58^e anniversaire de l'indépendance, qui a mis un terme à cent trente-deux années de présence française en Algérie. Le président Emmanuel Macron ne s'arrête pas là. Destinataire, en janvier dernier, d'un rapport de l'historien Benjamin Stora sur la mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie, il prend dans la foulée deux décisions aussi fortes que symboliques liées encore une fois à ce passé colonial.

Le 2 mars, la France met ainsi un terme à un mensonge d'État qui dure depuis soixante-quatre ans en reconnaissant officiellement que l'avocat algérien Ali Boumendjel, mort le 23 mars 1957, a été torturé et

tué par l'armée française lors de la bataille d'Alger. Joignant le geste à la parole, Macron reçoit à l'Élysée les quatre petits-enfants de Boumendjel. Troisième acte de ce travail mémoriel, l'Élysée ordonne, le 9 mars, la déclassification des archives couvertes par le secret-défense, notamment celles liées à la guerre d'Algérie et aux autres dossiers qui vont jusqu'à l'année 1970. D'autres initiatives sont encore attendues de la part de Paris, qui entend ainsi répondre favorablement à certaines recommandations formulées par Benjamin Stora.

Outre l'ouverture des archives coloniales, les autorités algériennes ne cessent de réclamer aussi le règlement de la question des plus de deux mille personnes disparues pendant la guerre. Sans compter l'épineux problème des essais nucléaires français dans le Sahara algérien, de la décontamination des sites concernés et de l'indemnisation des victimes algériennes. Sur ce dernier volet, les

choses semblent bouger dans le bon sens. Selon nos informations, les deux capitales sont convenues d'entamer le travail en conviant des spécialistes des deux rives à des discussions afin de débayer un terrain qui ressemble à un champ de mines. « Il y a une réelle volonté des deux partenaires de bouger sur ce dossier des essais nucléaires », affirme une source diplomatique algérienne de haut niveau.

Déminer la mémoire pour apaiser le présent et préparer l'avenir? Même si les attentes des Algériens à l'égard du passé colonial sont encore grandes, les avancées effectuées ces derniers mois sont déjà remarquables et significatives. Cela s'entend dans la bouche d'un diplomate algérien qui qualifie les relations entre Abdelmadjid Tebboune et Emmanuel Macron de « très bonnes, et même excellentes ». Les deux hommes se parlent régulièrement au téléphone. Le chef de l'État français n'a d'ailleurs pas manqué de passer plusieurs coups de fil à son →

« L'amélioration de l'attractivité de l'Algérie ouvre de nouvelles perspectives pour les investisseurs étrangers »

De quelle façon êtes-vous présent en Algérie ?

En 1998, Citibank a été la première banque étrangère agréée par la Banque d'Algérie. Depuis cette date, nous avons accompagné une clientèle composée principalement de grandes entreprises et d'investisseurs étrangers dans différents secteurs de l'économie : hydrocarbures, biens de consommation courants, industrie pharmaceutique, biens d'équipement, etc.

Nous apportons à nos clients les compétences du groupe en matière de banque de financement et d'investissement. Citibank Algérie est en mesure de proposer une gamme complète de prestations : conseil en fusion-acquisitions, financement de l'exploitation et de l'investissement, opérations de marchés, etc. Nous avons également mis en place une plateforme de banque électronique, pleinement opérationnelle pour les paiements en monnaie locale, qui est une référence sur le marché.

Quelle analyse faites-vous des réformes économiques récentes ?

L'Algérie a engagé une stratégie de réformes destinées à réduire le poids des hydrocarbures et à diversifier son économie. Le secteur privé, na-

tional et étranger, est appelé à jouer un rôle moteur dans ce processus. Cette nouvelle orientation s'accompagne de décisions concrètes comme, par exemple, la réforme en 2020 du cadre législatif de l'investissement étranger (règle du 49/51) et de la loi des hydrocarbures.

À cela s'ajoute une volonté clairement affichée d'améliorer le climat des affaires qui se traduit notamment par des décisions positives dans différents domaines (formalités administratives, douanes, réglementation des changes, etc.).

C'est donc un nouveau contexte

En apportant davantage de stabilité en matière législative et réglementaire, les autorités algériennes souhaitent fournir plus de visibilité aux investisseurs privés, nationaux et étrangers. L'Algérie offre un potentiel de développement réel grâce à ses atouts (dimension du marché, capital humain, ressources naturelles, etc.). Les réformes économiques et l'amélioration du climat des affaires



Ramz Hamzaoui,
Directeur général Citibank N.A.
Algérie et Directeur régional
Maghreb

ouvrent de nouvelles perspectives pour les investisseurs étrangers que nous souhaitons accompagner.

Quelle est votre « valeur ajoutée » ?

Fort de plus de deux siècles d'existence dans le monde, le groupe Citi a un réseau mondial, des produits innovants et des compétences que nous mettons à la disposition de nos clients et de l'Algérie. Grâce à notre présence de plus de 20 ans dans le pays et à la qualité de nos équipes, nous sommes en mesure de proposer des services et des solutions globales et adaptées aux investisseurs souhaitant y concrétiser leur projet.

« Nous pensons que les autorités algériennes souhaitent apporter davantage de stabilité en matière législative et réglementaire pour attirer plus d'investisseurs étrangers »

→ homologue algérien pendant son hospitalisation et sa convalescence en Allemagne pour cause de Covid-19.

Dans un entretien accordé à *Jeune Afrique* en novembre 2020, Macron a d'ailleurs apporté son soutien à son homologue algérien en des termes d'une rare chaleur entre responsables des deux pays. « Je ferai tout mon possible pour aider le président Tebboune dans cette période de transition. Il est courageux. On ne change pas un pays, des institutions et des structures de pouvoir en quelques mois », avait notamment déclaré le président français, avant d'ajouter que « l'Afrique ne peut pas réussir sans que l'Algérie réussisse ». Non sans provoquer un tollé au sein de l'opposition et de la société civile, qui dénoncent alors une ingérence et une volonté de tutelle de l'ancienne puissance coloniale.

Castex à Alger

Il n'y a pas que le travail sur la mémoire pour redynamiser les relations algéro-françaises, qui, faut-il le souligner, pâtissent depuis une année des conséquences de la pandémie de Covid-19 et de la fermeture des liaisons aériennes et maritimes entre les deux pays. Il y a aussi la coopération économique et culturelle. Sur ce chapitre, les deux partenaires veulent accélérer le processus avec la tenue prochaine d'un comité intergouvernemental piloté par les Premiers ministres des deux pays.

Dans le courant d'avril, Jean Castex effectuera une visite de deux jours à Alger dans le cadre de ce comité, dont le dernier a eu lieu à Paris en décembre 2017 en présence du Premier ministre de l'époque, Ahmed Ouyahia, aujourd'hui en prison. À Alger, Jean Castex sera accompagné d'une importante délégation ministérielle, ainsi que par des hommes d'affaires. Au menu du sommet, la signature de plusieurs accords bilatéraux dans les domaines économique, culturel et universitaire. Le dossier de l'usine Renault implantée en 2014 dans l'Oranie sera au programme des discussions, car les Algériens ne sont guère satisfaits des performances de

LE 9 MARS, PARIS A DÉCLASSIFIÉ LES ARCHIVES COLONIALES COUVERTES PAR LE SECRET-DÉFENSE.

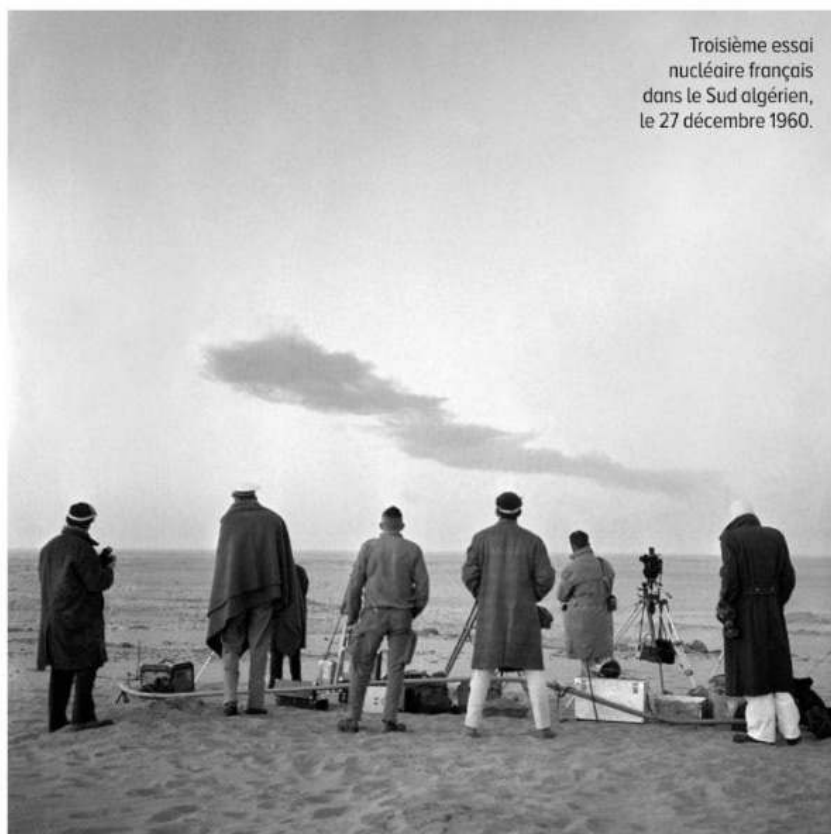
cette succursale du constructeur français, à l'arrêt depuis une année. « Il y a des retards dans la fabrication des pièces, et le taux d'intégration de cette usine, un peu plus de 30 %, est largement au-dessous de nos attentes », confie un responsable algérien, qui déplore que les fournisseurs locaux ne soient pas suffisamment sollicités.

Si ce comité entre Jean Castex et Abdelaziz Djerad sera essentiellement placé sous le signe du partenariat économique, les deux hommes ne manqueront pas de mettre sur la table des questions liées à la sécurité, notamment dans le Sahel, où la France a engagé des troupes. « Notre coopération en matière de lutte contre le

terrorisme est excellente », se félicite un diplomate algérien à Paris. Dans l'interview accordée à JA, le président français n'avait d'ailleurs pas manqué de rappeler la nécessité de s'inscrire dans le cadre des « accords d'Alger » concernant le problème malien.

Un bémol tout de même : Alger ne décolère pas après le versement d'une rançon aux groupes terroristes en échange de la libération des otages Soumaïla Cissé et Sophie Pétronin. Sans accuser explicitement Paris d'être derrière le paiement de la rançon, les Algériens dénoncent une initiative qui sape les efforts de la lutte antiterroriste. En décembre 2020, l'armée algérienne avait récupéré 80 000 euros lors d'une opération contre un groupe armé dans l'est du pays. Cet argent faisait partie de la rançon payée en octobre pour la libération des otages français détenus au Sahel. Mais il faudra plus que quelques milliers d'euros pour saborder la lune de miel entre Alger et Paris.

FARID ALILAT



Troisième essai nucléaire français dans le Sud algérien, le 27 décembre 1960.

AFP

ALGÉRIE

La phobie de l'endettement

Cela n'est un secret pour personne, l'Algérie connaît depuis 2014 une crise économique, accentuée depuis 2019 par une crise politique et sanitaire, qui menace sa stabilité financière.

Alors que plusieurs experts recommandent de recourir aux institutions financières internationales (FMI, Banque Mondiale, etc.) pour structurer un modèle économique susceptible de résorber un déficit commercial croissant dégradant les réserves de changes, les autorités algériennes y ont opposé une fin de non-recevoir.

À l'évidence, le traumatisme de la dernière expérience du genre, datant des années 90, est encore bien prégnant dans la mémoire des dirigeants algériens. Plus question depuis lors de sacrifier la souveraineté nationale aux banquiers internationaux en leur offrant - à travers la dette - un levier d'ingérence dans la politique intérieure du pays.

Une hostilité de principe à l'endettement extérieur qui semble toutefois occulter la kyrielle d'autres moyens de financement internationaux à disposition de l'économie algérienne ; des techniques alternatives

permettant du reste de s'affranchir d'un recours aux bailleurs de fonds institutionnels tant redoutés. Cette aversion interroge d'autant plus qu'il existe bon nombre de hauts-fonctionnaires algériens aguerris aux arcanes des institutions financières et dotés d'une maîtrise avérée des outils de financement. Il s'agirait donc d'un dogme politique beaucoup plus que d'un sujet de compétence...

Or, la dette souveraine – lorsqu'elle est mise au service de l'investissement et gérée de manière rationnelle – constitue un socle structurant pour l'économie.

Tout bien considéré, l'Algérie pourrait aisément avoir recours à l'endettement privé, y compris international, pour financer ses projets et infrastructures ; ce qui lui permettrait d'allouer ses ressources financières propres aux programmes éminemment stratégiques. Le parte-



nariat public privé, pour ne citer que ce dispositif, représente à cet égard une solution éprouvée, à laquelle la plupart des Etats ont d'ailleurs recours.

Espérons que l'embellie que semble connaître ces dernières semaines le marché pétrolier ne dissuade pas les décideurs de se pencher sur la question de la diversification des sources de financement, mais permettra au contraire d'initier, avec plus de sérénité, les réformes structurantes indispensables à l'Algérie au chapitre desquelles on notera l'épineux sujet de la convertibilité du dinar.

En première ligne

À Paris, Bruxelles, New York et Addis-Abeba, ils sont chargés de faire valoir le point de vue d'Alger sur des dossiers aussi sensibles que les droits de l'homme, le Sahara ou le différend mémoriel avec l'ancienne puissance coloniale française. Portraits.

FARID ALILAT



Antar Daoud

Ambassadeur à Paris

Ancien ambassadeur au Gabon et en Guinée, il arrive en octobre 2020 au 5, rue de Lisbonne dans un contexte marqué par une lune de miel entre Alger et Paris en dépit de périodes de flottement et de tensions passagères. Diplomate de carrière, cet ancien journaliste a l'avantage de connaître la France pour y avoir fait ses études et pour avoir été consul général, à Lille, pendant cinq ans. Le président Tebboune lui a donné carte blanche pour redynamiser les relations avec Paris et faire le ménage dans les représentations algériennes en France. **JA**

Abdelkader Araoua

Diplomate à l'Union africaine



Il a évolué au sein du cabinet de Smaïl Chergui – qui a exercé deux mandats comme commissaire à la paix et à la

sécurité à l'UA – et s'est imposé comme un rouage important de la diplomatie algérienne au sein de l'institution panafricaine. Passé par la direction générale des solutions économiques au ministère des Affaires étrangères, il officie à présent comme coordinateur auprès de Ramtane Lamamra, haut représentant de l'UA, pour « faire taire les armes ». Il a été chargé d'affaires à l'ambassade d'Algérie à Séoul entre 2008 à 2012, avant d'être nommé dans la capitale éthiopienne, en 2014. **JA**

Mohamed Hannache

Ambassadeur à Bruxelles

Directeur général « Europe » au ministère des Affaires étrangères plusieurs années durant, il est ambassadeur d'Algérie en Belgique et son représentant permanent auprès de l'Union européenne (UE) depuis février 2020. Il arrive à Bruxelles au moment où l'Algérie souhaite une remise à plat de l'accord d'association conclu sous l'ancien régime et dont certaines clauses sont jugées trop défavorables à l'économie. Entre 2005 et 2018, l'Algérie a importé pour plus de 320 milliards d'euros de biens de l'UE tandis que ses exportations vers l'UE, hors hydrocarbures, ne dépassent pas 15 milliards de dollars. **JA**

Ahmed Baali

Ambassadeur à Washington

Plusieurs fois ambassadeur, en Indonésie, en Nouvelle-Zélande ou encore en Australie, il a été brièvement directeur de la campagne électorale du candidat Abdelmadjid Tebboune à la présidentielle de 2019 avant d'être nommé à Washington. L'Amérique n'a pas de secrets pour ce diplomate qui a exercé les fonctions d'ambassadeur à l'ONU de 1996 à 2005. Son mandat à Washington prend une autre tournure avec l'élection de Joe Biden à la place de Trump, lequel a reconnu la souveraineté marocaine sur le Sahara à quelques semaines de la fin de son mandat. Parmi les missions de Ahmed Baali : inciter les Américains à rééquilibrer leurs relations au Maghreb. **JA**





**GENERAL
EMBALLAGE**

INDUSTRIE DU CARTON ONDULE
CORRUGATED CARDBOARD INDUSTRY



**Fournisseur d'emballages,
Votre client
pour les déchets et rebuts papier et carton**

www.generalemballage.com

COMMUNIQUÉ

AVIS D'EXPERT

GAM Assurances, une entreprise algérienne dynamique et innovante

GAM Assurances, entreprise privée créée en 2001 et classée 8^e compagnie en Algérie, affiche 7 % de croissance sur les 5 dernières années hors COVID sur un marché en baisse. Depuis 13 ans au sein de l'entreprise, sa Directrice Générale depuis 2018, Manelle OTMANE, est la première femme directrice générale d'un assureur en Algérie. Elle nous dévoile ses actions et sa stratégie.



Manelle Otmane,
Directrice générale
GAM Assurances

20 ans d'existence pour devenir le 1^{er} assureur « Client-Centric » et innovant d'Algérie.

La crise sanitaire a été rude mais porteuse d'enseignements. Cela a accéléré notre transformation numérique sur toute notre chaîne de valeur nous permettant d'offrir à nos collaborateurs et clients, dès le début de la pandémie, des produits et des process inédits permettant la poursuite des activités. Cela a aussi exacerbé des difficultés sectorielles qui a rendu nécessaire une collaboration renforcée avec nos partenaires et également entre confrères de l'Union Algérienne des Sociétés d'Assurance et de Réassurance pour présenter des solutions à notre Ministère de tutelle.

3 axes stratégiques pour l'avenir

→ Recentrage sur nos marchés principaux de l'automobile et des PME-PMI grâce à un réseau offrant service, proximité et réactivité.

→ Innovation et numérique pour répondre aux besoins des clients comme avec la souscription en ligne avec paiement au porteur et livraison des documents à domicile. Cette nouveauté qui palie la faible détention de cartes de paiement et permet de raccourcir les délais nous positionne en leader algérien sur ce canal commercial.

→ Priorité Client avec une Relation Client digitalisée avec équipe dédiée et parcours client simplifié ou encore notre soutien financier à des associations ou des actions citoyennes reflétant nos valeurs et notre engagement sociétal.



ممايتكم الترامنا

SIÈGE SOCIAL :

Centre des affaires Al Qods,
7^e étage, Chéraga 16014
Alger – Algérie
(+213) 0982 40 40 44
Mail : service.client@gam.dz
Site web : <https://gam.dz/>

OBJECTIF CAMEROUN

UN PAYS, SES DÉFIS

Confronté à une série de crises, le président veut réaffirmer le rang de puissance régionale de son pays. Pour convaincre, de nombreux défis restent à relever, dont celui de la communication.

GEORGES DOUGUELI, ENVOYÉ SPÉCIAL À YAOUNDÉ

Le palais d'Etoudi a le triomphe modeste. La présidence camerounaise ne crie pas victoire alors que, selon un haut responsable, « la guerre en zone anglophone est quasiment finie. Mis à part quelques heurts survenant généralement les jours de *lock down* [la journée ville morte hebdomadaire], il ne se passe plus rien ».

Interrogé par *Jeune Afrique* depuis la prison de Kondengui, où il purge une peine d'incarcération à vie, Sisiku Ayuk Tabe, président de la République d'Ambazonie, n'est pas du même avis. « Ce n'est pas la première fois que nous les entendons dire cela. Ils devraient faire correspondre leurs paroles à la réalité. Souvenez-vous de leurs dénégations après la révélation du massacre de Ngarbuh et de bien d'autres. La guerre fait rage depuis quatre ans maintenant », rappelle-t-il.

Quoi qu'il en soit, à la présidence, comme partout dans les milieux décisionnaires, la défaite du projet sécessionniste ne fait plus de doute. Fort de cette certitude, le pouvoir se plaint de ce que la presse internationale persiste à présenter le Cameroun comme un pays en guerre, alors que, selon lui, la paix est revenue dans les deux régions anglophones.

Pareillement, dans l'Extrême-Nord, où sévissent encore de manière sporadique →



A photograph of President Biya of Cameroon standing at a podium during a national address. He is wearing a dark suit and a blue tie. The podium has a sign that reads "MESSAGE A LA NATION 31 DECEMBRE 2020" and "MESSAGE TO THE NATION 31 DECEMBER 2020". The background is a blue wall with a geometric pattern.

STRATÉGIE

BIYA

**influenceur
en chef**

**MESSAGE A LA NATION
31 DECEMBRE 2020**

**MESSAGE TO THE NATION
31 DECEMBER 2020**



Cérémonie d'ouverture
du Championnat
d'Afrique des nations
(Chan) 2021.

→ des hordes barbares de la secte islamiste Boko Haram, quelques escarmouches ne font pas une guerre.

Il n'empêche, cinq années de lutte armée ont laissé des stigmates, dont l'un des plus graves, aux yeux des autorités, est la défiguration de l'image du pays, naguère connu pour sa stabilité. Articles de journaux et rapports d'ONG compilent les méfaits des belligérants, donnant au Cameroun une réputation susceptible de rebuter investisseurs et touristes. Mais, pour la première fois de manière aussi directe, un rapport de l'ONG Human Rights Watch a dénoncé, le 12 mars, les violences commises par les séparatistes, qui, estime l'organisation, ont délaissé leurs revendications et sont devenus des criminels agissant en bandes organisées.

Accalmie

Conforté dans sa posture de fermeté sur le plan militaire en même temps que dans sa politique de main tendue envers les rebelles, le pouvoir veut profiter de l'accalmie pour reprendre en main sa communication. Problème, il lui manque un événement fondateur pour « vendre » le retour à la paix. Le dialogue national ? « Il a eu le mérite d'être tenu, même si des rivalités internes ont empêché le Premier ministre, Joseph Dion Nguté, d'en faire le service après-vente », estime un homme politique.

Pour faire revenir les investisseurs, Yaoundé mise aussi sur la décrispation du climat politique. Les tensions ont baissé, les manifestations de l'opposition ont cessé. La crise

postélectorale consécutive à l'élection présidentielle de 2018 touche donc elle aussi à sa fin.

Alors que la base révolutionnaire du parti de l'opposant Maurice Kamto, le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), pousse celui-ci à maintenir le gouvernement sous pression dans la rue, le leader a choisi de mettre en sourdine son « plan de résistance pacifique ». Même s'il a boycotté les régionales de décembre 2020 en exigeant une réforme préalable du code électoral pour des élections démocratiques.

Le pouvoir profite également de l'affaiblissement du Social Democratic Front (SDF), l'autre grand parti de l'opposition, débordé sur sa droite par les sécessionnistes dans son propre fief, les régions anglophones. Son discours fédéraliste est devenu inaudible, d'autant que les modérés du parti préfèrent attendre d'expérimenter le statut spécial que prévoit la décentralisation mise en œuvre depuis le scrutin des régionales.

À fleurets mouchetés

Dans le même temps, le SDF est en pleine crise existentielle depuis que l'opposant historique John Fru Ndi a fait part de sa volonté de passer la main à plus jeune que lui, déclenchant malgré lui une guerre de succession, à laquelle se livrent pour l'instant radicaux et modérés à fleurets mouchetés.

L'image du Cameroun est aussi brouillée par le fait que les confrontations intérieures se sont déportées à l'étranger. Les séjours du président en Suisse, en France ou aux États-Unis donnent lieu à des affrontements entre son service de sécurité et les activistes de la diaspora, farouchement anti-Biya. Ces dernières années, ils ont essayé à plusieurs reprises de prendre d'assaut les hôtels où résidait le chef de l'État.

Comment apaiser les relations du pouvoir avec les Camerounais de l'étranger ? Pour décrier l'atmosphère, Paul Biya a lancé un mouvement d'ampleur au sein de la diplomatie. Plusieurs nouveaux ambassadeurs ont été déployés, alliant compétences sécuritaires et expérience diplomatique, tel André Magnus Ekoumou, nommé le 30 juin 2020 ambassadeur du Cameroun en France.

Ce diplomate, qui a passé plus de deux décennies à la présidence, où il s'est notamment occupé des dossiers liés à la sécurité, est à l'œuvre en France pour désamorcer les tensions et resserrer les liens avec ses concitoyens vivant dans l'Hexagone. →

« Une offre complète, adaptée aux besoins du secteur privé et des autorités publiques »

Avec 25 millions d'habitants et une démographie dynamique, le Cameroun est le poids lourd de l'Afrique Centrale. Entre 2010 et 2020, le pays a mobilisé plus de 1500 milliards de F CFA pour réaliser 11 projets « structurants ». Les acteurs du secteur privé et les autorités publiques ont bénéficié, à plusieurs niveaux, de l'expertise de notre cabinet.

Deloitte en Afrique Centrale répond aux enjeux majeurs des secteurs privés et publics. En plus de nos activités d'Audit, d'Expertise Comptable, de Conseil Juridique et Fiscal, nous avons développé au fil des années une expertise pointue dans les métiers du Conseil, accélérateurs de la relance économique.

Accompagner dans la durée

Nous assistons la communauté des affaires dans le Conseil Financier, avec l'accompagnement des entreprises dans leurs opérations et mutations financières. Nous intervenons aussi dans le Conseil en Gestion, avec notamment l'assistance des organisations dans leurs projets de transformation, de la formulation à la déclinaison et l'exécution de la stratégie. Nous sommes également présents au Cameroun et en Répu-

blique Centrafricaine, dans le cadre d'un réseau entièrement intégré au sein de tous les pays d'Afrique francophone.

Au Cameroun, une offre spécifique conçue au niveau global est adaptée à l'environnement camerounais très riche en PME familiales. Nos propositions vont de l'élaboration des programmes stratégiques à la mise en œuvre opérationnelle, en passant par le développement des compétences des personnels.

Se réinventer grâce au Lab

Nous disposons aussi d'un cursus de formation spécialisé, délivré par le Deloitte Training Center. De plus, notre Lab situé au sommet de la Tour CNPS en plein quartier Bonanjo a déjà accueilli de nombreuses équipes dirigeantes d'entreprises qui se rassemblent pour réinventer leur avenir dans un environnement chargé d'incertitudes.

Rassurer le client est notre priorité, raison pour laquelle nous entretenons avec lui une communication permanente et une approche personnalisée. Il choisit l'orientation qu'il donne à ses affaires. Nous l'accompagnons dans l'atteinte de ses objectifs.



Nemesius Mouendi

Directeur général
de Deloitte & Touche
Afrique Centrale

Chez Deloitte en Afrique Centrale, nos interventions auprès de nos clients riment avec pluridisciplinarité, partenariat, proximité et indépendance. Dans le cadre d'une vision à long terme de la relation clients, nous avons ainsi permis à nombre d'entre eux d'atteindre des objectifs élevés. Ces succès ont été rendus possibles grâce à la confiance qu'ils ont accordée à notre rigueur, notre éthique et la solidité de notre expertise et de nos conseils.

→ À Berlin, en Allemagne, où les locaux de l'ambassade ont été dégradés, Paul Biya a nommé le 2 novembre 2020 Victor Ndoki, un commissaire de police, ancien haut cadre de la Sûreté nationale, avec une mission analogue.

Ces changements font espérer des lendemains meilleurs au palais d'Etoudi, où on souhaite mettre en avant la tenue réussie du dernier Championnat d'Afrique des nations (Chan), au cours duquel les visiteurs et les téléspectateurs ont pu apprécier la qualité des infrastructures du pays d'accueil. Des stades flambant neufs, des capacités hôtelières publiques et privées améliorées avec l'appui de l'État, une voirie urbaine rénovée et bien entretenue, etc.

Pari difficile

C'est sans conteste une revanche pour ce pays qui avait dû reporter la tenue de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de 2019 à 2021, puis à 2022 pour cause de retard dans la livraison des ouvrages. Les Camerounais espèrent organiser, dans un an, la première CAN post-Covid-19 avec des airs de fête. Pour cela, le gouvernement ne lésine pas sur les moyens. Yaoundé a emprunté 55 milliards de F CFA (près de 84 millions d'euros) pour achever le nouveau complexe sportif qu'il fait construire à Olembe, au nord de la capitale.

Mais, là encore, le gouvernement a oublié que l'information valait mieux que les commentaires. Les autorités ont dû inviter la presse pour expliquer les tenants et les aboutissants de ce nouvel emprunt. Il a fallu calmer les réseaux sociaux, qui s'étaient emparés de la décision pour décrier un endettement excessif, « dont le remboursement incombera aux infortunées générations futures », et, aussi, pour critiquer ce gouvernement qui « ne rend aucun compte » sur les opérations qui entourent l'ensemble du programme de construction des infrastructures.

Changer la perception du pays à l'extérieur est un pari difficile. De même que retrouver une croissance forte. Le gouvernement a ainsi adopté une stratégie nationale de développement (SND 2020-2030). Celle-ci fixe un cadre de référence dans sa politique d'industrialisation tout en prenant en compte les recommandations du Grand Dialogue national (GDN) convoqué par le chef de l'État en septembre 2019.

Condition du succès, selon les prévisionnistes du ministère de l'Économie, « le taux de croissance annuel devrait se hisser de 4,5 % à

8,1 % en moyenne durant la période 2020-2030. Et la croissance du secteur secondaire (hors pétrole) se situer à plus de 8 % en moyenne, tandis que le déficit de la balance commerciale devrait décroître de 8,8 % du PIB en 2018 à moins de 3 % en 2030 ».

Le défi apparaît ardu pour un pays qui n'a pas réussi une telle performance depuis les années 1970-1980. Nouveauté notable par rapport aux documents précédents, celui-ci intègre la contribution de la diaspora au développement, de même que l'apport de la diplomatie économique. Est également prise en compte la rationalisation de la gestion des établissements et entreprises publiques.

Restaurer l'image du pays aura pour conséquence d'attirer plus d'investissements. Cela passe également par l'amélioration du climat des affaires. Dans le rapport « Doing Business » 2020 de la Banque mondiale, le Cameroun était classé à la 167^e position parmi 190 pays, ce qui représente une légère baisse par rapport à l'édition 2019, dans laquelle il avait atteint le 166^e rang.

Commentant cette contreperformance, le Groupement interpatronal du Cameroun (Gicam) estime que, « d'une manière générale, la mise en œuvre des réformes "Doing Business" doit aboutir à la réduction des procédures, des délais et des coûts dans les domaines tels que la création d'entreprise, l'obtention d'un permis de construire, le raccordement à l'électricité [...]. À cet effet, la plupart des pays de la zone franc ont été plus ambitieux que le Cameroun. Par exemple, on y met cinq fois plus de temps pour créer

une entreprise qu'au Togo ».

Malgré les critiques, le Cameroun entend de nouveau tenir son rang d'économie phare de la sous-région. Il peut y arriver s'il parvient à surmonter ses problèmes de gouvernance tels que la bureaucratie, qui alourdit le fonctionnement de l'État, la corruption, qui gangrène notamment les processus d'attribution et d'exécution des marchés publics, l'extrême centralisation, qui fait remonter à la présidence des décisions qu'on aurait pu prendre à un échelon inférieur, alors que, dans le même temps, le chef de l'État, à 88 ans passés, a pris l'habitude de se mettre régulièrement en retrait de la vie publique.

Soigner l'image du pays est donc une gageure tant que des réformes structurelles courageuses ne seront pas entreprises et des changements de méthodes mis en place. 

RESTAURER L'IMAGE DU PAYS AURA POUR CONSÉQUENCE D'ATTIRER PLUS D'INVESTISSEMENTS.

« Notre objectif principal est de faciliter l'implantation des entreprises étrangères au Cameroun »

Pouvez-vous présenter le cabinet à nos lecteurs ? Quels sont les secteurs économiques dans lesquels vous intervenez ?

Le cabinet Etah-Nan & Co. est un cabinet d'avocats bilingue fondé en 1985 et basé à Douala au Cameroun. Il comporte quinze avocats et collaborateurs avec une spécialisation en droit des affaires.

Le cabinet intervient dans divers secteurs, notamment les mines et les hydrocarbures, la banque et la finance, les télécommunications, la concurrence, les infrastructures, l'arbitrage et le contentieux des affaires. Au fil des années, l'expertise du cabinet a été reconnue par les organismes internationaux de notation tels que CHAMBERS & PARTNERS et LEGAL 500 basés à Londres, et même la revue Jeune Afrique en février 2017. Notre cabinet est le point focal privilégié au Cameroun des cabinets internationaux ainsi que des investisseurs.

Comment les avocats peuvent-ils contribuer à la relance de l'économie camerounaise ?

Dans tout État, il existe un lien étroit entre cadre juridique et activités économiques. La bonne marche de l'économie est largement tributaire du respect des instruments juridiques mis en place.

Le cabinet Etah-Nan & Co. est très conscient de cette nécessaire symbiose pour la bonne marche de l'économie. Les avocats et, surtout, les avocats d'affaires jouent un rôle important dans la facilitation de l'implantation des entreprises et la conduite de leurs activités, surtout lorsque celles-ci évoluent dans des secteurs réglementés tels que les mines, les hydrocarbures, les télécommunications, les assurances, la banque et finance, pour ne citer que ceux-là.

David Etah Akoh,
avocat, fondateur
et associé-gérant
du cabinet Etah-Nan & Co.



En effet, le non-respect du cadre légal de l'exercice peut engendrer des sanctions de nature à porter gravement préjudice à l'investissement. Dans ce contexte, le rôle du conseil est d'identifier rapidement les risques juridiques opérationnels afin qu'ils soient pris en compte et jugulés efficacement au mieux des intérêts du client. Il est toujours moins onéreux de se conformer au préalable que d'avoir à gérer une situation de crise causée par une non-conformité.

En quoi le cadre législatif et réglementaire de l'investissement direct étranger (IDE) au Cameroun est-il favorable aux entreprises étrangères ?

Le cadre juridique est favorable dans la mesure où il y a des institutions spécialement dédiées à l'accompagnement des investisseurs. Au-delà de ces institutions, le dispositif législatif et réglementaire est incitatif car il prévoit de nombreuses exonérations fiscales et douanières qui facilitent l'investissement. Il est pleinement effectif dans la mesure où de nombreux projets en cours et finalisés ont bénéficié des-dits avantages.

S'agissant des avantages fiscaux et douaniers, ceux-ci sont accordés aussi bien aux entreprises locales qu'aux investisseurs étrangers sous réserve du respect de la réglementation des changes qui leur donne la liberté de rapatriement du bénéfice de leurs investissements.

Comment vous différenciez-vous de vos concurrents ? Quelle est votre valeur ajoutée ?

La valeur ajoutée du cabinet réside d'abord dans la qualité de son équipe au sein de laquelle se côtoient des avocats issus de la tradition juridique civiliste et anglosaxonne et maîtrisant parfaitement les deux systèmes juridiques ainsi que les deux langues officielles, le français et l'anglais. La profondeur de notre équipe au regard des profils multidisciplinaires qui la compose la prédispose à intervenir dans divers secteurs d'activités avec compétence. Nous disposons de spécialistes dans chaque secteur d'activité et affectons au minimum quatre collaborateurs pour l'accompagnement de chacun de nos clients institutionnels.

Le mixage des générations favorise l'intégration et l'apprentissage rapide des jeunes collaborateurs qui est d'ailleurs le socle et le gage de notre pérennité. De plus, les meilleures conditions de travail mises sur pied et l'atmosphère qui y règne contribuent à fidéliser les collaborateurs.

Délicate « transition générationnelle »

Bousculé par l'opposition lors de la dernière présidentielle et régulièrement critiqué pour son immobilisme, le RDPC veut faire sa mue. Mais les bonnes intentions se heurtent à la résistance de caciques peu enclins à prendre leur retraite.

FRANCK FOUTE, À YAOUNDÉ

Le 10 février dernier, Paul Biya n'a pas dérogé à la tradition qui veut que soit introduite, dans son traditionnel discours à la jeunesse, une petite phrase qui en dit long. Dans une allocution aux allures de testament politique, le président camerounais, aujourd'hui âgé de 88 ans, a évoqué l'hypothèse d'une « transition générationnelle », à laquelle ses jeunes compatriotes devraient se préparer en intégrant diverses instances de la sphère publique.

La « petite phrase » de Paul Biya n'est pas passée inaperçue. Aussitôt prononcée, elle a été analysée, commentée, disséquée, et très largement reprise dans la presse locale, certains y voyant même un message – voire un avertissement – du chef de l'État à ses plus fidèles collaborateurs, ceux dont la loyauté et l'obéissance lui permettent de gouverner en toute quiétude ou presque depuis plus de trente-huit ans.

Depuis, l'ensemble de la classe politique est dans l'expectative. D'autant que le président a réveillé le cœur de sa machine politique, le comité central du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC). Sous la houlette du secrétaire général du parti, Jean Nkuete, 77 ans, le comité central s'active pour préparer un grand congrès, annoncé pour cette année. Un événement censé avoir lieu tous les cinq ans, mais qui ne s'est plus tenu depuis dix ans.

Passé un cycle électoral tumultueux, qui a vu l'irruption sur le devant de la scène du Mouvement

pour la renaissance du Cameroun (MRC), de Maurice Kamto, et la relégation au second plan des partis d'opposition traditionnels dont le pouvoir avait appris à s'accommoder, le RDPC est à la croisée des chemins. Bien qu'ultra-majoritaire dans toutes les institutions, il a pris conscience de la nécessité de se rebâtir un socle politique. Il sait aussi qu'il va devoir gagner en efficacité et se défaire de certains de ses très nombreux organes créés le plus souvent à des fins électoralistes, qui sont autant de coquilles vides et qui ne disposent ni de militants ni de responsables identifiés et identifiables.

Surtout, le RDPC est à l'image du reste de l'élite politico-administrative du pays : vieillissant et de moins en moins en phase avec la population. « Comme dans toutes les organisations similaires, le manque de jeunes aux postes les plus importants tient à deux choses : à la longévité des dépositaires du pouvoir et à l'absence d'alternance, résume le politologue camerounais Moussa Njoya. Ceux que l'on trouve aujourd'hui âgés sont arrivés aux affaires lorsqu'ils étaient

assez jeunes, c'est d'ailleurs le cas du président de la République lui-même. Mais une fois établis dans la haute administration, ils ont préféré sauvegarder leurs intérêts. Et c'est du côté de l'opposition que les jeunes sont désormais la principale ressource. Il n'y a qu'à voir ceux qui entourent Maurice Kamto au MRC, de Mamadou Mota à Bibou Nissack. »

« Nettoyage »

Un rajeunissement des instances du parti s'impose donc, et cela passe notamment par le remplacement des membres décédés du bureau politique et du comité central, dont les sièges sont restés vacants.

Le 9 mars, Jean Nkuete a réuni au siège du parti les membres du dispositif qui va devoir procéder à un « nettoyage » complet du parti. Cette opération, dont la première phase a officiellement débuté le 13 mars et qui durera jusqu'au 13 avril, consiste à établir la cartographie réelle des organes de base. Suivra ensuite le renouvellement de leurs dirigeants. « Ces étapes sont la condition sine qua non à la tenue du congrès », insiste Christophe Mien Zock, le directeur des organes de presse du RDPC.

Le RDPC pourra-t-il réussir sa mue ? La question taraude les esprits tant cette formation semble reposer sur un terreau propice à l'immobilisme et au statu quo. La plupart n'ont pas oublié qu'après sa réélection à la magistrature suprême, en octobre 2018, Paul Biya avait déjà lancé un appel similaire à la jeunesse en affirmant avoir

**LE RDPC EST À L'IMAGE
DU RESTE DE L'ÉLITE :
VIEILLISSANT ET DE
MOINS EN MOINS
EN PHASE AVEC
LA POPULATION.**



Lors d'un rassemblement du RDPC en soutien à Paul Biya, devant la mairie de Yaoundé, en octobre 2018.

« compris [son] aspiration profonde à des changements ». « J'en tiendrai compte en ayant à l'esprit que le Cameroun de demain se fera avec vous », assurait-il à cette occasion.

Trois ans plus tard, la volonté affichée par le président tarde à se concrétiser et se heurte à des résistances au sein de son propre camp. Malgré son appel à veiller à ce que les jeunes soient bien représentés lors des investitures pour les élections législatives de février 2020, la carte politique du RDPC au Parlement affiche toujours une moyenne d'âge très largement supérieure à celle du pays, qui se situe autour de 19 ans.

Un goût d'inachevé

Et si Paul Biya estime que « de nombreux jeunes ont intégré les diverses instances parlementaires, municipales et régionales », leur absence aux postes clés laisse un goût d'inachevé. À titre d'illustration, les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, Cavayé

Yeguié Djibril et Marcel Niat Njifenji, ont respectivement 81 ans et 86 ans. Le premier est en poste depuis près de vingt-neuf ans, et la santé du second est si fragile qu'il est fréquemment soigné à l'étranger, et que Yaoundé n'exclut pas de devoir le remplacer. Et pas

LORS DES RÉGIONALES, DE RUDES EMPOIGNADES ONT MIS AUX PRISES DE VIEUX BRISCARDS DE LA POLITIQUE ET DE L'ADMINISTRATION.

un de leurs vice-présidents n'est âgé de moins de 60 ans.

Lors des élections régionales de décembre 2020 pour lesquelles le RDPC partait favori dans neuf régions sur dix, les rudes empoignades qui ont précédé la désignation des candidats

ont essentiellement mis aux prises de vieux briscards de la politique ou de l'administration. Résultat des courses, aucun président de région étiqueté RDPC n'a moins de 65 ans.

« L'absence des jeunes dans les arcanes du RDPC doit tout de même être relativisée, explique Moussa Njoya. Lorsque l'on regarde les exécutifs communaux de la plupart des villes, on peut constater qu'il y a de nombreux jeunes. À Douala, par exemple, l'un des adjoints au maire à 34 ans. Dans le Grand Nord, un certain nombre de députés ont entre 32 ans et 40 ans. À Yaoundé, le 6^e arrondissement est dirigé par un jeune, Yoki Onana [43 ans] ; c'est aussi le cas du 2^e, avec Yannick Ayissi [39 ans]. Et il est important de préciser qu'ils ne sont pas là par la seule volonté des vieux ! » Et de conclure : « L'équation à résoudre, c'est l'addition des générations. De toute façon, la transition va se faire, c'est dans l'ordre naturel des choses, et cela viendra de la base. » **JA**



SODECOTON

La filière coton du Cameroun engagée dans une logique de développement durable

La culture du coton fait vivre directement près de 200 000 familles d'agriculteurs au Cameroun, représentant plus de deux millions de personnes dans les régions septentrionales que sont l'Adamaoua, le Nord et l'Extrême-Nord dont la population totale est estimée à environ 8 millions d'habitants. C'est une culture en développement grâce à l'amélioration continue des rendements et à l'existence d'une filière bien organisée.

Dans ce bassin de production, la culture est pratiquée dans près de 90 % des exploitations agricoles et contribue à la monétarisation du milieu rural en assurant près de 60 % des revenus nets agricoles. Sur le plan national, le coton compte pour 6 % des exportations hors pétrole et 14,1 % du PIB de la branche agriculture industrielle et d'exportation.

Productivité et qualité

La filière cotonnière est intégrée puisqu'elle inclut la production de coton graine, la collecte et le traitement industriel, la trituration des graines et la commercialisation de la fibre. Elle est structurée autour de deux acteurs : la SODECOTON et la Confédération nationale des producteurs de coton du Cameroun (CNPC-C). Ces deux entités assurent la gestion et l'organisation générale de la filière, tandis que l'État du Cameroun exerce son pouvoir régalien et régulateur. Par ailleurs, un partenariat de longue date est entretenu avec la recherche agricole pour assurer l'accompagnement technique de la production.

La culture du coton a enregistré une forte hausse des rendements de coton graine qui sont passés de 800 kilos/hectares à 1 500 kilos/hectares au cours des dix dernières années. La production de coton graine est passée de 150 000 tonnes à 328 000 tonnes pendant cette même période. Autre élément important, l'amélioration de la qualité puisque la majeure partie de la production se situe dans la catégorie de la fibre longue, la plus recherchée.



RÉCOLTE MÉCANISÉE DE COTON (FERME DE YOKO).

L'amélioration significative des paramètres de production sur la dernière décennie a été favorisée par le renouvellement régulier des variétés, une amélioration des itinéraires techniques et un assainissement strict du fichier des producteurs éligibles au crédit de campagne. Cette nouvelle orientation avait pour objectif de minimiser le taux d'endettement des producteurs dans un contexte de renchérissement des prix des intrants et de perte de productivité en champ. L'État a également apporté un appui financier significatif.



SEMIS MÉCANISÉ DE COTON (FERME DE YOKO).



LE COTON CAMEROUNAIS EST RÉPUTÉ ÊTRE DE QUALITÉ

LA SODECOTON, ACTEUR MAJEUR DU DÉVELOPPEMENT DE LA ZONE COTONNIÈRE

La SODECOTON a été créée par décret N°74/457 du 10 mai 1974, pour concrétiser la volonté du gouvernement camerounais de poursuivre l'action de diffusion du coton, et d'affirmer le rôle de cette culture comme locomotive du développement des plaines du Nord-Cameroun. L'État est l'actionnaire majoritaire avec 59 % des parts, suivi de Géocoton (30 %) et de la SMIC, un privé camerounais (11 %).

La SODECOTON a pour objet social :

- L'assistance technique aux cultivateurs et leur formation, la multiplication et la fourniture des semences sélectionnées, l'approvisionnement des cultivateurs en facteurs de production et la récupération de leur coût.
- L'achat, le stockage, le transport du coton graine ainsi que son égrenage (9 usines, capacité nominale : 320 000 tonnes par an), le classement et la vente de la fibre à l'exportation.
- L'exploitation de 2 huileries (capacité : 140 000 tonnes par an) en vue de valoriser au mieux la graine de coton à travers la vente des produits finis et des sous-produits, essentiellement huile et tourteaux (aliment d'élevage) qui sont principalement consommés localement.



GABRIEL MBAIROBE, MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL POSE LA PREMIÈRE PIERRE DE LA DIXIÈME USINE D'ÉGRENAGE DE LA SODECOTON, LE 6 MARS 2021.

CI-DESSOUS DE GAUCHE À DROITE :

JEAN ABATE EDI'I, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET **MOHAMADOU BAYERO**, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SODECOTON.



En 2017, la SODECOTON s'est dotée d'un plan de redressement quinquennal centré, non seulement sur l'assainissement de la gestion courante de l'entreprise et le renforcement de sa compétitivité sur le marché international, mais aussi sur la mise en œuvre d'un plan d'action comprenant trois grands volets.

Renforcer les capacités industrielles

Le premier volet concerne le renforcement des capacités industrielles par la modernisation des installations existantes et des investissements en vue de faire passer la capacité de production de coton graine de 320 000 tonnes par an actuellement à un montant compris entre 400 000 et 450 000 tonnes par an à l'horizon 2025.



L'HUILERIE POUR VALORISER LA GRAINE DE COTON.

Le 6 mars 2021, la première pierre d'une usine d'une capacité nominale de 50 000 tonnes par an a été posée. Celle-ci est située à Gouna, une localité située à 100 km de Garoua, et sera opérationnelle à la fin de l'année 2022. La construction d'une 2^{ème} usine est actuellement à l'étude. Le plan de redressement quinquennal prévoit également la construction d'une 3^{ème} huilerie à N'Gaoundéré dans la région de l'Adamaoua.

Par ailleurs, la création d'un laboratoire de classement instrumental de la fibre permettra d'optimiser la valorisation de la fibre de coton camerounaise sur le marché international.

Développer l'énergie solaire

Le deuxième volet concerne l'énergie. L'industrie cotonnière est un gros consommateur d'électricité et le choix a été fait de recourir aux énergies renouvelables, principalement à l'énergie solaire photovoltaïque, pour palier au déficit récurrent du réseau national de distribution et au coût de production élevé de l'énergie thermique.

Pour faire fonctionner les usines d'égrenage et les huileries, la SODECOTON prévoit l'installation des centrales solaires photovoltaïques sur 5 sites industriels, pour une capacité globale de 11,5 MWc. L'investissement global est évalué à 5 milliards de FCFA.

Promouvoir une agriculture résiliente

Le troisième volet concerne le développement durable de la filière. Celui-ci repose sur l'appui à l'amélioration de la productivité de la culture de coton graine et la promotion d'une agriculture intelligente face au climat : diversification des cultures (soja, anacarde, etc.) ; réhabilitation des terres dégradées ; développement de la mécanisation et de la motorisation agricole ; etc.

L'IMPACT NÉGATIF DU COVID-19

La fermeture des filatures asiatiques en raison du Covid-19, principal client du coton camerounais, a durement touché la filière en 2020. Outre la baisse des prix de la fibre, les exportations se sont ralenties, entraînant une augmentation des volumes stockés et une détérioration de la qualité du produit. Le coton vendu est resté à qual, provoquant ainsi un retard d'encaissements évalué à plus de 80 milliards de FCFA. Les expéditions ont repris en 2021 sans pour autant atteindre le niveau antérieur à la crise.



Parmi les initiatives les plus importantes, on retiendra :

- **La création d'une ferme-école** de grande motorisation destinée à favoriser la mécanisation de l'agriculture.
- **L'accompagnement des gros producteurs** cultivant une superficie en coton supérieure ou égale à 5 ha et qui parviennent à livrer au moins 7,5 tonnes de coton graine à la commercialisation constitue une orientation stratégique majeure.
- Enfin, **la création d'une interprofession cotonnière** rassemblant l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur, devrait en outre permettre de consolider la filière et de prendre des initiatives concrètes en vue d'assurer son développement pendant les années à venir.

À noter, enfin que la SODECOTON est engagée dans une démarche de certification de la qualité en vue d'obtenir le label ISO 9001 version 2015.



NOS CONTACTS :

SIÈGE SOCIAL :

GAROUA Rue Mgr Yves Plumey
B.P. 302 - Garoua, Cameroun
Tél. : (237)22 27 10 80
Fax : (237)22 27 17 27
Mail : sodecoton@sodecoton.cm

DÉLÉGATION YAOUNDÉ :

Bastos face résidence
ambassadeur du Nigéria
BP 304 - Yaoundé, Cameroun
Tél. : (237)22 20 19 72
Fax : (237)22 20 19 72

DÉLÉGATION DOUALA :

Immeuble Bolloré,
Messagerie après les rails
BP : 1699, Douala, Cameroun
Tél. : (237)233 42 46 03
Fax : (237)233 42 46 03

CORRESPONDANT EN FRANCE :

GEOCOTON
29 Boulevard Raspail,
75007 Paris-France
Tél. : 00 33 1 42 99 53 00
Fax : 00 33 1 42 99 54 54

Maurice Kamto reprend son bâton de pèlerin

Privés d'élus, après avoir boycotté les élections législatives, municipales et régionales, le MRC et son leader tentent malgré tout d'occuper le terrain et les médias. Mais la pression des autorités, y compris judiciaires, est forte.



Le leader de l'opposition à sa sortie de prison, le 5 octobre 2019.

MATHIEU OLIVIER

Une nouvelle fois, à l'occasion de la fête de la Jeunesse, le 21 février, les Camerounais ont entendu deux de leurs présidents. Paul Biya, celui, approuvé par la Cour constitutionnelle, qui dirige le pays depuis 1982. Et un second, l'homme qui lui conteste la dernière élection présidentielle et qui revendique avoir été élu en 2018 : Maurice Kamto.

Le chef de l'État a évoqué la « construction d'un Cameroun fort, uni, démocratique, décentralisé et émergent à l'horizon 2035 », et a invité

la jeunesse camerounaise à ne « jamais désespérer de [son] pays ». Son opposant le plus farouche a été logiquement plus offensif. La jeunesse « ne peut plus s'engager simplement pour faire semblant », a-t-il lancé dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux.

« Chaque jeune Camerounais qui ne s'est pas encore inscrit sur les listes électorales doit le faire le plus rapidement possible, dès demain. C'est très beau d'être nombreux aux meetings. C'est encore plus important d'avoir sa carte électorale parce que, de cette façon, et de cette façon-là seulement, vous pouvez peser sur l'avenir de votre pays en choisissant les dirigeants que vous voulez », a poursuivi le patron

du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC).

Mais comment réussir cette mobilisation de la jeunesse ? Après avoir boycotté les élections législatives, municipales puis régionales, le MRC ne dispose d'aucun élu dans les appareils de l'État, décentralisé ou non. Il n'aura donc aucun poids, aussi symbolique soit-il, face au Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC, au pouvoir) dans les conseils communaux et régionaux, à l'Assemblée nationale – où le Social Democratic Front (SDF) et le Parti camerounais pour la reconstruction nationale (PRCN) représentent l'opposition, avec cinq sièges chacun – ou au Sénat.

Conquête électorale

« Le RDPC a fait en sorte que nos institutions soient verrouillées. La démocratie camerounaise ne s'exerce plus à l'Assemblée depuis longtemps, et elle ne sera pas plus forte au sein des conseils régionaux », analyse un cadre du MRC. « Il faut revenir à la base de la politique, c'est-à-dire la mobilisation des Camerounais dans la rue », ajoute notre source. À la mi-février, Maurice Kamto s'est ainsi rendu à Maroua, dans l'Extrême-Nord, au côté du vice-président de son parti, Mamadou Mota, libéré une semaine plus tôt après vingt et un mois d'emprisonnement.

Bains de foule, discussions avec les responsables locaux du MRC, rencontres avec des chefs traditionnels locaux... Recette classique d'une conquête électorale. Une série d'autres rendez-vous régionaux doit suivre, avec pour objectif de conserver le lien avec les électeurs, de renforcer les bases de terrain du parti et de mettre la pression sur un président, Paul Biya, dont les déplacements et les apparitions publiques sont devenus depuis des années d'une rareté légendaire. « Ce n'est pas un secret, il y a deux axes de travail pour Kamto : le terrain, où Paul Biya n'est pas mais où le RDPC reste fort, et la bataille pour une révision du code électoral », résume un proche de l'opposant. →



Entretien avec **KATHY MAGNE ESSIMI**,
Directeur Général de Kribi Multipurpose Terminal (KMT)

« Nous souhaitons devenir la porte d'entrée du Corridor d'Afrique Centrale »

Pouvez-vous nous présenter KMT ?

Kribi Multipurpose Terminal (KMT) est l'opérateur du terminal polyvalent de Kribi dans le cadre d'un contrat de concession d'une durée de 25 ans signé avec le Port Autonome de Kribi. **KMT** est la filiale camerounaise du leader international de l'industrie portuaire ICTSI qui opère 32 terminaux portuaires sur 6 continents. Aujourd'hui, KMT dispose d'un quai de 265 mètres et de 10 hectares de terre-pleins. D'ici 2024, **KMT** aura 3 quais d'une longueur totale de 615 mètres et de 33 hectares de terre-pleins. Nous disposons aussi de 5 000 m² de magasins modernes sous douane, de grues de quai, de matériel de maintenance moderne, d'un système de gestion de terminal informatisé et d'un personnel de haut niveau dont nous assurons la formation permanente.

En tant que filiale d'ICTSI, nous appliquons les standards commerciaux, opérationnels et de QHSE les plus exigeants.

Quels sont les trafics recherchés ?

En tant que terminal polyvalent, KMT cible particulièrement les trafics suivants : roulier, vrac secs (aliments, produits miniers ou destinés aux cimenteries), conventionnel (filère bois, sidérurgie, coton, etc.) et colis lourd.

Nous sommes agréés pour appuyer les navires de service de l'exploitation pétrolière et gazière offshore.

Dans le cadre d'un écosystème logistique complet nous offrons les services sous douane tels qu'entreposage, magasinage, pesage, dépotage et empotage.

Quels sont vos atouts ?

KMT dispose d'une infrastructure exceptionnelle avec des quais d'une profondeur de 16 mètres permettant d'accueillir les plus grands navires. Kribi est le port le plus profond de la sous-région. Par ailleurs, **KMT** est situé au cœur de la Zone Industrielle de Kribi avec 260 km² de surfaces disponibles pour l'installation d'entreprises industrielles et de services.

La raison d'être de Kribi et de **KMT** est de devenir dans les plus brefs délais la porte d'entrée de l'ensemble du Corridor d'Afrique Centrale (Cameroun, Tchad, RCA mais aussi Guinée Équatoriale, Gabon et Congo).

Notre mission est de faire du port de Kribi le premier hub d'importation, d'exportation et de transit du golfe de Guinée, en dynamisant l'activité de nos clients importateurs, exportateurs, industriels, logisticiens, armateurs et négociants.



HANS-OLE MADSEN, vice-Président et CEO Région Europe, Moyen-Orient et Afrique d'ICTSI
et Président du comité exécutif de KMT

« Une nouvelle donne pour le commerce international du Cameroun »

KMT est une étape importante dans l'expansion continue de ICTSI en Afrique. En plus de Kribi, nous opérons à Matadi, en RD du Congo, à Toamasina, à Madagascar et à Onne, au Nigéria. ICTSI continuera d'élargir son portefeuille en Afrique en mettant l'accent sur l'installation de ports modernes et très performants, qui agiront

comme des catalyseurs pour la croissance et le développement de l'Afrique.

Le port de Kribi est un complexe portuaire ultramoderne qui changera la donne pour le commerce international du Cameroun. Il jouera un rôle important en optimisant les coûts de transport des cargaisons pour le Cameroun et

les pays enclavés, comme la République centrafricaine et le Tchad.

KMT travaillera en étroite collaboration avec tous les acteurs de la communauté portuaire et les transporteurs, afin de s'assurer que l'immense potentiel du port de Kribi est exploité au maximum.

International Container Terminal Services, Inc. (ICTSI)

Basée et établie en 1988 à Manille, aux Philippines, ICTSI est un leader mondial des investissements, des opérations, de la gestion et du développement portuaire. Le portefeuille de terminaux d'ICTSI couvre les économies de marché développées et émergentes de l'Asie-Pacifique, des Amériques, de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique.

ICTSI exploite 32 terminaux portuaires sur six continents, sur lesquels nous avons manutentionné plus de 10 millions de conteneurs et 10 millions de tonnes de cargaisons conventionnelles en 2020.

www.ictsi.com

Kribi Multipurpose Terminal KMT SAS
BP 155 KRIBI - CAMEROUN - Tél. : +237 657 10 24 28
infoskmt@ictsi.com

ICTSI Headquarters
Manila, Philippines - Tél. : + 63 2 8245 410
gcommercial@ictsi.com

→ « Depuis l'élection de 2018, le RDPC est dans une gestion de Kamto et du MRC par une alternance de répression et de libération », analyse un politologue camerounais. « Les autorités semblent utiliser les interpellations d'opposants comme une menace », précise-t-il. Depuis 2018, la quasi-totalité des dirigeants du MRC a fait un passage par les cellules de la prison centrale de Kondengui, à Yaoundé, dont Maurice Kamto et son vice-président, Mamadou Mota. Le porte-parole du parti, Olivier Bibou

Nissack, et son trésorier, Alain Fogue, sont d'ailleurs toujours emprisonnés à l'heure où nous écrivons ces lignes. Le patron du MRC ne compte cependant pas relâcher la pression.

« Kamto le sait : Paul Biya est très agacé quand l'image du Cameroun est ternie à l'extérieur. Il se dit qu'en jouant sur la pression diplomatique il peut le pousser à la faute », conclut le politologue. « Avec les arrestations et les interdictions de manifester, le gouvernement joue un jeu dangereux alors qu'il est déjà fragilisé

diplomatiquement par la crise dans les régions anglophones. En France, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne, au sein de l'Union européenne, ce sont les arguments du MRC qui gagnent du terrain », confie un diplomate à Yaoundé. La pandémie de Covid-19 a quelque peu stoppé l'élan international du MRC et de son président, lequel avait effectué une tournée européenne et américaine au début de 2020. Mais la stratégie reste la même : occuper le terrain, de Washington à Maroua. **JA**

SDF : Jean-Michel Nintcheu en pole position

Bien placé pour prendre les rênes du Social Democratic Front, le député de Douala entend renouer avec les racines frondeuses du parti d'opposition. Mais Joshua Osih n'a pas dit son dernier mot.

« Je ne me présenterai plus à aucune élection présidentielle. » Le 11 février, John Fru Ndi a confirmé ce que beaucoup savaient sans l'avoir formulé. « À un certain âge, vous devez laisser les plus jeunes continuer. [...] La politique ne consiste pas à s'asseoir à Yaoundé ou à Bamenda. Il s'agit d'aller vers les gens. Et si je ne peux plus le faire, il faut laisser une autre personne le faire », a ajouté l'emblématique *chairman* du SDF, actant une étape de plus vers sa retraite politique.

Depuis l'élection présidentielle de 2018, à laquelle Fru Ndi ne s'était déjà pas présenté, le Social Democratic Front (SDF) sait qu'il est urgent de penser à l'avenir. À l'époque, même selon des résultats officiels contestés, Joshua Osih, le candidat du parti, n'avait rassemblé que 3,35 % des suffrages, derrière deux autres opposants, Cabral Libii (6,28 %) et Maurice Kamto (14,23 %). Aussitôt, la fronde s'était répandue dans les troupes socialistes, prônant un changement de cap et une opposition plus radicale au pouvoir en place.

Un homme tente de capitaliser sur cette lame de fond : Jean-Michel Nintcheu, député de Douala. À la fin de 2020, c'est à lui qu'avait été confiée la mission de mettre sur pied la future stratégie du parti, qui a été présentée lors d'une réunion du bureau national à la mi-mars.

Président de la commission Action du SDF, il compte bien s'en servir comme d'un tremplin pour prendre les rênes de la formation, dont il espère restaurer les racines frondeuses des années 1990. « Le SDF a perdu pied à mesure qu'il cohabitait avec le RDPC [Rassemblement démocratique du peuple camerounais] et que le MRC [Mouvement pour la renaissance du Cameroun] de Kamto prenait sa place sur le terrain », détaille un politologue.

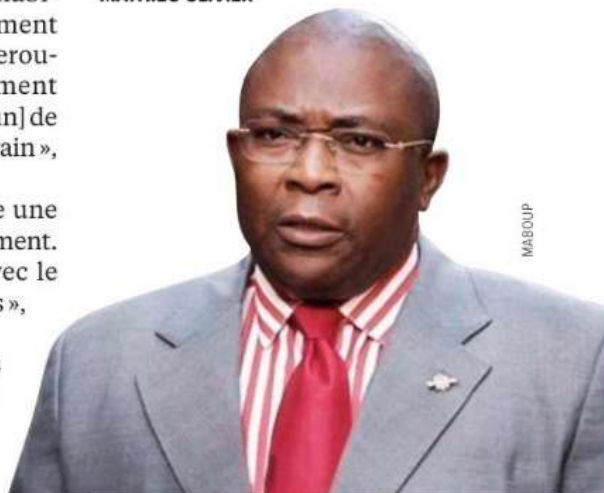
« Nintcheu doit reconstruire une popularité et recréer un engouement. Il lui faudra parfois s'allier avec le MRC, mais cela ne le dérange pas », ajoute notre source.

Le député en aura-t-il les moyens ? Si Fru Ndi a annoncé sa retraite en tant que candidat à la présidentielle, il n'a rien dit de son futur en tant que

président du parti. Toutefois, sa succession au SDF est dans tous les esprits et pourrait intervenir lors de la convention du parti, en 2022 (voire plus tôt en cas d'organisation anticipée).

Après les décès de Joseph Banadzem, en 2019, et de Joseph Mbah Ndam, l'année suivante, peu de piliers sont en mesure de briguer le poste. La course à l'investiture pourrait se résumer à un match entre Nintcheu et Osih, certes fragilisé mais bien implanté – et n'ayant pas dit son dernier mot.

MATHIEU OLIVIER



ZOOM



PROGRAMMES DE LA POLITIQUE AGRICOLE EN FAVEUR DES JEUNES DU CAMEROUN

FORMATION ET MAÎTRISE DES CHÂÎNES DE VALEURS FONT PARTIE DES DOMAINES D'INTERVENTION MAJEURES DES PROGRAMMES DÉDIÉS AUX JEUNES ET PILOTÉS PAR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (MINADER).



Le Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes (PEA-Jeunes)

Plus de cinq années d'investissement dans l'encadrement des jeunes à travers le financement des projets et des formations sur l'entrepreneuriat agropastoral. Le PEA-Jeunes vise l'émergence d'une nouvelle

génération de jeunes entrepreneurs prospères susceptibles de booster le développement de l'agro-industrie du pays. Ce Programme a vu le jour grâce à l'appui financier et technique du Fonds international de développement agricole (FIDA). Les résultats de cet investissement sont clairs : 8 000 emplois créés, 3 516 personnes sensibilisées, 659 jeunes porteurs de projets bénéficiaires d'un montant total de plus de 818 millions FCFA et 2 500 entreprises créées dont 40 % sont gérées par des femmes. Grâce à ces performances saluées par le FIDA, une prolongation de deux ans a été accordée au pays. D'après Gabriel Mbaïro, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, cette phase sera consacrée à la finalisation des entreprises déjà créées afin de les rendre autonomes et pérennes.



Projet d'appui à la rénovation et au développement de la formation professionnelle, dans les secteurs de l'élevage, de l'agriculture et des pêches (PCP-AFOP)

Contribuer à l'emploi des jeunes et à la croissance inclusive et durable des territoires ruraux,



c'est l'objectif du PCP-AFOP mis en œuvre par le Contrat de désendettement et de développement (C2D), dans le cadre de la coopération entre le Cameroun et la France. Ce Projet vise à pérenniser le dispositif rénové de formation et d'insertion professionnelle dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Ils sont aujourd'hui 13 000 jeunes formés par le PCP-AFOP. 4 000 ont bénéficié des appuis pour la création des unités de production qui ont généré environ 4 000 emplois directs et 12 000 indirects, ainsi

qu'une richesse évaluée à près de 7 milliards dans les zones rurales. Pour en arriver là, ces jeunes mettent en place des réseaux informels que le PCP-AFOP accompagne en synergie avec les autres instruments d'appui au développement rural. C'est ainsi que 114 bassins de production autour de 15 filières stratégiques dont 8 végétales (cacao, palmier à huile, oignon, maïs, sorgho, riz, manioc, igname) et 7 animales (poulet de chair, porc, ovin, caprin, bovin, poisson), ont été identifiés et appuyés.

.../...



GABRIEL MBAÏRO,
MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET
DU DÉVELOPPEMENT RURAL

Objectif du Ministère de l'Agriculture et du développement rural (Minader) : Encourager les jeunes à s'investir dans l'agriculture.





Projet de développement des chaînes de valeurs agricoles (PD_CVA)

Aider les jeunes (BAC + 2 minimum) à travers sa composante YABICs (Youth agricultural business incubation centers qui ambitionnent de se lancer dans l'agriculture (filières végétale, animale et halieutique) et/ou dans la création d'entreprises agricoles et de faire de ce métier un business. C'est la vision du gouvernement à travers le PD_CVA. En plus de contribuer à la création des richesses et des emplois décents et durables et d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers l'amélioration de la compétitivité des chaînes de valeurs du palmier à huile, de la banane plantain et de l'ananas, le PD_CVA a accompagné les jeunes dans la création de près de 600 entreprises dont 40 % au profit de la gente féminine et le financement des entreprises à travers la mise en place des mécanismes innovants de financement dans le cadre du Fonds de développement des filières (FDF).

Pour la mise en œuvre de ce volet formation et insertion professionnelle, le MINADER a signé une convention d'assistance technique avec l'Institut international pour l'agriculture tropicale (IITA) dont les prouesses en la matière ont été évaluées avec succès dans les pays tels que le Nigéria, la Tanzanie, le Kenya la République Démocratique du Congo et la Côte d'Ivoire. La formation des jeunes incubés dure 3 ans.



cole. C'est l'ambition du PAIJA qui vise le rajeunissement, la modernisation des exploitations agricoles, la réduction du chômage des jeunes et l'amélioration de leur condition de vie en milieu rural à travers la mise en place des mécanismes novateurs d'amélioration de la productivité, de mise en marché, la transformation des produits agricoles et la mise en place des entreprises rurales. La stratégie mise en place



1 536 jeunes ont déjà été incubés. La première vague de 512 aspirants agripreneurs est en cours de formation et répartie dans les 14 centres d'incubation YABICs sur l'ensemble des zones d'intervention du Projet.



Programme d'Appui à l'Installation des Jeunes Agriculteurs au Cameroun (PAIJA)

Encadrer les jeunes en leur apportant un appui technique et financier leur permettant de mettre en place de véritables structures de production agri-

consiste en l'appui des jeunes agriculteurs sur leur propre domaine foncier, l'installation des jeunes agriculteurs dans les sites aménagés par l'État. À ce jour, plusieurs jeunes ont été installés dans les sites viabilisés, soit 670 dans les 10 sites opérationnels que sont Wanssandé dans l'Adamaoua, Nlobesse dans le Sud, Ikiliwindi et Etoko dans le Sud-Ouest, Obis dans le Centre, Gnibou à l'Ouest, Kobi à l'Est, Ndotto dans le Littoral, Ngyen-Mbo dans le Nord-Ouest et Sangueré au Nord.



CARTOGRAPHIE DES BASSINS DE PRODUCTION AGRICOLE AU CAMEROUN

L'ORGANISATION DES ACTIVITÉS AGRICOLES EN BASSIN DE PRODUCTION RESTE LA VOIE POUR UNE AGRICULTURE DE SECONDE GÉNÉRATION.



Le bassin de production dans son sens agro économique est une source jaillissante de richesses, d'emplois et de sécurité alimentaire. L'agriculture camerounaise regorge de bassins de production qui sont greffés autour des cultures de rente que sont : le **cacao**, le **café**, le **coton** et certaines **cultures vivrières** dont l'**ananas**, l'**orange**, la **mangue**, la **pastèque**, etc. et quelques cultures maraichères. Le secteur agricole se trouve ainsi engagé vers les chaînes de valeurs.

Le **cacao** fait office de tête d'affiche dans le Sud-Ouest,



le Centre, le Sud. Le café avec l'UCCAO (Union centrale des sociétés coopératives agricoles de l'Ouest) qui promeut et transforme le café pour l'exportation et qui diversifie ses transformations par la production du café soluble, en infusé, en décaféiné et en boisson.

Dans le Littoral à Douala, on a la transformation des **noix de palme** en huile végétale raffinée avec Socapalm (Société des palmeraies du Cameroun) et Palmol, l'industrialisation des secteurs de production des noix de palme du Nyong et Kellé et de la Sanaga Maritime par PD_CVA. Au Nord, on a l'important potentiel de **coton** où la Sodécoton (Société de développement de coton) produit l'huile de coton et l'huile végétale d'arachide raffinée pour un marché glo-

bal de la zone CEMAC. Il est à souligner la forte demande en céréales (maïs, mil, sorgho) à l'Extrême-Nord, au Nord, à l'Est et à l'Ouest sollicitée dans les industries brassicoles et minotières, l'alimentation humaine et celle du bétail. La **canne à sucre** qui a son bassin de Mbandjock dans le Centre, culmine comme point focal de l'exploitation des opportunités de transformation industrielle des sous-produits sucriers pour les liqueurs et la production énergétique nationale.

L'ananas, la mangue, la pastèque, l'orange concourent à la production des jus de fruit à l'Ouest, au Sud, au Littoral, à l'Extrême-Nord, au Nord et au Sud-Ouest. Le **manioc** connaît son avancée vers la transformation dans le Sud et le Centre où

plusieurs coopératives contribuent aux demandes de Nestlé et autres industries de fabrication de farine de couscous de tapioca et d'amidon, etc.

Le **caoutchouc** connaît également son essor dans les régions du Sud Cameroun à Kribi et du Sud-Ouest malgré la crise socio politique. Hévécam (Hévéa du Cameroun) et la Cameroon development corporation (CDC) transforment la sève d'hévéa en fines fibres de caoutchouc pour l'industrie pneumatique, ainsi que d'autres dérivées du secteur de l'habillement.

On retient aussi la grande part du marché international de la **banane** douce dans le Sud-Ouest et le Littoral où le poivre de Penja dont les échos à forte connotation culinaire, le mettent au firmament des ingrédients de cet ordre. Le bassin de production du coton dans les trois régions septentrionales contribue largement grâce à sa fibre blanche à doter l'industrie de l'habillement.

Les maraichers comme la **tomate** cherchent encore à trouver une issue dans la mise en œuvre d'une chaîne de valeur conséquente pour transformer l'important stock produit chaque année.



TIC



LA DIGITALISATION DE L'AGRICULTURE EN MARCHÉ AU CAMEROUN !

**LE CAMEROUN S'EST FIXÉ POUR
OBJECTIF DE Doter 40 000 VILLAGES
DE MOYENS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS**



Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a mis sur pied le Projet d'accélération de la transformation numérique au Cameroun (projet PATNuC) qui vise à faciliter l'implémentation des solutions numériques basées sur les données dans le secteur agricole, avec pour objectif l'augmentation de l'inclusion numérique et l'utilisation des solutions digitales par les acteurs des chaînes de valeur. Le pays cherche à étendre le développement de ses offres numériques et de stimuler l'innovation.

Le pas vers la modernisation de l'agriculture fait recours aux techniques culturales qui ne font plus exclusivement appel à la force manuelle mais, celles qui nécessitent la maîtrise des contraintes y afférentes : technologies innovantes, équipements, suivi cultural, traitement des plans, analyse des sols, gestion des débouchés engendrés par une forte productivité, usage des TIC dans le secteur agricole, mais aussi l'utilisation des nouvelles technologies digitales.

Cette digitalisation a bénéficié des financements de la Banque mondiale à travers le PATNuC et de la Banque africaine de développement dans le cadre du Projet SIMC (Système d'information des marchés agricoles et climatique), se décline en plusieurs axes :

L'appui-conseil agricole

Le MINADER a mis en place des solutions qui accompagnent les producteurs dans la connaissance globale des activités liées aux secteurs agricoles et l'amélioration de la production et de la productivité, à savoir :

- une plateforme de cartographie interactive de la fertilité des sols cultivables du pays ;
- une plateforme de surveillance phytosanitaire et phytopathologique qui est une base de données interactive sur des filières ciblées qui permet de veiller sur la santé des cultures et d'anticiper éventuellement sur les catastrophes.

Vulgarisation et commercialisation des produits agricoles

D'importantes plateformes sont en cours de mise en œuvre dans ce domaine :
- la plateforme sur la promotion et la vulgarisation des produits et des services agricoles (CAMAGRO : Portail agropastoral du Cameroun);
- le Système d'information des marchés agricoles et climatique (SIMC) ;
- le lancement dans un futur proche de la bourse de valeurs des matières premières agricoles (BVMPA);
- le système de subvention des producteurs par bons électroniques e voucher en partenariat avec les microfinances, les bons électroniques qui faciliteront les échanges entre les fournisseurs d'intrants et les producteurs par le biais des paiements électroniques par smartphones grâce aux opérateurs de téléphonie mobile.

Formation agricole

Une plateforme numérique des écoles de formation du

dispositif du MINADER est mise en place pour la modernisation des structures de formation et d'animation en les dotant des outils technologiques d'apprentissage et d'ouverture au monde extérieur.

Startup e_agriculture

L'intégration des TIC dans le secteur rural a créé plusieurs emplois pour jeunes dans la modernisation de l'agriculture.

Plusieurs startups dirigées par les jeunes développent des solutions informatiques qui accompagnent les agriculteurs dans la modernisation de leur activité.

Le gouvernement, pour accompagner et vulgariser ce nouveau secteur d'activité, met en place des stratégies de développement en créant des incubateurs de solutions numériques. L'un des projets qui révolutionnera le secteur est l'organisation des challenges agritech pour les startups offrant des solutions numériques agricoles aux jeunes.



MINADER CAMEROUN

Tél.: (+237) 222 22 11 90
(+237) 222 22 50 91

<http://www.minader.cm>

Youtube; Minader TV

Et si un vent nouveau soufflait de Washington?

L'élection de Joe Biden peut-elle modifier la donne à Yaoundé? L'opposant Maurice Kamto l'espère, tandis que Paul Biya veut garder le soutien de l'allié américain. Mais sans ingérence.

MATHIEU OLIVIER

Nous sommes le 19 janvier. Devant les sénateurs américains, Antony Blinken, secrétaire d'État désigné par le président élu, Joe Biden, s'adresse aux parlementaires afin d'être confirmé dans sa fonction. L'un d'eux, le démocrate du Delaware Chris Coons, l'interroge au sujet de l'Afrique. Blinken saisit la balle au bond. « Je partage vos préoccupations concernant les élections en Ouganda mais aussi concernant le Cameroun récemment, en particulier la violence dirigée contre la population anglophone, assure le nouveau chef de la diplomatie américaine. Il y a toute une série d'endroits où les États-Unis peuvent aider à faire une différence. »

Blinken, qui connaît déjà le Maroc, Djibouti, le Nigeria ou encore l'Afrique du Sud, s'est depuis des années déclaré favorable à un partenariat renforcé entre les États-Unis et l'Afrique. Dans un discours diffusé le 7 février lors du 34^e sommet de l'Union africaine, Joe Biden a confirmé la ligne générale de sa politique : « L'Amérique est de retour. [Nous allons nous employer] à renouveler notre rôle dans les institutions internationales et à retrouver notre crédibilité et notre autorité morale. »

Mais quelle forme prendra ce tournant? Dès l'élection de Biden, l'opposant Maurice Kamto s'est réjoui de la nouvelle. Félicitant le démocrate, il écrivait : « Les États-Unis apportent la preuve que la démocratie et les institutions démocratiques comptent. L'alternance politique tout autant. Je me réjouis de pouvoir travailler avec l'administration Biden pour une

voie nouvelle pour le Cameroun. » « L'avenir de l'opposition se joue aussi à Washington. Avec les incarcérations d'opposants et la crise dans les régions anglophones, Paul Biya n'y a pas bonne presse », résume un diplomate à Yaoundé.

Blacklisté

Au palais présidentiel, Paul Biya sait que la crise anglophone est un sujet de préoccupation pour Washington, qui prône un dialogue pour résoudre le conflit, tandis que Yaoundé privilégie l'approche sécuritaire. « Pour le moment, les États-Unis ne sont pas allés plus loin que le stade des déclarations, notamment sous l'impulsion du Sénat, mais la présidence Biden pourrait passer un cap », poursuit notre diplomate. L'une des craintes de Yaoundé : voir la nouvelle administration américaine imposer plus régulièrement la crise anglophone à l'agenda

du Conseil de sécurité des Nations unies, par la voix de leur ambassadrice à l'ONU, Linda Thomas-Greenfield.

Africaine-Américaine, diplomate aguerrie qui fut conseillère Afrique de Barack Obama, celle-ci connaît bien l'Afrique et a déjà rencontré Paul Biya à l'occasion d'une Assemblée générale des Nations unies, en 2016. Thomas-Greenfield a déjà mis en place une équipe chargée de travailler en particulier sur les dossiers africains à New York. « Paul Biya ne manque cependant pas d'atouts, comme la lutte que son armée mène contre Boko Haram, qui est importante pour les Américains », explique un analyste. Et de conclure : « D'un côté, il ne veut rien céder aux Américains sur la crise anglophone ou sur l'opposition. De l'autre, il ne veut pas que le Cameroun soit blacklisté ni que certains de ses responsables soient ciblés par des sanctions. Il doit trouver l'équilibre entre fermeté et tact. » **JA**



Des soldats en faction sur Commercial Avenue, à Bamenda, en février.

FRANCK FOUTE POUR JA

Sur une ligne de crête

En 2020, le pays a connu, du fait de la crise sanitaire, sa première récession depuis trois décennies. La reprise espérée cette année risque d'être contrariée par une deuxième vague encore plus brutale. À moins que le FMI n'intervienne...



Le port de Douala.

OMER MBADI, À DOUALA

Un élan d'optimisme habitait encore, il y a quelques semaines, le FMI et Yaoundé quant à la reprise de l'activité économique. Selon ses dernières estimations, l'institution de Bretton Woods table cette année sur une croissance de l'économie camerounaise de 3,4 % du PIB, contre une baisse de 3,5 % l'an passé. Des données pas très éloignées de celles du gouvernement, qui mise quant à lui sur + 3,3 % en 2021, après avoir estimé la récession de l'année écoulée – une première depuis pratiquement trois décennies – à un recul du PIB de 2,6 %.

Par rapport à ses voisins, fortement dépendants des hydrocarbures, le Cameroun a mieux amorti le choc lié

à la pandémie de coronavirus. Un bon point que le discours officiel met sur le compte de la résilience, mais qui s'explique en grande partie par le confinement souple adopté par les autorités, pour ne pas complètement étouffer l'économie. « Il n'y a pas eu d'instauration d'état d'urgence ni de couvre-feu comme ailleurs. Les liens entre les villes, d'une part, et entre les villes et les campagnes, d'autre part, ont

LES AUTORITÉS MISENT SUR L'ARRIVÉE ANNONCÉE DE VACCINS, DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE COVAX, POUR REPRENDRE LE CONTRÔLE.

permis un minimum d'échanges », observe un chercheur d'un think tank local.

Dans cette optique, le gouvernement a fixé l'enveloppe budgétaire de cette année à 4 865,2 milliards de F CFA (7,4 milliards d'euros), en hausse de 5 % par rapport à la loi de finances rectificative de juin 2020. « La bonne tenue des recettes fiscales en 2020, contrairement à notre crainte d'un effondrement du fait de la crise économique, justifie notre confiance pour cette année », explique un cadre du ministère des Finances. Confiant, Yaoundé entend réduire son déficit budgétaire de 1,7 point, après le recul de 4,5 % du PIB enregistré au cours de l'exercice écoulé.

Vision volontariste

Cette douce euphorie se nourrit du dynamisme de l'agriculture, qui repose sur une stratégie de substitution des importations qui doit relancer des investissements dans les filières du riz, du maïs et du sorgho-mil, afin de réduire la dépendance alimentaire à l'égard de l'étranger. La reprise espérée des investissements dans les infrastructures et les chantiers de la Coupe d'Afrique des nations de football, dans quelques mois, constitue le deuxième moteur sur lequel peuvent compter les autorités. Le troisième élément de la relance est une augmentation sensible de l'offre en électricité, notamment dans les énergies renouvelables, en attendant la disponibilité, dès 2022, des 420 MW provenant du projet hydroélectrique de Nachtigal, promu par EDF.

Pour montrer sa volonté d'endiguer la crise économique, le gouvernement s'est doté en octobre d'un « plan de relance post-Covid » de 871,8 milliards de F CFA courant jusqu'à l'horizon 2023. Un catalogue de mesures de soutien financier et de dépenses fiscales censées offrir une bouffée d'oxygène aux secteurs les plus affectés par la pandémie, notamment l'hôtellerie et la restauration, dont l'activité a reculé de près de 20 %, tout en musclant l'industrie pharmaceutique locale. →



La SODEPA, acteur du développement d'une filière viande moderne



Véhicules et
entrepôts frigorifiques



Tracteurs



Un abattoir de la SODEPA

Assurer une production animale et ses dérivés soutenue et diversifiée tant en quantité qu'en qualité, tout en contribuant au développement socio-économique aux niveaux, local, national et sous-régional du Cameroun : tels sont les objectifs de la Société de Développement et d'Exploitation des Productions Animales (SODEPA), créée par le décret n° 74/182 du 8 mars 1974.

La SODEPA dispose d'un patrimoine foncier d'environ 383 233 hectares et de plusieurs unités opérationnelles : les ranchs, les zones d'aménagement agro-pastoraux et les abattoirs.

Des missions diversifiées

La vision de la société est de : *« contribuer à la promotion d'une filière d'élevage moderne qui garantit la croissance, l'emploi et l'autosuffisance en protéines animales à l'horizon 2035 »* en vue de s'arrimer à l'émergence du pays tout entier.

Ses missions concernent principalement :

- L'aménagement des périmètres pastoraux.
- Le développement des cheptels.
- La transformation et la commercialisation des produits et sous-produits d'élevage.

La transformation récente de la SODEPA, à la faveur du décret n° 2021/091 du 12 février 2021, vient consacrer pour la première fois au Cameroun, la mise en place d'un stock de sécurité viande dans les entrepôts frigorifiques.

Au-delà de ces missions statutaires, elle a pour objet le développement de l'élevage, l'amélioration de la sécurité alimentaire au Cameroun et de l'exécution de toutes les opérations ou

missions de service public liées à l'objet de l'entreprise et se rattachant directement ou indirectement aux activités ou de nature à favoriser le développement de l'élevage, que le Gouvernement pourrait lui confier.

Des abattoirs modernes

Les abattoirs sont des unités de production de viande bovine, ovine et porcine. La Société dispose de trois installations :

- **WAKWA-NGAOUNDERE (Adamaoua)**, d'une capacité d'abattage de 250 bovins par jour,
- **ETOUDI-YAOUNDE (Centre)**, d'une capacité d'abattage de 400 bovins, 200 ovins et caprins et 100 porcins par jour ;
- **BONENDALE-DOUALA (Littoral)**, d'une capacité d'abattage de 200 bovins, 200 ovins et caprins, et 100 porcins par jour.

À cela il faut ajouter des abattoirs mobiles pour porcs et petits ruminants.

En exécution du très haut accord du Chef de l'État, 4 entrepôts frigorifiques (Yaoundé, Kribi, Ebolowa et Ngaoundéré-Wakwa) et 9 véhicules frigorifiques ont été transférés dans le cadre du Plan d'urgence triennal pour l'accélération de la croissance (PLANUT).

Pour une viande de qualité

Les statuts récemment approuvés par le décret n° 2021/092 viennent asseoir une série de réformes engagées au sein de l'entreprise. Ceux-ci vont permettre à la SODEPA d'être l'instrument de l'État dans le cadre de l'accompagnement des acteurs vers un élevage de seconde génération par la mise à disposition de géniteurs à haut rendement, de semences des espèces fourragères à valeur ajoutée et de l'assistance technique et de l'encadrement des collectivités territoriales décentralisées pour l'aménagement des périmètres agro-pastoraux.

→ Ces préoccupations de court terme n'ont pas fait oublier le temps long. Depuis le début de l'année, la stratégie nationale de développement (SND30) sert de boussole pour cette décennie. Ambitieuse, cette vision, qui doit conduire à l'émergence en 2035, entend porter le taux de croissance moyen annuel à 8 %. « Comment projeter un tel taux de croissance sur les dix prochaines années alors que, sur le profil historique de la dernière décennie, les performances du pays n'ont pas été bonnes (à peine 5 % de croissance, en deçà des 7 % prévus) ? En outre, les performances des deux premières années de la SND30, à savoir - 2,6 % (2020) et 3,3 % (2021), plombent déjà cette vision volontariste. N'est-il pas plus opportun et réaliste de revoir ces projections et de s'ajuster à ce qui est faisable ? » s'interroge un analyste qui « ne sent pas encore des actions » tant au niveau du pilotage que sur le plan opérationnel.

Cette inquiétude en appelle d'autres, qui peuvent contrarier les performances espérées. Depuis quelques semaines, le Cameroun fait face à la deuxième vague tant redoutée du Covid-19. Plus de 3 000 nouveaux cas enregistrés ont poussé le Premier ministre, Joseph Dion Ngute, à tirer la sonnette d'alarme le 5 mars. Si un nouveau confinement n'est pas à l'ordre du jour, le gouvernement mise beaucoup sur l'arrivée annoncée de vaccins dans les prochains jours, dans le cadre de l'initiative Covax, pour reprendre le contrôle.

Hausse de l'endettement

Le risque sécuritaire demeure, lui, prégnant, en dépit du léger répit observé ces dernières semaines dans la crise qui sévit dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Enfin, l'augmentation de l'endettement inquiète de plus en plus les observateurs. Le pays a certes bénéficié d'un allègement de 33,5 milliards de F CFA sur les intérêts de la dette dans le cadre du G20, et de 120 milliards de F CFA liés à la lutte contre le Covid-19. Mais bien que tournant actuellement autour de 45 % du

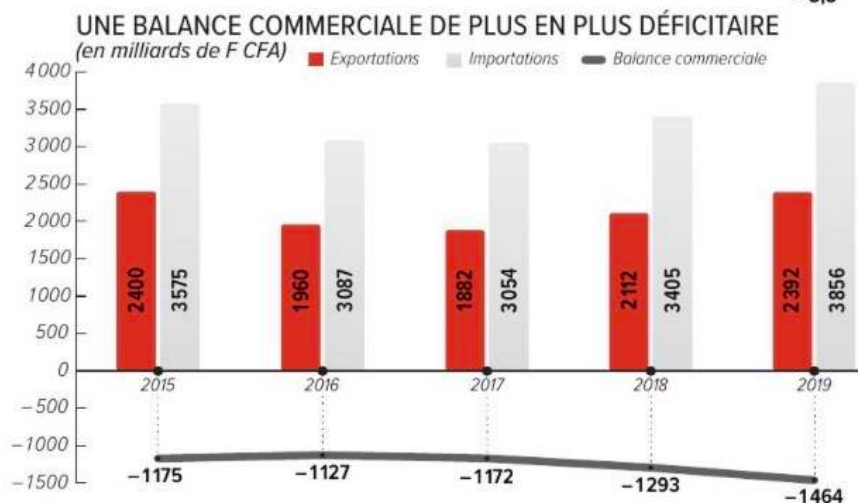
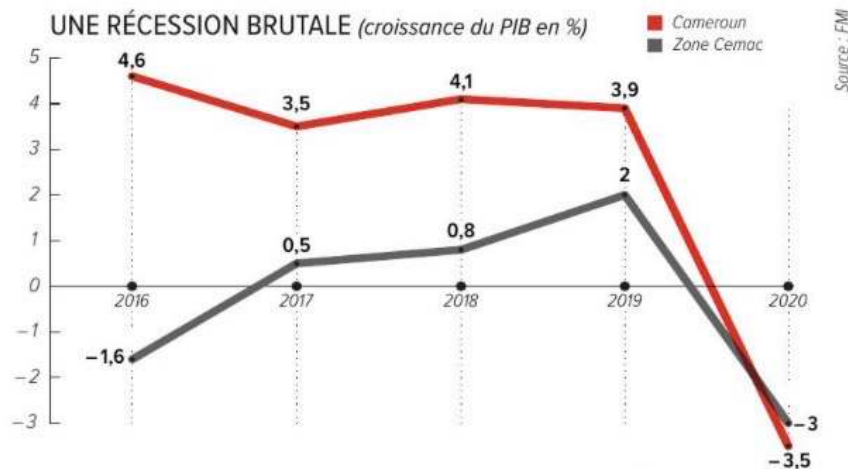
PIB – loin du plafond communautaire de 70 % du PIB imposé aux États de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) –, le risque de surendettement n'est pas écarté à moyen terme et à long terme. Une réflexion est actuellement menée pour essayer d'amortir, grâce à des emprunts en monnaie locale, le poids financier que représente l'eurobond de 750 milliards de F CFA émis en 2015.

Ces nuages pourraient toutefois être éloignés par la conclusion d'un nouvel accord en cours de négociation avec le FMI. Cet arrangement aura pour vertu de permettre le déblocage d'autres appuis budgétaires importants émanant des partenaires financiers du Cameroun (BM, BAD, UE, France...). En prévision de cela, le gouvernement a d'ores et déjà provisionné 260 milliards de F CFA dans son budget 2020.

L'autre effet positif d'un accompagnement de l'institution de Bretton

Woods consistera certainement en une amélioration des comptes affectés par la pandémie. Dans le cadre du précédent programme triennal arrivé à terme en juin 2020, Yaoundé a vu ses indicateurs macroéconomiques se redresser progressivement. En dehors de l'annus horribilis 2020, sa croissance est restée au-dessus de 3 % au cours des trois dernières années.

Encore faudra-t-il concilier les exigences de l'accord avec celles de son développement. « Comme tout programme du FMI, le prochain viendra avec des contraintes de plafonnement des financements extérieurs. Ce qui mettra à mal les ambitions de la SND30, qui, pour être mise en œuvre, exigera de se lâcher sur la dette », prévient notre analyste. Une équation à plusieurs inconnues de plus que le Cameroun devra résoudre pour rester sur la voie de l'émergence. ■



Créé en 1948, le Groupe SABC qui regroupe La Société Anonyme des Brasseries du Cameroun (SABC), la Société Camerounaise de Verrerie (SOCAVER) et la Société des Eaux Minérales du Cameroun (SEMC) est un leader agro industriel de référence au Cameroun totalement engagé dans une démarche sociétale

Pour exprimer son leadership industriel et sociétal, le Groupe SABC s'est donné comme Vision d'« **Être le leader agro-industriel régional de référence dans la production et la commercialisation de boissons alimentaires au sein d'une organisation Performante, Rentable, Moderne et Citoyenne** ». Pour assumer cette Vision, la Gouvernance du Groupe SABC intègre dans toutes ses actions les préoccupations économiques (Développement de son business model de plus en plus intégré sur un mode amont/aval), sociales (développement des emplois durables), sociétales (actions RSE) et environnementales (économie circulaire et circuit court) de l'ensemble des parties intéressées pertinentes de l'entreprise. «À l'heure des défis innombrables, c'est pour nous un défi et une opportunité qui interpellent notre capacité à gérer durablement l'entreprise pour la rendre plus responsable, plus profitable et plus solidaire de son environnement. En résumé, il faut nous réinventer pour que chaque produit du Groupe SABC soit un engagement au développement du Cameroun » nous a confié Emmanuel DE TAILLY, directeur Général du Groupe SABC. La démarche RSE du Groupe SABC en direction des Communautés repose ainsi sur cinq axes : Éducation, Santé, Environnement, Art et culture, Sport.

Éducation

Encourager la performance en milieu scolaire par l'octroi des bourses scolaires et renforcer la capacité des apprenants grâce à la fourniture du matériel informatique et du matériel didactique a toujours été une des priorités du Groupe SABC. En 2020, le groupe SABC a offert 1 800 bourses scolaires aux meilleurs élèves et écoliers des dix régions du Cameroun, 122 ordinateurs complets, 15 imprimantes, 10 serveurs et 7 copieurs aux établissements scolaires.

Santé

En 2020, la crise sanitaire liée au Covid-19 a réorienté la stratégie RSE du Groupe SABC en matière de Santé vers la protection de l'ensemble de son écosystème. 34 hôpitaux, 28 prisons, 100 marchés, 40 établissements scolaires, 22 orphelinats et centres pour personnes âgées, plus de 50.000 points de vente, ont reçu du matériel de sensibilisation et de protection, des médicaments, des denrées alimentaires pour une contribution d'un milliard de FCFA. Une belle occasion de donner un sens au contenu de leur nouvelle campagne institutionnelle « **LE GROUPE SABC C'EST VOUS!** »

Environnement

Le groupe SABC qui a installé une station de traitement des eaux usées dans chacune de ses 9 usines a traité et recyclé 58 % de ses déchets liquides et 87 % de ses déchets solides

en 2020. À travers le partenariat gagnant-gagnant qu'elle a conclu avec NAMÉ Recycling, 100 millions de bouteilles plastiques ont pu être collectées et recyclées en 2 ans, tout ceci dans le but de maîtriser les impacts de leur activité sur l'environnement.

Art & culture

Promouvoir l'art, la culture et la lecture en donnant l'opportunité aux écoliers et élèves de profiter par exemple des programmes de l'Institut Français pour enrichir leurs connaissances dans différents domaines et faciliter l'accès aux études en France à des étudiant(e)s camerounais(e)s, brillant(e)s mais disposant des ressources modestes. SABC continue à soutenir l'émergence des talents en musique, des artistes au travers de ses événements majeurs.

Sport

L'École de Football Brasseries du Cameroun, première école de football créée au Cameroun en 1989 pour former et favoriser l'intégration des jeunes footballeurs dans les équipes juniors et seniors s'est réinventée pour devenir une Association sportive, avec une nette volonté d'assumer sa responsabilité sociale. Son site a été retenu par la CAF comme site d'entraînement des arbitres dans le cadre du CHAN 2020 organisé en février 2021. L'AFBC aujourd'hui c'est 66 pensionnaires qui pratiquent le football et suivent un cursus scolaire, de la 6^e en Terminale.

JAMG - PHOTOS DR

LE GROUPE SABC C'EST VOUS !

CHOISIR LE VERRRE ET PRÉSERVER
L'ENVIRONNEMENT

PREMIÈRE ENTREPRISE CITOYENNE DU CAMEROUN

En 2020, l'Institut Ascomt/Malaria, qui analyse la perception de la pratique de la responsabilité sociétale des entreprises, a réalisé une étude auprès d'un public large pour apprécier la citoyenneté des entreprises camerounaises, tous secteurs confondus au cours de l'année 2019. Pour la seconde année consécutive et la 3^e fois, le Groupe SABC a été reconnu Première entreprise citoyenne au Cameroun.



« Procurer du bonheur, faire vivre un espoir, restaurer un sourire... Nous avons l'intime conviction que le respect de nos valeurs : Performance – Responsabilité – Intégrité – Loyauté – Professionnalisme – Innovation donne un sens à notre engagement citoyen, afin que demain soit fait de plus d'écoute, d'innovation et d'implication sociale, pour avancer ensemble. »

Les graines de l'indépendance

La crise sanitaire a failli provoquer une rupture des approvisionnements en raison de la fermeture des frontières. Pour limiter sa dépendance alimentaire, le Cameroun s'est doté d'une stratégie visant à relancer la production locale.



En 2019, le pays a importé plus de 894 000 t de riz, alors que la production locale plafonnait à 334 000 t.

OMER MBADI, À YAOUNDE

Deux alertes ont sonné la prise de conscience de la dépendance du Cameroun à l'égard de l'extérieur. En avril 2020, le Vietnam décidait de limiter son quota d'exportations de riz à 500 000 tonnes face aux incertitudes que faisait planer la pandémie de coronavirus. L'Inde lui emboîtait le pas en suspendant pendant trois semaines ses ventes à l'étranger. Une menace pour la sécurité alimentaire d'un pays réputé être le grenier de l'Afrique centrale. Le Cameroun a importé plus de 894 000 t de riz en 2019, alors que la production locale plafonnait à 334 000 t, représentant à peine 27 % de la demande nationale. Pourtant, il produisait 80 % de

ce qu'il consommait en 1975, et s'était fixé l'objectif de 750 000 t en 2020. En cause, la crise économique des années 1980, qui a découragé les investissements dans le secteur, l'éloignement des bassins de production des principaux centres urbains de consommation qui induit des coûts de transport élevés et, surtout, les cadeaux fiscaux octroyés aux importateurs des produits de grande consommation à la suite des émeutes de la faim de 2008. Cette décision a alourdi l'ardoise des importations, déséquilibrant structurellement la balance commerciale. C'est le cas du poisson, dont la facture des 185 000 t importées il y a deux ans a représenté plus 132,8 milliards de F CFA (202 millions d'euros), tandis que le pays produisait 335 000 t, pour une demande annuelle de produits halieutiques évaluée à 500 000 t.

Pour contourner le repli sur soi et produire ce qu'il consomme, le Cameroun vient de se doter d'une stratégie d'import-substitution. Un plan de plus de 183 milliards de F CFA ciblant le riz, le maïs, le poisson, le lait et le mil-sorgho. Ces cinq denrées représentaient 70 % de ses importations alimentaires en 2019, pour une facture estimée à 542 milliards de F CFA. Il s'agit de porter la production de riz à 452 000 t en 2023. À cet horizon, le pays devrait produire 379 000 t de poisson, 4,2 millions de t de maïs et 2,3 millions de t de mil-sorgho.

Belle opportunité

Le contingentement des importations de certains articles produits localement sans difficulté (mobiliers et ouvrages en bois, savons, détergents, emballages plastique, fleurs naturelles et artificielles) et l'imposition de droits d'accises sur certains produits nocifs (hydroquinone) figurent parmi les mesures arrêtées. Outre le soutien aux producteurs à travers des exonérations fiscales et douanières dans l'achat d'intrants comme les engrais ou dans l'acquisition d'équipements, la stratégie repose également sur la mise en œuvre d'unités de transformation. Dans cette optique, plus d'une vingtaine de PME devraient bénéficier d'un accompagnement dans les secteurs rizicole et piscicole.

Certaines des initiatives, à l'instar de l'octroi de licences à des armateurs afin de relancer la pêche industrielle, devraient en principe intéresser le secteur privé. « Ce serait par exemple une belle opportunité pour un acteur comme Congelcam, leader incontesté des importations des produits de la mer, d'entamer une reconversion vers le "Made in Cameroon" », estime un analyste. Le choix de l'agriculture et de la pêche constitue un premier pas au regard des avantages comparatifs du pays. La stratégie s'étendra dans un second temps à d'autres filières (forêt-bois, textile, chimie, pharmacie) et produits (engrais, semences), tenant compte de la volonté des autorités de voir les productions locales opérer une montée en gamme technologique. **JA**

7 Mars 2011 - 7 Mars 2021
BGFIBank Cameroun



ANS

au service de sa clientèle



11
points de vente

22
guichets automatiques
de banque

327
PMEs accompagnées
par la BGFIBank
pour un montant
de 33 milliards de F CFA

300
milliards de F CFA investis
dans des projets structurants



Certification
ISO

1^{er} banque
d'Afrique
Centrale

certifiée
ISO 9001 : 2015

Certification PCI-DSS

Performance et Excellence au service du développement socio-économique

Inaugurée en mars 2011, BGFIBank Cameroun
s'est peu à peu imposée comme un acteur
significatif du secteur bancaire camerounais.

La filiale du Groupe BGFIBank applique à
la perfection la politique qualité instituée par
la maison mère et orientée vers la satisfaction
des clients, l'amélioration continue
de ses performances.



10
milliards
d'augmentation
de capital
en 10 ans



1 000
stages octroyés

57 %
d'effectif féminin au sein
de la BGFIBank Cameroun

36 %
de femmes au comité
de direction de la BGFIBank



3 000
personnes bénéficiaires
de nos actions caritatives

140
PMEs partenaires



BGFIBank
Votre partenaire pour l'avenir

Premiers de cordée

Diversification, recherche de nouveaux marchés, introduction en Bourse... À l'heure où le pays renoue progressivement avec la croissance, ces patrons ont foi en l'avenir et montrent l'exemple.

OMER MBADI, À YAOUNDÉ

Njong Eric Njong « Yes Gicam! »

Il n'a pas l'envergure d'un Danpullo, d'un Colin Mukete ou d'une Kate Fotso. Et pourtant, Njong Eric Njong est aujourd'hui l'entrepreneur anglophone le plus en vue du Cameroun. Célestin Tawamba, le patron des patrons, citait déjà, il y a trois ans, cet homme de 59 ans qui ne ménage ni sa peine ni son sourire parmi les soixante pionniers de l'économie nationale. Il l'a même coopté et fait figurer sur sa liste lors de la dernière élection du bureau exécutif du Groupement interpatronal du Cameroun (Gicam), en décembre 2020.

Au Gicam, Njong Eric Njong a succédé à Franklin Ngoni Njie, le patron de la Cameroon Development Corporation (CDC), premier groupe (public) agro-industriel du pays. Comme la CDC, sa société, Boh Plantations, fondée il y a douze ans, produit des bananes. Implantée dans le Sud-Ouest (d'où Njong Eric Njong est lui-même originaire), elle demeure le petit poucet d'une filière dominée par PHP (Compagnie fruitière de Marseille), ce dernier la faisant bénéficier de son assistance technique. Contrairement à ce qui était arrivé à la CDC en 2018-2019,

la situation sécuritaire n'a pas contraint Boh Plantations, pour le moment, à cesser son activité.

Ses compatriotes connaissent davantage Njong Eric Njong au travers de son entreprise de BTP, Buns, que cet architecte formé à l'université de Lagos a créée en 1993 et qui a fusionné avec le cabinet qu'il avait fondé. Buns est l'un des rares acteurs locaux, avec Routd'Af, d'André Siaka, encore en mesure de rivaliser avec les multinationales dans ce secteur.

Chantre de la « préférence nationale » dans le BTP, l'homme d'affaires n'est pas pour autant hostile à tous les investisseurs étrangers. Il est par exemple toujours président du conseil d'administration de l'entité née de la fusion entre l'assureur camerounais Zenithe et son équivalent sénégalais Sonam. Immergé depuis longtemps dans le secteur financier, il préside également le conseil d'administration de l'Union Bank of Cameroon, un établissement qui, après des années de difficultés, voit peut-être enfin le bout du tunnel. Sur décision de la présidence de la République, l'État a en effet promis, en février, de le recapitaliser. 

IL S'EST FAIT CONNAÎTRE GRÂCE AUX ACTIVITÉS DE BOH PLANTATIONS, QUI PRODUIT DES BANANES, ET SURTOUT DE BUNS, SON ENTREPRISE DE BTP.



SAAD POUR JA

Bruno Alkis Domyou Noubi

Cap sur Kribi

Il y a quelques années, son père, Bruno Noubi, lui avait laissé les rênes du groupe familial diversifié Noubu. À 47 ans, Bruno Alkis Domyou Noubi ambitionne aujourd'hui de lui donner une nouvelle dimension en retournant aux sources d'une saga entamée il y a plus de quarante ans.

Pour ce faire, il a choisi la cité balnéaire de Kribi comme terre d'élection. Dans la zone industrielle du complexe portuaire, conseillé par le cabinet JMJ Africa (de l'ex-banquier Patrice Yantho Yondeu), l'héritier a redonné vie à la Société industrielle de construction d'appareils électroménagers et de climatiseurs

(Sicamec), que son père avait fondée au milieu des années 1980. Dès l'an prochain, il compte produire 12 000 réfrigérateurs, congélateurs et climatiseurs destinés aux marchés de l'Afrique centrale. Avec un investissement de 45 milliards de F CFA (68,6 millions d'euros), réalisé principalement grâce à des crédits fournisseurs.

Ce projet n'est que la face visible des activités d'un groupe qui cultive la discrétion. Présent dans l'informatique, dans les télécommunications, la distribution et le textile, Bruno Alkis Domyou ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. En août dernier, il a



SAAD POUR JA

fait sa première incursion dans le secteur financier, puisqu'il préside désormais Fedah Capital Investments, une société de prise de participations, qu'il a créée à Abidjan en compagnie, notamment, de Patrice Yantho. **JA**

Charles Rollin Ombang Ekath

Grand prêtre de la microfinance

Parce que l'homme d'affaires Charles Rollin Ombang Ekath, 50 ans, est aussi pasteur, les références à la religion lui viennent naturellement à l'esprit lorsqu'il évoque son institution de microfinance. « La Régionale est à l'image de Jésus : née dans des conditions difficiles, morte sur la croix, ressuscitée et montée au ciel. Aujourd'hui, nous en sommes à cette dernière phase », explique-t-il le plus sérieusement du monde.

Diplômé de l'Institut de technique de banque (ITB) de Paris, le révérend crée, en 1993, la première coopérative d'épargne et de crédit du Cameroun. Quatre ans plus tard, en désaccord avec ses associés, il doit quitter la société. Il revient pourtant aux commandes, quelques mois plus tard, alors que l'établissement bat de l'aile, et entame une restructuration à marche forcée, qui permet à l'entreprise de reprendre le chemin de la croissance.

En 2008, il accueille au capital le fonds sud-africain Africap, auquel

succède cinq ans plus tard le suédois Nordic Microcap, aujourd'hui détenteur de 14 % des parts. Afin que la Régionale poursuive son ascension, Charles Rollin Ombang Ekath a besoin d'argent frais. En 2020, il introduit sa société à la Bourse de Douala. En décembre, la Cosumaf, le régulateur de la place financière, donne son accord et, en février suivant, l'entreprise lance une offre publique par vente d'actions pour céder près de 20 % de son capital. Cette opération, en cours à l'heure où nous mettons sous presse, doit lui permettre d'être cotée en mai.

Grâce à ces fonds, le révérend veut porter la bonne parole de la Régionale, déjà implantée au Gabon depuis 2016, dans d'autres marchés de l'Afrique centrale, comme la Centrafrique, le Tchad et le Congo. Il entend surtout se donner les moyens de transformer l'institution en une banque universelle pour répondre aux attentes de ses 115 000 clients. « Celles-ci ont considérablement évolué. Au début, nos



SAAD POUR JA

clients nous demandaient 1 million de F CFA. À présent, c'est de 100 millions dont ils ont besoin », observe Charles Rollin Ombang Ekath, persuadé que, grâce à Dieu et à une gestion saine et transparente, il fera de la Régionale un établissement suffisamment solide pour lui survivre. **JA**

Cyrine Draif, Administrateur Général de OLA Energy Cameroon S.A.

« L'amélioration de l'expérience client est au cœur de notre stratégie »

Présente depuis 1952, OLA Energy Cameroon est la seule société à vocation panafricaine du pays. Elle veille scrupuleusement à faire évoluer le secteur énergétique à travers une offre diversifiée de produits et services d'excellente qualité en s'appuyant sur l'innovation, la digitalisation, le service et une expertise technique à la pointe de la technologie.

Quels sont vos axes stratégiques de développement en 2021 ?

Notre vision est de devenir l'acteur incontournable de la commercialisation des carburants et des lubrifiants d'excellente qualité au Cameroun. Nous voulons le faire en plaçant la satisfaction client au cœur de nos préoccupations, tout en redessinant, conformément à la vision de notre Groupe, le secteur de l'énergie et en valorisant l'auto-prospérité du continent.

Notre priorité est de proposer une offre diversifiée de produits et de services d'excellente qualité afin de répondre aux exigences du marché local tout en innovant constamment et en réinventant la relation avec nos clients afin de mieux répondre à leurs attentes. Notre structure agile nous permet d'anticiper et de répondre à une concurrence accrue.

Malgré le ralentissement général imposé par la COVID-19, nous souhaitons aller beaucoup plus loin dans l'accompagnement de nos clients en matière de réduction des dépenses énergétiques et d'impact environnemental. Nous faisons preuve d'innovation dans nos business models en proposant de nouvelles solutions telles que les applications digitales au service de notre clientèle et restons constamment à l'écoute des opportunités de développement potentiel malgré la maturité du marché.

Vous avez lancé un programme de Renouveau de l'identité visuelle (RVI). De quoi s'agit-il ?

La nouvelle identité visuelle OLA Energy est un symbole fort de changement tourné vers le progrès et le développement de notre secteur d'activité au moment où de nouveaux défis sont à relever. Le dynamisme et la modernité du RVI té-

moignent d'une entreprise qui évolue et innove dans un marché saturé. Notre programme de renouvellement d'image se poursuit sur tout le territoire du Cameroun et concernera 47 stations-service en 2021. À la fin de cette année, toutes les stations-service revêtiront les couleurs de la nouvelle identité de OLA Energy.

À part le revamping de vos stations-service vous avez aussi diversifié votre offre en entreprenant des partenariats stratégiques avec des marques internationale reconnues, pouvez-vous nous en dire davantage ?

La station-service est notre cœur de métier chez OLA Energy Cameroon, elle demeure un véritable lieu de vie, raison pour laquelle nous avons choisi de diversifier notre offre pour être toujours plus proche des besoins de notre clientèle.



Lors de la signature du contrat de partenariat avec Pizza Hut...



... et avec le partenariat Autohaus.



Célébration de la Journée internationale de la femme le 8 mars 2021.

Nous avons signé des partenariats pour la restauration avec des marques internationales de renom telles que Pizza Hut et O'Good Food ainsi que des enseignes locales reconnues comme la Brûlerie Moderne et le Groupe Kahil, propriétaire de la Marquise au Cameroun.

Enfin, et afin d'étoffer notre offre, nous avons conclu des accords avec de grandes banques au Cameroun, dont la SCB, Ecobank, Afriland et Banque Atlantique pour les services financiers, SPAR pour les supermarchés, et enfin Autohaus représentant exclusif de VW pour les centres de maintenance automobile.

Quelle est l'importance des nouvelles technologies ?

Dans un environnement de plus en plus complexe, concurrentiel, marqué par la COVID-19, et des modes différents de déplacement et de consommation, il nous a semblé primordial de digitaliser notre offre de produits et services à travers des applications dédiées, à l'instar de l'application OLA Gaz Express. Cette dernière va permettre à nos clients de commander leurs bouteilles de gaz en ligne et, selon leur convenance, de récupérer leurs achats en station ou se faire livrer directement à domicile. Outre la livraison, l'application intègre toutes les offres promotionnelles en vigueur, le suivi des commandes et les informations de sécurité relatives à l'usage du gaz domestique. D'autres projets de digitalisation sont en cours.

Nous avons également décidé d'avoir une présence à la fois accrue et continue sur les réseaux sociaux, dont Facebook et LinkedIn, deux relais de communication incontournables qui nous permettent d'échanger et de discuter avec nos clients et d'être à l'écoute de nos communautés.

La société est très présente dans le développement sociétal. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Nous continuons de soutenir les communautés locales à travers diverses actions caritatives telles que notre donation à l'association Actions - Puits pour tous les peuples permettant de scolariser les enfants en détresse du village de Zalom.

Nous renouvelons notre engagement de soutenir fermement l'autonomisation de la femme camerounaise. À l'occasion de la célébration de la journée internationale de la femme du 8 mars 2021, nous avons organisé un événement en collaboration avec la Société camerounaise des dépôts pétroliers (SCDP). Les participantes ont bénéficié d'une formation académique et pratique sur les invariants dépôt et station-service et ont aussi pris part à des ateliers pratiques sur l'autodéfense ainsi que la gestion des agressions.

Cette journée a été également célébrée sous les emblèmes d'inclusion et de la diversité en intégrant des femmes albinos et à mobilité réduite à des stages de formations professionnelles afin de mieux faciliter leur insertion à la vie professionnelle.

Enfin, avec le concours du cabinet Afrique Empowerment, OLA Energy Cameroon a également lancé une initiative d'autonomisation qui vise à

« Nous visons pour nos clients une expérience d'achat différenciée qui se veut qualitativement excellente, plus proche des clients et globalement plus séduisante que les offres existantes en intégrant en priorité l'efficacité énergétique. Avec la refonte de notre image et la digitalisation nous allons concrétiser notre promesse de proximité et fluidifier davantage la relation client. Promesse qui sera tenue grâce au développement de notre réseau, une meilleure expérience client, des partenariats d'excellence visant la multiplication des services en station dont l'ouverture de boutiques de proximité, la mise en place de centres d'entretien de véhicules, la restauration rapide, les services bancaires ainsi que l'introduction du digital et de l'automatisation dans toutes nos stations-service. »



Donation à l'Association Actions - Puits pour tous les peuples sous le haut patronnat SE le Ministre des Affaires Sociales et la présence d'honneur de SE le Ministre de l'Eau et de l'Énergie.



Initiative d'autonomisation des managers d'aujourd'hui à diriger demain avec le cabinet Afrique Empowerment.

préparer les managers d'aujourd'hui à diriger demain. Il s'agit d'un programme de formation et d'échange d'expériences qui s'étale sur 11 mois.

Ces actions illustrent et témoignent de l'engagement de OLA Energy Cameroon dans le développement sociétal du pays en choisissant la formation et l'éducation comme vecteurs de progrès.

OLA ENERGY CAMEROON S.A.

SIÈGE SOCIAL

144, rue Joffre Akwa - B.P 4058 - Douala
Tél. : + 237 233 43 51 00 / 237 696 226 107

E-mails : cmr.sales.marketing@oilibya.com
info.cameroun@olaenergy.com (version française)
info.cameroun@olaenergy.com (version anglaise)

6 autres bureaux et sites dans les principales villes du pays : Yaoundé, Douala, Bafoussam, Garoua, Bertoua.

JAMG - PHOTOS : DR.



MABOUP

Le « ndze ndop » a été créé à Ndop, une localité de la commune du même nom dans la région du Nord-Ouest.

100 % pur ndop

Dans le sillage du wax, ce tissu traditionnel est plébiscité par les créateurs. Mais le savoir-faire nécessaire à sa réalisation reste menacé.

FRANCK FOUTE, À YAOUNDE

À l'origine, cette étoffe bleue servait de monnaie d'échange entre les peuples de l'est du Nigeria ainsi qu'entre ceux du nord et de l'ouest du Cameroun. Rare et original, le ndop est devenu au fil des ans le symbole de l'ethnie bamiléké. Cantonné pendant longtemps aux sociétés secrètes et aux cérémonies rituelles, ce tissu a depuis dépassé les usages traditionnels auxquels il était assigné.

L'époque où il fallait se rendre dans les régions froides et montagneuses des Grassfields, dans l'ouest du pays, pour apprécier l'originalité de ses motifs – souvent des animaux stylisés ou des formes géométriques –, sa texture caractéristique ou encore ses

coutures apparentes, qui rappellent qu'il s'agit d'un produit artisanal, est bel et bien révolue. Désormais, le ndop, que les teinturiers appellent aussi royal, ou juju, et ses déclinaisons s'affichent partout : lors d'événements, dans la rue, et même sur les bouteilles de bière. L'étoffe connaît un nouvel âge d'or, qui traverse d'ailleurs les frontières camerounaises.

En 2018, la maison de luxe française Hermès dévoilait ainsi une nouvelle collection de foulards en soie présentant des couleurs et des motifs reprenant ceux du ndop. Appropriation culturelle ou promotion d'un savoir-faire ancestral ? Les sociétés bamiléké et camerounaise sont divisées sur la question. Pour Herman Yongueu, il s'agit d'un « faux débat ». Depuis →



PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLEVAGE-CAMEROUN

Substitution des importations laitières

La solution de l'acquisition et de la cession des vaches laitières performantes à des privés

Des organisations de producteurs des régions de l'Adamaoua, de l'Extrême Nord et du Centre ont reçu des vaches laitières de haute performance le 23 février 2023 à Louguéré près de Garoua.

1 64 vaches laitières sont désormais entre les mains des organisations de producteurs, OP. Il faut y adjoindre plus de 120 veaux et vèles accompagnateurs. Ces vaches ont satisfait aux exigences d'acclimatation à la canicule et de transition alimentaire. Les animaux rétrocédés sont tous issus du premier noyau de génisses gestantes arrivé au Cameroun par vol spécial le 3 octobre 2020. L'initiative est du gouvernement en partenariat avec la Banque mondiale. L'objectif est de contribuer à l'augmentation de la production laitière nationale. Elle s'opère au moyen de la réduction des importations des produits laitiers. Cette option suppose l'acquisition des animaux performants sur le plan génétique et d'autres améliorations d'ordre sanitaire, alimentaire et marchand. Le gouvernement via le Projet de développement de l'élevage, PRODEL, entend aboutir à un veau par vache à l'année et à des périodes de lactation d'environ 300 jours.

Les OP bénéficiaires sont celles dont les plans d'affaires ont fait l'objet d'une validation préalable par les Comités régionaux de présélection,



Ministre de l'Élevage avec un parterre de personnalités.

CRPS. Chaque récipiendaire a mobilisé une contrepartie financière de 40% car l'État assume 60% des dépenses. Une génisse gestante, en acquisition et transport par avion, vaut trois millions quarante mille de francs CFA, coûts d'acclimatation exclus.

Les préparatifs de l'arrivée d'une deuxième vague de 165 génisses gestantes au Cameroun sont avancés. Ces animaux performants iront chez les autres OP en retard en ce moment en matière de mobilisation de leur contrepartie, si jamais elles se rattrapent pour s'inscrire dans la cohérence du mode opératoire du PRODEL.

D'autres OP de la filière lait sont encouragées à se faire identifier à l'effet de bénéficier des dotations de la deuxième vague. Il s'agit de renseigner une fiche d'identification d'idées de projet à retirer dans les bureaux du PRODEL ou dans les délégations départementales de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales.



Tout le bonheur des bénéficiaires auprès du Coordonnateur national PRODEL.

Comprendre les enjeux liés à l'augmentation de la production camerounaise

La stratégie d'amélioration génétique cumule l'importation des génisses gestantes avec les inséminations artificielles dans le but de diffuser des vaches performantes et de réduire le déficit de lait au Cameroun.

Le Cameroun essuie un déficit de 120.000 tonnes de lait par an. Il a produit 239.000 tonnes en 2017. Le pays enregistre une marge de progression de 7% par an. Ces efforts ne suffisent pas. Ils imposent des importations de lait. Ces dernières ont un contre-coup sur la balance commerciale, soit une saignée de 31 milliards de francs CFA en 2015. Aussi les pouvoirs publics s'arment-ils de courage pour inverser la tendance des importations de lait via une intensification de la production locale ; laquelle se structure ainsi à sortir de l'informel au moyen du désenclavement des bassins de production et de l'exploitation du réseau des mini-laiteries. En réalité, les vaches laitières de race locale se limitent le plus souvent à cinq litres de lait par jour. Les Montbéliardes



Montbéliardes à la mangeoire de Louguéré.

multiplient ce chiffre par cinq. Elles feront gagner cinq points de plus dans le pourcentage global. L'importation et la cession des vaches laitières participent de l'engagement pris par le Ministre de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales en 2016 : année du lait au Cameroun. Dr Taïga prenait alors sur lui de relancer la production laitière. Cette démarche avait même bénéficié, la même année, d'une élaboration encore plus ouverte des pistes de solution. C'était lors du forum sur « les enjeux du développement de la production laitière locale ».

Tél.: (237) 677 34 93 66 - 699 20 25 96

E-mail : info@prodel.cm - Site : www.prodel.cm

Investir pour moderniser et rentabiliser son élevage



Une couturière en pleine confection de l'étoffe.



Herman Yongueu, de l'association Sauvons le ndop.

→ bientôt trois ans, ce comptable de 34 ans s'est donné pour mission de défendre la célèbre étoffe à travers son association Sauvons le ndop, qui a pour but de vulgariser auprès des jeunes cet héritage culturel.

Fibres de raphia

L'une des principales menaces qui pèsent sur cette tradition est la perte du savoir-faire nécessaire à sa fabrication. Dans sa forme originelle, le tissu est réalisé à partir de fibres de raphia. Ces minces rubans d'environ 5 centimètres de large, appelés gabaga, présentent des caractéristiques similaires à celles du coton écriu. Ils sont ensuite cousus bord à bord pour former des pièces décorées de large dimension.

Sur chacune, un maître-artisan trace, à l'aide d'une fourche de bambou taillé et trempé dans une encre élaborée à partir de suie, les grandes lignes composant les motifs. Ces symboles sont ensuite cousus de fils de raphia d'un point serré.

La suite du processus se déroule dans le nord du pays, principalement à Garoua. Des artisans laissent le tissu

baigner dans une première solution pendant environ vingt heures, pour le plonger ensuite dans un bain de teinture bleue, où il restera durant une dizaine d'heures. Il est ensuite essoré et séché. Selon les spécialistes, l'exposition au soleil entraînerait l'oxydation de la teinture, donnant ainsi la nuance bleue finale recherchée. Pour finir, les coutures sont retirées.

C'est un travail long et fastidieux : achever la réalisation d'une bande à motifs très larges de près de 15 mètres de long peut demander près de un mois. « La technique de production du ndop s'est toujours transmise de père

en fils. Malheureusement, les jeunes des villages ont adopté un mode de vie citadin et préfèrent désormais des activités qu'ils jugent plus lucratives, telle la moto-taxi. Si personne ne prend le relais, ce savoir-faire va se perdre », regrette Herman Yongueu.

Première victoire

De fait, l'étoffe est souvent confondue avec le wukari (ukara), son ancêtre nigérian, ou avec sa déclinaison industrielle aux motifs parfois quelconques. « Nous devons enseigner aux plus jeunes comment reconnaître le pagne originel. Car ce n'est pas qu'un simple tissu, il porte aussi des valeurs religieuses, sociales, rituelles et politiques nécessaires à la cohésion sociale des peuples de l'Ouest », affirme Paul Simo, conseiller à la chefferie de Bandjoun.

Pour Herman Yongueu et son association, l'objectif est de protéger ce patrimoine en le faisant reconnaître par des agences internationales comme l'Unesco. En 2020, le collectif a obtenu une première victoire avec l'introduction du ndop au patrimoine national camerounais. **DA**

**CE N'EST PAS QU'UNE
SIMPLE ÉTOFFE. IL PORTE
AUSSI DES VALEURS
RELIGIEUSES, SOCIALES,
RITUELLES ET POLITIQUES
NÉCESSAIRES À LA
COHÉSION DES PEUPLES
DE L'OUEST.**

Derrière un mur peut se cacher un trésor

Ce que vous devriez voir...



Ce que vous voyez



De magnifiques espaces de travail et de vie,
au coeur de la ville de Douala.

N'attendez plus pour découvrir nos INTÉRIEURS

RÉSERVEZ SUR :

www.hotel-akwa-palace.com

Tél. : +237 233 42 26 01 / 233 43 39 16

sce.reservations@hotel-akwa-palace.com

**AKWA
PALACE**
DOUALA

Feel of Luxury

Hôtel Akwa Palace Douala
920 Bd de la Liberté – Douala

f in @ akwapalacehotel

François Nkémé

Fondateur des éditions Proximité

« Nous devons faire émerger nos propres talents »



MABOUP POUR JA

Dans la bibliothèque de sa maison d'édition, à Yaoundé.

Les écrivains locaux peuvent-ils profiter du succès de la romancière Djaili Amadou Amal? Le premier éditeur de la finaliste du prix Goncourt 2020 veut croire à une renaissance.

FRANCK FOUTE, À YAOUNDÉ

Quatre ans après la première publication des *Impatientes*, le roman de l'écrivaine Djaïli Amadou Amal, finaliste du prix Goncourt et vainqueur du Goncourt des lycéens 2020, François Nkémé savoure encore un succès inattendu. En 2017, ce sont les éditions Proximité, la maison qu'il a

créée en 2002, qui faisaient découvrir pour la première fois ce roman sous le titre *Munyal, les larmes de la patience*.

Après la réédition de l'œuvre en France par les éditions Emmanuelle Colas, en 2019, l'auteure obtient une série de distinctions. Depuis, près de 10 000 exemplaires de ce roman ont été vendus sur le continent, où Proximité a gardé les droits de diffusion. →

Eneo Cameroon : 100 milliards de francs CFA pour accélérer le développement du service de l'électricité



Levés auprès de 8 banques camerounaises, les 100 milliards de francs CFA couvrent presque le cinquième des besoins en financement de tout le plan d'investissements d'Eneo Cameroon, évalués à 521 milliards de francs CFA pour la décennie 2021-2031. Conséquemment, cette première tranche va principalement soutenir les chantiers de 2021 et 2022.

Eneo, qui jusqu'ici a investi autour de 30 milliards de francs CFA chaque année, va pouvoir investir davantage. Pour étendre la durée de vie des barrages dont elle a la charge, développer des énergies renouvelables, renforcer et étendre le réseau de distribution, notamment avec un mix de poteaux bois et béton, brancher plus de familles et moderniser l'activité commerciale et la relation client.



Pour Eric Mansuy, Directeur Général d'Energy of Cameroon (Eneo), « Ce financement, issu d'une opération exceptionnelle, contribuera à répondre à la demande intérieure croissante de l'électricité. Ce qui devrait se traduire à terme par une baisse des coupures vues par les clients et une expérience positive. Nous apprécions le soutien des institutions de la République du Cameroun qui ont à cœur de soutenir et faire avancer le secteur de l'électricité, partagent notre engagement et mettent en place des conditions de facilitation. Notre action s'inscrit dans le cadre d'une collaboration permanente avec les Institutions et l'Etat camerounais, en droite ligne avec la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030. »

L'opération a été facilitée par le retour progressif de la confiance dans le secteur de l'électricité. La prorogation par le Président de la République de la durée de la concession de 2021 à 2031 en a été le premier signe, suivi par l'assainissement en cours des finances du secteur de l'électricité.

Conclue avec le soutien du groupe Actis, la transaction a été arrangée par CitiBank et Société Générale Cameroun, en partenariat avec six autres banques locales : BGFI, Afriland First Bank, ECOBANK, BICEC, CBC et SCB Cameroun.

La cérémonie de signature de la convention entre Eneo et ses banques partenaires s'est déroulée le 03 février 2021 à Yaoundé, sous la présidence du Ministre de l'Eau et de l'Energie, Gaston Eloundou Essomba qu'accompagnaient ses collègues Louis Paul Motaze, Ministre des Finances, et Alamine Ousmane Mey de l'Economie, la Planification et l'Aménagement du Territoire.

Eneo est fière de continuer à travailler avec l'Etat du Cameroun et les principaux acteurs du secteur, afin de restaurer davantage l'équilibre financier du secteur. Cela devrait également être de nature à rassurer encore plus les bailleurs de fonds, et partant, faciliter le financement de l'ensemble du programme d'investissement sur lequel Actis s'est engagé.



→ **Jeune Afrique : Pourquoi avez-vous créé votre propre maison d'édition en 2002 ?**

François Nkémé : Nous avons créé cette maison pour permettre aux auteurs locaux de se faire éditer. Au Cameroun, avant les années 2000, les quelques maisons d'édition qui existaient étaient principalement réservées aux manuels universitaires, à l'exception notable des éditions Clés. Il y avait donc un besoin fort pour une maison centrée sur la littérature, qui soit proche des auteurs camerounais. C'est la raison pour laquelle notre maison s'appelle Proximité.

Dans le même temps, nous souhaitons aussi nous ouvrir au monde et proposer au Cameroun des ouvrages qui rencontrent le succès ailleurs. C'est la raison pour laquelle nous avons rejoint l'Alliance internationale des éditeurs indépendants, qui dirige la collection « Terres solidaires ». Par ce biais, nous avons pu republier des auteurs camerounais comme Mongo Beti, Leonora Miano, Mutt-Lon, dont les livres avaient déjà été publiés en France avec un certain succès.

Publier des romans, c'est une activité rentable ?

La question ne doit pas être regardée uniquement sous l'angle économique. Publier de la littérature en Afrique, c'est avant tout une question de passion. Les dimensions sociale et culturelle de notre travail sont aussi très importantes. Cela dit, ceux qui publient des livres scolaires s'en sortent car c'est un marché sûr. Ce n'est pas forcément le cas pour nous, qui sommes spécialisés en littérature [poésie, fiction...]. L'équilibre financier est plus précaire. Pour gagner en rentabilité, nous devons être très exigeants sur la qualité des ouvrages et surtout améliorer leur distribution.

Dans ce contexte, vos auteurs parviennent-ils à vivre de leur travail ?

Ce n'est pas propre à l'Afrique, mais si l'éditeur ne fait pas suffisamment de profits, il lui est difficile d'offrir aux auteurs de quoi vivre de leur plume. Dans le monde, rares sont finalement

les écrivains qui y parviennent. Au Cameroun, les ventes restent limitées. On pourrait les augmenter si nos titres étaient aussi achetés par les réseaux de bibliothèques scolaires et communales. Cela nous permettrait de faire passer certains de nos tirages de 1000 exemplaires à 10 000, voire plus, et ainsi baisser nos coûts, mais aussi le prix des livres pour les rendre plus accessibles. Il y a du travail à faire.

Les livres restent trop chers pour la plupart des Camerounais ?

Absolument. Les prix sont une énorme barrière. Mais grâce à l'Alliance internationale des éditeurs indépendants et à sa collection « Terres solidaires », nous avons pu vendre des romans, théoriquement affichés à 15 000 ou 20 000 F CFA, entre 2 500 et 3 000 F CFA, comme ce fut le cas pour *La Saison de l'ombre*, de Leonora Miano.

Vous avez découvert Djaïli Amadou Amal, mais il a fallu attendre qu'elle soit distinguée en France pour qu'elle connaisse aussi le succès au Cameroun. Comment faire émerger les auteurs africains ?

Il faudrait qu'il y ait une tradition de prix littéraires, et que les médias et le grand public les prennent au sérieux. Combien de programmes littéraires avons-nous sur nos petits écrans ? Regardez comment la musique est diffusée sur toutes les chaînes de télé et à longueur de journée... Nous devons travailler à faire de nos auteurs des valeurs, des stars. C'est vraiment dommage qu'Amal gagne le prix Goncourt des lycéens avant de pouvoir se faire connaître dans son pays, où elle écrit pourtant depuis dix ans.

Nos institutions littéraires ne fonctionnent pas bien. On a tous intérêt à

se mobiliser pour cette cause. Ailleurs, on a compris l'importance du livre. Ici, nous attendons toujours le soutien dont ce secteur a besoin.

Quel est l'impact des nouvelles technologies sur l'édition ?

La mutation est irréversible. Notre génération était celle du papier, mais actuellement il y a un basculement vers le numérique. Les éditeurs doivent suivre le mouvement sous peine d'en subir les conséquences. En Afrique, nous traînons encore un peu, mais la plupart des éditeurs ont le minimum : des sites web, des plateformes telle Youscribe pour la diffusion des livres...

Il subsiste cependant des obstacles, comme le fait de pouvoir vendre nos livres à l'étranger et ensuite de rapatrier les fonds au Cameroun sur un compte local. Le système bancaire doit s'adapter. Localement, l'usage des comptes mobiles peut également doper les ventes, mais là aussi il faut davantage sécuriser ces transactions pour éviter le piratage.

Comment se passe la cohabitation entre éditeurs étrangers et éditeurs locaux au Cameroun ?

Dans le domaine de la littérature, le marché reste très ouvert, et les éditeurs étrangers ne font pas d'ombre aux locaux. La situation est très différente pour les livres scolaires. Le problème est que, dans la plupart des pays africains, ce sont ces ouvrages qui soutiennent l'industrie du livre. Quand les éditeurs étrangers prennent 70 % ou 80 % du marché, sans jamais publier de littérature, ils empêchent les auteurs locaux de trouver leur public. C'est ce type de concurrents que nous ne voulons plus voir, et nous devons nous faire entendre sur ces questions. **JA**



**IL Y A UN BASCULEMENT VERS LE NUMÉRIQUE.
LES ÉDITEURS DOIVENT SUIVRE LE MOUVEMENT
SOUS PEINE D'EN SUBIR LES CONSÉQUENCES.**

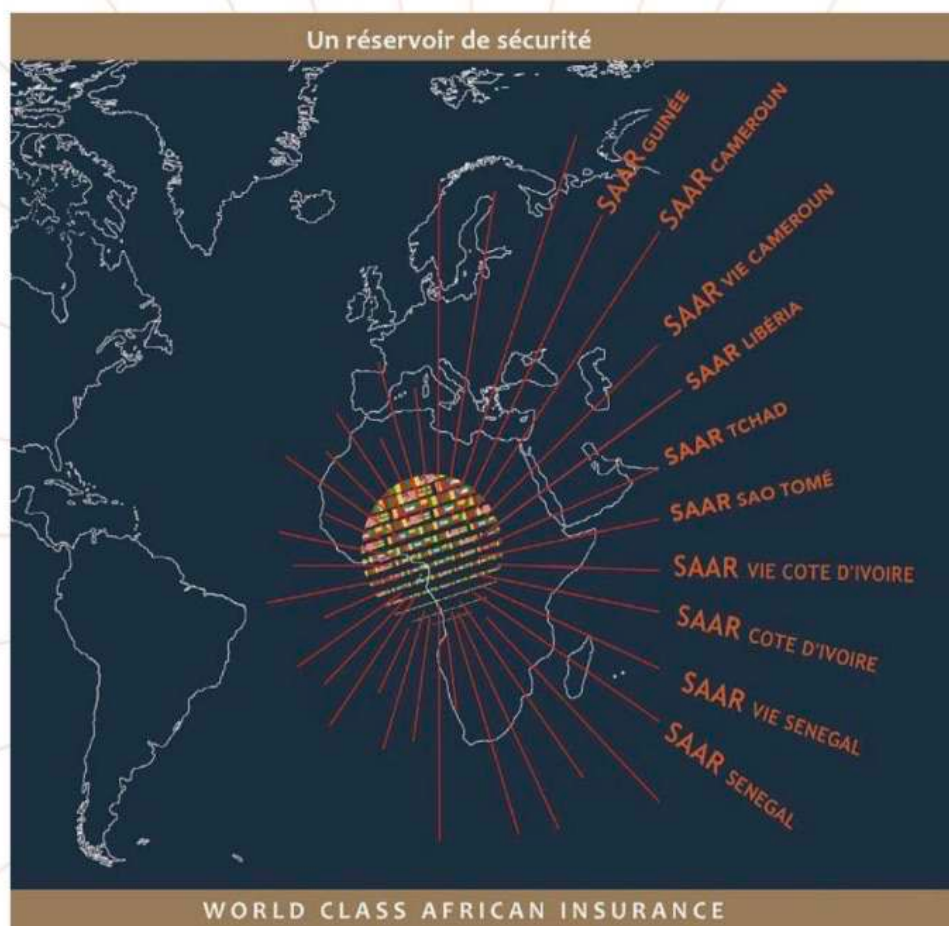


« Notre offre multicanal garantit à nos clients une qualité de service optimale »



Léopold Georges Kagou,
Directeur Général
du Groupe SAAR ASSURANCES

Le Groupe SAAR ASSURANCES œuvre depuis plus de 30 ans à offrir à ses clients des solutions innovantes adaptées à leurs environnements respectifs.



Cameroon

P.O. Box 1011 Douala
contact@saar-assurances.com
Tél. : (+237) 233 43 17 65
(+237) 233 43 92 00
Fax : (+237) 233 43 17 59



Guinée

P.O. Box 3880 Conakry
saarguinee@saar-assurances.com
Tél. : (+224) 623 29 55 94
(+224) 656 20 00 03
(+224) 662 00 55 55



Tchad

P.O. Box: 6089 DJAMENA
saartchad@saar-assurances.com
Tél. : (+235) 22 52 09 80
Fax : (+235) 22 52 09 83



Libéria

P.O. Box 1677 Monrovia
saar_liberia@saar-assurances.com
Tél. : (+231) 776 44 35 29
Fax : (+237) 880 987 680



Sénégal

P.O. Box 1359 Dakar
saar_senegal@saar-assurances.com
Tél. : (+221) 33 889 87 87
Fax : (+221) 33 889 04 49



Côte d'Ivoire

P.O. Box 6928 Abidjan 01
saarci@saar-assurances.com
Tél. : (225) 22 50 81 50
Fax : (225) 22 50 25 12



São Tomé & Príncipe

P.O. Box 292 Sao Tome
saarstp@saar-assurances.com
Tél. : (+239) 22 26 162
(+239) 22 43 550
Fax : (+239) 22 26 160

Aujourd'hui, au sein du Groupe SAAR, nous assumons pleinement les défis de notre temps. Nos clients passent de plus en plus de temps sur les terminaux mobiles, connectés sur internet. Cela induit des changements dans la manière de s'adresser à eux, d'où notre option pour la transformation digitale.

Par le biais d'une offre multicanal, nous garantirons à nos clients une qualité de service optimale, à travers les nouveaux terminaux.

Dans nos points de vente, le client aura à sa disposition des équipements optimisés qu'il pourra lui-même utiliser afin de souscrire personnellement sa police ou remplir ses déclarations de sinistre.

Porté par la vision de World Class African Insurance, le Groupe SAAR reste à l'écoute de sa clientèle et tient au succès de ce nouveau contrat de performance qu'il propose dans l'ensemble de son réseau international.

Humeur

Où sont les femmes?



Georges Dougueli

Si le décibel était une unité de mesure, les Camerounaises, si enthousiastes à manifester de manière festive chaque 8 mars, lors de la Journée internationale des droits des femmes, se distingueraient parmi les Africaines les plus épanouies. Mais, dans le miroir de la Banque mondiale, le contraste est saisissant. Le Cameroun n'y occupe que le 39^e rang du classement des meilleurs promoteurs des droits des femmes sur le continent.

Ne soyons pas injustes : l'État a consenti de grands efforts en la matière en ratifiant plusieurs accords et traités au niveau africain et au niveau mondial : la convention pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, la Plateforme de Beijing, le Protocole de Maputo, etc. Des changements profonds s'opèrent dans cette société corsetée par les conservatismes. Ainsi, depuis qu'Antoinette Justine Zongo a été nommée préfète, en 2012, ce corps de l'administration n'est plus exclusivement masculin. Ces deux dernières années, 18 femmes l'ont intégré, dont deux ont accédé à cette fonction.

Les directions de plusieurs entreprises publiques ont connu la même évolution. L'opérateur de télécoms Camtel est ainsi dirigé par Judith Yah Sunday Achidi, et la Société nationale de raffinage (Sonara) a enregistré la promotion de Bertha Ndoh à la tête de son conseil d'administration, tandis que Véronique Mompéa Mbio dirige la Société camerounaise de dépôts pétroliers (SCDP).

Reste que mixité, égalité et parité ne sont pas des causes nationales, tant s'en faut. Les décideurs montrent peu d'empressement à user des instruments juridiques censés promouvoir les droits des femmes. La société semble s'accommoder de discours exprimant librement des stéréotypes sexuels. Et les femmes elles-mêmes hésitent entre désir d'émancipation et respect des rôles qui leur sont assignés.

Faiblement représentées dans les cercles du pouvoir, elles font peu entendre leur voix. Conséquence, des millions de femmes en situation de sous-emploi passent sous les radars de l'État et ne perçoivent pas d'aides. En outre, les politiques publiques font bien peu pour leur faciliter l'accès aux soins de santé ou aux microcrédits lorsqu'elles souhaitent se lancer dans l'entrepreneuriat.

Si le dispositif d'assistance aux filles-mères était efficient, il éviterait aux plus indigentes d'entre elles d'être retenues dans les hôpitaux pour n'avoir pas acquitté les frais liés à leur accouchement.

Qu'elles soient agricultrices, vendeuses de produits vivriers ou entrepreneuses, les Camerounaises sont pourtant au cœur du réacteur de la « résilience » de l'économie nationale vantée par le président Paul Biya en ces temps de crise sanitaire. Bon point pour le secteur privé, qui vient d'élire une femme vice-présidente du patronat et d'en faire siéger deux autres au sein de son conseil d'administration. Selon une statistique non officielle, 40 % des chefs d'entreprise sont des femmes.

La sphère politico-administrative, en revanche, affiche presque crânement son retard. Aucune présidente de région n'a été élue en décembre dernier à l'issue des premières élections régionales de l'histoire du pays. Voilà qui rappelle douloureusement ce plafond de verre contre lequel se fracassent les ambitions des élues. Il va falloir attendre encore, comme plusieurs générations déjà de femmes réduites à jouer les seconds rôles.

Cause nationale

Éternellement pressentie au poste de Première ministre, Dorothy Njeuma a attendu en vain sa promotion. Pourtant, dignitaire respectée, elle avait été ministre de l'Éducation et *vice-chancellor* (rectrice). Comme si la marche était trop haute pour elle.

De même, s'agissant d'institutions comme le Sénat, l'Assemblée nationale, le Conseil constitutionnel, la Cour suprême, la Cour des comptes ou le Conseil économique et social, leurs rênes n'ont jamais été confiées à une personne de sexe féminin. Il en est également ainsi du secrétariat général de la présidence, des ministères des Finances, des Relations extérieures, de l'Administration territoriale ou de la Défense.

Au sein de l'armée, en dépit d'efforts entrepris pour établir plus de mixité, des limites demeurent. Ainsi, aucune femme n'a jamais pu accéder au grade de général. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ont pourtant des répercussions sur les objectifs de développement. Il est temps d'en faire une cause nationale. **JA**



Réponse COVID-19 au Cameroun :

Avec un financement de près 13,8 millions de dollars, la BID appui le Gouvernement du Cameroun dans sa lutte contre le Coronavirus en partenariat avec le PNUD.



La coopération entre le Gouvernement Camerounais et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) financée par la Banque Islamique du développement (BID) se renforce pour faire face à une deuxième vague du COVID-19 et des variants réputés plus virulents.



De gauche à droite, le Dr Manaouda Malachie, Ministre de la Santé Publique et le Dr Jean-Luc Stalon, Représentant résident du PNUD Cameroun

D'abord peu touché par la pandémie de coronavirus, le Cameroun subit maintenant une deuxième vague et fait face à de nouveaux variants réputés plus virulents. Selon l'Africa CDC, le Centre de contrôle et de prévention des maladies de l'Union africaine, le taux de mortalité lié à la pandémie de coronavirus en Afrique dépasse maintenant la moyenne mondiale.

En effet, les efforts conjoints entre le PNUD et le Gouvernement du Cameroun ont permis de mobiliser plus de 25 millions de dollars pour lutter contre le COVID-19. Entre autres, le PNUD a livré au Gouvernement des masques chirurgicaux ainsi que des équipements médicaux de survie tels que des appareils de radiographie, des thermomètres infrarouges, des pompes à perfusion, des combinaisons de protection, des gants et du désinfectant pour les mains.

Dans le même contexte, le Gouvernement du Cameroun a tissé d'importants partenariats notamment avec la Banque Islamique

de Développement (BID), la Banque Mondiale, l'Agence Française de Développement, le Fond Mondial et la BADEA.

Dans le cadre du partenariat tripartite entre le Gouvernement, la Banque Islamique de Développement (BID) et le PNUD, un financement de **13,8 millions de dollars** a été octroyé et a permis l'acquisition d'équipements essentiels pour le renforcement des systèmes de santé : **500 thermomètres électroniques frontaux laser, 30 appareils X-ray mobile, 500 concentrateurs O2, 150 oxymètres de pouls, 150 moniteurs, 162 ventilateurs, 100 moniteurs portables, 6 scanners, 15 ambulances médicales de type C, 10 ambulances médicales de type B, 1000 tensiomètres électriques ainsi que 10000 stéthoscopes.**

Depuis le début de la crise, le PNUD Cameroun appui le Gouvernement dans sa stratégie nationale de réponse pour lutter contre la pandémie du COVID-19. L'appui apporté par le PNUD permet un renforcement de

Les efforts conjoints entre le PNUD et le Gouvernement du Cameroun ont permis de mobiliser plus de 25 millions de dollars pour lutter contre le COVID-19

la résilience du système de santé, le maintien de la continuité des services publics, le renforcement de la coordination multisectorielle de la réponse et du relèvement socioéconomique des populations les plus affectées et des couches les plus vulnérables.

L'appui du PNUD contribue également à garantir que la réponse soit structurée, équitable et inclusive, pour que personne ne soit laissé de côté et que le Cameroun puisse continuer de progresser dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable. Le Gouvernement du Cameroun, ainsi que ses partenaires se penchent désormais sur la question du vaccin contre le COVID-19 et le PNUD entend appuyer le Gouvernement du Cameroun dans la gestion fiduciaire et la bonne gouvernance du vaccin.



Réception de 10 ambulances remises au gouvernement du Cameroun par le PNUD et la BID

United Nations Development Programme (UNDP)
N° 1232 Immeuble Mellopolis, Rue 1794, Ekoudou, Bastos
BP 836 Yaoundé – Cameroun
Email : communication.cm@undp.org
Tél. : (+237) 222 20 08 00 - 222 20 08 01

www.cm.undp.org



ANGOLA

La mission impossible de « JLo »

Élu sur la promesse d'être l'homme du miracle économique, João Lourenço se trouve engagé dans une course d'obstacles – dette, privatisation, Covid-19 – et fait face au feu des critiques, y compris de son propre camp.

ESTELLE MAUSSION

Il a accepté une « mission impossible » – réformer l'économie angolaise –, sauf que, contrairement à l'agent Ethan Hunt (joué par l'acteur américain Tom Cruise), il n'est pas sûr de réussir à l'accomplir. Telle est la situation dans laquelle se trouve João Lourenço, le président de l'Angola, deuxième producteur de pétrole du continent derrière le Nigeria. Arrivé au pouvoir en 2017 en promettant d'être « l'homme du miracle économique angolais », le successeur de José Eduardo dos Santos, issu comme lui du MPLA, fait face à de grandes difficultés. Alors que le pays a enregistré en 2020 la pire récession (- 5,1 %) depuis son indépendance et la cinquième année consécutive de recul de son PIB, il voit sa production d'or noir décliner et son endettement se creuser tout en devant gérer les conséquences de la pandémie de Covid-19. « L'année 2020 a apporté beaucoup de souffrances », a reconnu le chef de l'État dans ses vœux au début de janvier. Mais « nous voyons la lumière au bout du tunnel [...], ce qui laisse espérer que 2021 soit l'année de la reprise économique », a-t-il ajouté, s'engageant à redoubler d'efforts. S'il bénéficie de soutiens étrangers, FMI en tête, « JLo » manque de relais en

interne pour défendre son action. Pourtant, le compte à rebours est lancé, les prochaines élections générales étant prévues en 2022...

Dans ce contexte délicat et alors que la dégradation par Fitch en septembre 2020 de la note de l'Angola à CCC (synonyme de risque de défaut) laissait craindre le pire, l'exécutif est parvenu à stabiliser la situation sur le plan macroéconomique. Principal motif de soulagement, il a obtenu du G20 et de la Chine, de loin son principal créancier avec une ardoise de quelque 20 milliards de dollars, un moratoire sur le remboursement de sa dette – qui a atteint un pic de 130 % du PIB à la fin de 2020. Ce répit, qui a permis à l'Angola d'éviter la catastrophe, lui offre une bouffée d'oxygène pour les deux années à venir, le moratoire courant jusqu'à juin 2021 avec le G20 et à la fin de 2022 concernant Pékin. Ces négociations ardues ont été menées par la ministre des

Finances, Vera Daves, cheville ouvrière de la politique de Lourenço.

« Alors que nous sommes pris dans un *perfect storm*, nous agissons sur trois fronts, la gestion de la dette, des recettes et des dépenses », a-t-elle souligné au début de mars lors du dernier Forum africain sur les finances publiques, organisé par la Commission européenne et le FMI, affirmant que cette adversité poussait l'administration à être plus efficace. À cela s'ajoutent d'autres signaux positifs sur les plans monétaire et bancaire, qui étaient très attendus alors que la monnaie nationale (le kwanza) dégringole depuis le début de 2018 et la libéralisation du système de change. Cette réforme, l'une des premières de l'ère Lourenço, a consisté à passer d'un régime fixe à un régime flottant, provoquant la dépréciation de près de 75 % du kwanza par rapport au dollar, et, par ricochet, le renchérissement de la dette publique (à plus de 80 % libellée ou indexée en devise étrangère) ainsi qu'une inflation galopante (25,1 % à la fin de 2020).

Assainissement en cours du secteur bancaire

Or, ces dernières semaines, la monnaie se stabilise, ce qui relâche la pression sur les prix, alors que le différentiel entre le taux de change officiel et le taux de change

informel ne cesse de se réduire, passé, selon le cabinet Eaglestone, d'un record de 150 % en décembre 2017 à 15 % à la fin de 2020. « Même si le processus est douloureux, l'accès aux devises s'en trouve facilité », commente un acteur pétrolier. Une autre réforme clé est aussi en marche : l'assainissement du secteur bancaire à travers la restructuration de deux établissements en déroute (BPC, la plus grande banque publique du pays, et BE, ex-Banco Espírito Santo Angola, filiale du groupe portugais éponyme) et l'obligation de recapitaliser pour les autres. Sur ces dossiers, c'est le gouverneur de la banque centrale (BNA), José Lima Massano, reconnu pour son expertise et apprécié à l'étranger, qui est à la manœuvre.

Cependant, le principal soutien de « JLo » demeure la communauté internationale, et en particulier le FMI. Ainsi, après avoir, en septembre 2020, augmenté à près de 4,5 milliards

SON PRINCIPAL SOUTIEN DEMEURE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE, ET EN PARTICULIER LE FMI, QUI, EN JANVIER, LUI A DÉLIVRÉ UN SATISFECIT.

Le président angolais, formé en URSS du temps de la guerre froide, à Moscou, en juin 2019.

MAKSYM BLINOV / SPUTNIK VIA AFP

de dollars le montant de son prêt, l'institution a délivré en janvier, dans son dernier rapport, un satisfecit à la présidence Lourenço. Quand bien même seuls deux des huit indicateurs de réformes structurelles ont été validés à la fin de 2020, le FMI a mis en avant les progrès réalisés sur les six autres, saluant notamment le projet de loi sur l'indépendance de la BNA, le lancement du programme de privatisations, l'instauration d'une taxe sur la valeur ajoutée et le règlement de 80 % des arriérés de paiement de l'État.

Salutaire remontée du cours du pétrole depuis le début de l'année

Les autres institutions ont emboîté le pas : la Banque mondiale doit apporter 500 millions de dollars, la Banque africaine de développement 200 millions, et Afreximbank a annoncé près de 1 milliard de dollars d'investissements dans le pays. Sans compter qu'un autre facteur externe joue en faveur de l'exécutif, à savoir la remontée du cours du pétrole observée depuis

le début de l'année. Le prix du baril avoisine désormais les 70 dollars, bien au-dessus du niveau (39 dollars) sur lequel l'Angola a établi son budget. « S'il se maintient à une moyenne de 60 dollars cette année, cela engendrera un surplus de recettes équivalent à 3 % du PIB », souligne Tiago Bossa Dionisio, spécialiste de l'Angola chez Eaglestone. Une bonne nouvelle qui serait plus que bienvenue.

Car, sur le plan interne, l'évaluation de l'action de João Lourenço est tout autre. Les critiques se multiplient, émanant sans surprise des partis de l'opposition, de la société civile et de la jeunesse, mais aussi, de façon plus voilée et néanmoins réelle, du parti présidentiel. Toutes pointent l'incapacité du gouvernement à enrayer le chômage (plus de 30 % de la population active, selon les chiffres officiels) et la pauvreté, autrement dit à convertir les avancées « macro » en améliorations des conditions de vie. Ce qui explique la multiplication des grèves et des manifestations, expression d'un mécontentement croissant.

Un paysage en pleine recomposition

L'arrivée au pouvoir de João Lourenço a mis fin à l'omniprésence de la famille dos Santos et bousculé les rapports de force au sein du parti présidentiel, le MPLA. Point d'étape.

LES GAGNANTS

O. ALMEIDA / GLOBAL IMAGES



Vera Daves

Inconnue du grand public jusqu'à sa nomination comme ministre des Finances, en octobre 2019, cette trentenaire, première femme à ce poste, occupe désormais le devant de la scène. Négociatrice du moratoire de la dette, interlocutrice du FMI, détentrice des clés du coffre angolais, elle a aussi intégré le bureau politique du MPLA. L'étoile montante de la nouvelle génération ?

Edeltrudes Costa

Malgré le changement de président, il a conservé toute son influence, un véritable tour de force. Cheville ouvrière des élections de 2008 et de 2012, promu ministre d'État par José Eduardo dos Santos, ce juriste,

fin connaisseur des dossiers sensibles du régime, est le directeur de cabinet et surtout l'homme de confiance de João Lourenço. À preuve, ce dernier ne l'a pas lâché alors même que des soupçons de corruption l'exposent à la vindicte populaire.

Luís Nunes

C'est peu de dire qu'il a le vent en poupe. Entrepreneur incontournable du sud du pays, dont le groupe diversifié (BTP, agro-industrie, énergie) Omatapalo est installé à Lubango (province de Huíla), il a basculé en politique à la demande de Lourenço. Nommé gouverneur en 2018 et salué pour son dynamisme, il a été propulsé au début de mars à la tête d'une autre province, la stratégique Benguela, deuxième centre économique du pays.

LES PERDANTS

José Filomeno dos Santos

Il a été le premier des dos Santos à tomber, avec sa condamnation, en août 2020, à cinq ans de prison pour fraude, blanchiment d'argent et trafic d'influence. Ancien patron du fonds souverain du pays, nommé à ce poste par son père, le fils de José Eduardo dos Santos paie pour avoir participé à une tentative d'escroquerie qui aurait permis de détourner 1,5 milliard de dollars d'argent public. Des faits qu'il nie, ayant fait appel de la décision.

ZUMA PRESS.COM



Isabel dos Santos

Autrefois incarnation de la réussite des dos Santos sur le plan international, la fille aînée de l'ancien président est tombée de son piédestal. Vivant

Le secteur privé est lui aussi sceptique, déplo- rant, malgré les efforts déployés, la persistance des difficultés d'accès au crédit et les lourdeurs de la bureaucratie. « Même en reconnaissant que João Lourenço fait face à un contexte et à un héritage très compliqués, on aurait pu espé- rer de meilleurs résultats, surtout au niveau social. Or les réformes engagées vont prendre du temps et n'auront que peu d'incidence sur ce plan à court terme », commente Daniel Ribant, ancien banquier, très bon connaisseur de l'Angola. D'où l'échec du président – qui ambitionnait en 2017 de faire de la province de Benguela, deuxième pôle économique du pays après Luanda et principale ville du Sud, la « Californie de l'Angola » – à convaincre la population que le pays est sur la bonne voie. Cela d'autant plus que la mise en œuvre des réformes présente des failles. C'est le cas de la croisade anticorruption, promesse phare de campagne, qui tourne au règlement de comptes politique contre la famille dos Santos, et de la récupération des actifs illégalement investis à

l'étranger, avec un bilan de 5 milliards de dollars collectés, soit un cinquième du montant total estimé des évasions. Autre point de crispation, le monde pétrolier, s'il se félicite de la réactivité du ministre de tutelle Diamantino Azevedo, pointe les contradictions de la nouvelle loi sur le « contenu local » visant à encourager l'em- ploi de main-d'œuvre angolaise. En imposant dans certains cas le recours à des sous-traitants 100 % locaux, et non plus seulement majoritai- rement nationaux, elle risque de dissuader les investissements étrangers, pourtant indispen- sables au maintien de la production (environ 1,2 million de barils par jour) et à l'amélioration de la compétitivité.

Le constat est aussi mitigé concernant le plan de privatisations. Certes, il a permis d'enclen- cher le dégraissage de la compagnie nationale de pétrole Sonangol, dont une cinquantaine d'actifs, pour beaucoup non pétroliers, sont à vendre, et de récupérer, via la cession de PME et d'usines de petite et moyenne taille appar- tenant à l'État, environ 500 millions de →

désormais entre Londres et Dubaï, elle a vu ses actifs gelés (banque, énergie, télécoms, distribution...) en Angola puis au Portugal. Très com- bative, elle croise le fer dans les tri- bunaux angolais et étrangers pour en récupérer la maîtrise, tout en défendant sa réputation écornée par les « Luanda Leaks ».

Carlos Manuel de São Vicente

Outre les dos Santos, la croisade anticorruption de Lourenço a tou- ché une autre grande famille du MPLA, celle du premier président du pays, Agostinho Neto. Son gendre, patron de l'ex-compagnie d'assurances AAA Seguros SA, est soupçonné par les justices suisse et angolaise de blanchiment d'argent. La première a gelé 900 millions de dollars sur ses comptes – chiffre qui a choqué l'opinion publique. La seconde l'a placé en détention pro- visoire en attendant de décider de son sort. Désarroi familial, partisan et national.

LES RESCAPÉS

Leopoldino Fragoso do Nascimento

Avec le général « Kopelipa » et l'ancien vice-président Manuel Vicente, il for- mait le trio le plus puissant d'Angola sous l'ère dos Santos, surnommé les « Irmão Metralha », les « Rapetou », en français. Proche conseiller de l'ex-chef de l'État et propriétaire du groupe Cochan, le général « Dino » est visé par la justice angolaise pour corruption dans le cadre d'investis- sements avec la Chine. S'il a perdu de sa superbe, il demeure au capital (à hauteur de 25 %) de l'opérateur de télécoms Unitel à l'insolente bonne santé financière.

Manuel Hélder Vieira Dias

Homme de l'ombre, l'ancien « Monsieur Sécurité » et ministre d'État de José Eduardo dos Santos fait le gros dos. Sous le coup d'enquête pour corruption aux côtés de son asso- cié « Dino », le général « Kopelipa » a, comme lui, joué l'apaisement en

rendant des actifs constitués avec des fonds publics, dont des biens immo- biliers, une chaîne de supermarchés (Kero), une société de biocarburants (Biocom) et des participations ban- caires. Cela ne l'empêche pas de pré- parer sa défense.

Manuel Vicente



UN PHOTO

Régulièrement cité dans des affaires de corruption liées à son ancien mandat à la tête de Sonangol et à des investissements chinois, l'ex-vice- président angolais (2012-2017) coule des jours tranquilles. Ce qui fait tache dans le combat contre la corruption de João Lourenço, dont Manuel Vicente resterait proche. S'il bénéficie, en vertu de la Constitution, d'une immu- nité liée à son statut d'ancien numéro deux du pays, celle-ci s'éteindra cinq ans après la fin de son mandat, soit en 2022. Pour beaucoup, Manuel Vicente est donc en sursis.

E.M.

Le plan de privatisations a permis d'enclencher le dégraissage de la compagnie nationale de pétrole Sonangol.



→ dollars. Mais force est de constater que les acquéreurs ne se bousculent pas pour les actifs majeurs – la compagnie d'assurances Ensa, la banque BCI, d'autres participations bancaires et des biens immobiliers – quand des voix s'élèvent contre un processus favorisant les acteurs étrangers au détriment des acteurs nationaux. Une trentaine d'actifs ont même été retirés de la liste car jugés « non viables », dont la compagnie aérienne de Sonangol, Sonair, mise en liquidation. Surtout, João Lourenço, chantre de la rupture, se met tout seul des bâtons dans les roues en perpétuant certains errements du passé. Même si le FMI affirme le contraire, son engagement à généraliser les appels d'offres

pour éviter conflits d'intérêts et corruption a du plomb dans l'aile tant le président a multiplié ces derniers temps les décrets attribuant de gré à gré des contrats ou des projets.

« À son arrivée au pouvoir, il avait pourtant annulé une série de contrats octroyés par José Eduardo dos Santos via le même procédé », ironise un juriste angolais. Le choix de

DP World pour gérer le port de Luanda, rendu public en janvier à l'issue d'un appel d'offres international, ne doit pas faire oublier d'autres décisions largement décriées. Il y a notamment les attributions à répétition via une procédure simplifiée, donc sans mise en concurrence, de projets de BTP à la société angolaise Omatapalo pour un montant estimé à 650 millions de dollars et l'adjudication directe du projet de

terminal portuaire de Barra do Dande, qui avait été retiré à une société détenue par Isabel dos Santos (la fille de l'ancien président) pour ce même motif...

Accélérer la diversification afin de sortir de la dépendance à l'or noir

Pour beaucoup, ces écueils traduisent une amère réalité : l'absence d'une vision économique moderne pour l'Angola, ce qui rend impossible toute réelle réforme. De fait, malgré la promesse et le discours de changement, les fondements de l'économie – combinaison d'héritage marxiste et de distorsions créées par l'exploitation de la manne pétrolière – restent les mêmes. La présidence Lourenço encourage l'essor du secteur privé, mais l'État demeure le principal acteur de l'économie. Alors que l'accent est mis sur la lutte contre la corruption, le budget du ministère de la Justice, organe clé dans ce combat, reste inférieur à celui des services de sécurité rattachés à la présidence. L'exécutif pousse au développement de l'agriculture, de la pêche et du tourisme afin de diversifier l'économie et de sortir de la dépendance à l'or noir. Sauf que, dans le même temps, il fait adopter à l'Assemblée nationale une loi autorisant l'exploration pétrolière dans les zones naturelles protégées. Si le changement de mentalité – « de logiciel », disent certains à Luanda – ne peut intervenir du jour au lendemain chez un président qui a suivi une formation militaire et en histoire en Russie à l'époque de l'URSS et de la guerre froide, il en résulte, en attendant, une gouvernance bancaire qui nourrit déception et frustration. **UA**

**MALGRÉ LES PROMESSES
ET LE DISCOURS DE
CHANGEMENT, LES
FONDEMENTS DE
L'ÉCONOMIE RESTENT
LES MÊMES.**



LA GALAXIE DE

Akinwumi Adesina

Réélu à l'unanimité pour un second mandat en août 2020, après une année difficile, le patron de la BAD dispose d'un état-major largement remanié et d'un réseau d'alliés épuré, mais peut-être plus solide.

JEUNE AFRIQUE

LES ALLIÉS



Benedict Oramah
Diplômé comme lui en agroéconomie de l'Obafemi Awolowo University, le patron de la Banque africaine d'import-export reste fidèle à son « aîné », dont il loue le leadership et l'ambition panafricaniste.



Amadou Hott
Ex-vice-président d'Adesina à la BAD (2016-2019), responsable du dossier prioritaire de l'énergie, le ministre sénégalais de l'Économie est un indéfectible soutien. Il préside le comité chargé de revoir les règles d'éthique de l'institution.



Ibrahim Assane Mayaki
Le secrétaire exécutif du Nepad, l'agence de développement de l'Union africaine, partage avec Adesina une approche pragmatique des questions économiques et des relations extérieures du continent.



Bajabulile « Swazi » Tshabalala
Numéro deux et première vice-présidente de la BAD, cette Sud-Africaine a succédé en mars 2020 à Charles Boamah, longtemps l'un des piliers de la banque.



Yacine Fal
Directrice du bureau exécutif, cette Sénégalaise a pour mission d'améliorer l'efficacité des « initiatives présidentielles et des opérations de la banque ».



Solomon Quaynor
Vétéran de la Société financière internationale (IFI), il est depuis mai 2020 vice-président chargé du secteur privé, de l'infrastructure et de l'industrialisation. Cet Américain est l'un des nouveaux visages de cette seconde phase de la présidence Adesina, avec ses collègues **Kevin Kariuki** (Kényan, VP chargé de l'énergie) et **Rabah Arezki** (Algérien, VP, économiste en chef).

LES VIP



Alassane Ouattara
Le retour de la BAD à Abidjan, décidé par Kaberuka mais mis en œuvre par Adesina, explique le lien privilégié entre ce dernier et le président ivoirien. Celui-ci a pesé de tout son poids en faveur d'Adesina, appelant publiquement à sa reconduction.



Ngozi Okonjo-Iweala
Les deux compères du gouvernement de Goodluck Jonathan (2010-2015) sont restés très proches. La nouvelle patronne de l'OMC s'était fortement impliquée – au côté du « parrain » **Olusegun Obasanjo** – pour l'élection d'Adesina, en 2015.



Kristalina Georgieva
La directrice générale du Fonds monétaire international et le président de la BAD échangent régulièrement sur le financement des pays africains, les nouveaux objectifs du développement et, plus récemment, sur la sortie de crise du Covid-19.



Rémy Rioux
Le patron de l'AFD a multiplié les co-investissements avec la BAD, dont il salue l'augmentation de capital historique en cours. Les deux leaders s'accordent sur le rôle essentiel des institutions de développement et du soutien au secteur privé.



Aliko Dangote
Le milliardaire de Kano et le docteur en agroéconomie partagent la même foi inébranlable dans le potentiel agricole du continent. Tous deux font partie des « 27 leaders mondiaux pour la lutte contre la malnutrition », désignés par le secrétaire général de l'ONU.

Le moment de Monsieur Diop

À 60 ans, l'économiste sénégalais prend la tête de la Société financière internationale (IFC). La consécration d'une approche méticuleuse, patiente et discrète.



Makhtar Diop, alors à la tête de la région Afrique de la Banque mondiale, au siège parisien de l'institution, en janvier 2015.

AURÉLIE M'BIDA

« **R**ight choice, right time » (« bon choix, bon moment »). L'adresse simple, signée par le Rwandais Donald Kaberuka, ex-président de la Banque africaine de développement (BAD), a particulièrement touché son destinataire, entre autres nombreuses marques de soutien dans les médias sociaux, le 18 février dernier. Le Sénégalais Makhtar Diop est alors officiellement présenté en tant que nouveau directeur général et vice-président de IFC – filiale de la Banque mondiale dévolue au secteur privé. Il devient le premier Africain à la tête de la plus grande institution internationale d'aide au développement.

Après un long processus de recrutement (une centaine de candidatures), l'économiste de 60 ans est choisi pour remplacer le Français Philippe Le Houérou à compter du 1^{er} mars 2021. L'annonce du départ de ce dernier, en juin 2020, a activé à Washington comme dans les capitales africaines un *Who's Who* de noms providentiels. L'économiste camerounaise Vera Songwe et le ministre ivoirien Thierry Tanoh, tous deux anciens d'IFC, ou encore le titan franco-ivoirien de la finance Tidjane Thiam... Ce dernier finira par siéger au comité de sélection ad hoc chargé de trouver le candidat idoine, composé de six personnes issues de l'institution de Bretton Woods, et présidé par l'Indonésienne Mari Pangestu. Une procédure longue

donc, dictée par les contraintes de la crise sanitaire, jusqu'à la validation de la candidature de Makhtar Diop par le conseil d'administration de l'institution le 17 février. À cette date, le comité de sélection présente sa *short list* au président du groupe de la Banque mondiale. David Malpass a alors trois candidatures en main, toutes sont africaines.

Selon les informations de JA, aux côtés de celui de Makhtar Diop, figure le dossier de l'ancien Premier ministre togolais (2008-2012) Gilbert Houngbo, finalement réélu à la tête du Fonds international de développement agricole (Fida) à la mi-février. En course également, Leslie Maasdorp, vice-président et directeur financier de la Nouvelle banque de développement (NBD), passé entre autres par Bank of

America Merrill Lynch et Barclays, et ancien DG adjoint du département des entreprises publiques au ministère sud-africain du Travail, lors de la vague de privatisations à la fin des années 1990. Malpass choisira Diop et soumettra sa décision au vote des administrateurs. La suite de l'histoire est connue...

Spécialiste des énergies renouvelables

Mais pour quelles raisons le profil de l'ancien ministre sénégalais de l'Économie et des Finances (2000-2001), héraut de la Banque mondiale, s'est-il imposé à IFC ? Une partie de la réponse est contenue dans la question. Le reste est dû à un alignement d'étoiles, pour faire du fils d'un avocat et d'une sage-femme originaires de Saint-Louis le choix naturel. « Par son parcours académique comme par ses réalisations professionnelles, Makhtar avait plus que ce qu'il fallait pour occuper le poste », assure Ibrahim Sagna, responsable mondial du conseil et des marchés de capitaux d'Afreximbank. Ce financier salue l'éthique de travail de son compatriote avec lequel il a collaboré étroitement au Fonds monétaire international (FMI) en 1997 à l'époque où Alassane Ouattara était directeur général adjoint de l'institution. « Makhtar Diop est un dirigeant qui a toujours obtenu des résultats », poursuit Sagna qui se souvient d'une personnalité « déjà exceptionnelle ». Ces mêmes atouts ont contribué à faire de Makhtar Diop, en 2014, un favori pour la présidence de la BAD, à l'issue du second mandat de Donald Kaberuka. À l'époque, le Sénégalais est fortement soutenu. Il est d'ailleurs désigné parmi les 50 Africains les plus influents par *Jeune Afrique*. Au demeurant, à Washington, on respecte le profil de libéral modéré et le combat pour la bonne gouvernance de celui qui, en janvier 2012, est devenu le premier Africain francophone nommé vice-président de la Banque mondiale chargé de l'Afrique.

Ce n'était toutefois pas son heure. À la mi-octobre 2014, contre toute attente, Makhtar Diop

renonce à se présenter. Le Nigérian Akinwumi Adesina sera élu quelques mois plus tard. Réfutant les controverses de l'époque, l'entourage du Sénégalais l'affirme aujourd'hui : il ne faut pas chercher la petite bête. Des « motifs personnels » ont expliqué le retrait de 2014. L'économiste a continué son chemin sans ressentir la moindre amertume, encore moins l'idée d'une quelconque revanche. Cet épisode aura pourtant permis à Makhtar Diop de consolider son curriculum vitae, son expérience au sein du groupe de la Banque mondiale, jusqu'à en diriger la principale filiale consacrée à l'investissement privé dans les pays en développement. « Il a commencé sa carrière dans le privé, c'était donc dans son ADN », confie un proche.

Tout juste diplômé en économie des universités de Warwick et de Nottingham, en Angleterre, et en finance à l'École supérieure des sciences commerciales appliquées

ACTUELLEMENT, LE NUMÉRIQUE EST L'UN DES THÈMES CENTRAUX DE LA BANQUE MONDIALE, AVEC LE TRANSPORT ET LA LOGISTIQUE DES VACCINS.

(ESLSCA), en France, Diop démarre dans le secteur bancaire. Il rejoint le FMI en 1997 pour atterrir trois ans plus tard au gouvernement sénégalais, comme ministre de l'Économie et des Finances. Fin 2001, il entre à la Banque mondiale, groupe qu'il ne quittera plus, ou presque. Au siège de la Banque mondiale, Makhtar Diop a notamment marqué ses six années à la tête de la région Afrique subsaharienne, avec un montant record d'engagements de 70 milliards de dollars. À ce poste, il a œuvré à la mobilisation de financements privés pour les infrastructures en Afrique, favorisé les écosystèmes d'innovation et accéléré l'adoption de nouvelles technologies. Spécialiste des énergies renouvelables, il a également

encouragé les investissements dans ce domaine ainsi que l'interconnectivité régionale dans les secteurs de l'énergie et du transport. Fort de ce bilan, c'est à lui que Jim Yong Kim, alors président de la Banque mondiale, pense en 2018 pour diriger sa nouvelle branche Infrastructures, jusque-là contenue dans le portefeuille « Développement durable ». Makhtar Diop ajoute de nouvelles cordes à son arc puisqu'il pilote à la fois les secteurs transports et économie numérique, l'énergie, ainsi que le financement des infrastructures et les partenariats public-privé.

Devenu incontournable dès la survenue de la pandémie

En définitive, son périmètre (énergie, transport, numérique & télécoms) représente 31 % du portefeuille des engagements nets de la Banque mondiale. C'est le plus important de l'institution multilatérale. Makhtar Diop se rapproche davantage des yeux et des oreilles de Jim Yong Kim, puis de David Malpass, qui lui succède en janvier 2019. Et encore, il devient incontournable à l'arrivée de la pandémie. « La crise du Covid-19 a mis l'accent sur le numérique, c'est indiscutable », soulignait-il en décembre dernier. Il rappelle d'ailleurs que la Banque a signé dès avril 2020 un plan d'action en réponse à la crise avec le Forum économique mondial (WEF), le groupement des acteurs de la téléphonie mobile (GSMA) et l'Union internationale des télécommunications (ITU), pour la mise en place d'un accès à l'équivalent de la 4G partout dans le monde d'ici à 2030.

Le numérique est l'un des thèmes centraux actuels de la Banque mondiale, avec le transport et la logistique des vaccins. Sujets sur lesquels Makhtar Diop s'est penché plusieurs mois avant sa sélection à l'IFC. David Malpass n'a d'ailleurs pas manqué de le souligner le 18 février dernier. « Ses compétences aideront le groupe de la Banque mondiale à apporter une réponse rapide à la crise mondiale et contribueront à bâtir une reprise verte, résiliente et inclusive. » La boucle est bouclée. 

Sonatelien un jour...

Depuis les années 2000, l'entreprise a formé une cohorte de cadres, aujourd'hui aux postes de direction des plus grands opérateurs continentaux, mais restés attachés à la maison mère.

QUENTIN VELLUET

« **Q**uand tu es à la Sonatel, tu as l'impression que la vie s'arrête à cette entreprise », constate Serigne Dioum, qui a travaillé au sein du groupe de 2002 à 2009. Ce quadragénaire sénégalais est aujourd'hui directeur général, chargé du digital et de la fintech, chez le leader panafricain MTN. Comme d'autres, Serigne Dioum a été « sonatélien » et garde une relation forte avec l'opérateur qui l'a formé. Cette appellation utilisée par les salariés du leader des télécoms au Sénégal en dit long sur le sentiment d'appartenance au sein du groupe, qui emploie plus de 1800 personnes à travers le pays. Souvent admirée, parfois sévèrement vilipendée tout en restant incontournable, la Sonatel ne laisse pas indifférent. Au lendemain de sa privatisation, en 1997, l'entreprise a recruté et formé une cohorte de profils dont beaucoup évoluent désormais au sommet des télécoms panafricaines. Pourquoi ont-ils été choisis ? Et pourquoi ont-ils quitté le groupe ?

« Être sonatélien, c'est faire partie de l'élite sénégalaise. Annoncer à sa famille que l'on quitte l'entreprise constitue presque un drame », plaisante à moitié un ancien sonatélien qui dirige l'un des principaux opérateurs du continent depuis quatre ans. Cette politique de rétention des talents trouve sa source au début des années 2000, lorsque Sonatel entame son expansion au niveau sous-régional et part en quête d'étudiants issus des meilleures écoles françaises et sénégalaises. Objectif : préparer l'expansion géographique, dynamiser les aspects commerciaux et créer de nouveaux

services pour l'entreprise, privatisée en 1997. À cette époque, Cheikh Tidiane Mbaye, à la tête de l'opérateur depuis 1988, s'implique personnellement dans cette vaste chasse aux profils les plus prometteurs.

Les cadres de la génération de Serigne Dioum ont tous pour point commun d'avoir été contactés et convaincus par le DG de Sonatel et son DRH, Alassane Diene, autour d'un dîner ou d'un café dans une brasserie parisienne. Dans le sillage du dirigeant de MTN sont recrutées des personnes comme Brelotte Ba, DG de la filiale de Sonatel-Orange au Mali, Mouhamadou Rassoul Gueye, directeur des opérations de réseau, Sékou Dramé, actuel PDG de Sonatel, ou encore Racky Sada Wane, directrice des systèmes d'information. « J'avais noué une relation privilégiée avec l'ancien CEO de Sonatel depuis la classe prépa, se souvient Serigne Dioum. Il m'avait conseillé de travailler en France pour disposer d'une expérience européenne avant de revenir au Sénégal. » Aminata Ndiaye a elle aussi fait partie des heureux élus. La vice-présidente d'Orange en Afrique et au Moyen-Orient se souvient également d'un démarchage précoce : « Il me restait deux années d'études à

APPARTENIR À CE GROUPE VA AU-DELÀ DU SENTIMENT D'APPARTENANCE. À LA SONATEL, ON TROUVE UNE FAMILLE.



l'École polytechnique de Paris quand j'ai eu mes premiers échanges avec le PDG et son DRH », se souvient celle qui, en 2013, est revenue diriger le département marketing de Sonatel et une équipe de vingt personnes.

De son côté, l'ex-sonatélien parti diriger un autre opérateur sur le continent a commencé en bas de l'échelle, en simple technicien. « Je faisais partie de l'une des premières promotions du DUT de l'École supérieure multinationale des télécommunications (ESMT) de Dakar. À l'époque [au début des années 2000], nous étions recrutés à la Sonatel quasi automatiquement », explique le dirigeant, qui, par la suite, a pu gravir les échelons en profitant d'une mise en disponibilité pour compléter sa formation en France. Flattée de l'attention portée au plus haut niveau à son potentiel, cette promotion de sonateliens progresse en groupe et noue des amitiés indéfectibles. Certains d'entre eux deviennent même voisins en accédant au même



L'opérateur historique enregistre des records de croissance depuis vingt ans. Ici, son siège, à Dakar.

de l'Ouest, même si « beaucoup de collaborateurs arrivent à s'épanouir au sein des filiales », estime Serigne Dioum. « Mon transfert vers le groupe Orange était une transition naturelle. Mais elle m'a permis de créer du lien avec le reste des régions et d'évoluer à un niveau supérieur », souligne de son côté Aminata Ndiaye. « On quitte Sonatel pour sortir de sa zone de confort », ajoute le haut dirigeant anonyme, qui pointe également des « déceptions » causées par une progression hiérarchique pas toujours liée au mérite. « Sonatel sait reconnaître les compétences, mais préfère les garder à des postes opérationnels et faire monter les profils plus politiques dont les relations peuvent aider à développer l'entreprise », regrette cette source, qui précise que cette analyse « exclut Alioune Ndiaye [ex-DG de Sonatel qui dirige désormais Orange Afrique et Moyen-Orient] et Sékou Dramé ».

Aujourd'hui, Sonatel peut se payer le luxe d'un turn-over plus important car son attractivité joue en sa faveur. Mais sa culture de l'élitisme se transforme en « arrogance qui se transfère vers le client », estime un ancien sonatélien reconverti dans l'entrepreneuriat. « Ce n'est pas du tout mon expérience », répond Aminata Ndiaye, vice-présidente d'Orange responsable du marketing du digital et de l'expérience client. Toujours est-il que le groupe Sonatel parvient à créer une forte culture d'entreprise. À tel point que les ex-collègues des années 2000 restent proches les uns des autres et continuent d'échanger régulièrement entre eux, même lorsqu'ils ont quitté l'entreprise. « Être sonatélien va au-delà du sentiment d'appartenance. On y trouve une famille », reconnaît Aminata Ndiaye. « La Sonatel fait partie de ces entreprises que l'on ne quitte pas. On arrête simplement d'y travailler », résume notre ex-sonatélien anonyme.

moment à la propriété dans un quartier cossu de la banlieue de Dakar, grâce à une coopérative d'habitat développée en partenariat par Sonatel avec la Banque de l'habitat du Sénégal (BHS) – une démarche efficace pour fidéliser ces jeunes cadres. Ces derniers profitent par la même occasion de berlines allemandes financées par l'entreprise pour leurs trajets entre le domicile et le travail.

C'est dans ce confort et cette atmosphère cordiale que les nouvelles recrues participent, au fil des ans, à diverses formations internes développées grâce aux synergies offertes par le groupe Orange, principal actionnaire de l'opérateur sénégalais : « J'ai le souvenir d'un parcours en intrapreneuriat qui comprenait des sessions avec des projets concrets et des voyages d'immersion au Royaume-Uni ou dans la Silicon Valley », se souvient Aminata Ndiaye. « Sonatel, c'est une grande école. On arrive avec beaucoup de savoir théorique et on en repart avec

de l'expérience et des compétences pratiques. Il est très facile de se vendre à d'autres recruteurs par la suite », souligne notre source anonyme.

Une culture de l'élitisme qui confine parfois à l'arrogance

Si très peu de membres de cette promotion des années 2000 ont quitté l'entreprise, plusieurs facteurs ont décidé ceux qui ont franchi le pas. Certains, comme cette source anonyme, ont été motivés notamment par la perspective d'un meilleur salaire. « De nombreux talents de Sonatel sont très facilement débauchables car le niveau de rémunération est moins élevé qu'ailleurs ; ce qui fait que les talents sont très volatils », explique le dirigeant. Serigne Dioum reconnaît de son côté avoir multiplié « par quatre ou cinq » son salaire lorsqu'il a intégré MTN.

Ceux qui partent de Sonatel le font également pour accéder à une carrière internationale au-delà de l'Afrique

CLEMENT TARDIF / JEUNE AFRIQUE

Il faut sauver le soldat Asky

Entreprise privée, la compagnie ouest-africaine échappe à la tutelle politique dont souffrent ses consœurs. Mais le prix à payer en temps de crise est colossal.

NELLY FUALDES

En juillet 2020, le gouvernement ivoirien, actionnaire à 58 % du pavillon national, a accordé une aide de 14 milliards de F CFA (plus de 21 millions d'euros) à Air Côte d'Ivoire pour l'aider à faire face à la crise sanitaire. À Dakar, ce sont 68 millions d'euros qui ont été mobilisés en faveur de la compagnie nationale Air Sénégal, que l'État possède à 100 %. Rien de tel à Lomé pour Asky : avec son statut privé, « la compagnie panafricaine » se retrouve en revanche davantage livrée à elle-même en temps de crise. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir sollicité des aides. Banque mondiale, BAD, banques... « Nous avons frappé à toutes les portes, entrepris toutes les démarches possibles et imaginables, sans succès pour l'instant », témoigne le Camerounais Nowel Ngala, directeur commercial de l'entreprise, sollicité par *Jeune Afrique*.

Pourtant, Asky a bel et bien, comme ses consœurs du continent, été frappée par la crise, qui a durement affecté l'ensemble de l'industrie aérienne mondiale : selon l'Association internationale du transport aérien (Iata), bien que les compagnies africaines aient affiché les performances les plus résilientes du monde, leur revenu passager-kilomètre payant a tout de même dégringolé de 63,9 % entre janvier 2019 et janvier 2021. L'Association africaine des compagnies aériennes (Afraa) évalue à 10 milliards de dollars les pertes enregistrées en 2020 à l'échelle du continent.

Pour ce qui est d'Asky, après un black-out quasi total entre les mois de mars et d'août 2020 – avec seulement des opérations d'affrètement pour l'ONU en Afrique de l'Ouest, mobilisant trois avions depuis Accra,

et des vols cargo pour acheminer du matériel de soutien Covid en Afrique de l'Ouest – la compagnie a connu une timide reprise, tournant à 27 % de ses capacités en septembre et en octobre. « Il a aussi fallu nous adapter aux protocoles anti-Covid mis en place par les différents pays, revoir nos plans de vol en fonction des couvre-feux instaurés, réduire nos fréquences vers les pays qui en exigeaient un, comme le Cameroun, le Gabon et le Nigeria... Cela n'a vraiment pas été simple », relate le haut cadre, qui annonce aujourd'hui une activité tombée à 48 % du niveau de 2019.

Pas de retour à la normale pour le secteur avant 2024

Malgré ces difficultés, et même si la Iata prévient qu'il n'y aura probablement pas de retour à la normale pour le secteur avant 2024, la direction de la compagnie refuse de baisser les bras. Et, en attendant une hypothétique aide des pouvoirs publics ou des institutions financières de développement, Asky a sollicité ses actionnaires. Le dossier est encore en cours de discussion auprès d'Ethiopian Airlines (au statut privé, mais détenu à 100 % par Addis-Abeba), Ecobank, la BOAD et la Banque d'investissement et de développement de la Cedeao (BIDC), qui détiennent chacune 18 % de la compagnie, aux côtés d'investisseurs privés majoritairement africains, dont le capital-investisseur sud-africain Sakhumnotho Group Holdings, fondé en 2000 pour soutenir la « Black Economy ».

« Du fait de son statut privé, Asky est incroyablement agile. Contrairement à Air Côte d'Ivoire ou à Air Sénégal, où il faut l'accord de vingt personnes avant d'entreprendre le moindre

changement, Asky peut modifier sa stratégie du jour au lendemain. Quand la situation exigeait qu'elle se replie sur du cargo ou qu'elle arrête de desservir l'Afrique du Sud du jour au lendemain de crainte du variant, elle l'a fait », estime un observateur avisé du secteur, qui ne cache pas son admiration pour la compagnie.

Un sentiment largement partagé dans le milieu des compagnies aériennes. « Asky, connecteur de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, est jusque-là gérée prudemment. Son modèle est parfaitement adapté aux besoins de la région », estime ainsi le consultant spécialisé Sylvain Bosc, qui conseille plusieurs États africains et institutions financières internationales, après être passé par Corsair, South African Airways ou encore Qatar Airways. Persuadé que « cette belle compagnie mérite mieux qu'une faillite », ce dernier s'inquiète pourtant de sa capacité à surmonter la crise « alors que tous ses concurrents sont ou seront largement soutenus par leurs États actionnaires respectifs ».

À la tête de l'Afraa, le Malien Abderrahmane Berthé s'efforce de convaincre États et institutions financières de développement d'accorder des facilités aux opérateurs privés comme publics. « Le soutien financier au secteur est essentiel pour sa survie », assure le dirigeant, qui appelle entre autres à l'octroi de subventions, de prêts et de garanties de prêts, à l'émission d'actions, mais aussi au report ou à l'abandon du paiement des dettes, des loyers, des charges et des taxes par les compagnies aériennes. « Pour l'instant, malgré nos appels à soutenir aussi les compagnies privées, les seuls fonds débloqués à ce jour



GETTY IMAGES

La compagnie aux 475 employés de 32 nationalités différentes est dirigée depuis août 2017 par l'Éthiopien **Ahadu Simachew**.



ASKY

sont venus de gouvernements et ont été fléchés vers les compagnies nationales », regrette le dirigeant interrogé par *Jeune Afrique*, qui explique avoir notamment accompagné ASKY dans ses démarches auprès de la BAD. « Nous avons également organisé un webinaire avec Afreximbank et en proposons un autre avec Africa Finance Corporation pour mettre en relation nos membres et ces institutions afin qu'ils étudient ensemble les solutions possibles », ajoute Abderrahmane Berthé, qui espère entendre bientôt des annonces concrètes de la part des institutions financières.

Progression du chiffre d'affaires de 3 % à 5 % entre 2017 et 2019

Pourtant, et même s'il ne cache pas être préoccupé par la crise, Nowel Ngala se veut optimiste pour la compagnie qui, du haut de ses dix ans, fait déjà partie des anciennes dans le paysage ouest-africain. « Je suis confiant pour l'avenir d'ASKY

car nous étions dans le droit chemin. Nous avons réalisé en 2019 la meilleure performance depuis la création de la compagnie et avons commencé l'année 2020 avec deux mois tout aussi prometteurs. C'est d'ailleurs ce qui nous a permis – avec le marché remporté auprès de l'ONU – de résister jusqu'à ce jour sans procéder à des licenciements ni à des baisses de salaires », assure-t-il.

Pour rappel, la compagnie créée en 2010 avait enregistré ses premiers bénéfices en 2015, « avec un an de retard sur nos projections initiales

AVANT L'ARRIVÉE DU COVID, ASKY, QUI ASSURE DÉJÀ UNE LIAISON AVEC NEW YORK, AMBITIONNAIT DE RALLIER L'EUROPE ET LE MOYEN-ORIENT.

à cause de la crise d'Ebola », précise son directeur commercial. Puis, après une année 2016 difficile « du fait d'une pénurie de pilotes à l'échelle mondiale, qui nous a placés dans l'impossibilité d'assurer tous les vols que nous avions programmés », la compagnie a renoué avec la rentabilité de 2017 à 2019, progressant chaque année de 3 % à 5 % jusqu'à atteindre un chiffre d'affaires de 95 milliards de F CFA (145 millions d'euros). Forte de 475 employés de 32 nationalités différentes, la compagnie, qui assure déjà une liaison avec New York grâce à son partenariat avec Ethiopian Airlines, avait, en 2019, le projet de rallier également l'Europe et le Moyen-Orient. « Le projet lui-même n'est pas remis en cause, mais la période n'est pas propice à la conquête de nouveaux marchés. Nous allons d'abord nous consolider sur nos lignes actuelles », commente Nowel Ngala. [FA](#)

Bola Adesola : « La fintech a un potentiel révolutionnaire »

Selon la banquière nigériane, vice-présidente senior pour l'Afrique de Standard Chartered, l'institution centenaire peut apporter sa contribution à l'un des écosystèmes les plus innovants du continent.

JOËL TÉ-LÉSSIA ASSO KO

Standard Chartered est l'une des plus anciennes banques actives sur le continent. L'an dernier, ses revenus en Afrique et au Moyen-Orient ont reculé à 2,36 milliards de dollars (- 8 % sur un an) sous l'effet de la pandémie de Covid-19. Le groupe britannique espère cependant devenir, d'ici à 2025, « admiré pour [ses] services spécialisés dans les corridors de commerce et d'investissement à croissance rapide à travers l'Asie, l'Afrique et le Moyen-Orient ». JA a interviewé sa vice-présidente senior pour l'Afrique, Bola Adesola, ancienne de FirstBank Nigeria et de Citi.

Jeune Afrique : Vous avez participé au panel sur l'« Essor des fintech », de l'Africa Financial Industry Summit, organisé les 10 et 11 mars. On n'associe pas, généralement, des institutions centenaires telles que Standard Chartered à cette thématique...

Bola Adesola : Notre banque est déterminée à ne pas rater la grande vague qui se profile à l'horizon, car nous croyons au potentiel révolutionnaire de la fintech pour transformer les services financiers. Mais il ne faut pas considérer le « financement » comme seul outil de collaboration entre les banques et la fintech. Ce que veulent de nombreuses entreprises de la fintech – et je discute avec nombre d'entre elles –, c'est une plateforme qui leur permettra d'atteindre l'échelle, la taille dont elles ont besoin.

Standard Chartered a lancé une structure appelée SC Ventures. De quoi s'agit-il ?



Il y a environ cinq ans, Standard Chartered a créé l'unité commerciale SC Ventures pour promouvoir l'innovation et l'esprit d'entreprise au sein de notre organisation et à l'extérieur, et développer des modèles commerciaux alternatifs. Nous avons un hub SC Ventures à Nairobi. Nous sommes très fiers de Nexus, notre solution bancaire *plug-and-play* en marque blanche, et avons investi dans Contour, qui utilise la technologie de *blockchain* pour le suivi des lettres de crédit. Nous comptons un partenariat avec Ant Group [groupe Alibaba], en Asie.

Ces dernières années, plusieurs banques internationales ont quitté l'Afrique ou réduit leur empreinte sur le continent. Standard Chartered n'a pas fait ce choix. Pourquoi ?

Nous sommes présents sur le continent depuis plus de cent ans, et nos racines sont très africaines. Même

si notre siège social se trouve au Royaume-Uni, nous sommes en réalité une banque de marchés émergents. Nous nous concentrons beaucoup sur l'Asie, l'Afrique et le Moyen-Orient, en fournissant des financements pour faciliter les échanges et le commerce au sein de ces marchés. Par ailleurs, nous constatons une amélioration du risque et une évolution favorable à l'Afrique de certaines lignes de fractures économiques et géopolitiques aux États-Unis, en Chine et en Europe. À cela s'ajoute une résilience régionale remarquable. La reprise en Afrique, après cette pandémie, sera probablement plus rapide qu'après la crise financière de 2008 ou celle des matières premières de 2014. Enfin, il y a les tendances structurelles positives à long terme [dividendes démographiques ainsi que de la technologie et de l'innovation, esprit d'entreprise et optimisme, la plus grande intégration économique en Afrique...].

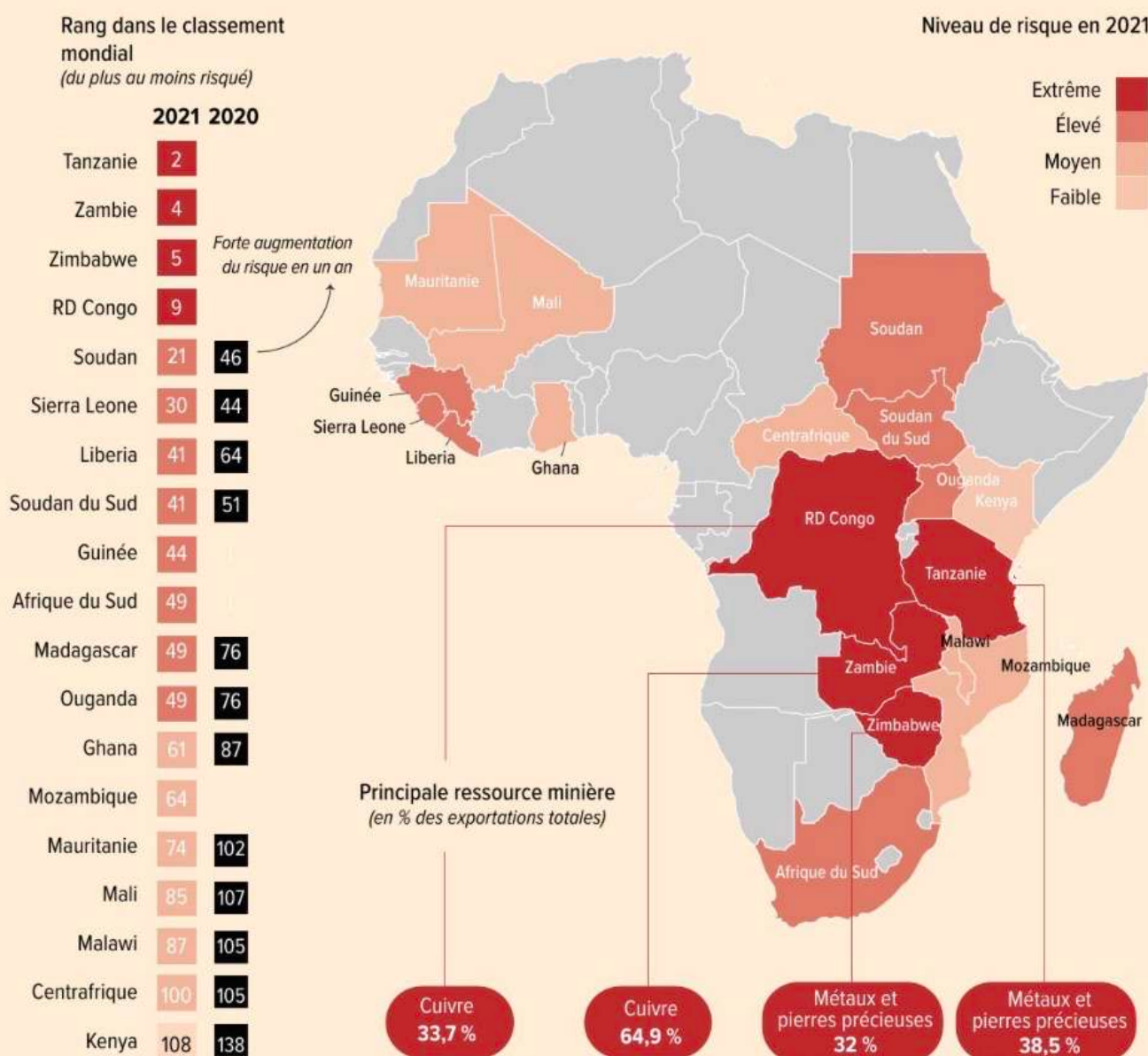
Comment Standard Chartered compte en tirer profit ?

L'une des possibilités est le « passage à l'échelle ». Nous avons lancé en Côte d'Ivoire la toute première banque entièrement numérique de l'histoire du groupe, lorsque j'étais DG de Standard Chartered pour le Nigeria et l'Afrique de l'Ouest. Cette plateforme de banque numérique a depuis été déployée ailleurs sur le continent et est en cours de développement en Asie. Des opportunités similaires existent dans des domaines tels que la santé, l'éducation, le commerce électronique... Et les régulateurs et les gouvernements nous soutiennent. JA

Retour du « souverainisme » dans les ressources naturelles ?

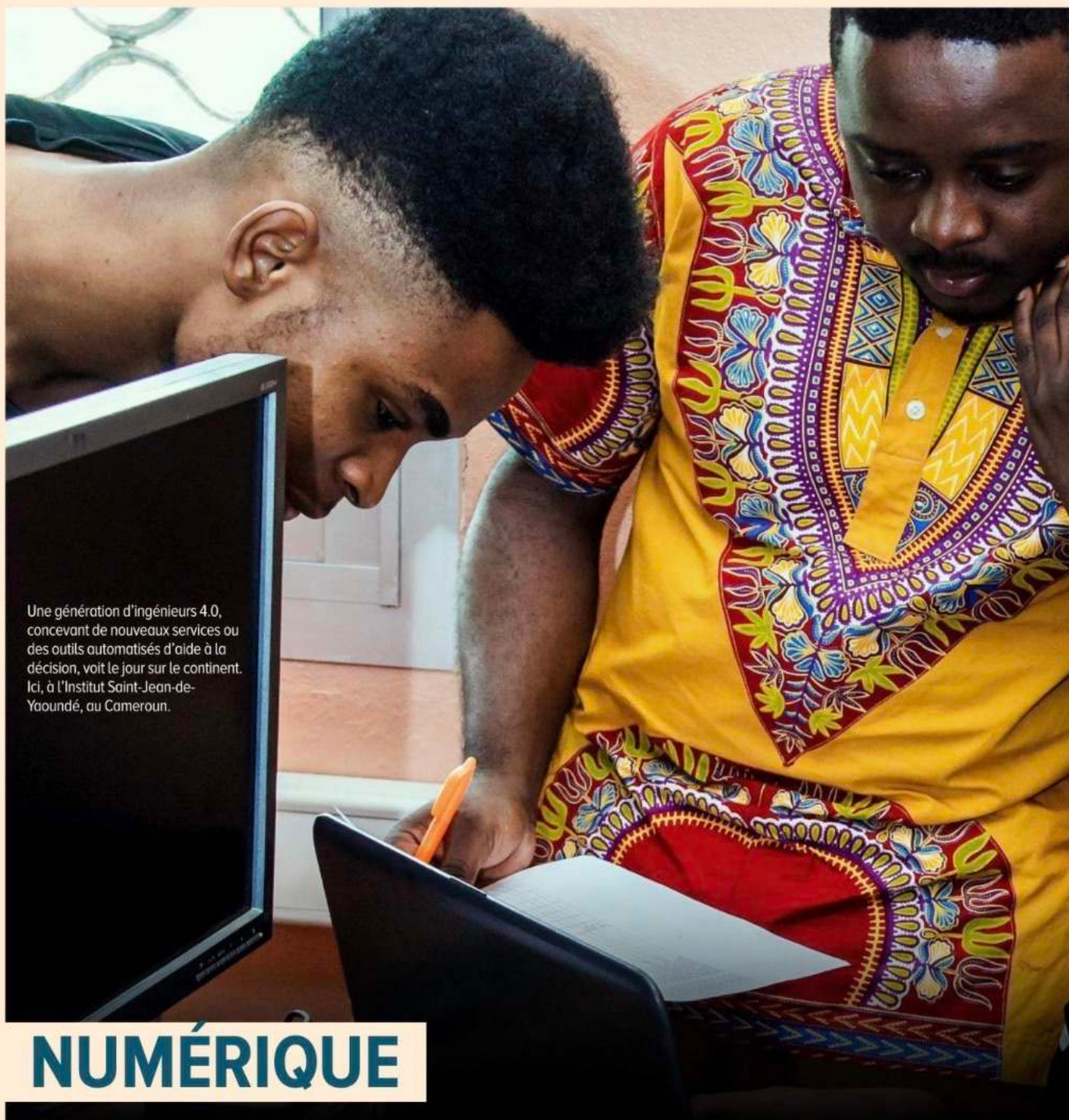
L'année 2020 a vu une nette résurgence de ce que les investisseurs internationaux appellent « nationalisme des ressources naturelles ». En cause : les interventions des autorités locales « contre » les intérêts des groupes miniers et pétroliers.

Quatre pays africains figurent parmi les dix plus mauvais élèves de la planète épinglés pour leur « souverainisme », rendant la poursuite des activités extractives des investisseurs étrangers incertaine et moins fructueuse.



DOSSIER

EMPLOI & FORMATION



Une génération d'ingénieurs 4.0, concevant de nouveaux services ou des outils automatisés d'aide à la décision, voit le jour sur le continent. Ici, à l'Institut Saint-Jean-de-Yaoundé, au Cameroun.

NUMÉRIQUE

Les génies de la



De Casablanca à Yaoundé, la digitalisation des économies crée de nouveaux besoins de recrutement qui bouleversent en profondeur la formation des ingénieurs. Les diplômés ne rejoignent plus seulement les industries manufacturière et informatique, mais tous les secteurs, de la distribution à la finance.

QUENTIN VELLUET

La formation de quatre mois connaît un tel succès que décision a été prise de doubler la prochaine cohorte, en novembre 2021. Dans les locaux d'Africa Data Lab, une entreprise fondée notamment par Mohamed Lahlou et logée au sein du Technopark de Casablanca, le diplôme universitaire d'ingénierie en *big data* a déjà formé quatre-vingts professionnels depuis sa création, en partenariat avec l'Université française de technologie de Troyes (UTT), en 2018.

Le passage forcé à un modèle « distanciel » à la suite de la crise sanitaire permet désormais d'embarquer davantage de candidats. « Le format court, professionnalisant et adossé à une université reconnue est ce qui séduit le plus. Les sessions de cours ont lieu soit le soir, soit le week-end pour être compatibles avec une activité professionnelle parallèle », précise Steve Jecko, directeur de la formation continue de l'UTT. En quête de mobilité, de reconversion professionnelle, ou simplement désireux de créer leur propre entreprise dans le secteur, nombreux sont ces Marocains avides d'en connaître davantage sur le potentiel de la gestion de données à grande échelle. « Aujourd'hui, pas un secteur n'est épargné par l'accumulation et la nécessité d'une bonne gestion des données », poursuit Steve Jecko.

Au-delà de l'industrie manufacturière ou de l'informatique pure, une nouvelle génération d'ingénieurs voit le jour sur le continent. Ces derniers évoluent dans des secteurs aussi variés que l'agriculture, l'e-commerce, la banque et l'assurance, ou encore le secteur public. Les entreprises dans ces domaines ont toutes besoin de renforcer leurs équipes digitales en recrutant des experts de l'analyse de données à grande échelle, de la cybersécurité pour sécuriser leurs données stratégiques et celles de leurs clients, ou encore de l'intelligence artificielle pour concevoir de nouveaux services ou des outils automatisés d'aide à la décision. Africa Data Lab travaille ainsi avec les banques Attijariwafa Bank et BMCE, les opérateurs de télécoms Inwi et Orange ou le centre de services informatiques partagés Eurafric Information, une

INSTITUT SAINT-JEAN-DE-YAOUNDE

coentreprise créée par BMCE, RMA et le Crédit mutuel. « Au Maroc, les entreprises de services informatiques, comme Atos ou Capgemini, sont très demandeuses, ainsi que l'*offshoring* et les sociétés financières », complète Hassan Filali, directeur, dans le royaume, du réseau privé d'enseignement supérieur panafricain Honoris United Universities, propriété du fonds Actis.

Des recruteurs en quête de profils toujours plus spécialisés

Filali observe également une augmentation des demandes de profils encore plus spécialisés, comme les gestionnaires de crise en sécurité informatique, les spécialistes en prévision de fraudes, en *cloud computing*, les ingénieurs DevOps ou encore les UX designer, spécialisés dans l'expérience utilisateur et l'ergonomie des applications ou des sites internet. L'analyse de données est aussi un segment qui recrute parmi les éditeurs de logiciels de gestion, comme SAP, Oracle, Microsoft ou encore Salesforce.

En Afrique francophone, le Maroc se démarque grâce à une politique volontariste pilotée notamment par l'Agence de développement du digital, un organisme gouvernemental qui, outre l'ambition de développer un *cloud* gouvernemental soutenu par un parc de *data centers* régionaux, s'est donné pour mission de former 50 000 jeunes d'ici à 2025. Du reste, la

digitalisation des entreprises et des administrations est une tendance qui touche l'ensemble du continent. À Nairobi, la prestigieuse université de Strathmore s'est liée à IBM pour développer un certificat de *big data engineer*. À la pointe sur le sujet, l'université sud-africaine de Cape Town (UCT) propose depuis plusieurs années un parcours en analyse de données et en intelligence économique.

En Afrique de l'Ouest francophone, l'Institut Saint-Jean-de-Yaoundé, au Cameroun, dont la création, en 2016, a été accompagnée par l'UTT, est désormais une référence dans la formation d'ingénieurs en informatique de tout type. L'établissement propose un cycle ingénieur de trois ans en systèmes d'information et systèmes de réseaux et télécommunications. Une licence professionnelle de développement et de conception d'applications existe également. Les étudiants peuvent ensuite poursuivre leurs études avec des masters professionnels en *data science* ou en sécurité des systèmes d'information.

Afin d'identifier précisément quelles compétences cette nouvelle école d'ingénieurs devait offrir à la société camerounaise, l'UTT et l'Institut Saint-Jean se sont rapprochés dès 2016 du groupement interpatronal du Cameroun

AU MAROC, L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DU DIGITAL S'EST DONNÉ POUR MISSION DE FORMER 50000 JEUNES D'ICI À 2025.

COMMENT ORANGE RECRUTE ET FORME SES TALENTS TECHNIQUES

Le géant français des télécoms, piloté sur le continent par le Sénégalais Alioune Ndiaye, diplômé de l'Institut Mines-Télécoms Business School, recrute d'abord dans des domaines techniques qu'il a identifiés comme stratégiques : la cybersécurité, le *cloud computing*, l'intelligence artificielle (AI), le management de données et les nouveaux services financiers. L'année 2021 devrait lui permettre de recruter environ 800 personnes pour l'ensemble de la zone Afrique et Moyen-Orient (Omea), dont une moitié de profils techniques. Depuis 2017, Omea, Orange Côte d'Ivoire et Orange Campus – l'université d'entreprise – se

sont associés à deux établissements ivoiriens, l'Institut national polytechnique Félix- Houphouët-Boigny (INP-HB) et l'École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée. Conjointement, ils forment des experts dans le domaine de la statistique, de l'AI et du Big Data à Yamoussoukro, sur le campus de l'INP-HB. Compte tenu de la crise sanitaire, Omea a également lancé plusieurs formats de « stages à distance », à l'issue desquels certains intègrent l'entreprise. À ce titre, Orange Egypt a accueilli 65 stages en distanciel et prépare un partenariat avec l'Université américaine du Caire pour 2021. Enfin, le groupe crée des

parcours internes de mise à niveau de ses techniciens et de ses ingénieurs : il s'agit soit de parcours diplômants, en partenariat avec de grandes écoles d'ingénieurs et qui se déroulent sur un an ou sur dix-huit mois (de type bac +3 ou bac +5) ; soit de parcours certifiants, avec des organismes ou des éditeurs de logiciels spécialisés. Ceux qui suivent un parcours diplômant bénéficient à la fois d'une formation académique, de mises en situation concrètes avec des cas pratiques et d'un accompagnement rapproché par un parrain, cadre du groupe plus expérimenté.

QUENTIN VELLUET ET CHRISTOPHE LE BEC



HONORIS UNITED UNIVERSITIES

(Gicam), organisation bien placée pour mener une enquête de fond. Il en ressort plusieurs pistes à exploiter, notamment le besoin de digitaliser les petites et moyennes entreprises, l'essor de l'e-commerce, les problématiques de *mobile money* et de banques en ligne, la gestion des identités biométriques, la sécurité des systèmes d'information, l'expertise des réseaux de télécoms et enfin la *data science*. L'opération a été réitérée dans d'autres pays de la région malgré des données « très difficiles à obtenir parce que les plans de développement de chaque pays sont très différents et ne font pas forcément référence à des besoins chiffrés en ce qui concerne le nombre d'ingénieurs ou celui des techniciens à former », souligne Thierry Boulogne, directeur des relations internationales de l'UTT.

Concevoir des solutions pragmatiques répondant aux besoins qui les entourent

Ses équipes accompagnent ainsi trois établissements au Cameroun (dont l'Institut catholique des arts et métiers – Icam – de Douala), trois au Togo (dont l'Université de Lomé) et trois au Sénégal (les écoles polytechniques de Dakar, de Thiès et de Saint-Louis). Au Pays de la teranga, un besoin de 39 000 ingénieurs en mathématiques appliquées ou en transition énergétique a par exemple été identifié pour les dix ans à venir, avec le numérique comme compétence transverse. « Dans ces pays, les connaissances fondamentales en mathématiques sont exceptionnelles comparées à celles rencontrées en Europe, en Asie ou en Amérique, mais le pont vers l'application technique et les solutions découlant de ce savoir ne se fait pas toujours », analyse le dirigeant de l'UTT.

À l'inverse de structures nord-africaines comme l'École Mohammadia ou l'École

Créée en 1986, l'EMSI de Casablanca, plus grande école d'ingénieurs privée du Maroc, fait partie du réseau privé d'enseignement supérieur panafricain Honoris United Universities, propriété du fonds Actis.

marocaine des sciences de l'ingénieur (Emsi), qui disposent d'un conseil scientifique incluant des enseignants d'universités étrangères et des représentants des industries recruteuses, le dialogue entre l'enseignement supérieur et le secteur privé n'est pas toujours fluide au sud du Sahara. « Les industriels n'osent pas dire à des professeurs qu'ils respectent peut-être trop ce que leurs établissements devraient engager comme réformes pour se conformer aux besoins des entreprises, et vice versa », illustre une source camerounaise. Résultat, les cursus d'ingénieurs, lourds et théoriques, ne permettent parfois pas aux étudiants de disposer de temps libre pour concevoir des solutions pragmatiques répondant à des besoins locaux. « Une étude menée auprès de grands groupes camerounais a pourtant souligné l'impérieuse nécessité de former les étudiants à l'esprit entrepreneurial parce qu'il forge la créativité et évite la seule restitution des connaissances acquises », analyse Thierry Boulogne.

Les ingénieurs de l'Institut Saint-Jean devraient, dans les années à venir, être accrédités par la Commission des titres d'ingénieur (CTI) française et disposer de diplômes reconnus à l'international. Jusqu'ici, seules l'école 2IE de Ouagadougou, l'École polytechnique de Yaoundé et l'Icam de Douala disposaient de cette reconnaissance en Afrique subsaharienne francophone. Cette accréditation de formation a pour vocation de garantir aux recruteurs que les profils qui en sont issus sont directement opérationnels, un critère non négligeable →

**FORMER LES ÉTUDIANTS À L'ESPRIT D'ENTREPRISE
FORGE LEUR CRÉATIVITÉ ET LEUR ÉVITE LA SEULE
RESTITUTION DES CONNAISSANCES ACQUISES.**

→ au vu des besoins toujours plus gourmands des entreprises, qui, pour les profils juniors, ont de moins en moins le temps de compléter les formations en interne.

Sur un marché du travail mondialisé, la concurrence est telle qu'elle produit un important turnover au sein des compagnies africaines, qui peinent à convaincre leurs collaborateurs de rester face aux offres alléchantes des rivaux européens ou nord-américains. « Les recruteurs ont tellement besoin de maintenir le flux qu'ils veulent de plus en plus un accès privilégié à nos étudiants », explique Hassan Filali, du réseau Honoris United Universities. Le recours au projet de fin d'étude (PFE) devient l'occasion pour les recruteurs de promettre une embauche directe à leur stagiaire dès qu'ils sont diplômés. « Le taux d'insertion est de presque 100 %, sauf pour ceux qui décident de poursuivre leurs études », estime-t-il.

« Au Maroc, nous n'avons aucun problème à recruter des profils juniors. En revanche, pour les profils expérimentés, managers ou spécialistes des technologies de pointe, il nous faut parfois chercher à l'extérieur du royaume »,

indique Abdelali El Ansari, directeur général adjoint au Maroc de l'entreprise de services numériques CGI, qui indique que ces problématiques de recrutement sont valables aussi à l'international. Ce groupe canadien, présent depuis 2004 dans le royaume chérifien, cultive ses relations avec l'ensemble des écoles d'ingénieurs du pays et s'autorise parfois à recruter ailleurs au Maghreb, et plus rarement en Afrique de l'Ouest, pour des raisons de lourdeurs administratives.

À Fès, où CGI a implanté en 2017 un centre d'excellence, un partenariat a été noué en 2018 avec l'Université Euro-Méditerranéenne de Fès pour créer l'École du développeur (U'Dev) sur le modèle des centres de formation du groupe déjà développés en France et qui permet à l'entreprise de former ses futurs collaborateurs. « U'Dev nous permet de mener une action sociétale et de former des jeunes d'une région défavorisée issus de bac +2 pour les adapter à nos métiers à niveau bac +3, mais ce n'est pas ce qui répondra au problème de la fuite des cerveaux sur le long terme », indique toutefois Abdelali El Ansari. **JA**

jeuneafrique

Bien s'informer, mieux décider

AVEC

JEUNE AFRIQUE DIGITAL,

PROFITEZ :

- de tous nos contenus digitaux pour plus d'analyses, d'informations exclusives et de débats
- de nos newsletters et de nos alertes pour suivre toute l'actualité africaine en temps réel
- de nos archives pour comprendre l'évolution du continent africain

Rendez-vous sur
jeuneafrique.com/abonnements
pour découvrir nos offres



Abonnez-vous
à Jeune Afrique Digital
pour seulement

1 €

le premier mois

et profitez de toute l'actualité
africaine décryptée pour vous.





La Tunisienne Amira Cheniou, fondatrice de Seabex.



Le Tunisien Anis Sahbani, DG d'Enova Robotics, unique fabricant de robots intelligents en Afrique.

ONS ABID POUR JEUNE AFRIQUE

Parcours de startups

Ils sont maghrébins et subsahariens. Six fondateurs de jeunes pousses reviennent sur la formation, reçue en Occident et sur le continent, qui leur a permis d'acquérir les compétences techniques et managériales indispensables pour réussir.

HÉLÈNE PORRET

En 2015, Ali Bensouda a lancé Omniup, une start-up marocaine qui permet de donner accès à du wifi gratuit dans les espaces publics en échange de vidéos publicitaires. Bien implanté au Maroc, l'entrepreneur de 39 ans cherche à exporter sa solution dans d'autres pays, comme la Tunisie, le Nigeria ou encore l'Indonésie. Pour conquérir ces nouveaux marchés, il fait aujourd'hui appel au réseau qu'il s'est constitué au cours de ses études de commerce à l'EM Lyon, en France. « Ce carnet d'adresses, c'est une force, fait valoir l'entrepreneur marocain. On peut se perdre de vue pendant dix ans et passer un coup de fil à un ancien camarade de promotion pour lui proposer de faire du business », explique-t-il.

Comme le fondateur d'Omniup, la plupart des jeunes créateurs de la tech africaines sont issus de formations

généralistes diverses – écoles d'ingénieurs et de commerce –, le plus souvent, dans un établissement prestigieux situé en dehors du continent. Ces formations offrent de nombreux avantages, à commencer par les contacts.

Un constat partagé par Bola Bardet, diplômée en France d'une executive MBA de HEC après une formation initiale à l'Institut Mines-Télécom Business School. Cette Franco-Béninoise de 37 ans a créé en 2019 Susu, une plateforme digitale qui propose de l'assurance-santé aux membres de la diaspora souhaitant

**SAVOIR PARLER UNE
LANGUE ÉTRANGÈRE,
C'EST AUSSI MAÎTRISER
L'HUMOUR QUI PERMET
DE TISSER UN LIEN AVEC
UN CLIENT POTENTIEL.**

couvrir leur famille sur le continent. Implantée en Côte d'Ivoire et en France, son entreprise recrute aussi bien des développeurs produits que des médecins et des assureurs. « Le domaine de la santé m'était complètement inconnu. Mais, grâce au réseau de HEC, j'ai pu identifier les bons contacts », explique-t-elle.

Le passage par la case grande école lui a également ouvert des horizons, notamment grâce à des échanges à l'étranger. « J'ai pu effectuer un séjour en Inde, aux États-Unis et en Afrique du Sud. Cela m'a permis d'appréhender les différentes manières de faire du commerce. C'est un vrai atout quand on veut lancer un projet panafricain », ajoute Bola Bardet ; l'occasion également de parfaire et d'enrichir son bagage linguistique. « Savoir parler une langue étrangère, c'est aussi maîtriser l'humour et les formules, qui permettent de tisser un lien avec un chef d'entreprise partenaire ou un client potentiel », complète Ali →



L'Ivoirien Régis Bamba, cofondateur de Djamo, a reçu le soutien de l'incubateur Y Combinator.



Polytechnicien, le Sénégalais Omar Cissé a créé InTouch, une plateforme universelle de paiement.

SYLVAIN CHERAOUÏ POUR JEUNE AFRIQUE

→ Bensouda, qui a fait un échange à l'Université de York, à Toronto, lors de sa formation à l'EM Lyon.

Appréhender le monde sous forme d'opportunités

À la tête d'Enova Robotics, unique fabricant de robots intelligents en Afrique, Anis Sahbani a quant à lui fait ses armes à l'École nationale d'ingénieurs de Tunis (Ensat). Diplômé en 1998, il a poursuivi ses études en France, à l'Université Paul-Sabatier de Toulouse, avant de devenir enseignant-chercheur à l'Université Pierre-et-Marie-Curie de Paris.

« J'ai pu voyager aux quatre coins du monde pour donner des conférences. Mon expérience en France m'a également permis de découvrir une autre méthode et d'aiguiser mon esprit critique », explique le dirigeant, qui a amorcé un virage vers l'entrepreneuriat en 2014. « Je voulais faire quelque chose de concret et créer une entreprise de conception et de fabrication de robots mobiles en Tunisie. Il n'y avait personne sur ce créneau », raconte Anis Sahbani. Problème : le pays ne dispense pas de formations dans la robotique. « J'ai été obligé de former les premiers ingénieurs de l'entreprise moi-même. Ma double

casquette d'expert et d'enseignant m'a beaucoup aidé pour faire monter en compétence les salariés », estime-t-il.

Le Sénégalais Omar Cissé a également puisé dans les compétences techniques acquises lors de sa formation à l'École supérieure polytechnique de Dakar pour mettre sur pied, en 2014, InTouch, une plateforme universelle acceptant tous les moyens de paiement.

« Je n'aurais pas pu créer cette solution sans mes connaissances techniques. Même si je ne suis aujourd'hui plus aussi présent dans la phase d'ingénierie des applications d'InTouch, mon expertise me permet de comprendre plus facilement les besoins d'un client », fait valoir l'entrepreneur. Un savoir-faire d'ingénieur crucial, mais insuffisant pour accompagner au mieux le développement de sa société une fois la phase d'amorçage réussie. « Huit ans après l'obtention de mon diplôme d'ingénieur, j'ai ressenti le besoin de compléter ma formation avec un MBA en management », indique Omar Cissé, qui a choisi celui de l'Institut supérieur de management (ISM) de Dakar – l'une des trois meilleures écoles du dernier classement des Business Schools de *Jeune Afrique* –, dont il est sorti diplômé en 2007.

Formée initialement en informatique à l'Institut national des sciences appliquées et de technologie (Insat), rattaché à l'Université de Carthage, la Tunisienne Amira Cheniour, co-CEO de Seabex, plateforme de smart-agriculture, a également éprouvé ce besoin. Après son premier cursus universitaire, elle a choisi de fréquenter les bancs de l'École supérieure privée d'ingénierie et de technologie (Esprit, établissement du réseau Honoris), à Tunis, qui dispense à la fois des cours purement technologiques et de marketing. « Cela m'a permis de comprendre comment développer un produit sur un marché, et de rendre une start-up rentable », explique la trentenaire, qui indique avoir contracté le virus de la création d'entreprise là-bas.

Un esprit entrepreneurial qu'Ali Bensouda estime avoir également découvert à l'EM Lyon. « Dès la première année, on fait des simulations de création d'entreprises intégrant toutes les dimensions du projet. Cela nous incite à appréhender le monde sous forme d'opportunités. Chaque fois qu'un besoin se fait sentir, on pense création d'entreprises pour changer les choses. C'est ce qui m'a motivé pour fonder Omniup. Je voyais qu'il existait une fracture numérique



Après des études à l'EM Lyon, en France, le Marocain Ali Bensouda a lancé Omniup.

dans les pays émergents, notamment africains, qui était de plus en plus importante. J'ai voulu proposer une solution pour répondre à ce problème », se souvient-il. D'autres fondateurs de start-up formés en écoles d'ingénieurs choisissent de s'associer avec des profils complémentaires possédant des compétences en gestion.

Miser sur la formation continue pour maintenir un haut degré d'exigence

Diplômé en informatique à l'Université de Townson, aux États-Unis, l'Ivoirien Régis Bamba s'est associé avec son compatriote Hassan Bourgi pour fonder Djamo, une application financière ayant reçu récemment l'appui d'Y Combinator, prestigieux incubateur et fonds d'amorçage américain. « Mon manque de connaissances en gestion d'entreprise m'a déjà été préjudiciable par le passé, notamment

lorsque j'ai voulu développer des solutions pour mobile au Nigeria », explique Régis Bamba, qui s'appuie en la matière sur les compétences de son associé, titulaire d'un diplôme de la Montpellier Business School, puis d'un master en management international de l'Escuela de Alta Dirección y Administración (Eada), à Barcelone.

Alors qu'ils dépendent de technologies très évolutives, les jeunes start-upers parient aussi sur la formation continue de leurs employés pour rester à niveau sans se faire distancer par d'autres jeunes pousses. « Chez Enova Robotics, certains de nos étudiants viennent travailler dans notre entreprise dès la licence. Ils sont en entreprise la semaine et suivent leurs cours le soir et le week-end. C'est une manière pour nous de garder un œil sur les nouveautés et de les intégrer à nos compétences », conclut Anis Sahbani. [JA](#)

ISTEC
PARIS
ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE ET MARKETING

BACHELOR

BAC+3, DIPLÔME VISÉ

GRANDE ÉCOLE

BAC+5, GRADE DE MASTER

MBA, E-MBA

BAC+6

60
ans
d'excellence



Contact : Stéphane Djelilate - s.djelilate@istec.fr - +33 (0)1 40 40 16 47 - www.istec.fr
ISTEC Paris - Campus Jemmapes : 128 quai de Jemmapes, 75010 Paris
Ecole privée d'enseignement supérieur français, reconnue par l'Etat, association loi 1901.





RECHERCHE DE CADRES DIRIGEANTS | CONSEIL AUX ENTREPRISES
RECRUTEMENT DE MANAGERS | ÉVALUATION DU CAPITAL HUMAIN | PLAN DE SUCCESSION



**LEADER DE LA RECHERCHE DE TALENTS POUR L'AFRIQUE
ET DU MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES**

UNE PRÉSENCE
GLOBALE

AMSTERDAM
ATHÈNES
BARCELONE
BEYROUTH
BRATISLAVA
BRUXELLES
BUCAREST
BUDAPEST
COPENHAGUE

DÉTROIT
DUBAÏ
FRANCFORT
GENÈVE
HONGKONG
ISTANBUL
DJEDDAH
KUALA LUMPUR
LISBONNE

LJUBLJANA
LONDRES
LUXEMBOURG
LYON
MADRID
MEXICO
MILAN
MONTERREY
MONTRÉAL

MOSCOU
MUMBAÏ
NEW DELHI
NEW YORK
PARIS
PRAGUE
SÃO PAULO
SINGAPOUR
SHANGHAI

SKOPJE
SOFIA
STOCKHOLM
SYDNEY
TORONTO
VIENNE
VARSOVIE
ZAGREB
ZURICH



+25
ANNÉES



+53
BUREAUX



+50
PAYS



150
CONSULTANTS



+10 000
RECRUTEMENTS EN AFRIQUE

NOUS VALORISONS LES SPÉCIFICITÉS CULTURELLES ET SOCIOLOGIQUES AFRICAINES DANS NOTRE APPROCHE
NOUS ACCOMPAGNONS LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES EN AFRIQUE

www.africsearch.com



Premier cabinet de conseil en Ressources Humaines pour l'Afrique



Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Gouvernance Economique (PAGE) de la Banque Mondiale au Togo, le cabinet Africsearch Togo, recrute pour le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) des Experts et des Cadres de haut niveau (H/F) :

• Deux Cadres Confirmés à la Direction Générale des Etudes et Analyses Economiques (DGEAE)

- Diplôme en Sciences Economiques, en Statistiques, en Econométrie ou tout autre domaine jugé pertinent
- Bonnes connaissances de la politique budgétaire et monétaire ainsi que des politiques conjoncturelles et structurelles
- Bonnes connaissances des enjeux de la politique fiscale et de la problématique du financement de l'économie
- Parfaite connaissance des méthodes de prévision et de cadrage macroéconomique

• Deux Cadres Confirmés à la Direction Générale du Budget et des Finances

- Diplôme en Sciences Economiques, en Sciences de Gestion, en Comptabilité, en Administration des services financiers ou tout autre domaine jugé pertinent
- Parfaite maîtrise de la gestion axée sur les résultats et du budget programme
- Bonnes connaissances des enjeux de la politique fiscale et de la problématique du financement de l'économie
- Parfaite connaissance de la réglementation en matière budgétaire

• Deux Cadres Confirmés à la Direction de la Dette Publique et du Financement

- Diplôme en Sciences Economiques, en Statistiques, en Econométrie ou tout autre domaine jugé pertinent
- Bonnes connaissances de la politique budgétaire et monétaire ainsi que des politiques conjoncturelles et structurelles
- Maîtrise des mécanismes d'intervention sur les marchés de capitaux
- Bonnes connaissances des enjeux de la politique fiscale et de la problématique du financement de l'économie

• Deux Cadres Confirmés à la Direction Nationale du Contrôle Financier

- Diplôme en Sciences Economiques, en Sciences de Gestion, en Comptabilité, en Administration des services financiers ou tout autre domaine jugé pertinent
- Parfaite maîtrise des textes législatifs et réglementaires sur la fiscalité
- Bonnes connaissances de la politique budgétaire et monétaire
- Parfaite maîtrise de la gestion axée sur les résultats et du budget programme
- Bonnes connaissances des enjeux de la politique fiscale et de la problématique du financement de l'économie

• Deux Cadres Confirmés à la Direction des Ressources Humaines

- Diplôme en Gestion des Ressources Humaines, en Administration, en Sciences Sociales, en Sciences Politiques, en Droit ou tout autre domaine jugé pertinent
- Excellente connaissance de la problématique de gestion des ressources humaines et de la GPEC
- Excellente capacité managériale, d'écoute et de négociation
- Bonnes connaissances de la gestion administrative du personnel
- Bonnes connaissances des enjeux de l'évaluation des performances et de la gestion des carrières

Qualifications & compétences des Cadres Confirmés

- Niveau BAC +5 au minimum
- Âge (au plus 50 ans)
- Parfaite connaissance de l'administration publique ou privée et des organisations régionales et sous-régionales
- Excellente connaissance des finances publiques, de la comptabilité de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics nationaux
- Au moins dix (10) années dans le management de hautes institutions économiques et financières ou dans la gouvernance des organisations publiques ou privées
- Au moins cinq (05) années dans le domaine d'activité du

poste ou un équivalent dont deux (02) années à un poste de responsabilité dans l'administration publique ou privée, les organisations internationales, régionales ou sous-régionales

• Un Haut Cadre à la Direction Générale du Budget et des Finances (DGBF)

- Diplôme en Sciences Economiques, en Sciences de Gestion, en Comptabilité, en Administration des Services Financiers ou tout autre domaine jugé pertinent
- Parfaite maîtrise de la gestion axée sur les résultats et du budget programme
- Bonnes connaissances des enjeux de la politique fiscale et de la problématique du financement de l'économie
- Parfaite connaissance de la réglementation en matière budgétaire

• Un Haut Cadre à la Direction de la Dette Publique et du Financement

- Diplôme en Sciences Economiques, en Statistiques, en Econométrie ou tout autre domaine jugé pertinent
- Bonnes connaissances de la politique budgétaire et monétaire ainsi que des politiques conjoncturelles et structurelles
- Maîtrise des mécanismes d'intervention sur les marchés de capitaux

• Un Haut Cadre à la Direction Générale des Etudes et Analyses Economiques

- Diplôme en Sciences Economiques, en Statistiques, en Econométrie ou tout autre domaine jugé pertinent
- Bonnes connaissances de la politique budgétaire et monétaire ainsi que des politiques conjoncturelles et structurelles
- Bonnes connaissances des enjeux de la politique fiscale et de la problématique du financement de l'économie
- Parfaite connaissance des méthodes de prévision et de cadrage macroéconomique

• Un Haut Cadre à la Direction Nationale du Contrôle financier

- Diplôme en Sciences Economiques, en Sciences de Gestion, en Comptabilité, en Administration des Services Financiers ou tout autre domaine jugé pertinent
- Parfaite maîtrise des textes législatifs et réglementaires sur la fiscalité
- Bonnes connaissances de la politique budgétaire et monétaire
- Parfaite maîtrise de la gestion axée sur les résultats et du budget programme

• Un Haut Cadre à la Direction des Ressources Humaines

- Diplôme en Gestion des Ressources Humaines, en Administration, en Sciences Sociales, en Sciences Politiques, en Droit ou tout autre domaine jugé pertinent
- Excellente connaissance de la problématique de gestion des ressources humaines
- Excellente capacité managériale, d'écoute et de négociation
- Excellente connaissance de la gestion prévisionnelle des ressources humaines, des emplois et des compétences (GPEC)
- Bonnes connaissances de la gestion administrative du personnel

Qualifications & compétences des Hauts Cadres

- Niveau BAC +5 au minimum
- Âge (au plus 50 ans)
- Parfaite connaissance de l'administration publique ou privée et des organisations régionales et sous-régionales
- Excellente connaissance des finances publiques, de la comptabilité de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics nationaux
- Au moins quinze (15) années dans le management de hautes institutions économiques et financières ou dans la gouvernance des organisations publiques ou privées
- Au moins dix (10) années dans le domaine d'activité du poste ou un équivalent dont cinq (5) années à un poste de Directeur Général dans l'administration publique ou privée, les organisations internationales, régionales ou sous-régionales

• Un Expert en charge du Secteur de l'Education

- Diplôme Universitaire de troisième cycle ou équivalent (BAC+5) en Economie, en Sciences de l'Education, en Sciences Politiques, en Gestion et Développement
- Excellente connaissance dans les domaines de la planification, de la programmation, de la budgétisation et du suivi-évaluation des projets et programmes de développement
- Expérience justifiée d'au moins cinq (05) années en matière de gestion ou d'administration de l'aide au développement en particulier dans l'harmonisation des pratiques des donateurs
- Solide connaissance du secteur de l'éducation

• Un Expert en charge du Secteur des Infrastructures

- Diplôme d'Ingénieur de Travaux ou Technicien Supérieur en Génie Civil, Génie Rural ou diplômés équivalents
- Expérience significative d'au moins cinq (05) années en suivi de projets d'infrastructures et solides connaissances techniques (conception, études, synthèse, etc.)
- Connaissance approfondie des projets de construction de base et travaux publics
- Excellentes compétences en matière de planification, de coordination et d'établissement de rapports, avec la capacité d'organiser une charge de travail importante composée de tâches et de responsabilités complexes et diversifiées
- Bonne connaissance du contexte et des stratégies de développement des infrastructures dans la sous-région

• Un Expert en charge des Secteurs des Mines, de l'Energie et de l'Eau

- Diplôme d'Ingénieur en Energie, en Géologie et en Hydrologie
- Un diplôme avancé en Droit, ou en affaires (un diplôme au minimum équivalent au Master en Sciences Juridiques d'une université reconnue constituerait un avantage supplémentaire)
- Expérience significative en suivi de projets d'infrastructures et solides connaissances techniques (conception, études, synthèse, en énergie, mines et hydrologie)
- Expérience d'au moins cinq (05) années en matière de pratique concernant les contrats miniers, énergétiques et de l'eau
- Expérience en matière de gestion de projets et de Droit des ressources naturelles en particulier les mines et l'énergie, ainsi qu'une expérience en matière de collaboration avec les fonctionnaires et les donateurs, les partenaires du secteur privé et les ONG

• Un Expert en charge du Secteur de l'Agriculture

- Diplôme Universitaire de troisième cycle ou équivalent (BAC+5 minimum), en Economie, Agro-économie, Sciences Politiques, Gestion et Développement
- Expérience avérée dans les domaines de la planification, de la programmation, de la budgétisation et du suivi-évaluation des projets et programmes de développement
- Expérience justifiée d'au moins cinq (05) années en matière de gestion ou d'administration de l'aide au développement, en particulier dans l'harmonisation des pratiques des donateurs
- Solides connaissances du secteur de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Elevage

• Un Expert en charge du Secteur de la Santé

- Diplôme universitaire de troisième cycle ou équivalent (BAC+5), en Economie de la Santé, en Sciences Politiques, Gestion, Développement ; un doctorat en médecine, une spécialisation et/ou une expérience en santé maternelle et néonatale serait un atout
- Expérience pertinente de cinq (05) ans minimum en management dans les organisations internationales et nationales
- Bonne connaissance du contexte sanitaire et des politiques du Togo en matière de santé ainsi que celles de la sous-région

NB : Pour tous les postes à pourvoir, la durée de la mission est de deux (02) ans renouvelables.

Les candidats intéressés sont invités à envoyer leur CV détaillé avec une lettre de motivation en indiquant le poste auquel ils postulent à l'adresse infotg@africsearch.com

Africsearch Togo est sis au 63, Bd du 13 janvier Nyékonakpoé Tél. : (228) 22 20 21 04/22 21 37 36.

Date limite de dépôt des candidatures, le Jeudi 15 Avril 2021 à 18 H. TU. N.B. : Nous portons une attention particulière aux candidatures de la diaspora ;

Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s par téléphone ou par e-mail. Retrouvez le descriptif de ces postes sur www.africsearch.com.



République du Bénin

SOCIÉTÉ DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES DU BÉNIN (SIRB SA)

Dans le cadre de son expansion, la SOCIÉTÉ DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES DU BÉNIN (SIRB SA) recrute les postes suivants :

1. DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES

Mission du Poste : Le Directeur de l'Administration et des Finances a en charge la gestion rationnelle des ressources humaines, matérielles et financières de la Société.

Il définit, en collaboration avec la Direction Générale, la stratégie financière de la Société et garantit sa déclinaison dans les services concernés. Il a pour mission de planifier, gérer et coordonner les activités administratives, financières et comptables de la Société. Il veille au respect de la réglementation budgétaire et comptable de la Société et des dispositions particulières de gestion financière relatives aux financements des partenaires extérieurs. Il est garant de la pérennité financière, de la transparence et de la fiabilité des comptes de la Société.

Formation : Avoir un diplôme BAC + 5 minimum en gestion financière et comptable.

Expériences professionnelles : Avoir un minimum de dix (10) ans d'expérience opérationnelle, dont cinq (5) ans à un poste similaire dans une entreprise publique ou privée de préférence dans l'espace OHADA.

Une connaissance des procédures de passation des marchés nationales et /ou des bailleurs de fonds serait un plus.

2. DIRECTEUR DES ÉTUDES ET DES TRAVAUX NEUFS

Mission du Poste : Le Directeur des Etudes et des Travaux Neufs assure les études et le développement des routes à la charge de la Société.

Formation : Avoir un diplôme BAC + 5 - Ingénieur Génie civil ou travaux publics.

Expériences professionnelles : Avoir une expérience professionnelle d'au moins 10 ans en tant qu'ingénieur dans le domaine du génie civil ou des travaux publics dont 5 ans au moins dans une fonction similaire dans la gestion de projets majeurs.

3. DIRECTEUR DE L'ENTRETIEN ROUTIER ET DU SUIVI DES INFRASTRUCTURES

Mission du Poste : La Direction de l'Entretien Routier et du suivi des infrastructures, en abrégé « DERSI » assure le suivi des infrastructures routières et l'entretien du réseau routier à charge de la société.

Formation : Avoir un diplôme BAC + 5 - Ingénieur Génie civil ou travaux publics.

Expériences professionnelles : Avoir une expérience professionnelle d'au moins 10 ans en tant qu'ingénieur dont 5 ans au moins dans la planification, le suivi et l'entretien des infrastructures routières.

DOSSIER DE CANDIDATURE :

Le dossier de candidature doit être constitué des pièces suivantes :

- une lettre de motivation signée du candidat et adressée au Directeur Général de la SIRB ;
- un curriculum vitae détaillé ;
- les photocopies des diplômes et attestations ;
- les preuves des expériences requises ;
- photocopie d'une pièce d'identité ;
- un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois à la date limite de dépôt du dossier de candidature ;
- une indication du délai de disponibilité du candidat.

Les dossiers de candidature seront envoyés par voie électronique à l'adresse : recrutement@sirb.bj ou dépôt physique au Secrétariat de la Direction Générale de la SIRB sis à l'immeuble 'SCI TRAIT D'UNION', rue Obama Beach, quartier Ahwanlèko, Cotonou au plus tard **le lundi 12 avril 2021 à 17 heures précises**. Pour tous renseignements complémentaires, veuillez écrire à l'adresse suivante : recrutement@sirb.bj.

Le pli doit porter la mention du poste concerné.

CONDITIONS D'EMPLOI :

Le lieu de travail est le siège de la SIRB à Cotonou.

La durée du contrat est deux (2) ans, renouvelable sur la base de la performance de l'employé.

Une période d'essai sera observée conformément aux textes en vigueur.

Retrouvez les termes de référence des postes : <https://www.jeuneafrique.com/emploi-formation/offres/>



Drugs for Neglected Diseases initiative

Directeur (trice) Exécutif (ve)

DNDi recherche son/sa futur(e) Directeur Exécutif / Directrice Exécutive pour diriger cette organisation internationale de recherche et développement (R&D) à but non lucratif, à partir de 2022.

DNDi a été lancée en 2003 par ses partenaires fondateurs : quatre instituts de recherche de premier plan (implantés au Brésil, en Inde, au Kenya, en Malaisie), Médecins Sans Frontières et l'Institut Pasteur, avec le soutien de l'Organisation Mondiale de la Santé.

DNDi a développé et introduit à ce jour huit nouveaux traitements pour des maladies tropicales négligées et des infections virales, en collaboration avec plus de 200 partenaires dans plus de 40 pays. DNDi prévoit d'avoir développé 25 nouveaux traitements d'ici 2028, tout en contribuant à accélérer l'accès à ces médicaments et à promouvoir un écosystème de recherche et développement plus inclusif, durable et équitable.

Le/La Directeur Exécutif/Directrice Exécutive est chargé(e) de conduire l'organisation dans la réalisation de ses objectifs stratégiques, et de la représenter au sein de la communauté mondiale de la santé, des partenaires et des donateurs.

Le poste exige une excellente compréhension du domaine de la santé publique et du développement des médicaments, ainsi qu'une compréhension approfondie des réalités des pays où ces maladies sont endémiques.

Ce poste est par ailleurs une opportunité unique pour un(e) leader accompli(e) ayant l'expérience de gérer des équipes diverses à l'échelle internationale, et de façonner la stratégie et l'avenir d'une institution reconnue.

Forte de 250 collaborateurs dans neuf bureaux sur quatre continents, DNDi promeut la diversité et l'inclusion qui sont des composantes essentielles de sa culture, et parmi les facteurs de son succès.

DNDi ne tolère aucune discrimination, reconnue comme un obstacle à l'égalité des chances, à l'inclusion, aux droits de l'homme et à la performance de l'organisation.

Pour de plus amples renseignements, merci de contacter Russell Reynolds Associates www.rresponses.com

La date de clôture des candidatures est le Mai 2 2021 à 12h00 GMT.



Nous vous accompagnons dans vos projets d'Entreprises

HUMAN PROJECT est un cabinet de conseil RH et conseil Entreprises qui intervient dans plusieurs domaines d'activités:

- Conseil en Ressources Humaines
- Conseil et Accompagnement stratégique des entreprises et ONG
- Conception et mise en place d'outils RH
- Audit et Diagnostic organisationnel
- Externalisation des Ressources Humaines (outsourcing)
- Formation (séminaire et formation à la carte)
- Team building
- Gestion des Moyens généraux et de la logistique
- Recrutement

Nous disposons de produits spécifiques :

- Le centre de bilan de compétences pour évaluer les compétences www.bilan.humanprojectbf.com
- La databases pour permettre de consulter ou de postuler à nos offres en ligne www.databases.humanprojectbf.com

Burkina Faso / Ouagadougou : Cité 1200 logements, 01 BP 1612 OUAGA 01
contact : 00226 25 36 32 92 / 02 60 10 10

Côte d'Ivoire / Abidjan: Sise à Cocody Riviera Palmeraie
Résidence KAHÀ aptt b3 non loin, de quick market, 17 BP473 ABJ 17
contact : 00225 01 50 23 23 02

Email : direction@humanprojectbf.com
Site web : www.humanprojectbf.com

EMPLOI - FORMATION



Audit
& Conseils

LE CABINET ITM SARL recherche pour une Grande Société Immobilière et foncière au Mali.

UN DIRECTEUR TECHNIQUE

Profil

Formation et Diplômes :

BAC+5 ingénieurs en génie civil

Expérience requise : 7 à 10 ans

d'expérience professionnelle avec une expérience en encadrement d'équipes.

UN TECHNICIEN DE CHANTIER

Profil

Formation et Diplômes : BTS technicien de chantier, licence en génie civil

Expérience requise : 3 à 5 ans d'expérience professionnelle.

Au plus tard le 23 Avril 2021 à 17h00.

Pièces à fournir :

- a) CV actualisé,
- b) Une lettre de motivation,
- c) La copie des diplômes et attestations

Lieu de dépôt physique des dossiers :

ITM SARL - Sébénicoro - Cité BHM - Villa J4 dans la rue face à la Station N'Doure Trans Service.

Contacts : +223 60 51 21 36 / 223 20 77 88 47.

Par mail :

À l'adresse recrutementitm@itmconseils.com (préciser l'intitulé du poste)

La description du poste est disponible au cabinet ITM et sur le site MALIBAARA (www.malibaara.com)

Tout dossier incomplet fera l'objet de rejet, et seuls les candidats présélectionnés seront contactés pour le reste du processus : Test, Interviews.



Quatre idées pour booster la productivité

À travers des filières et des pays bien distincts, *Jeune Afrique* a sélectionné quatre réussites qui ensemencent l'avenir du continent.

CHRISTOPHE LE BEC

L'enjeu n'est pas nouveau. Même si les productions agricoles du continent sont – toutes filières confondues – plutôt à la hausse, cette progression reste insuffisante pour répondre aux besoins alimentaires qui augmentent avec l'accroissement des populations. La productivité demeure, hélas!, trop faible. Année après année, les analystes pointent du doigt la dépendance toujours plus grande des pays africains aux importations de denrées alimentaires, essentiellement asiatiques – Chine et Thaïlande en tête pour le riz –, mais aussi sud-américaines, russes et ukrainiennes pour d'autres produits agricoles.

En Afrique, il existe pourtant des recettes efficaces en matière de productivité. Il y a d'abord beaucoup à faire concernant l'organisation des filières, que ce soit dans

l'optimisation de la logistique – souvent chancelante – des intrants ou des récoltes, ou pour structurer des coopératives efficaces. Sur ce dernier point, les vignerons tunisiens pourraient dispenser bien des leçons; pour ce qui est de la mutualisation des moyens de production et de la commercialisation comme de la solidarité et du partage de connaissances.

Autre chantier majeur, l'adaptation des semences agricoles au milieu local, comme la variété de cacao Mercedes élaborée à Yamoussoukro par des agronomes ivoiriens. Grâce à elle, les volumes produits par la Côte d'Ivoire ont progressé de 83 %. Si les mêmes efforts en matière de recherche et de développement étaient consentis pour d'autres cultures consommées localement – et non tournées vers l'exportation –, cela pourrait aussi grandement changer la donne. Enfin, l'utilisation fructueuse des



Tunisie

Comment les coopératives ont sauvé la filière viticole

Après une expérience malheureuse proche de la collectivisation dans les années 1960, le mouvement coopératif a désormais le vent en poupe dans l'agriculture tunisienne. Depuis plus de soixante-dix ans, le secteur viticole donne l'exemple.

France, Belgique, Royaume-Uni, Canada, Chine. Les vins des Vignerons de Carthage, anciennement Union centrale des coopératives viticoles (UCCV) de Tunisie, ont remporté des prix partout dans le monde. Une réussite gustative qui repose sur une organisation coopérative harmonieuse des quelque 9 000 hectares de vigne.

« Il y a une vraie synergie entre la gestion centrale – qui s'occupe de prospecter de nouveaux marchés ainsi que de la commercialisation et de la qualité des vins – et les coopératives de terroirs, qui veillent aux besoins quotidiens des viticulteurs comme l'assistance technique ou la fourniture en intrants », explique Amor Slama, ancien président des Vignerons de Carthage.

Avec en moyenne seulement 5 ha de terrain, le viticulteur tunisien ne dispose pas de la superficie nécessaire pour fonctionner de manière indépendante en subvenant à ses besoins. C'est pourquoi l'union coopérative, fondée en 1948, s'engage à racheter la récolte de ses adhérents à un bon prix et à proposer un préfinancement de l'achat de raisin.

Au Pays du jasmin, l'art de cultiver la vigne et de faire du bon vin se porte comme un charme.

nouvelles technologies est une autre piste majeure, aussi bien dans la micro-irrigation – les Burkinabè en sont les pionniers sur le continent – qu'avec les drones, utilisés par les riziculteurs togolais pour cartographier leurs champs, en optimiser l'exploitation et mieux disperser les produits phytosanitaires.

JA a sélectionné quatre idées pertinentes qui permettent d'augmenter la production agricole, quatre réussites prenant corps dans des pays et des filières bien différents. Ce choix ne prétend pas à l'exhaustivité, car les agriculteurs africains, confrontés à de multiples défis, notamment logistiques et climatiques, débordent de créativité. Puissent simplement ces quatre exemples inspirer d'autres acteurs agricoles du continent dans leur volonté d'améliorer la productivité et de mieux nourrir les populations. [JA](#)

Les Vignerons de Carthage proposent même un service d'assurance maladie et de comptabilité pour aider leurs adhérents. La mutualisation permet d'avoir accès aux crédits bancaires, qui seraient inaccessibles aux adhérents individuellement. Cela a permis, ces dernières années, d'investir dans des cuves en inox avec refroidissement, des pressoirs pneumatiques et de nouvelles chaînes d'embouteillage.

Un chiffre d'affaires proche des 15 millions d'euros

Loin de la vision des coopératives étatiques des années 1960, les Vignerons de Carthage n'hésitent pas à ouvrir une partie du capital de leurs domaines à des investisseurs étrangers. L'allemand Langguth est ainsi partenaire dans le Magon, l'un des principaux domaines du pays. Avec plus de 100 000 hectolitres de vin produits annuellement et un chiffre d'affaires qui avoisine les 50 millions de dinars (15 millions d'euros), la coopérative n'a pas retrouvé les volumes d'avant la révolution, mais l'heure n'est plus à la quantité.

Les fortes taxes sur le marché intérieur (qui représente environ 80 % des ventes) et la féroce concurrence internationale empêchent de tableer sur une croissance exponentielle. Les dirigeants misent donc sur la qualité de ses produits, avec la mise en place de sept appellations d'origine contrôlée (AOC) et de produits dans l'air du temps comme des vins pétillants et mousseux. Le défi à venir pour les Vignerons de Carthage consistera à renouveler les plants vieillissants, datant pour beaucoup de la colonisation.

MATHIEU GALTIER, À TUNIS

Ouagadougou a lancé un vaste programme de promotion de cette technique : quelque 2000 ha ont ainsi déjà été aménagés.



Burkina Faso La micro-irrigation, outil crucial au Sahel

Le Pays des hommes intègres entend être le pionnier du développement de la micro-irrigation. Cette méthode agricole vise à mener l'eau jusqu'au pied de la plante, arrosée le plus souvent goutte à goutte grâce à un réseau de distribution en surface ou souterrain, en évitant au maximum l'évaporation.

Économe en main-d'œuvre et couplée à la fertigation – utilisation d'engrais soluble dans l'eau d'irrigation –, elle permet d'optimiser l'utilisation des ressources hydriques locales et d'améliorer la productivité des cultures. Face aux effets de la sécheresse au Sahel, aggravée par le réchauffement climatique, elle a gagné de nombreux adeptes parmi les agriculteurs burkinabè, ainsi que, plus récemment, chez le voisin nigérien.

Ouagadougou a notamment lancé un vaste programme de promotion de la micro-irrigation, avec quelque 2000 hectares déjà aménagés pour cette technique culturale, grâce à 1500 réservoirs d'eau pompée localement. Le Burkina Faso est ainsi passé d'une vingtaine de fermes pilotes en 2019 à près de cinq cents fermes mettant en œuvre la méthode. « Nous bâtissons

un modèle d'exploitation agricole résilient [...] qui s'appuie sur l'utilisation de l'eau souterraine, le pompage solaire et les technologies efficaces d'irrigation limitant au maximum l'évaporation », résume Donkora Kambou, directeur général des aménagements hydro-agricoles et de l'irrigation au ministère burkinabè de l'Agriculture.

Entre 30 % et 55 % d'économies d'eau

Au Niger, c'est l'israélien Netafim qui déploie cette technologie avec des économies d'eau allant de 30 % à 55 %. L'ONG américaine IDE, qui a soutenu les initiatives burkinabè, a mené plus récemment des essais concluants en Gambie et en Afrique du Sud.

Les perspectives de développement des techniques de micro-irrigation sont majeures au Sahel, mais aussi en Afrique australe, région également en proie à la sécheresse. Le marché des systèmes d'irrigation goutte à goutte au Moyen-Orient et en Afrique, estimé à 572 millions de dollars par an à l'horizon 2025 par Market Data Forecast, devrait attirer les acteurs spécialisés du secteur sur le continent.

NADOUN COULIBALY, À OUAGADOUGOU

Côte d'Ivoire Quand les agronomes locaux mettent au point la « fève en or »

Au début des années 2000, les agronomes ivoiriens ont abouti à la mise au point d'une variété devenue la coqueluche des cacaoculteurs du pays : la Mercedes. Issue de quinze années de travaux au sein des laboratoires du Centre national de recherches agronomiques (CNRA) de Yamoussoukro, elle a permis à la Côte d'Ivoire d'atteindre des records de production, avec des volumes de cacao récolté passés de 1,2 million à 2,2 millions de tonnes entre 2004 et 2016. Née de l'hybridation entre plusieurs espèces locales – et non par organismes génétiquement modifiés (OGM) –, elle a été baptisée en hommage à la marque automobile allemande – réputée robuste – en raison de sa résistance aux maladies végétales et à sa grande productivité.

La « berline » des fèves produit ses premières cabosses dix-huit mois après sa plantation, contrairement à la variété classique, dont les fruits n'apparaissent qu'entre trois et six ans plus tard.

Une productivité cinq à dix fois supérieure

Mercedes a une productivité allant de 1,5 tonne à 3 t à l'hectare contre 300 kg pour la variété normale. Les plants, dont la durée de vie excède généralement quarante ans, résistent au Swollen Shoot, une maladie récurrente et parfois dévastatrice pour les vergers traditionnels. Enfin, les cabosses Mercedes, plus arrondies et plus légères que celles de la variété classique, correspondent aux attentes des industriels du cacao, car plus faciles à transformer.

Les paysans ivoiriens ont vite adopté cette variété. De 2005 à 2016, entre 25 000 et 50 000 hectares de plants de Mercedes étaient distribués annuellement aux cacaoculteurs. Depuis 2017, le Conseil du café-cacao (CCC) – l'organe de régulation de la filière qui finançait la recherche et la distribution – a suspendu ce programme. « Nos projections prévoyaient une récolte de 2 millions de t en 2020. Mais, dès 2017, grâce à la variété Mercedes, nous avons franchi ce cap. Notre priorité est désormais plutôt de plafonner la récolte annuelle à 2 millions de t, en améliorant notamment notre cartographie des plantations et variétés utilisées, et donc nos prévisions de production », explique Yves Brahima Koné, le directeur général du CCC.

BAUDELAIRE MIEU, À ABIDJAN



PUBLICITÉ



ALAPALA, LA RENCONTRE DE LA TRADITION ET DE L'INNOVATION OFFRE COMPLÈTE DE SOLUTIONS DE MEUNERIE CLÉS EN MAIN, AVEC UN SAVOIR-FAIRE MONDIAL

Nous construisons des minoteries, des installations de broyage du maïs, des semouleries ainsi que des provenderies et nous produisons des machines primées. Grâce à un investissement continu dans la R&D et à la fourniture de tous les services à partir d'une source unique (conception, planification et mise en service), nos services réduisent les coûts opérationnels et augmentent la productivité des minoteries.

Grâce à son expertise unique en matière de gestion de la construction et de l'automatisation, Alapala se positionne comme le partenaire de confiance pour les solutions clés en main. Nos offres intégrées, rentables et efficaces et nos conceptions sur mesure répondent aux besoins spécifiques de nos clients. Les caractéristiques avancées de nos machines de meunerie de pointe nous permettent de répondre aux besoins des établissements de toute taille.

OFFRE ALAPALA

Offre complète de pièces de rechange et de services sur place et à distance pour assurer la continuité des activités. Le secteur d'activité d'Alapala compte les moulins à farine (blé tendre, blé dur et moulins à maïs), les moulins à riz, les moulins à aliments pour animaux, les silos et les systèmes de stockage de produits, quels qu'ils soient, les systèmes de pesage, de transport et d'emballage, ainsi que les systèmes de mélange de farine.

Alapala Group
ECS Business Park B3 Blok
Bakirkoy - Istanbul, Turquie
info@alapala.com
www.alapala.com

Togo Des drones pour doper le rendement rizicole



LUC GNAGOREUTERS

Les drones pulvérisateurs permettent de traiter 1 hectare douze fois plus vite qu'un travailleur manuel.

au Togo, ce passionné d'agritech, qui travaille en bonne intelligence avec les autorités togolaises, entend bien imposer le drone comme un outil indispensable en Afrique de l'Ouest. Les seize étudiants de la première promotion d'e-AgriSky – des Togolais mais aussi des Maliens, des Ivoiriens et des Camerounais – sont déjà opérationnels.

Plus ambitieux que jamais, e-AgriSky veut former 8000 pilotes

« La formation leur permet d'acquiescer en un mois des connaissances pour piloter, manipuler et programmer les drones, pour la dispersion de produit, mais aussi la cartographie des parcelles pour optimiser leur exploitation », explique Hodabalo Egbelou, formateur au centre. D'ici à 2025, l'objectif – très ambitieux – de l'école est de former pas moins de 8000 pilotes de drone certifiés.

Outre la formation, l'établissement vend les engins volants – de marque China Quanfeng Aviation – aux agriculteurs ainsi que les produits phytosanitaires dispersés. « Ils sont agréés par l'État et répondent aux normes de protection de l'environnement », précise Kossi Dovené Tsekpui, ingénieur des travaux agricoles, qui est chargé de leur commercialisation.

CHARLES DJADE, À LOMÉ

Pour le traitement phytosanitaire de ses dix hectares de culture de riz à Assomé, un village du sud du Togo, Adenyo Koffi a opté pour les drones pulvérisateurs. L'utilisation de ces engins agricoles volants revient moins cher à Adenyo, qui dépense aujourd'hui 80 000 F CFA (122 euros), contre 150 000 F CFA pour un traitement à la main de son champ chaque saison. Le drone réduit également le temps passé à traiter les rizières manuellement – quinze minutes par hectare au lieu de trois heures –,

ainsi que les dangers liés à l'inhalation des produits sanitaires par les travailleurs agricoles.

Si Adenyo Koffi a opté pour ces drones agricoles, c'est grâce à une nouvelle initiative de l'entrepreneur Edeh Dona Etchri, qui a fondé à Lomé le centre e-AgriSky, une école à vocation régionale de pilotes de drone agricoles, en partenariat avec le groupe China Quanfeng Aviation. Connu pour avoir lancé la plateforme numérique e-agribusiness, utilisée par quelque 5000 producteurs, experts et acheteurs agricoles



Votre partenaire international depuis 15 ans,
renouvelle son image pour vous accompagner davantage.

PARIS ■ DUBAÏ



POUR LA FOURNITURE
DE MATIÈRES PREMIÈRES
ET D'INGRÉDIENTS
AUX INDUSTRIELS D'AFRIQUE
RENDEZ-VOUS SUR :

www.ce-mp.com

(+33) 1 48 40 67 61 ■ cemp@ce-mp.com



4 GÉNÉRATIONS ET 100 ANS DE VALEURS PARTAGÉES.

OCP fête ses 100 ans d'existence, un siècle forgé par des femmes et des hommes d'exception.

Retrouvez leurs réalisations sur :
<https://centenaire.ocpgroup.ma>



Limagrain-Seed Co, fertile alliance

Les groupes zimbabwéen et français ont créé une filiale commune au Ghana avec l'ambition de se positionner en Afrique de l'Ouest, marché encore modeste mais promis à une forte croissance.



VINCENT BOUCHET/LIMAGRAIN

Seed Co est à plus de 90 % tourné vers le maïs blanc pour la consommation humaine.

PIERRE-OLIVIER ROUAUD

Avec le groupe Seed Co, dont il détient 32 %, Limagrain (via sa filiale Vilmorin & Cie) entend creuser son sillon en Afrique de l'Ouest. Une région qui fait figure de terre de mission pour le quatrième semencier mondial, derrière les trois géants issus de fusions récentes, Bayer-Monsanto, Syngenta-ChemChina et Corteva (DuPont et Dow). Dans la plupart des pays de la zone, le recours aux semences améliorées en grandes cultures, notamment le maïs hybride, reste marginal par les agriculteurs, souvent vivriers. « Nous pensons toutefois qu'il y a une marge de développement de l'agriculture commerciale dans la région. D'autant que, avec la crise due au Covid-19, les gouvernements africains, craignant pour la sécurité alimentaire, se sont mis à réinvestir dans

le secteur agricole. En Afrique australe et en Afrique de l'Est, Seed Co, qui travaille en partie sous contrats publics, vient ainsi de réaliser l'une de ses meilleures années », indique Frédéric Savin. Établi en Afrique du Sud, il est directeur de Limagrain Africa, qui, toutes opérations confondues, réalise autour de 160 millions de dollars de chiffre d'affaires annuel sur le continent.

Pour aller plus loin avec Seed Co, Limagrain a donc créé, à l'automne 2020, une filiale au Ghana, détenue à moitié par chacun des deux partenaires. Celle-ci a lancé une opération

LEURS OPÉRATIONS ONT VOCATION À COUVRIR UNE GAMME PLUS LARGE D'ESPÈCES : MAÏS BLANC ET JAUNE, SOJA, BLÉ, RIZ...

pilote de production et d'amélioration de maïs hybride, et s'attache à sélectionner et à former des agriculteurs multiplicateurs sous contrat, une opération de longue haleine. Le projet est de développer une filière assez solide pour passer à grande échelle en matière de sélection variétale et de production de semences, puis de bâtir une usine de conditionnement au Ghana avant de dupliquer le schéma dans d'autres pays, comme le Sénégal, le Burkina Faso ou la Côte d'Ivoire.

Cette stratégie, Seed Co, un ancien groupe coopératif aujourd'hui coté en Bourse (à Victoria Falls, au Zimbabwe, et au Botswana Stock Exchange), l'a déjà conduite dans le sud et dans l'est du continent : Zimbabwe, Tanzanie, Kenya, Malawi, Botswana, Zambie... Il a également fait une incursion au Nigeria, y louant des terres avec l'État pour gagner du temps. « Nous sommes très impliqués dans la gouvernance de Seed Co, qui a conduit avec succès son développement international et dispose d'outils industriels au meilleur niveau dans ces pays », fait valoir Frédéric Savin.

Soutien de 25 millions de dollars de la part de Proparco

Basé à Harare, ayant bénéficié d'un appui de Proparco de 25 millions de dollars en octobre 2020, Seed Co est à plus de 90 % tourné vers le maïs blanc pour la consommation humaine, une espèce prisée en Afrique australe. Mais les opérations en Afrique de l'Ouest de Seed Co et de Limagrain ont vocation à couvrir une gamme plus large d'espèces : maïs blanc et maïs jaune, soja, protéagineux, blé, ou même riz.

« Nous sommes entrés au capital de Seed Co en 2014 à leur demande car ce groupe cherchait à diversifier ses gammes ainsi qu'un appui en génétique », rappelle Frédéric Savin. Selon lui, le champ en R&D sur les semences reste immense sur le continent, moins sur l'accroissement des rendements que sur la résistance aux changements climatiques ainsi qu'aux maladies et aux insectes, telle la noctuelle du maïs, venue d'Amérique du Sud, qui ravage les plantations en Afrique australe. [►](#)



SUCCESS STORY

Avec un chiffre d'affaires de 500 millions d'euros par an, le groupe **Zine Capital Invest** est un acteur majeur du secteur agroalimentaire et agroindustriel du Maroc. Sa filiale **Zine Céréales** est spécialisée dans l'importation, le stockage et la distribution de céréales ainsi que dans l'achat d'engrais et de certains aliments pour le bétail. Elle importe chaque année plus de 500 000 tonnes de céréales en vrac, via les ports de Casablanca et de Jorf Lasfar.

Abdelkrim Ouaid

Administrateur
Directeur Général
de Zine Capital
Invest



ZINE CÉRÉALES



« On ne change pas une équipe gagnante »

En 2016, Bureau Veritas au Maroc a approché la société Zine Céréales et lui a proposé ses services. « À cette époque, nous travaillions avec d'autres prestataires pour le contrôle des importations de céréales dans les ports. Nous connaissons évidemment la réputation mondiale de cette société mais nous sommes par nature prudents » affirme Abdelkrim Ouaid, Administrateur Directeur Général de Zine Céréales.

Un vrai tiers de confiance

Un contrat a été signé avec Bureau Veritas au Maroc pour la supervision des différentes étapes du processus de déchargement des céréales : transfert depuis le navire jusqu'au silo de stockage, puis du silo vers les camions et pesage de ceux-ci sur la bascule.

Le contrôle quantitatif des volumes de céréales déchargées est un élément crucial. Il existe des risques associés à ce type d'opération, y compris la

perte d'une partie des cargaisons, qui peut entraîner des pertes financières substantielles. Les enjeux sont donc importants pour la société. Bureau Veritas au Maroc, agissant en tant que tiers de confiance indépendant, permet de constater les manquements éventuels et d'émettre les certifications nécessaires pour obtenir les indemnisations auprès des compagnies d'assurances.

Zine Céréales a également une activité ponctuelle d'exportation de produits finis (semoule, pâtes, etc.) livrés après ensachement. Les expéditions se font en utilisant des conteneurs. Bureau Veritas au Maroc émet les certificats nécessaire (poids, colisage, etc.) à la demande des clients ou de la société elle-même.

Des professionnels de haut niveau

« Nous sommes très satisfaits de la prestation fournie par Bureau Veritas au Maroc qui a tenu ses promesses. Il n'y a jamais eu de réclamations.

Le contrat a été respecté. La société a une expérience au niveau mondial qui justifie sa réputation » constate Abdelkrim Ouaid. Un reporting détaillé et régulier est effectué par voie digitale, qui permet de suivre au quotidien les opérations de déchargements dans les ports. « Tout est digitalisé : le sans papier est la règle » ajoute-t-il.

À cela s'ajoute l'excellence des relations avec le personnel de Bureau Veritas au Maroc. L'Administrateur Directeur Général ne tarit pas d'éloges à leur sujet. « Ce sont des professionnels de haut niveau. Une véritable relation de confiance s'est établie au fil des années » poursuit-il.

En définitive, la prestation fournie par Bureau Veritas au Maroc correspond parfaitement aux attentes initiales de Zine Céréales qui souhaite poursuivre la collaboration. « On ne change pas une équipe gagnante » conclut Abdelkrim Ouaid.

Bureau Veritas

Le Triangle de l'Arche - 8, cours du Triangle de l'Arche CS 90096 - 92937 PARIS LA DÉFENSE Cedex

Email : contact.africa@bureauveritas.com

www.bureauveritas.africa



FOCUS AGRICULTURE ENGRAIS

À l'Ouest, PhosAgro veut bousculer OCP

Le groupe russe avance ses pions avec une stratégie commerciale offensive, tandis que le géant marocain, dominateur dans la région, met l'accent sur la collaboration avec les États.



Le groupe d'Andrey A. Guryev, qui a commencé sa percée ouest-africaine en 2016, est désormais présent dans six pays.

BLOOMBERG VIA GETTY IMAGES

ESTELLE MAUSSION

Is n'ont ni la même stratégie ni la même ambition, mais n'en demeurent pas moins concurrents. En Afrique de l'Ouest, sur le créneau convoité des engrais phosphatés (dont les NPK), une bataille se joue entre le géant marocain OCP, de Mostafa Terrab, et son challenger, le russe PhosAgro, dirigé par Andrey A. Guryev, fils du milliardaire et fondateur du groupe, Andrey G. Guryev. En jeu : l'approvisionnement de marchés certes fragmentés (coton au Mali et au Burkina, cacao en Côte d'Ivoire, arachide au Sénégal, riz au Nigeria...) mais à fort potentiel dans un contexte d'essor du secteur agricole.

Pour l'heure, la domination historique d'OCP ne se dément pas. Dernière illustration : la conclusion, en mars, de cinq accords avec le Nigeria pour accélérer l'installation d'une plateforme capable de produire 750 000 tonnes d'ammoniac et 1 million de t d'engrais par an d'ici à 2025. Un pays phare où PhosAgro est absent depuis l'entrée en vigueur de l'interdiction d'importer certains engrais en 2018. Au-delà du Nigeria, le groupe marocain (6,1 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2020) dispose de bureaux dans six autres pays : la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Sénégal, le Cameroun, le Bénin et le Burkina Faso. L'empreinte du groupe russe (3,5 milliards de CA en 2020) est

bien plus modeste, gérant ses activités depuis Le Cap (où il a ouvert des locaux en 2020) et depuis son bureau suisse de Zoug avec une équipe d'une demi-douzaine de personnes.

Victoire retentissante au Bénin, jusque-là chasse gardée d'OCP

OCP, qui a réalisé 24 % de son CA sur le continent en 2019, veut consolider sa position de leader en tissant une relation de collaboration avec les États, incluant distribution et production locales. PhosAgro, qui indique avoir vendu 600 000 t en Afrique en 2020, soit moins d'un dixième de sa production totale, se cantonne à la vente et au conseil, pariant sur un marché d'avenir sans occulter ses difficultés (coûts de transport et de déchargement élevés, volatilité de la demande).

Encore modeste, la percée du groupe russe, à la recherche de nouveaux débouchés après la perte du marché ukrainien provoquée par les tensions entre Moscou et Kiev depuis 2014, n'en est pas moins réelle. Commencée au Burkina Faso en 2016, elle a gagné le Mali, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Cameroun et le Bénin. Dans ce dernier pays, PhosAgro a marqué les esprits en remportant en 2019 l'appel d'offres pour l'approvisionnement de la campagne cotonnière, jusque-là chasse gardée d'OCP. « Il y avait peu de concurrence sur ces marchés malgré de grands besoins », explique Roman Kochtchouk Baginsky, qui a quitté le trader de

produits agricoles ED&F Man en 2016 pour lancer les activités africaines de PhosAgro.

« Nous proposons une alternative compétitive et sans métaux lourds », ajoute-t-il, soulignant l'avantage des engrais russes, à faible teneur en cadmium (substance toxique), sur leurs concurrents marocains. L'avancée de PhosAgro – qui a aussi développé la vente d'engrais par conteneurs à destination du Liberia, des deux Congos et de l'Angola – aiguillonne OCP. D'autant que l'autre géant russe des engrais Uralchem et le saoudien Maaden, déjà actifs en Afrique de l'Est, ont aussi fait une incursion sur le marché ouest-africain : au Nigeria pour le premier, au Mali via le Sénégal pour le second. Pour autant, PhosAgro prévoit que 2021 va marquer un coup d'arrêt à son expansion. Les conséquences du Covid-19, les retards de lancement des appels d'offres en raison notamment d'échéances électorales et la forte hausse du prix des engrais sur les marchés mondiaux vont réduire la demande. « Par exemple, la Compagnie malienne pour le développement des textiles a lancé un appel d'offres pour 90 000 t de produits contre plus de 300 000 t l'an passé », souligne le représentant du groupe russe. Ce dernier, en raison du contexte, ne s'est d'ailleurs pas positionné au Bénin, laissant OCP reprendre sa place. Mais une fois la conjoncture plus favorable, nul doute que la bataille reprendra de plus belle. [A](#)

ENTREPRENDRE ENSEMBLE POUR MIEUX NOURRIR ET PROTÉGER LA PLANÈTE

Pour qu'une entreprise puisse être prospère et durable, elle doit être conduite dans le respect de la planète et des hommes.

Nous nous efforçons chaque jour de suivre cette direction et d'impulser le changement dans notre industrie.

Cet engagement social et environnemental fait partie de nous, et nous anime dans tout ce que nous entreprenons sur chaque continent. La mission de notre entreprise a toujours été de **mieux nourrir, de protéger la santé et le bien-être du plus grand nombre, tout en préservant les ressources naturelles qui nous entourent.**



20 à 30 %

de nos investissements dans la construction de nouvelles usines sont réservés à des initiatives de protection de l'environnement.



**Nos ACTIVITÉS
sont durables
par nature**



**Nous prenons
soin de
l'HUMAIN**



**Nous prenons
soin de
l'ENVIRONNEMENT**

Acteur majeur mondial de la fermentation depuis près de 170 ans, Lesaffre, 2,2 milliards d'euros de chiffre d'affaires, implanté sur tous les continents, compte 10 700 collaborateurs et plus de 85 nationalités. Convaincus que la fermentation est l'une des réponses les plus prometteuses pour nourrir sainement 9 milliards d'habitants en 2050, nous collaborons avec clients, partenaires et chercheurs, pour trouver des réponses toujours plus pertinentes aux besoins de nutrition, de santé, de naturalité et de respect de notre environnement.

www.lesaffre.com



LESAFFRE

CULTURE(S) & LIFESTYLE



HISTOIRE

Pandémie chez les Bantous

Depuis plus d'un siècle, les historiens s'accordaient sur le scénario d'une « expansion bantoue », qui, partie de l'ouest de l'Afrique il y a plusieurs millénaires, aurait gagné la moitié sud du continent. Une récente étude internationale conteste cette version des faits.

174

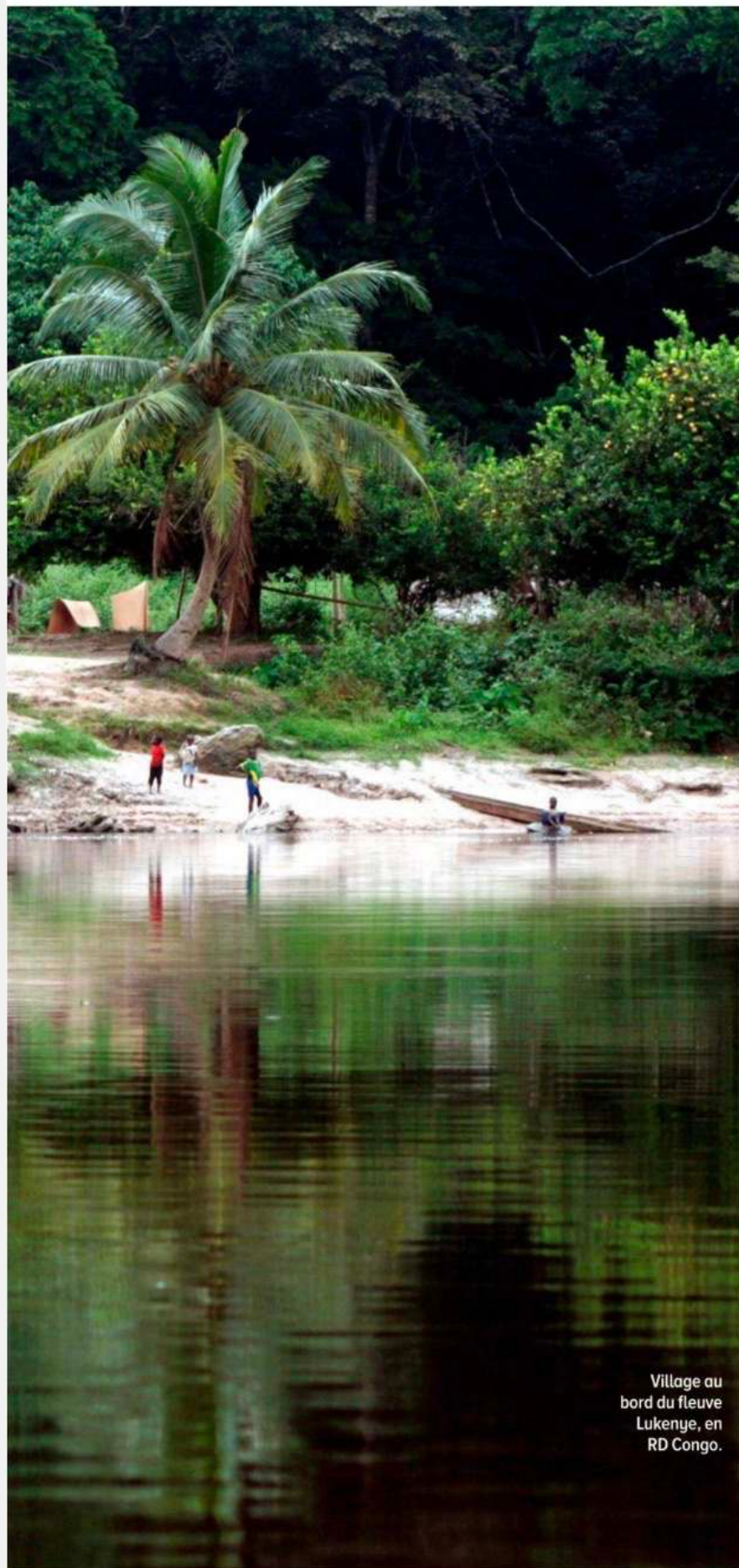
Musique

Ballaké Sissoko, héros
très discret de la kora

177

Cinéma

Alain Gomis : « Il faut produire
sur place pour un public local »



Village au
bord du fleuve
Lukenyé, en
RD Congo.

OLIVIER MARBOT

C'est une histoire relativement connue, ou du moins que les amateurs d'histoire africaine croyaient connaître. À partir de 3 000 av. J.-C. et au long d'une période s'étirant sur plusieurs millénaires, le continent a vécu ce que les spécialistes ont appelé « l'expansion bantoue », un vaste mouvement migratoire ayant pris naissance aux confins du Cameroun et du Nigeria actuels, et s'étant étiré ensuite vers l'est et le sud, jusqu'à s'étendre à la moitié du continent.

Cette « expansion » est considérée comme l'événement migratoire le plus important de la préhistoire africaine, et ses conséquences s'observent aujourd'hui encore. La communauté bantouphone, qui réunit toutes les populations parlant une langue issue de la même « proto-langue primordiale », regroupe pratiquement la moitié des Africains et est présente du Gabon aux Comores, du Soudan à l'Afrique du Sud.

Ce sont des linguistes européens qui, au XIX^e siècle, ont théorisé l'existence de cette communauté linguistique, puis ont reconstruit le déroulement probable de son « expansion ». Les chercheurs allemands Wilhelm Bleek et Carl Meinhof, d'abord, ont mis en évidence la spécificité des idiomes issus du bantou, en les distinguant par exemple du xhosa, en Afrique du Sud. L'Américain Joseph Greenberg, ensuite, a procédé à une classification des langues africaines, appuyant l'idée d'une expansion géographique, tandis

que l'explorateur et administrateur colonial britannique Henry Hamilton Johnston, lui, établissait la première carte qui dessinait et datait les étapes de cette fameuse expansion.

C'est en partie en s'appuyant sur les travaux de ces hommes que le scénario communément admis jusqu'à présent s'est bâti et affiné. Les « Bantous » (même si, on le verra, ce terme est impropre) se seraient d'abord développés à l'ouest de la forêt du bassin du Congo, autour de l'actuelle région camerounaise des Grassfields, et auraient commencé à se déplacer à partir de 3 000 av. J.-C.

Le mythe de la culture bantoue

De 1 500 av. J.-C. à 500 apr. J.-C., ils auraient atteint l'actuel Angola et le KwaZulu-Natal, au Sud, la région des Grands Lacs, à l'Est, traversant l'immense forêt équatoriale. À partir de l'an 500 environ, ils auraient rayonné dans toutes les directions depuis les Grands Lacs, gagnant le Soudan, s'enfonçant jusqu'au Kenya, à la Tanzanie, au Mozambique et au Zimbabwe. Un scénario qui repose sur l'idée d'une expansion lente, certes, mais continue.

Cette version du peuplement de la partie subsaharienne du continent, longtemps admise, pose pourtant quelques problèmes. D'abord parce qu'elle s'appuie sur une notion centrale mais controversée : celle

de « Bantou ». Cela a été dit, écrit et répété, notamment dans *Jeune Afrique* : « Les Bantous n'existent pas. » Du moins pas dans le sens où certains l'entendent, c'est-à-dire celui d'une ethnie ou d'une culture.

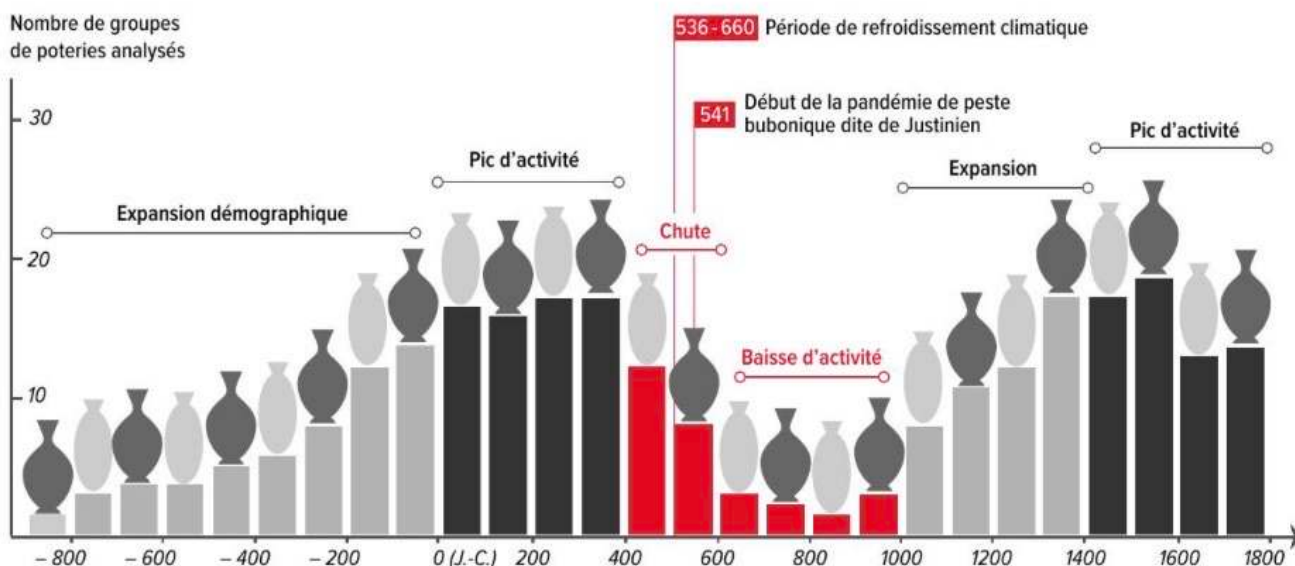
Prudents, les chercheurs utilisent aujourd'hui plus volontiers l'expression de « communauté bantouphone », car c'est de cela qu'il s'agit : des populations très différentes les unes des autres mais qui parlent des langues – on en recense jusqu'à 680 – ayant une racine commune. Dans une certaine mesure, ces populations partagent aussi quelques spécificités génétiques, mais il ne s'agit pas d'une règle absolue : les Pygmées ont adopté les langues bantoues, mais ne descendent pas des populations de l'Ouest ayant lancé la migration.

Le terme « Bantou », de plus, est très connoté, parfois de façon on ne peut plus fâcheuse. Bleek, qui a inventé le nom lui-même, était un raciste avéré, et Meinhof avait adhéré au parti nazi. À l'époque de l'apartheid, « Bantou » était tout simplement synonyme de « Noir », et le mot a gardé en Afrique du Sud un caractère très péjoratif. Au Rwanda, certains Hutu extrémistes ont aussi expliqué à la veille du génocide qu'ils étaient de « vrais Bantous », alors que les Tutsi, eux, étaient des « nilotiques » venus du Nord, donc des étrangers.



Une chute brutale de la population autour du VI^e siècle

La datation de vestiges de poteries collectés dans la forêt équatoriale africaine a permis d'identifier les pics et les reculs démographiques depuis le début de l'âge du fer.





DIRK SEIDENSTICKER

Dans d'autres régions, la notion de « peuple bantou » est beaucoup plus valorisée. En témoigne la tentative gabonaise de créer à Libreville un Centre international des civilisations bantoues (Ciciba). L'entreprise s'est soldée par un échec, mais des tentatives de lui redonner vie sont faites régulièrement.

Mais, surtout, et c'est la nouveauté apportée en ce début d'année par une équipe pluridisciplinaire comprenant archéologues, linguistes et généticiens, et emmenée par le professeur Koen Bostoen, de l'Université de Gand (Belgique), l'idée d'une expansion spatiale continue de la population bantouphone est fautive.

Depuis 2018, ces chercheurs ont étudié et daté des fragments de poteries (qui figurent parmi les rares objets ayant résisté au temps sur de longues périodes) trouvées dans 726 sites répartis dans toute la forêt équatoriale. Ils en ont analysé les formes et les motifs et ont procédé à des datations au carbone 14. Ils ont aussi examiné le patrimoine génétique de restes humains et ont utilisé les techniques les plus modernes d'analyse des « fluctuations paléodémographiques » pour remonter 130 générations en arrière.

Leur conclusion est la suivante : l'immense majorité des vestiges retrouvés remonte soit à une période ancienne située entre - 800 et 400, soit à une autre, plus récente, débutant vers l'an 1000. Entre les deux, on constate une chute très nette, particulièrement marquée entre 400 et 600. La seule explication possible,

Depuis 2018, les chercheurs tentent de faire parler les fragments de poterie trouvés sur 726 sites de la forêt équatoriale.

selon Koen Bostoen et son équipe, est celle d'un « dépeuplement massif » entre ces deux dates. Spécialiste de la datation des poteries (c'est le sujet de sa thèse), l'archéologue Dirk Seidensticker évoque « une rupture distincte qui confirme l'existence de deux phases de peuplement dans la forêt du bassin du Congo ».

« C'est très net, et cela concerne toute notre zone d'étude, renchérit Koen Bostoen : on observe une quasi-disparition des sites archéologiques, et il n'y a de vraie reprise qu'à partir de l'an 1000. Le deuxième point, c'est qu'entre les céramiques des deux périodes, qui remontent respectivement à l'âge du fer ancien et à l'âge du fer récent, les styles sont tout à fait différents. »

Reste à tenter d'expliquer cette rupture brutale, et c'est là que les travaux de l'équipe deviennent réellement passionnants. « Nous observons une chute du nombre d'objets au milieu du I^{er} millénaire, et nous en déduisons qu'il y a eu une chute démographique, précise le linguiste à *Jeune Afrique*. Ensuite, nous en cherchons la cause, et nous nous appuyons là sur ce que nous savons : à cette époque, après une période climatique plus sèche qui a débuté il y a environ 2 500 ans et qui a provoqué une réduction relative de la forêt, le climat était plus humide. »

« L'année sans soleil »

C'est le fameux « Petit Âge glaciaire de l'antiquité tardive », une période de refroidissement climatique qui débute en 536, baptisée par les historiens « l'année sans soleil ». « Le phénomène est sans doute lié à des éruptions volcaniques, suppose l'historien américain Kyle Harper dans son livre *Comment l'Empire romain s'est effondré*. Il en a résulté une vague de froid comme il ne s'en produit que tous les mille ans, d'où une intensification des pluies, une réduction des récoltes, un affaiblissement des défenses immunitaires et, sans doute, l'explosion des populations de rongeurs. »

Étape suivante : en 541 éclate l'une des pires pandémies de l'histoire de l'humanité, la peste de Justinien, ainsi nommée en référence à l'empereur romain qui régnait alors à Constantinople. Cette première grande peste bubonique – à ne pas confondre avec la peste noire qui a ravagé l'Occident aux XIV^e et XV^e siècles –, sans doute partie de Chine, a ravagé tout le pourtour méditerranéen, tuant, selon l'historien byzantin Procope de Césarée, contemporain de la pandémie, jusqu'à la moitié des populations des régions touchées.

Pour l'équipe du professeur Bostoen, il est très possible que ce soit cette peste de Justinien qui explique la brutale chute de la démographie observée en Afrique centrale. « C'est la partie la plus spéculative de notre étude, admet sans détour le scientifique, et nous ne prétendons pas que c'est un fait historique. Mais c'est plausible, même s'il faudrait des études plus poussées pour le valider. »

Peste ou non, c'est toute l'histoire du peuplement de la moitié sud du continent qui doit aujourd'hui être révisée. L'expansion des populations de langue bantoue ne s'est pas faite en une fois, depuis la préhistoire, mais en deux périodes distinctes. Certains groupes ethniques parlant des langues apparentées et vivant dans des régions voisines n'ont sans doute pas, comme on l'imaginait auparavant, d'ancêtre commun. Certaines communautés qui se croyaient installées sur leurs terres depuis des millénaires sont en fait arrivées à une époque bien plus récente qu'elles ne l'imaginaient.

Après la crise

Qu'est-ce que ça change ? Beaucoup de choses, assure Koen Bostoen : « Cela modifie complètement notre vision de l'histoire précoloniale. Longtemps, on a considéré à tort que l'Afrique n'avait pas d'histoire. Ensuite on a pensé que cette histoire était une longue continuité qui n'aurait été interrompue que par l'arrivée des Européens, la traite atlantique puis la colonisation. » C'est cette idée de continuité que les dernières découvertes battent en brèche, mais pas seulement.

« L'étude montre aussi, poursuit le linguiste, que les grands royaumes d'Afrique centrale ne sont pas le résultat d'une évolution linéaire, que certains sont beaucoup plus récents qu'on le pensait et que, donc, ce qui est remarquable, ils ont réussi à se développer après une crise profonde et un effondrement de la population. L'esclavagisme et la colonisation européenne n'étaient pas les premières grandes crises que l'Afrique centrale traversait. Son histoire est mouvementée et riche. Elle a su trouver les ressources pour s'en remettre. »

Le professeur l'admet volontiers, ce n'est pas un hasard s'il a voulu mettre en avant l'idée d'une grande pandémie alors même que le monde se débat face au Covid-19 : « Nos recherches montrent que l'Afrique centrale a su se relever après une pandémie et un épisode de changement climatique important. Bien sûr nous estimons que c'est porteur d'espoir. C'est d'abord ça le message. » **JA**

LA PESTE JUSQU'EN AFRIQUE?

Que le monde ait connu une période froide à partir de 536 – et jusqu'en 575, selon les travaux du climatologue Ulf Büntgen –, cela n'est pas contesté. Que la bactérie *Y. pestis*, « tueur global dont le taux de mortalité est proche de 100 % », juge l'historien Kyle Harper, ait favorisé la chute de l'Empire romain à partir de 541 ne fait pas débat non plus. La question est de savoir si une maladie qui a frappé essentiellement la Péninsule arabique et le monde méditerranéen a pu se frayer un chemin jusqu'en Afrique centrale et décimer les populations bantouphones. Plusieurs indices permettent de le penser, estime Koen Bostoen : « La période est la même, on sait que la peste a également touché l'Afrique. Certains disent même qu'elle trouve son origine en Éthiopie. On sait, parce qu'on a trouvé des traces de pratique de la métallurgie et de la culture du mil, que dès le milieu du I^{er} millénaire av. J.-C. il y avait des échanges entre l'Afrique centrale et des régions plus septentrionales. De plus, on trouve aujourd'hui encore au Congo, en Zambie, au Kenya ou en Ouganda des variantes de la peste noire qui sévissait en Europe au Moyen Âge. » Dans l'ouvrage collectif *Afrique subsaharienne, un continent d'histoires*, paru en ce début d'année, l'historienne Iwona Gajda ajoute que le puissant royaume aksoumite, qui occupait alors l'actuelle Éthiopie, commerçait avec l'Arabie du Sud ainsi qu'avec les Romains, dont les navires sillonnaient l'océan Indien et la mer Rouge. Aksoum, tout comme l'Égypte, a payé un lourd tribut à la peste de Justinien. Quelques siècles plus tard, écrivent François-Xavier Fauvelle et Bertrand Hirsch dans le même ouvrage, les routes de communication partant de l'Éthiopie et de l'Érythrée s'étendaient jusqu'à Mogadiscio, Mombasa, Zanzibar et le royaume de Zimbabwe, au sud, le lac Tchad et Kano, à l'ouest. La peste a-t-elle suivi le même chemin ? On l'ignore encore, mais, comme le dit le Pr Bostoen : « C'est plausible. » **O.M.**



La Peste d'Asdod, par Nicolas Poussin, en 1631. Musée du Louvre, Paris.

La Revue

POUR
l'intelligence du monde

POLITIQUES, ÉCONOMIES, CULTURES, SOCIÉTÉS

Le monde tel que
vous ne l'avez jamais lu !



OFFRE
SPÉCIALE
LECTEURS DE
jeune afrique

49€

au lieu de 60 €
soit 17 % de réduction

La Revue
pour l'intelligence du monde
a été créée en 2003
par **Béchir Ben Yahmed**,
fondateur de **Jeune Afrique**.



@larevue.info

www.larevue.info

BULLETIN D'ABONNEMENT

à renvoyer avec votre règlement à :
Service Abonnements La Revue - IDM
57bis, rue d'Auteuil - 75016 Paris - France

☐ Je profite de l'offre spéciale
réservée aux lecteurs
de **jeune afrique**
au prix de 49€ au lieu de 60€

1 an, 6 numéros

Accès illimité aux articles sur le site
larevue.info

Inscription gratuite à la newsletter

Mes coordonnées : ☐ Mlle ☐ Mme ☐ M.

Nom* : _____ Prénom* : _____

Adresse* : _____

Code Postal* : _____ Ville* : _____

Pays* : _____ Téléphone mobile* : _____

E-mail* : _____ @

* Champs obligatoires.

Mon règlement :

Je règle par : ☐ Chèque (joint à l'ordre de IDM) ☐ Carte Bancaire

N° CB : _____

Expire fin : _____ CVV : _____ 3 derniers chiffres inscrits au dos de ma carte bancaire

Je souhaite recevoir par e-mail des offres de la part d'IDM La Revue pour l'Intelligence du Monde : ☐ OUI ☐ NON

Je souhaite recevoir par e-mail des offres de partenaires d'IDM La Revue pour l'Intelligence du Monde : ☐ OUI ☐ NON

Date et signature obligatoires



CYRIL MARCILLIAC/ITEM

Paris, le 5 février 2018. Concert de Ballaké Sissoko à la Fondation Cartier, dans le cadre des Soirées nomades, lors de l'exposition de Malik Sidibé.

Ballaké Sissoko, héros très discret de la kora

Le virtuose malien livre *Djourou*, nouvel opus dans lequel il convie huit artistes. Un exercice subtil où le maître s'efface pour faire briller son instrument fétiche et l'ancrer dans la modernité.

LÉO PAJON

Comme un justicier, Ballaké Sissoko ne sort de chez lui que lorsque le soleil commence à décliner. Vers 18 heures, on le voit, casquette vissée sur le crâne, s'asseoir devant sa grande concession familiale, dans l'un de ces fauteuils en plastique au siège infiniment bas, touchant presque la poussière rouge qui tapisse la rue 666 du paisible quartier de Ntomikorobougou. L'endroit, au pied de la colline présidentielle et face

à la grande caserne de la ville, a pour nom « Cité des sportifs » : l'État y offrit des terrains, dans les années 1970, à de nombreux footballeurs mais aussi à de grands musiciens, dont Djelimady Sissoko, le père de Ballaké, fondateur de l'ensemble instrumental national du Mali. Pendant trois heures au moins, quotidiennement, les longs doigts du musicien de 53 ans virevoltent sur la kora, tandis qu'autour de lui visiteurs et amis prennent le thé, bavardent, les bêtes ponctuant les

improvisations de quelques bêlements et caquètements.

La scène est si routinière, l'atmosphère tellement bon enfant, qu'on en oublierait presque que l'homme qui joue ici, héritier d'une prestigieuse lignée de djélis (équivalents mandingues des griots), intégra l'ensemble instrumental de son père à seulement 13 ans avant de devenir un maître, parcourant les scènes du monde entier et donnant un nouveau souffle à la kora. Dans les albums *Chamber Music* (2009)

et *Musique de nuit* (2015), notamment, il a entamé un dialogue subtil avec le violoncelliste français Vincent Segal. Pour le projet *3MA*, il a également conversé avec le oud arabe de Driss El Maloumi et la valiha malgache de Rajery. Le nouveau défi qu'il s'est lancé sur le label No Format est encore plus ambitieux : créer un disque, *Djourou*, qui convoque pas moins de huit invités, aux styles tous différents. « La kora est née en Afrique, mais elle peut voyager partout, résume Ballaké Sissoko dans les bureaux de son label parisien. Je voulais inviter des amis, partager des idées, sans pression. »

Improvisation

Les chansons sont souvent nées dans l'improvisation, au contact des musiciens. « Oxmo Puccino a écrit en direct en écoutant une de mes mélodies... Pareil pour la chanteuse Camille, que j'ai rencontrée dans un parc près de chez elle, les choses se sont faites naturellement », explique le joueur de kora, que l'on devine sourire sous son masque. Avec le groupe de musique rock Feu! Chatterton, contacté sur les conseils du producteur Laurent Bizot, la collaboration a pris ses aises sur un titre de près de dix minutes. « On peut continuer à jouer jusqu'à l'aube s'il y a du plaisir », remarque le musicien adepte des sessions nocturnes.

À Bamako, après son improvisation et ses exercices de l'après-midi, Ballaké fait souvent une petite pause au Bla Bla, un bar branché du quartier de l'hippodrome, trusté par les expats, où l'on peut se sustenter sous le ciel étoilé. Puis il rentre chez lui... pour jouer de nouveau. Mais cette fois sur le toit de sa maison, et souvent jusqu'à 3 ou 4 heures du matin. Les voisins ne risquent pas de se plaindre, ce sont eux-mêmes, pour la plupart, des musiciens. Toumani Diabaté, l'autre grand maître de la kora, vit d'ailleurs à quelques mètres, et c'est un ami. Il a cosigné avec lui un album à quatre mains : *Nouvelles cordes anciennes*, il y a vingt-deux ans. Les deux hommes n'ont cessé de moderniser le son de la kora. Mais Toumani est dans l'épate : après avoir travaillé



CLAIRE DELTINO POUR JA

Fils de Djelimady Sissoko, qui popularisa la musique mandingue, il est issu d'une longue lignée de djélis.

avec Björk, Mathieu Chedid ou Dee Dee Bridgewater, il s'est récemment associé à l'orchestre symphonique de Londres. Ballaké est plus discret. Pour la pochette de son dernier album, il a refusé qu'on se serve de son portrait. Les graphistes parisiens de l'agence Element-s ont joué sur le dessin de deux paumes évoquant la main

tendue, un applaudissement, et le titre « frotter les mains », avec le rappeur Oxmo Puccino. Le soliste n'éprouve aucune gêne à céder l'avant-scène et privilégie les collaborations sur le long terme. « J'ai besoin qu'il y ait une relation de confiance, explique-t-il. Qu'on prenne le temps de s'écouter. » On comprend pourquoi la plupart des

artistes avec lesquels il a enregistré sont devenus des amis.

Les déferlantes de notes cristallines qui naissent sous ses doigts contrastent avec ses paroles qui hésitent, prennent leur temps, suspendues au bord des lèvres, avant de rouler dans les graves. Ballaké a l'air d'être toujours un peu ailleurs, invariablement calme. « Je ne l'ai presque jamais vu en colère, observe Vincent Segal. Un jour, je m'étais emporté face à un chauffeur de taxi impoli, avant un concert en Europe... Il était choqué. Ce genre de comportement aurait été impossible chez lui. » Les raisons de se plaindre ne manquent pourtant pas pour le globe-trotter, parfois abusivement retenu à la douane à cause de son passeport malien, et dont la kora a été brisée, entre les aéroports américains et français en janvier 2020... Une cagnotte lui a heureusement permis de réunir l'équivalent de 10 000 euros pour se racheter un nouvel instrument.

Une institution

Hors des embrouilles, Ballaké reste aussi soigneusement à l'écart des querelles politiques, refusant de jouer pour tel ou tel chef de parti. Le musicien n'en est pas moins devenu

L'ARTISTE RESTE SOIGNEUSEMENT À L'ÉCART DES QUERELLES POLITIQUES, REFUSANT DE JOUER POUR TEL OU TEL CHEF DE PARTI

une institution. Il regrette d'intimider une partie de son public, à Bamako. « Les gens sont complexés, ils hésitent à m'inviter à jouer pour des célébrations, par exemple, confie-t-il. Beaucoup ont peur de ne pas pouvoir payer. Alors que, pour moi, la question n'est pas de gagner de l'argent. La musique me nourrit autrement. Je le ferais pour l'amour de la kora. »

Et pourtant, d'argent, Ballaké doit bien en avoir un peu besoin. L'artiste reste très entouré. Malgré quelques divorces et le départ en France de six de ses huit enfants, il accueille une cinquantaine de personnes sous son toit. « Cent kilos de riz, ça ne dure pas deux semaines chez nous », rigole-t-il. Vincent Segal, qu'il considère comme son frère, a aussi sa chambre. Et même si le violoncelliste n'est pas revenu depuis deux ans, du fait des secousses que connaît le pays et de la pandémie,

le dialogue entre les deux hommes ne s'est jamais rompu. On le retrouve d'ailleurs sur l'album pour un « jeu sur la *Symphonie fantastique* » avec le clarinettiste Patrick Messina. « Avec Ballaké, nous avons joué des nuits entières, raconte Vincent Segal. On est un peu comme un vieux couple, on ne s'étonne plus vraiment musicalement... mais c'est toujours merveilleux de voir que l'on peut s'entendre aussi bien, que le dialogue entre nos instruments fonctionne toujours ! »

Ouvert à toutes les collaborations, le maître de la kora n'oublie pas ses racines africaines. Outre Salif Keïta (*lire encadré*), il a proposé à la joueuse de kora d'origine gambienne Sona Jobarteh un duo, « Djourou », qui donne son nom à l'album. Il présente l'artiste comme sa « nièce », issue de la grande famille mandingue. « Il y a très peu de femmes qui jouent de la kora, souligne Ballaké. Le métier est fatigant, dangereux. Et même si elle est déjà connue, je voulais l'encourager dans sa démarche. Je crois que jouer ce morceau ensemble nous a émus tous les deux... » Le duo est sans doute également, pour le patriarcat, l'occasion de réaffirmer avec cette jeune pousse que la kora a bien un futur, et qu'il s'écrit aussi au féminin. **JA**

PRISE MAGIQUE AVEC SALIF KEÏTA

Le morceau « Guelen », qui figure sur l'album, est une exception à plusieurs titres. C'est le seul à avoir été enregistré au Mali, au studio Moffou (créé par Salif Keïta), quand les autres sont issus de sessions en France ou en Belgique. C'est aussi une piste qui date de 2012. À l'époque, Vivendi organise une session de formation pour les ingénieurs du son. Ballaké, qui passe souvent au studio pour travailler ou assister gracieusement d'autres musiciens, croise Salif Keïta. Il en profite pour lui dire combien il apprécie sa chanson « Guelen ». Salif commence à fredonner la chanson, Ballaké empoigne sa kora... et, en une seule prise, opportunément captée par l'ingénieur du son Karim Sai et ses étudiants, les deux hommes immortalisent une nouvelle version du morceau parfaitement maîtrisée, malgré la spontanéité de l'exercice.

L.P.

BALLAKÉ SISSOKO
DJOUROU



Alain Gomis

« Il faut produire sur place pour un public local »

Créé à l'initiative du cinéaste franco-sénégalais, le Centre Yennenga de Dakar, première infrastructure de postproduction en Afrique de l'Ouest, vient de boucler son budget. Clap de départ imminent.

PROPOS RECUEILLIS PAR
RENAUD DE ROCHEBRUNE

Réalisateur maintes fois primé, lauréat de l'Ours d'argent au festival de Berlin pour son dernier film, *Félicité*, seul cinéaste avec Souleymane Cissé à avoir remporté deux fois l'Étalon d'or au Fespaco – en 2013 pour *Aujourd'hui*, ou *Tey*, en wolof, et en 2017 pour *Félicité* –, le Franco-Sénégalais Alain Gomis a pris l'initiative, en 2018, de lancer avec quelques autres le projet du Centre Yennenga.

Premier pôle culturel consacré au cinéma au Sénégal, ce centre qui devrait tout prochainement entrer en activité à Dakar a pour but de créer une infrastructure de postproduction de films de niveau international dans une région, l'Afrique de l'Ouest, qui en est totalement dépourvue. Et, pour atteindre cet objectif, de former des talents africains aux métiers du septième art. Tout en favorisant l'accès au cinéma de la population locale.

Alain Gomis est soutenu dans ce projet par des personnalités africaines et de la diaspora, comme Aïssa Maïga, Mati Diop, Jihan El Tahri, Moussa Sene Absa – ainsi que par la maire de Dakar, Soham El Wardini.

En quoi cette initiative pour promouvoir le septième art en Afrique est-elle novatrice ? Que doit-on en espérer ? Nous lui avons posé ces questions.

Jeune Afrique : D'où vous est venue l'idée de créer ce centre ?

Alain Gomis : J'ai tout simplement remarqué à quel point il pouvait être difficile de faire des films en Afrique, plus particulièrement pour les jeunes. Alors même que l'on commence à ouvrir de nouveau des salles, il n'y a guère de films africains à proposer au public. Les derniers Fespaco ont permis de s'en apercevoir : il y a peu d'œuvres disponibles pour l'exploitation.

Comment faire pour produire un film quand on n'a pas comme moi la faculté de voyager facilement d'un continent à L'AUTRE et de pouvoir chercher des financements ? Plus précisément, j'ai pris conscience que des outils qui occupent un espace important dans la structure de production d'un film manquaient en Afrique. Il y a des réalisateurs, des chefs opérateurs – même s'ils sont trop peu nombreux –, mais en matière de postproduction, du montage au mixage et à l'étalonnage, il n'y a pratiquement rien.



**UN OUTIL INDISPENSABLE
POUR FAIRE EXISTER
UNE CINÉMATOGRAPHIE
AFRICAINES
INDÉPENDANTE.**

Or si l'on doit aller dans d'autres pays pour la postproduction, en Europe, voire au Canada ou ailleurs, cela revient très cher et augmente considérablement le coût d'un film, entravant la possibilité de le réaliser. D'où l'importance de trouver un moyen d'avoir une structure de postproduction sur place. Et par là même de soutenir une cinématographie indépendante. Tout en accompagnant de jeunes Africains désireux de se former aux métiers du cinéma.

Cette prise de conscience s'est-elle produite du fait de votre installation au Sénégal depuis une dizaine d'années ?

En effet. Parce que, tout à coup, cette problématique m'est apparue essentielle, et de façon très concrète. Y compris en m'occupant de mes propres films, les deux derniers, *Tey* et *Félicité*, ayant été tournés en Afrique. J'ai pu voir comment la postproduction pesait sur le coût global des films, d'une façon anormale si l'on se réfère à la part du budget consacrée à cela dans une production hors du continent. En particulier si on la compare à ce qui concerne le tournage. Et si l'on prend en compte la question des monnaies et de leurs valeurs respectives. Ce qui a d'ailleurs pour conséquence automatique d'augmenter, en cas de coproduction, la part des Européens dans le financement des films.

L'essentiel, donc, c'est la question du coût. Mais, s'agissant en particulier du montage, n'est-il pas aussi important de ne pas subir une sorte d'« européanisation » des films si la postproduction n'est pas locale ?

Bien sûr. Le montage, après le scénario et le tournage, c'est encore une autre écriture du film. Je ne sais pas trop si cela a un sens de parler d'une écriture africaine, mais, en tout cas, travailler sur place dans la perspective d'un public local, c'est très important.

Je suis pour les échanges culturels. Je suis moi-même, avec un père sénégalais et une mère française, le fruit d'échanges. Mais ce n'est pas pour autant qu'il n'est pas important d'avoir la possibilité de tout faire →



VINCENT FOURNIER/JA

→ sur place et de posséder les outils nécessaires pour cela. C'est essentiel pour la majorité des films. Regardez le cinéma américain, sans parler du cinéma indien. Seule une minorité de films américains ou indiens voyagent au loin. La plupart ne quittent pas le territoire où ils sont produits, destinés au public local. Sans ce tissu local, il est difficile de faire exister une cinématographie. Il faut peut-être d'abord se préoccuper de ces films-là avant de songer à ceux qui pourront voyager.

Pourquoi avoir voulu créer le centre à Dakar ?

Évidemment parce que j'ai un lien très fort avec Dakar. La ville nous aide d'ailleurs, notamment en nous abritant dans un centre socioculturel, mais pas seulement. Concernant le cinéma, il s'y passe en ce moment beaucoup de choses, il y a de nombreuses initiatives, les cinéastes sont en mouvement. Et le Sénégal a créé un fonds d'État, le Fopica, pour soutenir le cinéma et l'audiovisuel en général et notre projet en particulier. À côté d'autres institutions locales ou européennes comme l'Agence française de développement.

Si vous avez fait appel à un financement participatif, est-ce parce que vous aviez beaucoup de mal à boucler votre budget ?

Il nous manquait effectivement un peu d'argent. Car, outre la question de la postproduction, on voulait remplir une autre mission : amener au cinéma la population locale, notamment par des projections pour les jeunes. Mais surtout le centre doit être pour nous un projet collectif. Il faut donc donner la possibilité à ceux qui le souhaitent d'y participer.

Où en est le projet ? À quel moment le Centre Yennenga pourra-t-il effectivement fonctionner ?

Très bientôt. On songeait jusque-là à commencer les activités dès le mois d'avril. Mais peut-être devra-t-on retarder un peu cette ouverture à cause du Covid. D'autant qu'on est obligé pour l'instant de faire venir



Avec l'actrice Véronique Tshanda Beya Mputu, au Festival international du film de Berlin, pour le film *Félicité* (2017).

les formateurs de France, puisqu'il n'y a pas encore de postproduction professionnelle en Afrique de l'Ouest. Et on sait que les conditions de voyage sont telles que des délais sont à prévoir.

Comment le Centre Yennenga fonctionnera-t-il concrètement et comment seront sélectionnés ceux qui pourront s'y former ?

Dans un premier temps, on n'envisage pas de faire de la formation initiale, mais plutôt de s'occuper de gens qui ont déjà un peu appris d'une façon ou d'une autre le métier. On ne proposera pas pour autant de formations courtes : on ne forme pas un véritable monteur en trois mois si l'on ne se contente pas de lui apprendre à manipuler un logiciel et si l'on veut qu'il maîtrise la narration et toutes les facettes de sa fonction.

Pour accompagner les candidats retenus vers la professionnalisation, il faudra deux ans de formation. En travaillant sur des films d'école ou des films qu'on recevra et qui auront besoin d'un apport de postproduction. Et on fera cela de concert avec d'autres initiatives dans le domaine du cinéma au Sénégal, par exemple celle, complémentaire de la nôtre, du collectif Kourtrajmé, de Ladj Ly, qui

s'occupe surtout de former à l'écriture de projets de film.

Afin que l'on puisse toucher tous les milieux sociaux, que l'on puisse s'adresser à tous ceux qui, selon la formule de Cheick Oumar Sissoko quand il était ministre de la Culture du Mali, « veulent produire des images de leurs rêves et de leurs envies sans risquer d'être engloutis par les images des rêves et des envies des autres », les formations seront gratuites. Et c'est un comité de sélection qui choisira, en fonction de leur parcours antérieur et de leur motivation, les élus parmi les nombreux candidats.

Le cinéaste Alain Gomis est-il pour sa part en train de préparer un nouveau film ?

Le scénario de mon prochain film est prêt ; on est en recherche de financements. J'ai bon espoir que cela aboutisse bientôt – même si la période actuelle rend les gens quelque peu frileux, et qu'on pourra tourner assez rapidement ce projet ambitieux, cette année ou au début de la prochaine. En partie en Afrique et peut-être en Europe, mais aussi aux États-Unis puisqu'il s'agit d'un film sur les Africains-Américains qui se passe dans les années soixante. 



W. L. L.

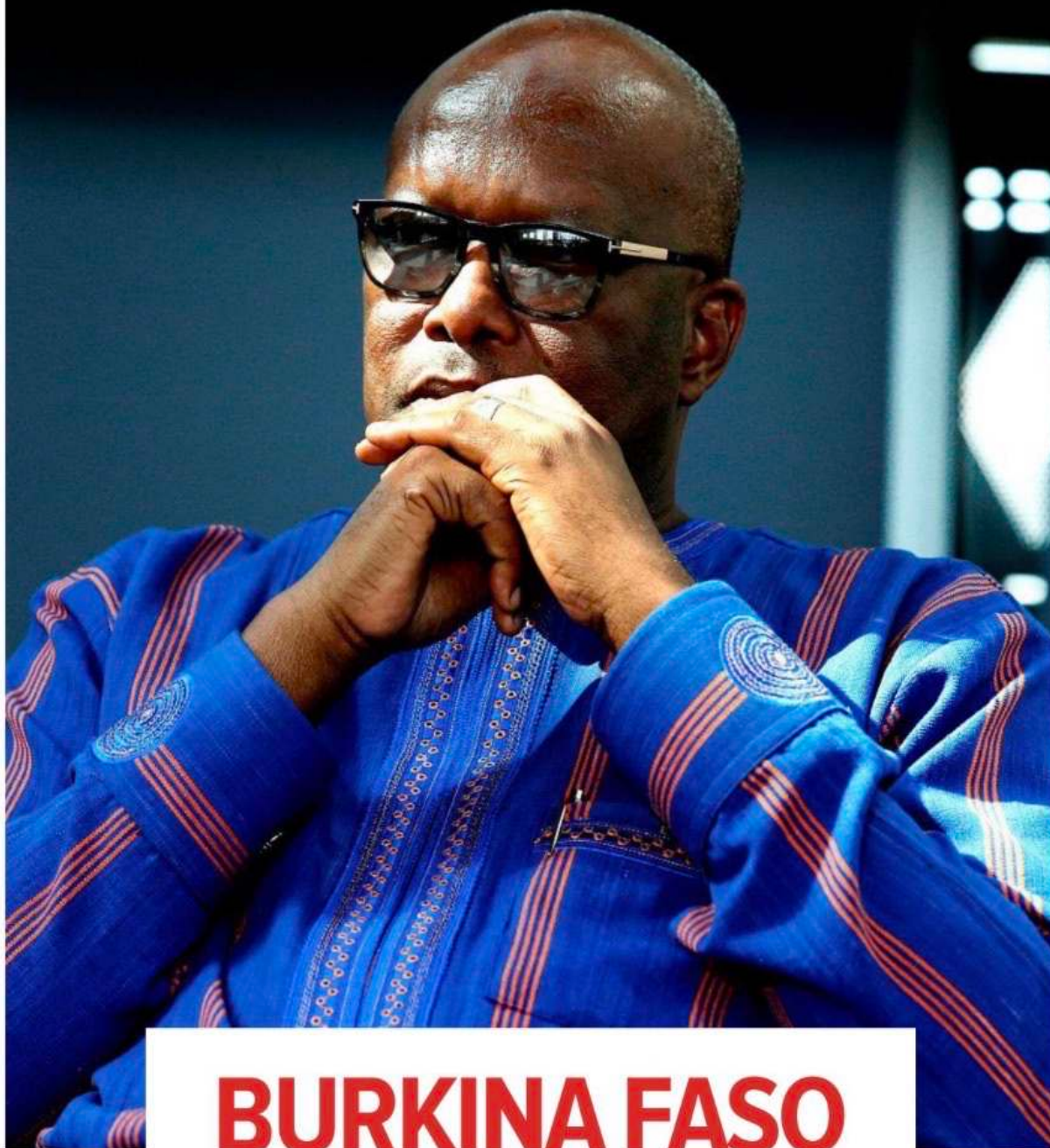
Gravée en Afrique pour vous offrir
le meilleur de la banque

La Banque Autrement
burkina.coris.bank



GRAND FORMAT

Pour tout comprendre de l'évolution d'un pays



GEORFROY VAN DER HASSELT/AFP

BURKINA FASO

Nouveau mandat, nouveau pacte

Passé la présidentielle et les législatives de novembre 2020, la scène politique se réorganise, tant du côté de la majorité, autour de Roch Marc Christian Kaboré, réélu, que dans l'opposition, où les équilibres ont changé. Pour tous, c'est l'heure de redéfinir les priorités.

Dotée des moyens et matériels les plus sophistiqués, MEGAMONDE Print est l'assurance d'une parfaite qualité pour vos impressions.

Bienvenue chez

MEGAMONDE Print



Nos services



Impression tout-format

impressions extérieures sur flex, vinyle, papier, intérieures sur tous types de papiers etc...



Enseignes et façades

Lettres et logos en 3D lumineux, façades commerciales et totem en Alucobond lumineux.



Impression numérique

Affiches, calendriers, brochures, flyers, agendas, cartes de visite, autocollants...



Cartes sécurisées

Badges d'accès sécurisés, cartes de fidélités, cartes d'étudiants...



Gadgets publicitaires

T-shirts, casquettes, mugs, trophées, puzzles, stylos, sacs etc...

Infoline: +226 02 50 93 93

info@megamondeprint.com | www.megamondeprint.com



Damien Glez

Qui réconcilier?

Le 30 mars, les Burkinabè auraient dû célébrer la Journée nationale de pardon, instituée il y a vingt ans par un régime Compaoré ébranlé par les premières contestations qui, quelques années plus tard, auront raison de lui. Et voilà qu'en janvier le président réélu, Roch Marc Christian Kaboré, nomme le chef de file de l'opposition sortant ministre de la Réconciliation nationale et de la Cohésion sociale – en deuxième position dans l'ordre protocolaire gouvernemental. Les murmures du Faso suintent la suspicion, tant les ralliements d'opposants, ici, ont toujours souffert d'un excès d'incarnation combiné à un manque de contenu ministériel. À l'inverse du virulent Hermann Yaméogo, bombardé en 1992 ministre d'État sans portefeuille, Zéphirin Diabré se voit confier, lui, une mission explicite. Mais cet opposant réconcilié (il fut du gouvernement Kaboré en 1994, avant d'affronter celui-ci lors des deux dernières présidentielles), qui doit-il réconcilier?

Ersatz d'union sacrée

Composée de sankaristes d'obédience marxiste, de sociaux-démocrates fossoyeurs de l'ère Sankara et de néolibéraux, l'équipe du Premier ministre, Christophe Dabiré, a tout d'un gouvernement d'union nationale. Seul boudeur de poids de cet ersatz d'union sacrée, le Congrès pour la démocratie et le progrès, dépossédé du pouvoir en 2014, participe désormais librement aux élections et jouit même d'un confortable statut de chef de file de l'opposition depuis les législatives de novembre dernier. Quant aux cas individuels qui rêvaient d'absolution et auraient besoin de réconciliation, leur sort relève de procédures judiciaires avec lesquelles un membre de l'exécutif ne saurait interférer.

Les regards se tournent instinctivement vers les frères Compaoré : François et le feuilleton de son éventuelle extradition de France pour être entendu au procès Norbert Zongo ; Blaise, inculpé par la Haute Cour de justice, ex-président dont on envisagerait un retour apaisé, alors qu'il n'a jamais été interdit de territoire burkinabè. Roch Marc Christian Kaboré lui-même ne pouvant amnistier que des condamnés (éventuellement les généraux Gilbert Diendéré et Djibrill Bassolé), la justice à l'œuvre serait-elle un caillou dans la chaussure du vivre-ensemble?

En consultant des militants au sujet d'un retour des exilés, des blessés de l'insurrection de 2014 ou des victimes du coup d'État de 2015, Zéphirin Diabré renvoie dans les cordes ceux qui préjugent d'un format de réconciliation. En outre, il peut brandir la seconde partie de l'intitulé de son ministère : la « Cohésion sociale ». Mais cette dernière, dans un pays réputé pour sa coexistence pacifique interethnique et interreligieuse, ne fera-t-elle pas doublon avec la « Solidarité nationale » et l'« Action humanitaire » du maroquin de Laurence Ilboudo-Marchal?

Peut-être le ministre Diabré ancrera-t-il moins son programme dans l'action humanitaire que dans la gestion civile de la crise sécuritaire. En effet, l'agression jihadiste et le recours à des « Volontaires pour la défense de la patrie », apparentés aux miliciens d'autodéfense, favorisent la diffusion d'armes autant qu'ils exacerbent certaines tensions locales qui somnolent sous les braises. Et, ces dernières années, des affrontements communautaires ont endeuillé des localités comme Arbinda ou Yirgou. Quel que soit le calibrage de sa mission, il faudra à Zéphirin Diabré plus d'imagination que le trompe-l'œil du lancer de colombes, le clou des Journées de pardon compaoristes... **JA**

184 ENJEUX

Les cent jours de Roch Marc Christian Kaboré

188 Exécutif

Entretien avec Clément Sawadogo
Ministre de l'Administration territoriale, secrétaire général du MPP

192 Le billet

Tout le monde est sankariste... sauf tout le monde

194 Vie des partis

Interview d'Eddie Komboïgo
Président du CDP, chef de file de l'opposition

198 ÉCONOMIE

De la résilience à la relance

205 Stratégie

Interview de Bachir Ismaël Ouédraogo
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Carrières

208 Mines

Des perspectives en or

210 Entrepreneurat

Moussa Koanda mise sur des industries diversifiées

214 SOCIÉTÉ

Wemba Ligdi, maître de la cohésion

218 Couleur locale

KPG, conteur 2.0

220 Patrimoine

Musique au musée

222 Livres

Un nouveau chapitre



Suivez toute l'actualité du Burkina Faso sur www.jeuneafrique.com

GRAND FORMAT BURKINA FASO

ENJEUX

Les cent jours de Kaboré

BÈNE DE ROSEN / HANS LUCAS



Retour de la sécurité, des déplacés, de Blaise Compaoré...
Trois mois après le début de son second mandat,
le chef de l'État sait ce que ses concitoyens attendent de lui.
Et il est déjà sur tous les fronts. À commencer par ceux
de la réconciliation et de la stabilité.

NADOUN COULIBALY, À OUAGADOUGOU

Le président Kaboré réélu en novembre 2020 aborde son second et dernier mandat – selon la Constitution – avec beaucoup de détermination. « Le président du Faso veut laisser une marque dans l'Histoire. Il entend léguer aux Burkinabè une nation prospère et réconciliée avec elle-même », souligne Thierry Hot, conseiller spécial de Roch Marc Christian Kaboré. Ce dernier est donc attendu en premier lieu sur le terrain de la réconciliation. Pour engager le processus, il a mandaté l'ex-chef de file de l'opposition, Zéphirin Diabré, qu'il a nommé, le 10 janvier, ministre d'État auprès de la présidence, chargé de la Réconciliation nationale et de la Cohésion sociale. « La réconciliation est une priorité. Le président s'est exprimé sur la question, et sa philosophie n'a pas changé, elle repose sur le triptyque : vérité, justice et réconciliation », poursuit l'ancien journaliste.

Reputé consensuel, Roch Marc Christian Kaboré échange régulièrement, depuis son investiture à la fin de décembre 2020, avec le nouveau chef de file de l'opposition, Eddie Komboïgo, président du Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), pour requérir son avis. Quant au ministre Zéphirin Diabré, il multiplie les entretiens avec les leaders communautaires et religieux ; certains observateurs allant jusqu'à supposer qu'il pourrait envisager d'organiser un entretien entre Roch Marc Christian Kaboré et Blaise Compaoré.

L'ex-président, qui a émis le souhait de rentrer au pays, bénéficie du soutien de son fief natal de Ziniaré (Plateau-Central), du CDP, qu'il a fondé, ainsi que d'une partie de la société civile. « Il faut que Blaise Compaoré vienne courageusement se mettre à la disposition de la justice, quitte à ce qu'il soit innocenté

ou condamné. Nous ne voulons pas de prime à l'impunité », prévient Serge Martin Bambara, alias Smokey, l'artiste et porte-parole du mouvement Le Balai citoyen. Il rappelle le fiasco qu'était la Journée nationale de pardon, instaurée il y a vingt ans, et met en garde contre une comédie institutionnelle. Selon lui, la réconciliation ne se décrète pas. « Il est trop tôt pour savoir quelle tournure prendra le retour de Blaise Compaoré. Le forum sur la réconciliation prévu au cours de ce premier semestre devrait planter le décor », suppose-t-on dans l'entourage du chef de l'État.

Ministres sous pression

Pourtant, dans les coulisses, on martèle que la réconciliation ne consiste pas à faire rentrer des exilés poursuivis pour leur implication présumée dans certains crimes, mais qu'elle vise à prendre en compte les victimes. « La réconciliation telle que la souhaite Roch Marc Christian Kaboré doit aboutir à un nouveau pacte, qui constituera le socle de l'unité entre les Burkinabè », résume un habitué de Kosyam.

Le chef de l'État – comme les citoyens burkinabè – peut déjà s'enorgueillir d'avoir permis un large renouvellement du Parlement (à 75 %) lors des législatives de novembre 2020. En outre, le jeu politique s'est pacifié en même temps qu'il s'est clarifié, avec une opposition désormais centrée autour du CDP, l'ancien parti majoritaire. Ce qui, de l'avis de certains observateurs, devrait permettre au forum sur la réconciliation de se tenir dans de bonnes conditions. Pour sa part, Smokey regrette le ralliement de certains partis ou de leurs anciens leaders à la majorité présidentielle. « Cela affaiblit l'opposition et peut nuire à la gouvernance politique, déplore-t-il. Il revient donc à la société civile d'assurer le rôle de contre-pouvoir. »

Outre la relance économique, avec une croissance qui devrait dès cette année

Roch Marc Christian Kaboré, à Ouagadougou, le 20 novembre, lors de son dernier meeting de campagne avant la présidentielle.

rebondir à 3,9 %, accompagnée d'investissements lourds dans les infrastructures – notamment routières, solaires mais aussi sanitaires –, Roch Marc Christian Kaboré veut accélérer le développement du pays. Et souhaite aussi laisser son empreinte. Il n'hésite pas à mettre les membres de l'exécutif sous pression. S'il a réitéré sa confiance au Premier ministre, Christophe Dabiré, dont il apprécie, dit-on, la parfaite connaissance des dossiers, son gouvernement serait mis en observation, voire sous surveillance rapprochée. « Si des ministres sont défaillants, ils ne resteront pas en poste plus d'un an. Car le président veut sortir par la grande porte. Pour cela, il a besoin de résultats, assure un proche du chef de l'État. Il va par ailleurs multiplier les projets d'infrastructures, comme le nouvel hôpital de Bobo-Dioulasso. »

Jadis considéré comme un îlot de paix, le Burkina est, depuis le début du premier quinquennat de Kaboré, la cible répétée de groupes terroristes. Modèle de tolérance religieuse et de savoir-vivre ensemble, le pays va-t-il retrouver sa douceur d'antan ? Ouaga veut y croire. Le nombre d'attaques meurtrières – d'abord cantonnées dans le Nord, autour de Djibo, elles se sont ensuite propagées sur la quasi-totalité du territoire – a considérablement baissé : en 2020, « seulement » 90 attaques ont été recensées et une diminution des pertes humaines de l'ordre de 16,42 % par rapport à 2019 a été constatée (519 tués contre 621).

Prise de conscience

« L'accalmie est liée, d'une part, à la montée en puissance des forces de défense et de sécurité, qui ont acquis une expérience au combat, et, d'autre part, à la résilience communautaire soutenue par l'avènement des Volontaires pour la défense de la patrie, qui s'appuient localement sur des entités traditionnelles comme les Dozos ou les Koglweegos, explique le commissaire Rachid Palenfo. On connaît de mieux en mieux l'organisation des groupes terroristes, leur *modus vivendi* : à chaque attaque, on s'interroge sur nos propres dysfonctionnements et on prend des mesures correctives. »

Si les exactions commises par les groupes armés ont fait plus de 1500 morts et conduit plus de 1 million de personnes à fuir leur village, des initiatives locales portées par des leaders communautaires donnent une lueur d'espoir, de même que le retour progressif des

habitants chez eux. « Au-delà de la réconciliation, le chef de l'État fait du retour des déplacés l'une de ses priorités, précise Thierry Hot. Ce mouvement est précédé par le retour de l'armée là où elle avait cédé du terrain. »

Pour le moment, Ouagadougou maintient son attitude ferme. « Le gouvernement n'a pas engagé de négociations formelles. Mais il y a une prise de conscience chez les leaders locaux. Bien des enfants du Sahel se sont enrôlés dans le jihadisme, et le discours de sensibilisation des leaders vise à appeler ces Burkinabè à quitter les groupes terroristes et à revenir », souligne Ousseini Tamboura, ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement.

Retour des « enfants perdus »

Selon les informations de *Jeune Afrique*, une dizaine de négociateurs locaux s'activent dans la zone de Djibo pour obtenir le retour des « enfants perdus ». Avec un certain succès, puisque des dizaines de combattants auraient déposé les armes. « L'État islamique [EI] arrivait en force dans la zone de Djibo et de l'Oudalan. On savait que si l'EI s'y installait cela serait dangereux pour les autochtones, explique l'un des négociateurs contactés par la rédaction. Il nous fallait trouver une manière d'opposer les groupes terroristes entre eux. D'autant que le GSIM [Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans] ou Ansarul Islam sont favorables aux pourparlers, contrairement à l'EI, qui a des méthodes violentes et considère les Burkinabè comme des mécréants. » Résultat : les groupes d'obédience locale ont accepté l'offre de dialogue, alors que l'EI rejette tout en bloc. Ce qui a parfois débouché sur des affrontements sanglants, comme ceux survenus en février dans les environs de Gountouré, près de Déou, où environ 200 combattants de l'EI ont été tués, relate notre interlocuteur.

« Il n'y a pas de négociations en tant que telles avec les chefs jihadistes, tient à rappeler Thierry Hot. En revanche, dans les communautés, les religieux et les notables coutumiers appellent leurs enfants à venir exprimer leurs préoccupations. Il s'agit de négociations menées par les communautés elles-mêmes. » Une prise en main locale pour une réponse endogène, donc. ■

**MODÈLE DE TOLÉRANCE
RELIGIEUSE ET DE SAVOIR-
VIVRE ENSEMBLE, LE PAYS
VA-T-IL RETROUVER SA
DOUCEUR D'ANTAN ?
OUAGA VEUT Y CROIRE.**



Office national de l'eau
et de l'assainissement

LE CENTRE DES MÉTIERS DE L'EAU (CEMEAU)

*« Renforcer les capacités des acteurs
de l'eau et de l'assainissement
pour un développement durable ».*

L'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA) à est une société d'État créée le 22 juillet 1985 avec un capital de 3 milliards 80 millions de F CFA entièrement détenus par l'État. Il a pour mission la production et la distribution de l'eau potable et l'assainissement des eaux usées et excréta en milieu urbain et semi-urbain.

L'ONEA est présent dans 59 centres à travers le territoire national avec un effectif total de 1007 agents au 31 décembre 2020. Au cours de l'année 2020, le portefeuille clients a franchi la barre de 510 000 abonnés et plus 100 000 000 de m³ d'eau potable ont été produites et distribuées.

Notre vision, à l'ONEA, c'est d'être une entreprise performante, innovante et toujours à l'écoute des clients et des partenaires.

Dans cette dynamique, le **Centre des Métiers de l'Eau (CEMEAU)** de l'ONEA se positionne comme le principal opérateur de services de formations des acteurs de l'eau et de l'assainissement au Burkina Faso. Dans sa mission de renforcement des compétences professionnelles des acteurs de l'eau et de l'assainissement pour un développement durable, le **CEMEAU** :

- accompagne la mise en œuvre des réformes législatives et réglementaires du secteur de l'eau et de l'assainissement,



La qualité en plus !



Château d'eau
à Ouagadougou

COMMUNIQUÉ



JAMG - PHOTOS DR

- offre des formations adaptées aux besoins des acteurs de l'eau et de l'assainissement,
- accompagne la réalisation des projets et programmes du secteur de l'eau et de l'assainissement,
- fait la promotion des formations diplômantes.

Les thématiques de formation développées portent sur :

- la gestion des ressources en eau,
- la production d'eau potable,
- la réalisation, la gestion et la maintenance des réseaux d'eau et d'assainissement,
- la gestion des services d'eau et d'assainissement,
- la promotion de l'hygiène et de l'assainissement,
- la maîtrise d'ouvrage communal,
- la gestion et l'économie de l'énergie en production et distribution d'eau.



G. Frédéric
François Kaboré,
Directeur Général
de l'ONEA

www.oneabf.com

ONEA

220, Avenue de l'ONEA - Secteur 12 (Pissy) - 01 BP 170 Ouagadougou 01
Tél. : (226) 25 43 19 00 à 08 - Fax : (226) 25 43 19 11 - Email : dg@oneabf.com

Clément Sawadogo

Ministre de l'Administration territoriale et vice-président du MPP

« La question du retour de Blaise Compaoré est un faux débat »



DC/PM/MTD

PROPOS RECUEILLIS PAR AÏSSATOU DIALLO

Proche du président Roch Marc Christian Kaboré, Clément Sawadogo, 60 ans, est ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, par ailleurs coordonnateur de l'Alliance des partis et formations politiques de la majorité présidentielle (APMP) et vice-président du Mouvement du peuple pour le progrès (MPP, au pouvoir). Il explique à *Jeune Afrique* sa façon d'appréhender la réconciliation nationale et la lutte contre l'insécurité. Il se confie aussi sur la recomposition de la scène politique burkinabè et répond à ceux qui prédisent l'implosion du camp de la majorité avant la prochaine présidentielle.

Jeune Afrique : La majorité a enregistré une vague de nouvelles adhésions, dont celles d'anciens poids lourds de l'opposition. Qu'est-ce qui explique

selon vous cette recomposition de la scène politique ?

Clément Sawadogo : Le premier facteur, selon moi, est que l'opposition a tiré les leçons de son mauvais résultat dans les urnes. Lorsque, parfois, le peuple dit « non » à des acteurs politiques, ces derniers peuvent être amenés à se demander s'il ne vaut pas mieux aller du côté de ceux qui ont été plébiscités. Il y a ensuite un facteur, secondaire peut-être, mais qui s'est révélé déterminant dans ce mouvement que nous avons tous constaté après les élections : le ralliement de l'ancien chef de file de l'opposition politique (CFOP) et président de l'Union pour le progrès et le changement (UPC), Zéphirin Diabré, à la majorité. D'autres partis qui partageaient sa position ont également suivi. C'est comme si le camp de l'insurrection populaire de 2014 se reconstituait. Or ce sont le MPP et

d'autres formations de l'actuelle majorité qui en avaient été les acteurs. Il en est de même pour Yacouba Isaac Zida, qui a lui-même joué un rôle important à cette époque avant de devenir Premier ministre de la transition. Et les dirigeants et les membres de son parti étaient alors actifs dans la société civile. Ils étaient partie prenante de l'insurrection. C'est la lecture politique que l'on peut en avoir, et je dis tant mieux ! L'Histoire a rattrapé tout le monde. Cela aurait dû être ainsi lors de la première élection [en 2015]. On aurait compris que ce camp reste soudé pour conduire la transition jusqu'au bout, y compris pendant la période du premier mandat démocratique après l'insurrection.

Comment faire fonctionner cette majorité, dont les membres ont parfois été très critiques les uns envers les autres ?

Seuls les imbéciles ne changent pas. Il n'y aura pas de difficultés à gérer la majorité. Le Burkina a déjà traversé des périodes de sa vie démocratique où un parti (ou un front) dominait. Cela a par exemple été le cas du CDP sous le régime de Blaise Compaoré. Mais cela n'a pas créé de problèmes outre mesure, en dehors d'actes posés par certaines personnes. Il peut y avoir en effet un déséquilibre entre la majorité et l'opposition en faveur de la première. Mais, dans nos pays, la démocratie ne devrait pas se résumer à ce jeu de bagarres intempestives entre l'une et l'autre. Si, à un moment donné, il y a un basculement de la plupart des forces politiques afin de se concentrer sur la construction nationale, le développement, c'est une bonne chose. →



Banque Commerciale du Burkina

LA BANQUE QUI VOUS COMPREND



M. KARWA BASHIR/DG



M. LÉANDRE HUBERT KABRE/DGA

« La complicité entre le DG et son adjoint permet à la banque de jouer son premier rôle de banque commerciale qui se fraye une place de choix dans l'univers bancaire du Burkina Faso ».

LA BCB SYMBOLE DE L'INTÉGRATION PRONÉE PAR L'UNION AFRICAINE

La Banque Commerciale du Burkina en abrégé BCB. La banque est née d'une double volonté entre l'État burkinabè et la Jamahiriya arabe libyenne représentée par la Libya Foreign Bank. La BCB a été portée sur ses fonts baptismaux en décembre 1988.

La banque commerciale du Burkina après plus de trente ans d'existence, se porte comme un charme à ce jour. Après un certain temps de léthargie, elle a renoué depuis quelques années déjà avec une rentabilité qui n'a de cesse de se consolider. Progressivement elle regagne des parts de marché et remonte dans le classement sur l'échiquier national.

Ainsi, malgré un contexte difficile marqué par la maladie du coronavirus, nous constatons une croissance soutenue de nos différents indicateurs.

Comme chantiers, nous avons embrassé une nouvelle dynamique de développement avec en perspective le repositionnement de notre institution parmi les banques

leaders de la place. À ce titre, nous avons mis en place depuis le début de l'année 2020 des projets structurants tels que le renforcement de notre réseau d'agences, à Ouagadougou et en province afin de nous rapprocher davantage de notre clientèle. À cela s'ajoute une réorganisation interne avec la création de nouvelles directions telles une Direction Commerciale et du Réseau ainsi qu'une Direction Monétique et digitalisation, afin de mieux booster l'activité et répondre aux exigences de nos clients. Enfin, Comme vous le saviez, la survie d'une entreprise dépend également de la qualité de ses hommes, c'est pourquoi nous avons travaillé à renforcer le capital humain par des recrutements externes et la mise en place d'un dispositif de formation continue du personnel.

Aussi nous notons une progression continue des chiffres tout au long de l'année 2020. Ce qui a valu à la BCB d'occuper la 7^e place contre un classement à la 10^e place au niveau du total bilan l'année précédente à la même période sur un total de 15 banques commerciales que compte le marché burkinabè.

LA BCB RÉPOND AUX BESOINS DE SA CLIENTÈLE DEPUIS 33 ANS



Les perspectives s'annoncent heureuses pour la BCB qui envisage un meilleur maillage du territoire Burkinabè avec des ouvertures d'agences. Les projets de digitalisations des services de la BCB sont déjà entamés. On note le renforcement significatif des DAB, avec le développement de produits innovants afin de mieux satisfaire la clientèle. Un autre projet en ligne de mire est de dupliquer les actions d'enrôlement et de fidélisation de la clientèle afin d'optimiser la part de marché de la banque qui plus que jamais répond à son slogan « la Banque qui vous comprend ».

653 Avenue KWAME N'KRUMAH ; 01
BP 1336 Ouagadougou 01
Tél : +226 25307878 / +226 25301266-68
Fax : +22625310628
E-mail : bcb@bcb.bf _ www.bcb.bf

→ **Que répondez-vous à ceux qui prédisent l'implosion du MPP avant 2025 ?**

Cette prédiction ne date pas d'hier. Mais nous sommes encore là, et soudés. Nous voyons cela plus comme une sonnette d'alarme : le président arrivera en effet à la fin de son deuxième mandat en 2025, et, comme il ne se représentera pas, la question légitime est de savoir qui continuera cette mission difficile de rassemblement, aussi bien à l'intérieur du parti qu'au sein de la majorité. Est-ce que nous avons clairement la réponse aujourd'hui ? Je ne suis pas dans le secret des dieux, et ce n'est pas encore la principale préoccupation, car nous venons tout juste de sortir d'une élection et avons notre programme à mettre en œuvre. Plus nous avancerons dans le mandat, plus la question se posera. Surtout, Roch Marc Christian Kaboré aura son mot à dire, même s'il doit partir à la fin du quinquennat, car c'est lui le capitaine du bateau MPP. Cependant, nous n'avons pas créé le MPP juste pour qu'il gouverne, mais pour que, même après son mandat, le parti continue de prospérer et de gouverner le pays.

Les questions de la réconciliation nationale, du retour de Blaise Compaoré et de Yacouba Isaac Zida animent le débat public. Mais peut-on se réconcilier sans rendre justice ?

Il y a les vrais débats, qui se réfèrent aux problématiques de la société burkinabè, et il y a les faux débats. Le vrai débat, pour moi, vise à régler de manière concertée, sereine et apaisée, un certain nombre de problèmes qui agitent la société depuis des années. On peut citer les crimes de sang depuis l'assassinat de Thomas Sankara, puis celui de Norbert Zongo, et d'autres, plus récents. Ces questions n'ont jamais pu connaître leur dénouement, même si elles sont prises en charge par la justice classique. Elles sont aussi éminemment politiques et nécessiteraient peut-être une approche de leur résolution allant plus en ce sens. Autres questions majeures, celles liées à l'insécurité, au terrorisme et à son cortège de conflits communautaires,



IL EST POSSIBLE D'ENVISAGER DE DISCUTER D'ASPECTS PARTICULIERS AVEC LES GROUPES TERRORISTES.

qu'il faudrait prendre en compte. Les terroristes alimentent leurs combats de tentatives de division de la société. Même, entre acteurs politiques, nous nous sommes parfois rejeté la balle sur le sujet. Il faut que l'on se parle et qu'on fasse la part des choses. Il faut un dialogue franc, ouvert et sincère, qui permette de reconcentrer tout le monde sur le combat de la nation contre le terrorisme, et qu'il n'y ait pas de grande divergence d'approche sur la question.

Nous avons toujours soutenu le point de vue selon lequel la réconciliation ne pouvait être vraiment solide que si elle portait des principes de vérité, de sincérité et de justice, parce que, même quand on a fait la lumière, il faut des réparations. La justice doit être rendue. Cependant, on peut s'entendre sur une forme de justice qui ne soit pas totalement classique, puisque cette dernière a beaucoup patiné sur de vieux dossiers de crimes. La nature des réparations peut varier. Mais, en tout état de cause, il faut adopter le principe selon lequel on veut à la fois la vérité et la justice, car ce sont les deux piliers d'une véritable réconciliation nationale.

Quels sont les « faux débats » ?

La question du retour de Blaise Compaoré et de Yacouba Isaac Zida fait partie de ce que j'appelle les faux débats. Non pas que leur retour ne soit pas quelque chose d'important, mais il ne faut pas examiner la problématique de la réconciliation à partir de la situation de quelques personnalités. Sinon, les discussions seront biaisées dès le départ. Nous voulons trouver des solutions de fond, à même de faciliter le règlement d'autres questions, moins difficiles et moins consistantes,

comme celles de leur retour – dont nous ne voulons pas faire l'épicentre de la réconciliation nationale. Si on peut réunir les conditions de sécurité pour que leur retour ne crée pas de troubles particuliers, je ne pense pas qu'il y ait de difficulté. Mais leur citation dans des dossiers judiciaires peut poser un problème, ne serait-ce que pour leur propre sécurité. C'est pour cela que le président du Faso a toujours dit qu'il y avait des préalables à régler. Mais ceux-ci n'ont rien à voir avec la volonté intrinsèque du pouvoir de permettre à Blaise Compaoré et à Yacouba Isaac Zida de regagner leur pays, d'autant plus que ce n'est pas ce régime qui les a expulsés et conduits à l'exil. Nous n'avons aucun problème avec ces questions.

Lors de sa déclaration de politique générale, le Premier ministre a dit qu'un dialogue avec les groupes terroristes était envisagé. Cela marque-t-il un changement dans la conception de la lutte contre le terrorisme ?

Jusqu'à présent, nous ne voyons pas de plateforme permettant de discuter avec les groupes terroristes. Il n'y a de motifs possibles de discussion ni dans les faits ni dans leurs revendications et prétentions. Peut-on débattre aujourd'hui de la cession d'une partie de notre territoire pour qu'ils s'y installent ? Pouvons-nous accepter de constituer des couloirs de trafics pour eux ? Ou de changer le contenu de l'éducation nationale, d'obliger les femmes à porter la burqa ou le voile ? Non. Ce sont des points que l'on ne peut pas négocier.

Là où nous mettons de la nuance, c'est sur la possibilité d'envisager de discuter d'aspects particuliers, selon l'évolution de la situation. Si, par exemple, les groupes terroristes nous disent qu'ils veulent déposer les armes et, aussi, négocier pour que leurs combattants ne soient pas poursuivis, ni condamnés ou massacrés, nous pourrions voir comment accepter une démobilisation et une intégration de leurs éléments dans la société, sans heurts. C'est une possibilité que le chef de l'État avait déjà ouverte. ■



© D.R.

UNE AMBITION PANAFRICAINNE

Résolument engagé dans le développement économique et industriel de la sous-région ouest africaine, CIM METAL GROUP poursuit ses investissements dans des secteurs clés de l'économie avec l'ambition d'incarner un modèle de réussite africaine dans le négoce, la logistique et l'industrie.



Le négoce, un pilier fondateur

À travers ses filiales KANIS COMMIDITIES, CIM METAL GROUP demeure un des principaux négociants de produits de première nécessité comme le riz et le sucre, sur toute l'étendue du Faso, et au-delà dans des Pays de la Sous-région. Fort de partenariats privilégiés avec des producteurs mondiaux, le groupe entend consolider d'avantage ses positions d'acteur de référence du secteur.

La logistique, un catalyseur des échanges

Actif dans le transport routier et ferroviaire via les filiales KANIS LOGISTIQUES, SOKAF et SODI, le groupe compte aujourd'hui près de 1000 camions et 200 wagons opérationnels. Actif dans le transport du minerais (Zinc, manganèse, clinker, etc), des hydrocarbures et les marchandises, le Groupe est un acteur régional incontournable qui assure la liaison vers les Pays de l'Hinterland et contribue à la dynamique des échanges sous-régionaux.

« Cim Metal Group, nous construisons l'avenir. »

L'industrie, un vecteur de création de la valeur

Convaincu que l'industrialisation du continent est un challenge prioritaire, CIM METAL GROUP a lancé un vaste programme d'investissement dans les industries du ciment et de la métallurgie. Deux unités de ciment de dernière génération sont opérationnelles au Burkina avec une capacité de production de 2,6 millions de tonnes par an, de même qu'une fonderie dans la zone industrielle de Ouagadougou. En Côte d'Ivoire, c'est la plus imposante unité de production de ciment de la sous-région qui a démarré son exploitation en 2019 avec une capacité de production de 3 millions de tonnes. D'autres projets sont en cours aussi bien dans le domaine du ciment que de la métallurgie mais pas seulement, au Togo, au Mali et au Ghana.

Avec des investissements de l'ordre de 400 milliards de F CFA, plus de 24 000 emplois directs et indirects créés dans toute la sous-région, CIM METAL GROUP est un acteur économique de référence soucieux d'exercer ses activités selon les meilleurs standards mondiaux.

© Marcin Kilarski/AdobeStock.com

JAMG

LE BILLET

Tout le monde est sankariste... sauf tout le monde

DAMIEN GLEZ, À OUAGADOUGOU

« Sankariste / En octobre à Dagnoën / Égoïste / Quand le gombo n'est pas loin. » Dans la chanson « No more » de son dernier album, le chanteur burkinabè Bil Aka Kora ironise sur le ballet de pleureuses qu'accueille le cimetière du quartier ouagalais de Wemtenga lors des commémorations annuelles de l'assassinat de l'ancien président Thomas Sankara, le 15 octobre 1987. Car lorsque l'argent facile – le « gombo » – est à portée de main, il y a loin de la coupe idéologique aux lèvres citoyennes.

Dans les maquis et les « grains » du Burkina profond, tout le monde semble glorifier Sankara, ce parangon de vertu politique, sa probité avérée et son souffle idéologique, tandis que le Faso du XXI^e siècle s'enliserait dans la corruption et le matérialisme acculturé. Comme le visage de Che Guevara immortalisé par Alberto Korda puis « marketé » à toutes les sauces du pop art, celui de « Thom' Sank' » apparaît sur bon nombre de tee-shirts, d'autocollants, et à l'arrière des camions. Chantre de la sobriété, le père de la révolution burkinabè aurait d'autant moins prisé ce culte outrancier de la personnalité que l'effigie romantique semble peu relayée sur le terrain du militantisme politique.

Le parti qui occupe traditionnellement le terrain électoral de cette mouvance idéologique, l'Union pour la renaissance-Parti sankariste (Unir-PS), n'a présenté aucun candidat à l'élection présidentielle de novembre 2020. N'y lire aucun boycott – ni aucun mépris pour l'exercice démocratique, dont le messianisme Sankara n'avait d'ailleurs pas usé –, mais, bien au contraire, un soutien au chef de l'État sortant. Le réélu Roch Marc Christian Kaboré fut pourtant un pilier de la croisade « rectificatrice » des années 1990 menée par Blaise Compaoré, le « traître » de la Révolution...

Défaut de berger ou défection de troupeau? À la suite des élections législatives du même mois de novembre 2020, les suffrages recueillis par la même Unir-PS ne lui permettent d'occuper que 5 sièges dans une Assemblée nationale qui en compte 127. Dans la foulée, le plus fameux sankariste contemporain, M^e Bénéwendé Sankara, est devenu ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville. Quant au procès de l'assassinat de Thomas Sankara, rendu envisageable par l'insurrection populaire de 2014, il apparaissait toujours lointain au moment où s'ouvrait, en janvier dernier, soit trente-trois ans après les faits, l'audience de confirmation des charges au tribunal militaire de Ouagadougou.

Iconographie idolâtre

Sous le vernis romantique soigneusement enduit par les aficionados, l'idéal sankariste se serait-il figé dans l'ultime expression de l'iconographie idolâtre : la statue de huit mètres de haut qui trône depuis quelques mois dans la zone même où le martyr fut assassiné? Pas sûr que l'homologation bourgeoise d'une idéologie anticonformiste aide à raviver la flamme des militants. Pas sûr non plus que les groupies elles-mêmes souhaitent voir revenir les préceptes exigeants et les mesures volontaristes de l'ancien président : les tribunaux populaires, le contrôle des citoyens par des « Comités de défense de la révolution », les opérations « ville blanche » dans une contrée balayée par un harmattan chargé de poussière rougeâtre, ou encore le port systématique de la cotonnade traditionnelle Faso dan fani par les agents de l'État.

Si Thom' Sank' est encore dans le cœur des Burkinabè, qui sera volontaire pour écrire le « sankarisme 2.0 »? **DA**



Fig. 1 : *Homo burkinabus 2021*



Entretien avec

TONTAMA CHARLES MILLOGO,

Président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) du Burkina Faso

« La création d'un marché concurrentiel a favorisé le développement des communications électroniques et des postes »

Comment se présente le secteur des communications électroniques et des postes au Burkina, après 20 ans d'existence de l'Autorité de régulation ?

Créée en 2000 suite à la privatisation du secteur des télécommunications, l'ARCEP, l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du Burkina Faso a un bilan plutôt positif. Par son action, l'ARCEP a réussi à animer et stimuler un marché des communications électroniques très dynamique et concurrentiel avec à date un taux de pénétration de 103 % et une couverture très acceptable tant en superficie (80 %) qu'en population (92 %).

On peut aussi se féliciter de noter que le poids du secteur des télécommunications dans le budget de l'État a augmenté en passant de 4 % en 2011 à 7,3 % en 2019, soit 9,6 % de l'ensemble des recettes fiscales et parafiscales hors coût des licences. En rappel, le renouvellement des licences y compris la 4G intervenu en 2019 a coûté 80 milliards par opérateur.

Pour ce qui est de l'activité postale, en 2020, notre pays comptait 22 opérateurs postaux titulaires d'autorisations.

Quels sont vos projets pour les prochains mois ?

L'ARCEP est résolument engagée dans une dynamique de consolidation des acquis et de renforcement de ses capacités opérationnelles en vue d'une meilleure prise en charge des besoins de l'ensemble des acteurs de l'écosystème des postes et des Télécommunications/TICs.

Du reste, l'ARCEP est actuellement engagée dans un processus de certification ISO 9001.

À court terme, il s'agira pour l'Autorité de régulation de renforcer le contrôle et l'audit de conformité des opérateurs aux obligations de leurs cahiers de charges.

Une étude est en cours en vue de prendre des mesures fortes pour inciter les opérateurs à développer davantage des offres de connectivité haut/très haut débit pour soutenir la digitalisation de l'économie et du service public.

L'un de nos défis majeurs reste incontestablement, la promotion de l'inclusion numérique pour connecter les non connectés et soutenir l'accès des personnes vivant avec un handicap aux services numériques. À ce titre, à travers le Fonds pour l'accès et le service universels, nous sommes en train d'as-

surer (i) la couverture de 183 localités des zones dites blanches en réseaux de télécommunications ; (ii) la formation de trois cent (300) jeunes au métier de la réparation de terminaux (smartphone, ordinateurs, etc.) ; (iii) la dotation de centres de formations pour personnes vivant avec un handicap visuel, d'ordinateurs et de logiciels adaptés ; (iv) la modernisation du centre de traitement des appels d'urgence de la brigade nationale des sapeurs-pompiers ; etc.

Nous avons également à cœur de doter le secteur de ressources humaines compétentes et qualifiées à travers l'ouverture, d'un institut supérieur de formation aux métiers du numérique.

Au titre de la Poste, nous mettrons un accent particulier à renforcer la lutte contre l'exercice illégal des activités d'opérateurs postaux.

Pour terminer, il est bon de noter que nous sommes engagés dans un processus de relecture du cadre juridique et institutionnel afin de se doter d'un environnement législatif et réglementaire adapté.

Tél. : (+226) 25 37 53 60 / 61 / 62

www.arcep.bf

secretariat@arcep.bf

www.facebook.com/arcepbf

[twitter.com : ArcepFaso](https://twitter.com/ArcepFaso)

Eddie Komboïgo

Président du CDP, chef de file de l'opposition

« J'ai toujours dit que le CDP était la première force politique du Burkina »

PROPOS RECUEILLIS À OUAGADOUGOU
PAR AÏSSATOU DIALLO

La scène politique burkinabè s'est recomposée à l'issue des élections présidentielle et législatives du 22 novembre 2020. Avec 20 députés sur 127, le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), de l'ancien chef de l'État Blaise Compaoré, devient le premier parti d'opposition, devant le Nouveau Temps pour la démocratie (NTD, 13 élus), l'Union pour le progrès et le changement (UPC, 12) et l'Union pour la renaissance-Parti sankariste (Unir-PS, 5). Eddie Komboïgo, 56 ans, président du CDP, succède donc en tant que chef de file de l'opposition politique (CFOP) à Zéphirin Diabré, lequel a intégré le gouvernement (*lire pp. 184-186*). Il se confie, entre autres, sur « la renaissance » de son parti et sa place dans le processus de réconciliation, sur le retour au pays de Blaise Compaoré – en exil en Côte d'Ivoire depuis 2014 – et sur la façon dont il appréhende son rôle en tant que CFOP.

Jeune Afrique : Blaise Compaoré a été poussé à la démission en 2014. Comment expliquez-vous que, six ans plus tard, son parti soit de retour au premier plan ?

Eddie Komboïgo : En 2014, les populations citadines se sont opposées à la modification de l'article 37 de la Constitution, mais ce n'était pas toute la population du Burkina Faso. Le président Compaoré a cependant préféré partir pour éviter une effusion de sang. En 2015, le CDP s'est organisé pour participer aux élections, mais il en a été abusivement exclu par une loi scélérate, dite « loi Chérif ». Pour autant, ce n'était pas la volonté du

Burkina. C'était celle des chefs du moment, c'est-à-dire de la transition, des partis satellites et des organisations de la société civile qui travaillaient autour de la transition. Nous avons dit que le CDP renaissait de ses cendres, car ceux qui ont souhaité qu'il ne participe pas aux élections de 2015 ont voulu totalement le détruire. Mais si l'on avait procédé à un référendum pour demander s'il fallait exclure l'ancienne majorité, la réponse aurait été « non ».

J'ai toujours dit que le CDP était le premier parti du Burkina, et je me suis battu pour faire savoir qu'un parti ne tient pas à une personne. C'est une ligne politique, une idéologie. Quelle que soit la tête, tant que vous restez sur la ligne politique et, surtout, que vous gardez l'objectif de défendre l'intérêt supérieur de la nation, les peuples vous suivent. Et c'est ce qui s'est passé en 2020.

Comment le parti se porte-t-il ?

Il se porte bien. Il a tiré les leçons des événements des 30 et 31 octobre 2014. Nous avons compris que certains souhaitent voir de nouvelles têtes et avons donc mené ce travail de l'intérieur, de manière démocratique. C'est ce qui a permis de procéder au renouvellement du mandat de président du parti en 2018. Le CDP a continué à travailler sur le terrain, à travers ses structures locales. Il a gardé ses aînés, qui prodiguent des conseils aux plus jeunes et les soutiennent. C'est ce qui fait que je suis ravi de diriger ce parti. Nous avons des ressources humaines de qualité, qui sont nécessaires pour faire des propositions afin que le pays retrouve la paix, aille à la réconciliation nationale et relance son économie.

Vous réclamez le retour de Blaise Compaoré dans son pays. Certains sont réticents, estimant qu'il doit d'abord répondre à la justice...

Faut-il pour autant exiger qu'il reste à l'extérieur ? Si vous voulez la justice, encore faut-il qu'il soit là. À moins que vous ne vouliez le juger par contumace. Tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut une réconciliation. Mais quelle justice ? Nous proposons d'opter pour la justice transitionnelle, partant du constat que la justice classique a ses qualités mais a montré ses insuffisances, car elle prend du temps pour se construire. Pour preuve, après plus de trente ans, le dossier Thomas Sankara n'a toujours pas de solution. Faut-il continuer dans ce sens ? C'est pourquoi nous disons qu'il faut une justice transitionnelle, où les uns et les autres vont se parler, se dire la vérité et se pardonner afin de se réconcilier. Ce qui ne veut pas dire que je ne compatissais pas aux douleurs des victimes et de leurs familles. Mais nous devons transcender cette situation et avancer.

Que pensez-vous de la stratégie actuelle de lutte antiterroriste ?

On parle de groupes terroristes, d'hommes armés non identifiés, etc. De qui s'agit-il exactement ? Pour résoudre la crise sécuritaire, nous avons proposé de garder une armée forte et bien équipée, mais, aussi, d'utiliser la voie diplomatique pour aboutir à une négociation. Lorsque nous l'avons proposé, cela a fait couler beaucoup d'encre et de salive. Mais à l'écoute de la déclaration de politique générale du Premier ministre, Christophe Joseph Marie Dabiré [au début de février], nous pensons que la position de l'exécutif, qui ne prônait que la lutte, a évolué : il a dit que

le gouvernement ira également sur le terrain des négociations... Et nous pensons que les autorités l'ont d'ailleurs déjà fait.

Faut-il prendre en compte les victimes du terrorisme dans le dossier de la réconciliation nationale ?

Nous savons que des crimes odieux ont été commis à Yirgou, Bahn et Kaïn, où des populations majoritairement d'ethnie peule ont été abattues, au prétexte qu'elles font partie des groupes terroristes, sans aucune preuve. Les organisations de la société civile et les partis de l'opposition l'ont dénoncé, y compris celui qui est aujourd'hui chargé de la réconciliation. Je crois qu'ils vont prendre tout ce monde en compte.

Que pensez-vous de la création d'un ministère d'État chargé de la Réconciliation nationale ?

La réconciliation avait déjà été discutée avec le CFOP Zéphirin Diabré. Nous avions fait une proposition au président Kaboré, qui en avait pris acte et avait souhaité que la majorité en fasse autant. Au début de 2020, le dialogue politique a rédigé un memorandum commun, qui a été transmis au chef de l'État. Nous avions programmé un processus de réconciliation sur trois mois, de mars à début juin 2020. Malheureusement, le Covid l'a empêché. Si l'on nomme aujourd'hui un ministre d'État chargé de la Réconciliation, c'est que l'on a perdu de vue que la réconciliation est une mission ponctuelle. Si on la « fonctionnalise », je crains que la question ne puisse se régler dans les délais souhaités par l'opposition ou par les populations.

Autre écueil : dans le memorandum que nous avons remis au président Kaboré au début de 2020, nous suggérons que soient organisés un forum national et des forums régionaux et provinciaux, qui regrouperont les partis, les forces vives de la nation et autres acteurs et observateurs. Supposons que ceux-ci décident qu'ils veulent un patron de la réconciliation qui ne soit pas le ministre d'État, que leur choix



L'opposant chez lui, à Ouagadougou, en mars.

SOPHIE GARCIA POUR JA

se porte sur un ancien chef d'État, un pasteur, un monseigneur, un imam... Dans ce cas, que fera le ministre ? On nous dit que le ministre d'État pourrait suivre le dossier du dédommagement des victimes. Mais celui-ci ne requiert pas la nomination d'un ministre. Une direction du ministère des Finances ou de l'Action sociale aurait suffi.

Par ailleurs, nous avons déjà le Haut Conseil pour la réconciliation et le Haut Conseil pour le dialogue social : deviendront-ils des départements du ministère d'État chargé de la Réconciliation ou resteront-ils comme tels ? Ce sont autant de questions que nous nous posons, comme autant d'autres Burkinabè. Mais comme je n'ai

pas encore eu l'opportunité de discuter avec le président ou avec le ministre d'État sur leur vision de la réconciliation, je m'abstiens de toute critique.

Quels sont vos chantiers en tant que CFOP ?

Ce qui importe pour moi, en tant que chef de file de l'opposition, c'est l'intérêt supérieur de la nation et des Burkinabè. Si le gouvernement Dabiré et le président Kaboré vont dans ce sens, nous les accompagnerons. S'ils venaient à dévier, nous aviserions. Lorsque nous sommes allés saluer Roch Marc Christian Kaboré après la proclamation des résultats définitifs par le Conseil constitutionnel, nous lui avons demandé d'être le président de tous les Burkinabè, sans distinction d'ethnie, de profession ou de religion. Nous lui avons également demandé d'organiser trois états généraux : le premier sur la réconciliation nationale, le deuxième sur la recherche de la paix et de la sécurité, le troisième sur la relance économique. Lors de sa prestation de serment, nous avons compris qu'il nous avait répondu directement à travers sa déclaration. Nous l'attendons donc sur le terrain. **JA**



**IL FAUT UNE JUSTICE
TRANSITIONNELLE, OÙ
LES UNS ET LES AUTRES
VONT SE PARLER,
SE DIRE LA VÉRITÉ,
ET SE PARDONNER.**



Mahamadi Savadogo se félicite des importantes réalisations et réformes

Élu Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso en novembre 2016, Mahamadi Savadogo nourrissait de grandes ambitions pour le secteur privé burkinabè. Assurer un renouveau consulaire et une transformation structurelle du secteur privé, telle était la feuille de route du Bureau consulaire qui, après quatre années, se prépare à organiser les prochaines élections.

Quelle a été la performance des entreprises durant l'année 2020 marquée par la Covid-19 ?

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso est dotée d'une mission consultative qui lui donne la prérogative d'émettre, à l'attention des pouvoirs publics, des avis et recommandations sur divers sujets pouvant contribuer à accroître la prospérité économique de notre pays. À ce titre, nous réalisons régulièrement des études ; et la dernière en date a permis de dresser l'état du secteur privé burkinabè en 2020.

Il en ressort que l'économie burkinabè a été durement affectée par la pandémie du coronavirus ; et cela s'est manifesté par une baisse du taux de croissance économique établie à 2 % contre une prévision initiale de 6,3 %. Elle a engendré une baisse du chiffre d'affaires des entreprises impactées (86,9 % du chiffre d'affaires journalier selon une enquête réalisée en 2020 par notre institution), le report des principaux investissements initialement prévus, des tensions de trésorerie, la contraction de la production et des emplois, des difficultés d'approvisionnement, la faillite de certaines entreprises, etc.

Nonobstant ces difficultés, le secteur privé a fait preuve d'une résilience accrue. Les indicateurs de cette résilience économique sont, entre autres, le climat des affaires qui reste avantageux pour les entrepreneurs. En effet, 15 643 nouvelles entreprises ont été créées auprès des Centres de formalités des entreprises contre 13 137 en 2019 soit une hausse de 19,07 %. Au sujet des investissements directs étrangers, nous avons noté une hausse des entrées nettes estimées à 259 millions d'euros contre 172 millions d'euros en 2019. Enfin, au titre de la contribution du secteur privé à la mobilisation des recettes fiscales et douanières, elle est estimée à 2 194 millions d'euros contre 2 172 millions d'euros en 2019.

«Malgré la crise sanitaire liée au Covid-19, le climat des affaires reste avantageux pour les entrepreneurs.»

2021 est la dernière année de votre mandature. Quel bilan faites-vous de votre action à la tête de la CCI du Burkina Faso ?

La mise en œuvre du Plan Stratégique de la Mandature 2016-2021 s'est faite de façon satisfaisante au regard des résultats obtenus. Lors de la revue à mi-parcours réalisée en 2019, nous avons noté un taux global de réalisation de plus de 60 %. En ce qui concerne le niveau de réalisation des activités annuelles, 2020 a connu un taux d'exécution physique de 91,56 % contre 80,46 % en 2019, 79,68 % réalisé en 2018 et 74 % en 2017. Cela donne un taux moyen de mise en œuvre de 81,43%.

Le renforcement de la compétitivité des entreprises étant une priorité pour notre Institution, de grands projets d'investissements ont été initiés. C'est le cas notamment de :

- l'extension et la réhabilitation du port sec de Bobo-Dioulasso pour près de 15,2 millions d'euros. Nous sommes à ce jour à un taux de réalisation moyen de 25 % ;
- la réalisation du port sec multimodal de Ouagadougou dont la délimitation du site, le recensement et la sensibilisation des populations touchées par le projet sont achevés. La mise en œuvre du projet démarrera bientôt ;



Le siège de la CCI, à Bamako



SAFINE S.A, une réponse aux besoins de financement des micro, petites et moyennes entreprises burkinabè

- la réalisation du campus consulaire pour un coût total de près de 6,1 millions d'euros qui servira de technopôle pour la formation professionnelle initiale et continue ;
- la construction des sièges de nos Délégations Consulaires Régionales (DCR) dans huit régions;
- la construction et la mise en exploitation effective d'un parking pour véhicules poids lourds à Cotonou (Bénin) précisément à Akassato pour 3,8 millions d'euros, etc.

En ce qui concerne le financement des PME, nous avons mis en place notre société de microfinance dénommée « SAFINE S.A » destinée aux micro, petites et moyennes entreprises. En outre, nous avons institué dans nos DCR les prêts d'honneur (prêts à taux 0) avec une mise initiale de plus de 396 400 euros. À cela, il faut ajouter la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Transformation Industrielle qui a abouti à la sélection de 11 lauréats pour un budget de plus de 97 600 euros.

Sur le plan de la diplomatie économique, nous avons orienté nos actions vers des pays à fort potentiel économique. Ainsi, 35 missions commerciales ont été organisées au profit de 1 024 hommes d'affaires à l'occasion d'événements économiques majeurs tels que la TICAD 7 à Yokohama au Japon, le premier forum économique Chine-Afrique à Changsha, le forum Russie-Afrique à Sotchi, le forum d'affaires Turquie-Burkina Faso, le forum AFRICALLIA à Abidjan, le forum d'affaires du Traité d'Amitié et de Coopération entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, etc.

Grâce à la confiance de nos partenaires, nous avons mis en place des projets d'appui aux entreprises en l'occurrence le Programme d'appui à la compétitivité en Afrique de l'Ouest-volet Burkina Faso (PACAO) doté d'un budget de 8,4 millions d'euros et le projet « Archipelago mangue Burkina Faso » pour 609 795 euros.

Au regard donc de ce bilan qui n'est pas exhaustif, nous pensons que notre Institution a pleinement joué son rôle de catalyseur du secteur privé burkinabè.

Le développement du capital humain est un axe stratégique majeur de votre Mandature. Quelles sont les réformes que vous avez opérées ?

À ce sujet, nous avons réalisé d'importants investissements et opéré des réformes dont la finalité est l'amélioration de l'offre de formation en vue du renforcement des capacités de nos entreprises. Notre dispositif de formation est bâti autour

« Le renforcement de la compétitivité des entreprises étant notre priorité, de grands projets d'investissements ont été initiés. »

de cinq centres et écoles de formation professionnelle dans divers domaines telles que le transport routier, les BTP, l'agroalimentaire et le tourisme, etc. En partenariat avec l'École Française des Affaires, le Centre Africain d'Études Supérieures en Gestion et Toulouse Business School, nous avons

créé l'École Burkinabè des Affaires qui offre des formations de niveau Masters en Supply chain et Achats, et en Management des structures de santé. Il y a aussi l'Institut Supérieur de Génie Electrique qui assure la formation des Techniciens Supérieurs, des Ingénieurs de Travaux et de Conception en électricité, informatique, télécommunications et maintenance industrielle.

L'une des réformes majeures est la création de l'Académie Internationale pour la Gouvernance et le Leadership Économique dont la mission principale est de promouvoir la gouvernance d'entreprise auprès des dirigeants, administrateurs et hauts cadres des entreprises publiques et privées. En perspectives, nous avons l'ambition de mettre en place un centre d'étude et de langues pour des programmes d'apprentissage des langues émergentes.

Entretien réalisé par la Direction de l'Information et de la Communication



**CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DU BURKINA FASO**

Avenue de Lyon, 01
BP 502 Ouagadougou 01
Tél. : (+226) 25 30 61 14 / (+226) 25 30 61 15
Fax : (+226) 25 30 61 16 / E-mail : info@cci.bf

www.cci.bf



ÉCONOMIE

De la résilience à la relance



Aux Grands Moulins des Champs (GMC-Sitrac), zone industrielle de Kossodo, dans la banlieue nord-est de Ouaga.

RENAUD VAN DER MEER/EDJ

Bien que la pandémie ait entraîné une récession de 2 % en 2020, le cadre budgétaire reste maîtrisé. Et si la reprise semble déjà amorcée, des incertitudes demeurent quant à sa cadence et à son ampleur.

ALAIN FAUJAS

Le bon élève burkinabè a été injustement puni par la pandémie. Il avait fait de gros efforts pour contenir ses déficits. Il avait commencé à prendre des mesures pour maîtriser l'inflation galopante des salaires de la fonction publique. Il avait ferraillé contre la corruption : selon Ousmane Kolie, spécialiste du secteur public à la Banque mondiale (BM), à la fin de 2020, 97 % des assujettis de l'exécutif et du législatif avaient effectué leurs déclarations de patrimoine, publiées au *Journal officiel*... Mais rien n'y a fait : le pays a vu sa croissance fauchée nette. Celle-ci avait atteint 5,7 % en 2019 et s'est muée en récession de 2 % en 2020, selon le FMI (voir « Repères »).

Adieu la sagesse budgétaire et la maîtrise de la dette ! Il a fallu faire face en même temps sur les fronts sanitaire, social et économique, tout en poursuivant le combat contre un terrorisme redoutable. « Malgré des ressources budgétaires relativement faibles, les autorités ont plutôt bien géré une dette qui est passée, en un an, de 42,7 % du PIB à 46,6 %, soit quatre points de plus, alors que la dette de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne augmentait de neuf points », souligne Bakary Traoré, économiste au Centre de développement de l'OCDE. Il poursuit : « Les conséquences de la mise à l'arrêt de l'économie sur la population seront tout de même graves, puisque 895 000 Burkinabè rejoindront dans l'extrême pauvreté [soit un revenu par tête de 1,90 dollar par jour] les 8 millions qui en souffrent déjà. »

« L'agriculture de subsistance et celle de rente, comme la culture du coton, ont été résilientes, analyse Kodzovi Senu Abalo, économiste pays de la BM à Ouagadougou. Le secteur secondaire a quant à lui connu une stagnation au premier semestre de 2020, avant d'opérer un redressement spectaculaire au second semestre, porté par une production d'or en forte hausse, ce qui a contribué à améliorer la balance commerciale.

Seul le secteur tertiaire (transports, tourisme, commerce, restauration-hôtellerie, réparations) a fortement chuté, sa croissance passant de 8,2 % en 2019 à -1,4 % en 2020. »

La réaction du gouvernement a été rapide et efficace. Le plan de riposte et de relance de l'économie a mobilisé, dès avril 2020, 394 milliards de F CFA (600,65 millions d'euros), dont 76 milliards ont été consacrés aux mesures sociales : subventions aux produits alimentaires de première nécessité, transferts monétaires au profit des plus démunis, exonérations des factures d'eau et d'électricité.

Gains et regain

Le FMI a soutenu le creusement du déficit budgétaire en 2020, « intégralement financé grâce à un soutien extérieur supplémentaire ». En effet, l'aide internationale n'a pas fait défaut. La BM en a assuré la majeure partie (310 millions de dollars approuvés), avec l'Union européenne (116 millions d'euros), la Banque africaine de développement (62 millions de dollars) et la France (36 millions d'euros). La suspension de la charge de la dette extérieure décidée par le G20 a fait économiser 25 millions de dollars au pays.

Cela ne veut pas dire que la reprise est sur les rails. « Nous sommes réalistes. Il est peu probable que l'économie burkinabè retrouve avant 2023 son niveau d'avant la crise : la reprise devrait être graduelle, en commençant par une croissance d'environ 3 % en 2021, estime Daniel Pajank, économiste principal de la BM pour le Burkina, en poste à Dakar. Il faut tenir compte de plusieurs facteurs d'incertitudes. La croissance démographique annule en partie ces gains. Les prix bas du pétrole et les prix élevés de l'or ne dureront peut-être pas. Les aléas climatiques et un trop lent déploiement des vaccins peuvent compliquer la donne. » Déjà, la remontée des cours du brut et des céréales menace le pouvoir d'achat...

Qu'est-ce qui pourrait accélérer le regain économique ? Les réformes, bien sûr ! « Les finances et les dépenses publiques

devront être améliorées selon trois volets, détaille Kodzovi Senu Abalo. Primo : la mobilisation des ressources domestiques, qui passe par une plus grande efficacité de la collecte fiscale (avec, entre autres, une expansion de la dématérialisation des opérations de déclarations et de paiements des impôts) et par la poursuite des efforts de maîtrise des exemptions fiscales. Secundo : une plus grande efficacité de la dépense publique est indispensable pour dégager de l'espace budgétaire. Par exemple, la loi sur les partenariats public-privé, qui doit être votée cette année, devrait contribuer à renforcer la participation du secteur privé à la reprise de la croissance. Un registre social national permettra de mieux cibler les aides aux personnes les plus vulnérables. Tertio : la numérisation et la dématérialisation des services publics devraient permettre de renforcer l'efficacité et la portée de l'action gouvernementale. »

Plan vigoureux pour les PME

Reste la question lancinante des moyens qui font tant défaut au Burkina. « L'épargne interne est l'une des plus faibles du continent, rappelle Bakary Traoré. Elle atteint seulement 5,7 % du PIB, quand elle est estimée à 19 % pour l'Afrique subsaharienne. » Les solutions ? « Que le gouvernement injecte du crédit à l'économie sous forme d'un plan vigoureux pour le secteur privé, les PME, les entreprises familiales et le secteur informel, en appuyant les points forts du pays, tels que le textile, le design, le cinéma, répond-il. Mais vont-ils pouvoir augmenter les taxes sur les ressources minières, et l'appui de la communauté internationale sera-t-il à la hauteur ? »

En tout cas, la Banque mondiale poursuivra son effort. « Le Burkina Faso sera le premier pays du Sahel à bénéficier de la fenêtre de financement supplémentaire utilisée par la Banque pour venir en aide aux pays fragiles confrontés aux défis de l'insécurité, annonce Daniel Pajank. Ces "allocations pour la prévention et la résilience" amèneront un financement additionnel de 700 millions de dollars sur trois ans, constitué pour moitié de dons. »

Les autres bailleurs de fonds ne devraient pas être en reste. Mais seront-ils assez persévérants pour permettre de mener de front des tâches aussi urgentes les unes que les autres : la renaissance de l'armée pour que le pays retrouve la paix, la mise à niveau de l'administration, l'accès à une électricité de qualité, le développement de nouvelles mines, l'extension du réseau routier, l'alphabétisation des

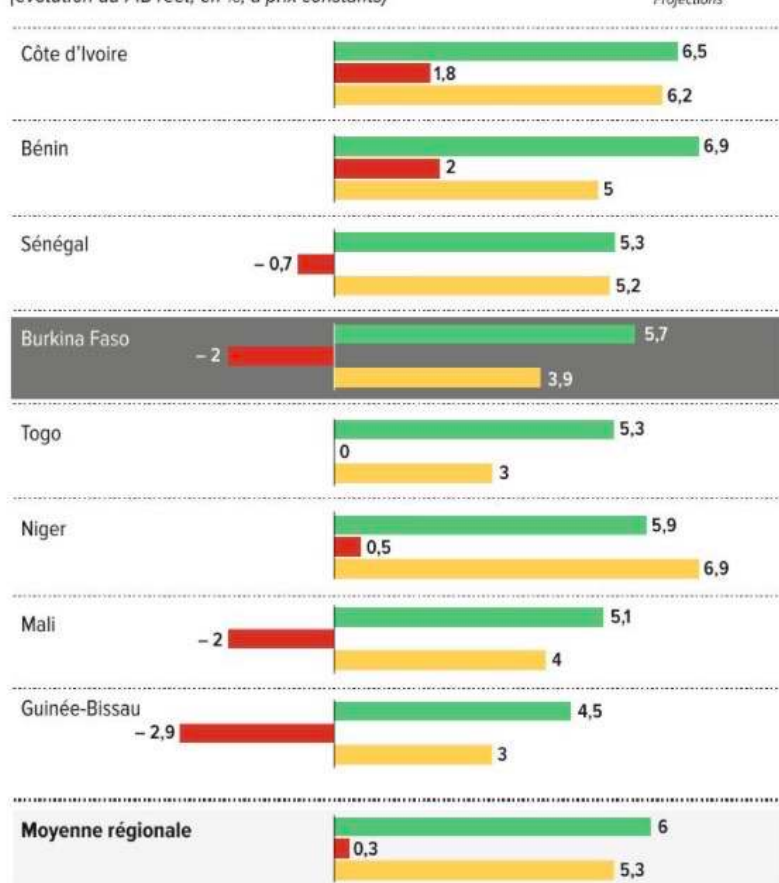
REPÈRES

Reprise en pointillé...

	2019	2020	2021
		↳ Projections ↳ (en %)	
Croissance (PIB réel, à prix constants)	5,7	- 2	3,9
Inflation (moyenne annuelle)	- 3,2	2	2
		(En % du PIB)	
Solde budgétaire global (dons compris)	- 3,5	- 6,1	- 4,6
Solde extérieur courant (dons compris)	- 4,8	- 3,5	- 3,5
Dette publique totale	42,7	46,6	48,1
Dont dette extérieure	23,5	26,7	24,1

... comparée aux voisins de l'Uemoa

(évolution du PIB réel, en %, à prix constants)



SOURCES : FMI - OCTOBRE 2020

deux tiers de la population adulte, la scolarisation des filles, la mise en place de la zone économique spéciale transfrontalière si prometteuse de Bobo-Dioulasso – Korioko – Sikasso, la vaccination anti-Covid sans laquelle il n'y aura pas de franche reprise, etc. Des défis impossibles à relever sans une aide forte et maintenue, durant plusieurs années, pour attirer les investisseurs. **JA**



Planor Afrique

La marche en avant

Planor Afrique, la holding qui porte les sociétés de Appolinaire Compaoré, le Président du patronat burkinabè, est un acteur majeur de l'économie du pays. Malgré le contexte marqué par les crises

multiformes ce groupe diversifié reste dans une dynamique fort appréciable.

Parmi la quinzaine de filiales, établies au Burkina et au Mali, Telecel (Faso et Mali), Wendkuni Bank International, UAB Assurances, SBE (Equipements), SKI (Carburant et lubrifiants) se sont toutes faites une notoriété.

Sous le leadership d'un fondateur aux talents hors pair et au mental de gagnant, les sociétés réalisent au fil des ans des résultats permettant de poursuivre l'affermissement et la modernisation des activités. Le modèle de développement qui repose sur le caractère multisectoriel du Groupe conjugué à un concept de synergie est un atout majeur.



Planor Afrique représente aujourd'hui un chiffre d'affaires d'un peu plus de 100 milliards FCFA, plus de 1 000 emplois directs et 20 000 emplois indirects avec une contribution à l'économie burkinabè de l'ordre de 30 milliards FCFA.



UAB, un assureur d'expérience et de confiance

UAB ASSURANCES est un groupe d'assurances pratiquant l'ensemble des branches **VIE (UAB-VIE)** et **NON VIE (UAB-IARDT)**. Il est spécialisé dans la gestion des assurances des biens, des responsabilités et des personnes depuis une trentaine d'années.

Nos valeurs :

- Responsabilité
- Engagement
- Ethique
- Solidarité
- Confiance.

Nos principaux indicateurs d'évolution d'activités et de solidité financière 2020 :

Marge de solvabilité : 354 %

Couverture des

Engagements : 126 %

Return of investissement : 16 %



WBI, la banque pour grandir

Wendkuni Bank International (WBI) a démarré ses activités en mai 2018. En moins de 3 ans d'exercices, elle affiche un portefeuille de plus de 10 000 clients et un résultat net bénéficiaire de 700,7 millions.

WBI ambitionne de développer son réseau d'agences dans les régions à fort potentiel tout en investissant significativement dans le digital. WBI dispose à ce jour de 7 agences (4 à Ouagadougou, 1 à Bobo Dioulasso, 1 à Koudougou et 1 à Manga). 5 nouvelles agences seront ouvertes courant l'année 2021 (2 à Ouagadougou et 3 à l'intérieur du pays).



Telecel Faso, un opérateur en transformation.

Telecel Faso continue sa mue. Objectif, passer d'un opérateur offrant principalement des services de téléphonie voix et SMS à une entreprise proposant une multitude de services à travers le téléphone portable.

Réputée offrir le meilleur rapport qualité/prix, la filiale du Groupe Planor Afrique a lancé courant Décembre 2020 une offre 4G très bien accueillie. Avec l'appui de ses partenaires, Telecel a investi dans un réseau moderne qui a permis de renforcer son offre Internet en l'étendant à de nouvelles localités. Il offrira également dans les prochains mois sa solution Mobile Money.



Route, rail... encore un train de retard

Le désenclavement du pays se poursuit. De la liaison autoroutière avec le Togo au corridor ferroviaire Ouaga-Tema-Accra, les projets sont nombreux. Reste à les financer.

NADOUN COULIBALY

« **N**ous allons lever des ressources à hauteur de 200 milliards de F CFA [près de 305 millions d'euros] afin d'alimenter le Fonds spécial routier [FSR] pour financer la construction de nouvelles routes, comme celle reliant Tenkodogo à Ouargaye, à la frontière du Togo », nous confiait en février le ministre burkinabè des Infrastructures, Éric Bougouma. Une somme qui devra être apportée par un pool bancaire local, au sein duquel figurent la filiale du groupe français Société générale et Ecobank. « Le sujet est sur la table, mais il est loin d'être bouclé », précise cependant un acteur de la place financière ouagalaise impliqué dans le dossier. Les autorités burkinabè ont en effet engagé des négociations avec les banques sur les conditions liées aux emprunts que nécessitent ces projets, qu'elles comptent rembourser grâce aux ressources propres du FSR. Ces dernières reposent sur la taxe sur les produits pétroliers, dont le montant s'élève à plus de 50 milliards de F CFA, et sur celle relative aux péages, estimée à 7 milliards de F CFA.

Parmi les projets emblématiques appelés à être financés dans ce cadre : les études (qui doivent être lancées cette année) pour le dédoublement de la voie existante et la construction d'une autoroute entre la capitale burkinabè et la frontière togolaise, ainsi que les travaux des tronçons entre Gaoua et la frontière ivoirienne via Batié, dans le sud-ouest du pays (soit environ 100 km), et entre Fada-Ngourma

et Gayéri, dans l'Est (environ 75 km). Autre chantier prioritaire pour Éric Bougouma, dont le financement est pour l'instant distinct de celui du FSR : l'élargissement de l'avenue Bassawarga, un axe majeur et totalement congestionné, en plein cœur de la capitale, afin de fluidifier le trafic entre le quartier de Ouaga 2000 et le centre-ville.

Consortiums au taquet

Côté chemin de fer, les négociations avec la filiale locale de Bolloré Transport & Logistics marquent le pas en ce qui concerne la réhabilitation de la voie Abidjan-Ouagadougou, pour laquelle le groupe français s'était engagé à injecter 400 millions d'euros selon la convention de concession révisée (CCR) adoptée en décembre 2018. Désormais, l'État burkinabè mise

avant tout sur le corridor ferroviaire Ouaga-Tema-Accra. Avec les autorités ghanéennes, il cherche des partenaires techniques et financiers afin de constituer un partenariat public-privé pour la construction et l'exploitation du réseau ferroviaire qui reliera les deux capitales. La sélection finale a retenu trois groupements pour l'exécution des travaux, dont le lancement est prévu avant la fin de 2021. Il s'agit du consortium entre China Railway Engineering Group, China Railway Design et Consulting Group, d'une part, et de celui entre les européens Frontline, Mota-Engil, Deutsche Bahn et Siemens, d'autre part, ainsi que du groupement entre les américains African Global Development et NSA Corp et les cabinets d'ingénierie enregistrés en Grèce Race Consulting et Kalliergos.

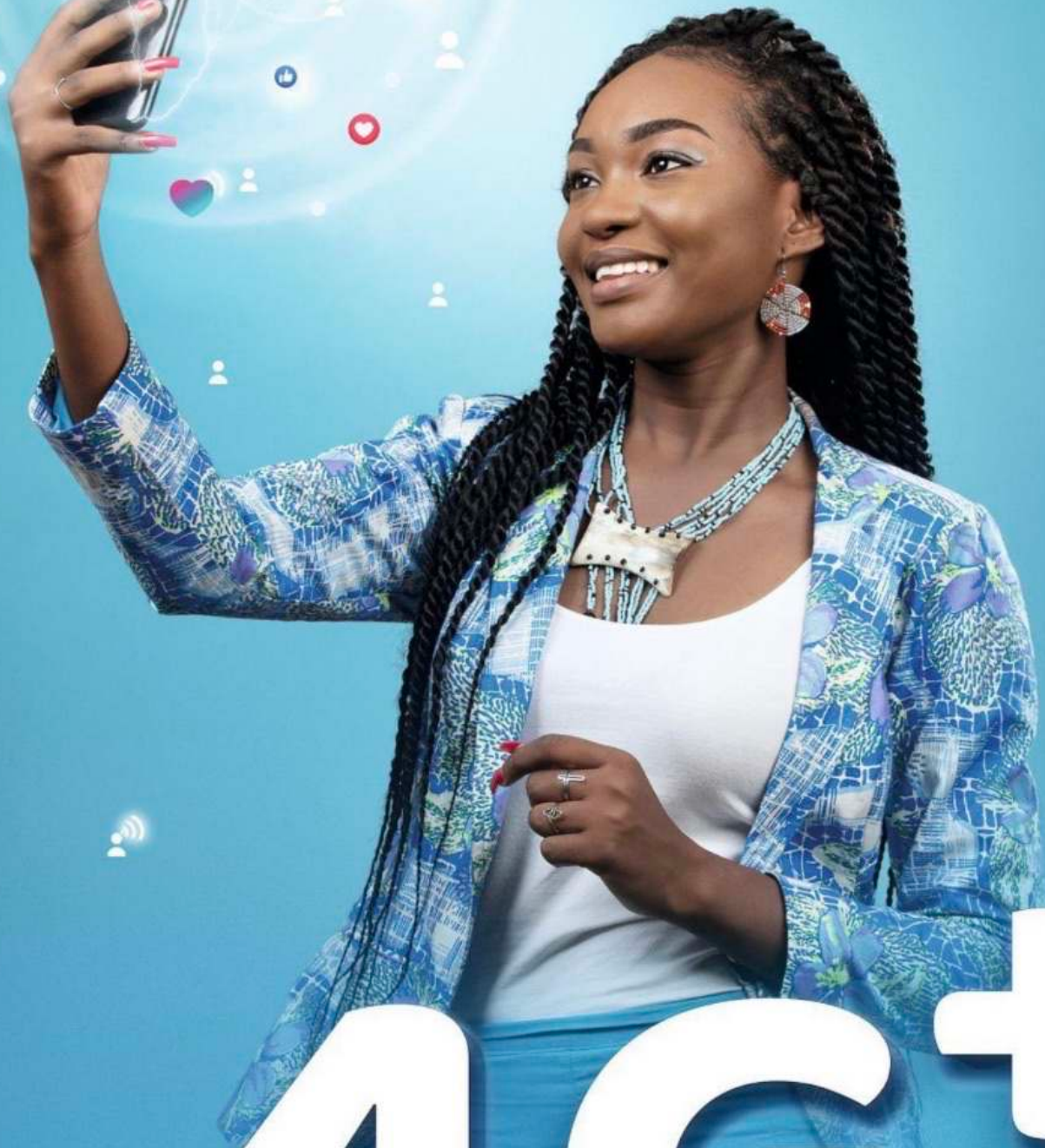
Pour tenir compte des besoins économiques des deux pays, un nouveau tracé proposé par le comité conjoint d'experts rallonge la ligne d'environ 420 km, pour une longueur totale de 1529 km. Le Burkina a par exemple demandé l'ajout d'une ligne secondaire de 218 km pour y connecter le gisement de manganèse de Tambao, en passant par la ville de Garango (Centre-Est). Au Ghana, l'évolution du tracé prévoit une connexion avec la ville de Dambai (Ouest) afin, là aussi, d'en prendre en compte le potentiel minier. **BA**



Rénovation de la nationale entre Ouagadougou et Bobo-Dioulasso.

SOPHIE GARCIA POUR JA

telecel 



4G+

Comment Fidelis Finance renforce la résilience des PME face à la crise sanitaire

Alors que la crise sanitaire a bouleversé les agendas économiques, le spécialiste burkinabè du crédit et du leasing, **Fidelis Finance**, dirigé par le banquier et économiste Kouafilann A. Sory a créé des solutions pour permettre aux PME de résister. Explications !



Kouafilann A. Sory,
Administrateur &
Directeur général.

Si la crise économique induite par la crise sanitaire a entraîné une contraction des activités des entreprises notamment des PME, **Fidelis Finance** met en avant ses solutions pour permettre à ces dernières de résister aux chocs financiers. Il faut dire que ces bouleversements liés à la Covid-19 qui continue de faire des ravages instaurent un nouvel ordre qui éprouve la résilience des organisations.

« Très tôt, **Fidelis Finance** a compris que sa résilience dans cette nouvelle normalité ne pouvait se construire qu'en synergie avec sa clientèle et ses investisseurs en dettes. C'est alors que pour assurer une bonne mise en oeuvre de nos nouvelles politiques et des mesures d'urgence et d'atténuation prises par les autorités de nos pays d'implantation et la BCEAO, il a été conduit une étude empirique auprès de notre clientèle pour mesurer le degré de leur exposition à la crise et, évaluer les nouveaux besoins induits par celle-ci », explique Abdoulaye Kouafilann Sory, patron du leader burkinabè du crédit bail ou du leasing avec près de 70 % de parts de marché.

Résultats : des pistes d'actions émergent permettant à l'entreprise d'assurer ses prestations vis-à-vis des clients. Le point d'orgue a été des réformes organisationnelles qui ont eu pour effet de renforcer la capacité d'adaptation à cette perturbation tout en reconstruisant les rapports de la société avec son personnel, ses clients, ses partenaires et les écosystèmes avec lesquels elle interagit. En effet, l'activation du plan de continuité d'activité (PCA) de la société a permis la poursuite de l'activité dans les conditions optimum de sécurité sanitaire pour à la fois, son personnel et ses clients.

« L'étude a permis de recentrer nos interventions sur les clients du portefeuille d'une part et, de l'autre, de réajuster le niveau de nos engagements pris avec nos investisseurs en dettes tout comme nous avons élargi les sources de mobilisation de nos ressources pour couvrir les nouveaux besoins des clients actifs en l'occurrence dans les secteurs de l'éducation, des services et, de la santé », met en avant le banquier. Au total, ce sont plus de 12 millions d'euros qui ont été mobilisés pour soutenir la résilience des PME, ce qui permet à l'institution de réaliser ses performances budgétaires de 2020. « Ces résultats nous les devons à l'abnégation au travail de nos équipes, à la confiance que nos partenaires investisseurs ont en la résilience de notre société qui elle-même est le fruit d'une capacité d'adaptation et d'une gouvernance bien éprouvées et, d'une vision d'entreprise aux fondements solidement ancrés dans son environnement », assure M. Sory.

Fort de plus de 20 ans d'expérience éprouvée, Fidelis Finance est un établissement financier à caractère bancaire spécialisé dans le leasing, le factoring et autres crédits aux PME. Elle est présente au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire et son capital est détenu à 86,3 % par les Institutionnels que sont AfriCapital, FBDES, la BOAD, la BICD, le FSA et, à 13,7 % par d'autres personnes morales et le personnel.

FIDELIS BURKINA FASO
1035, Avenue du Dr. Kwamé N'Krumah
01 B.P. 1913 Ouagadougou 01
Burkina Faso Tél. : +226 50 30 01 01

www.fidelis-finance.com

FIDELIS CÔTE D'IVOIRE
Cocody Danga,
Route du Lycée Technique,
Angle rue de la Canebière
06 BP 1330 Abidjan 06 - Côte d'Ivoire
Tél. : +225 22 44 88 00

Bachir Ismaël Ouédraogo

Ministre de l'Énergie, des Mines et des Carrières

« Nous avons besoin de PME fortes »

PROPOS RECUEILLIS À OUAGADOUGOU
PAR NADOUN COULIBALY

A 41 ans, Bachir Ismaël Ouédraogo est le benjamin du gouvernement Dabiré. Titulaire d'un doctorat en économie des énergies renouvelables et du changement climatique de l'université de Manchester (Royaume-Uni), membre du bureau exécutif du Mouvement du peuple pour le progrès (MPP, au pouvoir), il a vu le portefeuille de l'Énergie, qu'il dirigeait depuis 2018, élargi, en janvier, à celui des Mines et des Carrières. Un secteur stratégique puisqu'il constitue entre 10 % et 12 % du PIB du Burkina. Entretien.

Jeune Afrique : Quelles sont les priorités et les complémentarités des domaines dont vous avez la charge ?

Bachir Ismaël Ouédraogo : L'énergie et les mines sont les moteurs de notre économie. Leur fusion doit nous permettre de concrétiser l'accès universel à l'énergie, grâce au potentiel minier. Et nous devons produire des résultats pour répondre aux attentes des Burkinabè. Sans énergie, point de développement. Au cours des cinq dernières années, le taux d'accès à l'électricité est passé de 18 % à 45 %. Notre objectif est d'atteindre le seuil de 75 % à l'horizon 2025.

Quant au secteur minier, la filière aurifère a généré plus de 2 000 milliards de F CFA [plus de 3 milliards d'euros] de revenus en 2020, avec une production de 60 tonnes d'or, et nous voulons accroître la production de minerais en misant sur la stratégie du *local content*, *local ownership* [« production locale, actionnariat



Benjamin du gouvernement, Bachir Ouédraogo est membre du bureau exécutif du MPP.

local »]. Il s'agit de faire en sorte que des PME et des hommes d'affaires burkinabè puissent prendre des parts de marché dans la chaîne de commande, et d'inciter les investisseurs locaux à saisir les opportunités du secteur. La feuille de route que nous a donnée le chef de l'État est claire sur ce point. Nous avons mis en place une direction générale

consacrée à la promotion des économies minières et énergétiques, de façon à favoriser l'émergence de PME fortes, capables de construire des centrales et des mines. Cela va nous permettre d'installer des industries pour préparer « l'après-mine » en utilisant le potentiel du secteur extractif afin de développer d'autres pans de l'économie. Déjà, nous nous réjouissons d'avoir obtenu l'extension de la mine de Bomboré [Centre], financée par une banque locale, et d'avoir octroyé le premier permis minier détenu à 100 % par des capitaux burkinabè, Salma Mining.

Une autre de nos priorités est la baisse du coût de l'énergie, qui représente 40 % du prix de l'once d'or produite. Paradoxalement, les mines disposent de 400 mégawatts [MW] *off grid*, « hors réseau ». Cette puissance



AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, LE TAUX D'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ EST PASSÉ DE 18 % À 45 %.

peut servir à électrifier les villages environnants, et l'excédent peut être injecté dans le réseau connecté de la Sonabel. Le développement des technologies du gaz liquéfié et du solaire va aussi nous permettre de réduire le coût du kilowattheure [kWh] par rapport au DDO [fuel distillé] et au HFO [fuel lourd].

De quel ordre sera cette baisse du coût du kilowattheure, qui reste élevé, à 139 F CFA (20 centimes d'euro) ?

Évidemment, nous ne pourrions pas être plus royalistes que le roi. Nous importons 60 % de l'électricité que nous consommons depuis la Côte d'Ivoire et le Ghana. Les interconnexions sont salutaires, car elles permettent à nos pays d'être solidaires en matière d'électricité, en favorisant les importations basées sur les avantages comparés de chacun. La Côte d'Ivoire possède du gaz et une capacité hydroélectrique, elle a donc un avantage comparé au Burkina, qui importe le DDO et le HFO. Notre objectif est de minimiser notre dépendance à ces produits en augmentant la part du solaire, moins cher comparé aux autres énergies. Ainsi, le prix du kilowattheure produit par une centrale solaire au Burkina est trois fois moins élevé que celui d'une centrale thermique [40 F CFA, contre 120 F CFA].

L'Afrique de l'Ouest se prépare à ouvrir son marché de l'électricité. Comment le Burkina va-t-il s'y positionner ?

Si nous achetons de l'énergie en Côte d'Ivoire, c'est parce que la production y est plus abordable que la nôtre. Nous nous positionnons sur le solaire, qui a un grand potentiel. Il nous confère un avantage par rapport aux autres pays : dans nos projets, nous avons 250 MW de solaire, dont 150 MW en construction. Notamment à travers le projet Yeelen, que nous développons avec l'Agence française de développement (AFD), l'Union européenne (UE), la Banque africaine de développement (BAD) et le Fonds vert climat (GCF), qui va apporter une

puissance additionnelle de 50 MW de solaire et 10 MWh de stockage.

En outre, dans le cadre du Wapp [Système d'échanges d'énergie électrique ouest-africain], nous allons construire deux centrales solaires sous-régionales d'une capacité cumulée de 300 MW, avec stockage d'énergie, dont la vocation est de permettre au Burkina d'exporter de l'électricité. Nous attendons la construction de la ligne de transport de 330 kV de la dorsale nord, qui part du Nigeria et passe par le Niger, pour assurer l'acheminement de cette production solaire vers le Mali et d'autres pays. Enfin, le Millennium Challenge Account va nous permettre d'investir plus de 300 milliards de F CFA pour renforcer le réseau de transport et de distribution électrique.

Deux ans après la reprise par l'État du permis d'exploitation au groupe de Frank Timis, où en est le projet de développement de la mine de manganèse de Tambao ?

Tambao est un projet emblématique. En tirant les leçons de notre expérience avec le groupe Pan African Minerals, il convient d'installer les garde-fous nécessaires pour que, dès



PLUS DE 20 TONNES D'OR SONT PRODUITES CHAQUE ANNÉE DE FAÇON ILLÉGALE... IMAGINEZ LA MANNE QUI ÉCHAPPE AU FISC!

le départ, ce projet réponde aux aspirations de la population. Cette fois, nous avons l'intention d'associer les capitaux burkinabè au démarrage du projet Tambao.

Tout d'abord, il s'agit de régler l'épineuse question du transport et de la logistique : il faut réhabiliter le tronçon ferroviaire Ouaga-Kaya,

construire une nouvelle ligne de Kaya à Tambao, soit 140 km, et bitumer l'axe routier Dori-Tambao. Ensuite, l'exploitation du gisement de manganèse doit s'accompagner d'un plan sécuritaire avec des bases militaires dotées de moyens modernes de surveillance [drones, avions, etc.].

Enfin, dans le cadre de la relance des activités à Tambao, nous étudions l'option d'un mécanisme de développement pour le Sahel, car ce gisement peut représenter un tournant décisif dans le processus de développement du pays. Nous avons reçu treize manifestations d'intérêt, dont l'une émanant d'un consortium d'hommes d'affaires burkinabè. La commission chargée de réfléchir à la relance du projet a travaillé d'arrache-pied. Un dossier sera présenté d'ici au mois de juin.

De quels moyens disposez-vous pour encadrer l'orpaillage ?

Plus de 2 millions de Burkinabè travaillent dans l'orpaillage, et plus de 20 tonnes d'or par an sont produites de façon illégale... Imaginez la masse d'argent qui échappe au contrôle du fisc ! Cela alimente les réseaux mafieux et le terrorisme. Nous connaissons le circuit clandestin de ce trafic, qui transite par des pays voisins comme le Ghana, le Mali ou encore le Togo. Entre 5 t et 10 t d'or sortent chaque année de ce pays alors qu'il n'en produit pas... Nous devons régler ce problème fondamental, et nous avons engagé le dialogue avec le syndicat des orpailleurs. Nous ne pouvons plus nous regarder en chiens de faïence. Le ministre délégué et moi-même avons assisté à leur assemblée générale afin de les rassurer sur le fait que nous sommes là pour protéger le secteur.

Nous allons démarrer les activités de raffinage pour sécuriser les sites de production d'or et innover en matière de traçabilité, mais aussi délivrer aux orpailleurs une carte d'artisan minier. Enfin, nous prévoyons d'autres mécanismes incitatifs pour les encourager à s'orienter vers une exploitation semi-mécanique, voire semi-industrielle. **DA**



CNPB

CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT BURKINABE

Créé en 1976, le CNPB a pour objectif de promouvoir et de défendre les intérêts matériels, moraux et professionnels de ses membres. Depuis 2018, le patronat se modernise plus que jamais et ses ambitions sont nombreuses.

Composé de 77 groupements professionnels, répartis dans tous les secteurs d'activité de l'économie du Burkina Faso, le CNPB est animé par plusieurs activités, signes de la bonne santé économique du pays. Cette union patronale favorise la pérennité des entreprises privées sur le territoire, soutient les associations professionnelles dans leurs démarches, améliore la gestion interne des sociétés, assure la représentation du secteur privé auprès des pouvoirs publics et des organisations syndicales de salariés et représente le leadership du secteur privé dans la mise en œuvre des

politiques et stratégies dédiées à l'éducation, l'emploi et la formation.

Depuis 2018, sous la présidence de Monsieur Appolinaire Compaoré, le CNPB pérennise sa position dans le tissu économique du territoire. Pour 2021, le Conseil souhaite renouveler ses actions avec plusieurs créations : un mécanisme de garantie pour faciliter l'accès au financement des PME, TPE et micro entreprises, un centre de formation pour l'emploi, un incubateur d'entreprises pour promouvoir l'entrepreneuriat et bien sûr, la fondation du siège du CNPB.

Le Programme d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (PAFPA), modèle réussi de partenariat public privé (PPP) dans la sous-région, exécuté par le CNPB pour la période 2018-2022, sera particulièrement porteur. Grâce à un budget de 5,2 milliards de F CFA, le CNPB compte aider les jeunes travailleurs pour qu'ils accèdent à des formations pratiques et théoriques de qualité, gages de leur insertion socioprofessionnelle. De même, des dispositifs de formation, construits avec l'ensemble du secteur privé, permettront de répondre aux besoins des jeunes grâce à une offre diversifiée et pragmatique.

Appolinaire Compaoré



Originaire de Koassa, village situé dans la région du Centre-Sud du Burkina Faso, Appolinaire Compaoré a construit sa carrière avec résilience et persévérance. Orphelin de père, il n'a pas pu bénéficier d'une éducation scolaire. Initié aux travaux champêtres, il acquiert néanmoins le goût du travail dans les champs, au rythme des saisons et des récoltes.

Monsieur Compaoré entre dans le monde des affaires en 1965, à Ouagadougou, dans le domaine de la vente de billets de loterie. En 1973, avec son épargne, il investit 30 000 000 F CFA dans la commercialisation des mobylettes à deux roues. Les retombées de cette activité ainsi que la prise de participations dans plusieurs entreprises au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Togo ou en France lui permettent de créer des entreprises dans divers secteurs comme l'Assurance, l'Immobilier, la Téléphonie mobile... Appolinaire Compaoré est

aujourd'hui à la tête d'un empire financier composé de trois holdings : Planor Afrique SA, Planor Capital International et Alpha West Afrique. Récompensé par des distinctions nationales et internationales, il est également très investi dans le développement du Burkina Faso.

Appolinaire Compaoré a été élu Président du patronat burkinabè le 25 octobre 2018.

01 BP 1482 Ouagadougou 01
Burkina Faso

+226 25 33 03 09

www.patronat.bf

INDUSTRIES EXTRACTIVES



RENAUD VAN DER MEER/REDF

Le site de Mana, exploité par le canadien Endeavour depuis son acquisition de Semafo, en 2020.

Des perspectives cousues d'or

Avec 17 mines industrielles exploitées et 60 tonnes produites en 2020, la filière aurifère a le vent en poupe. D'autant que trois gisements doivent entrer en production cette année.

NADOUN COULIBALY

Avec une production de 60 tonnes en 2020 (contre 35 t en 2015) et un chiffre d'affaires estimé à plus de 2 000 milliards de F CFA (plus de 3 milliards d'euros), la filière aurifère poursuit sa croissance, portée par l'entrée en exploitation de nouvelles mines, comme celle de Sanbrado (gérée par une filiale de l'australien West African Resources), par l'extension de gisements déjà en activité, ainsi que par la bonne tenue des cours de l'or.

Cette année, trois nouvelles mines devraient entrer en production, l'une développée par la canadienne Roxgold à Boussoura (Sud-Ouest), près de Batié, et les autres par Riverstone Karma et Houndé Gold, détenues par une autre société minière canadienne, Endeavour

Mining, qui, en novembre 2020, a racheté son compatriote Teranga Gold moyennant 1,86 milliard de dollars. Cette opération, combinée à la fusion-acquisition, quelques mois auparavant, de la Société d'exploitation minière en Afrique de l'Ouest (Semafo), place désormais Endeavour parmi les plus grands producteurs d'or cotés à Londres, avec 1,5 million d'onces produites par an (soit plus de 42,5 t).

« Ce sont autant de facteurs qui ont permis à notre secteur de maintenir la production et de se montrer résilient

**LA DETTE DE L'ÉTAT
ENVERS LES SOCIÉTÉS
MINIÈRES EST ESTIMÉE
À PLUS DE 100 MILLIARDS
DE F CFA.**

face à la pandémie de Covid-19 », explique Tidiane Barry, le président de la Chambre des mines du Burkina (CMB).

Malgré la crise sanitaire, les compagnies minières ont en effet maintenu de bonnes performances opérationnelles en 2020, certaines dépassant même leurs objectifs de production, comme Roxgold, qui a extrait de sa mine de Yaramoko (Ouest), qu'elle exploite depuis 2016, plus de 133 940 onces (environ 3,8 t) d'or, au lieu des 120 000 onces prévues.

La production attendue pour 2021 devrait être comparable à celle de 2020, même si l'entrée en production de la mine de Bomboré (Centre) a été reportée à 2022. Selon l'étude de faisabilité, Bomboré devrait produire 1,6 million d'onces en treize ans, avec une moyenne annuelle de 133 800 onces pendant les dix premières années. La junior canadienne Orezone Gold poursuit donc le développement de la mine, financé par Coris Bank. « C'est la preuve que le secteur financier local est capable d'accompagner des projets miniers d'envergure », souligne Tidiane Barry.

Besoin de compétences

En attendant, la CMB multiplie les négociations avec le ministère des Finances pour épouser la dette de l'État envers les sociétés minières, dont le montant total est estimé à plus de 100 milliards de F CFA. « Avec plus de 40 milliards de F CFA de TVA dus au retard de remboursement, la situation demeure critique », assure le président de la Chambre des mines.

De son côté, l'ONG Orcade remarque que, alors que le pays compte 17 mines d'or industrielles en exploitation, la contribution du secteur aux recettes directes, d'environ 300 milliards de F CFA, est relativement faible.

« L'État n'a pas su créer les conditions pour suivre et contrôler l'activité minière, ni former une masse critique de compétences et de PME capables d'occuper les postes clés et de proposer des services de qualité aux sociétés minières », regrette Jonas Hien, directeur exécutif d'Orcade. ■

La CAMEG du Burkina Faso fait peau neuve : trois ans de métamorphose au service des populations

Dr Anne Maryse K'haboré
Directrice Générale CAMEG

Créée en 1992, la Centrale d'achat des médicaments essentiels génériques et des consommables médicaux (CAMEG) est un outil clé de la politique nationale de santé du Burkina Faso, pleinement engagée pour la **disponibilité de médicaments essentiels génériques de qualité et à moindre coût** sur l'ensemble du territoire national.

Après une succession de crises, l'accalmie est enfin de mise et les principaux indicateurs de performance de ces trois dernières années ont connu une amélioration qui montre le renouveau de cette structure essentielle pour l'approvisionnement en produits de santé du pays.

UNE ÉQUIPE UNIE, UN OBJECTIF COMMUN

Soudée, motivée et mobilisée autour des missions de la CAMEG, l'équipe de la CAMEG œuvre à « la santé pour tous »

DES INTRANTS DE SANTÉ POUR TOUS

Aujourd'hui plus de 80% de besoins satisfaits avec un objectif de 100% à terme.

DES TECHNIQUES D'ACHATS PAYANTES

98% des produits acquis par appels d'offres ouverts, obtenus à un prix inférieur au prix de référence international de 15%.

ENGAGÉE POUR LE SUCCÈS DE LA GRATUITÉ DES SOINS

La CAMEG joue pleinement sa partition pour le succès des mesures de gratuité des soins, en assurant la disponibilité des médicaments, chose qui lui a valu un certificat de satisfaction décerné par le ministère de la Santé.

DES RÉFORMES AUDACIEUSES

Nouveaux organes de gouvernance opérationnels ;
Audit organisationnel aboutissant à un nouvel organigramme avec un renforcement du système de contrôle interne ;
Des valeurs de rigueur, transparence, intégrité et redevabilité comme éthique de travail mises en place ;
Une rationalisation des dépenses et un respect strict des procédures de décaissement ;
La mise en place d'un système de géolocalisation de la flotte pour une meilleure gestion de la logistique roulante ;
Le renforcement de la confiance et de la collaboration avec les partenaires.

PILIER DE LA LUTTE CONTRE LA COVID 19

Institution modèle en matière de prévention de la maladie à coronavirus selon le Service d'information du gouvernement, la CAMEG, a su anticiper en prenant des mesures idoines pour assurer l'approvisionnement en produits de santé et ce, en dépit du contexte sanitaire mondial difficile.

NOS GRANDS PROJETS

Mise en œuvre du nouveau plan stratégique 2021-2025, pilier d'une CAMEG orientée sur la qualité de son service et la satisfaction des clients et partenaires ;



SYSTÈME DE
MANAGEMENT **QUALITE**

Avec en ligne de mire :
Certification ISO 9001: 2015

Distribution au dernier kilomètre des intrants de santé.

LES CHIFFRES CLES



268

AGENTS
PLURI-DISCIPLINAIRES



41

VEHICULES
DE LIVRAISON



150.000 m³

CAPACITE
DE STOCKAGE



10

AGENCES
COMMERCIALES

Siège Social ZAD
01 BP 4877 Ouagadougou

+226 **25373750/51**
+226 **25373757**



www.cameg.com
cameg@cameg.bf



@camegbf

Moussa Koanda mise sur des industries diversifiées

Une fabrique de panneaux photovoltaïques inaugurée à la fin de 2020, une cimenterie en cours de construction... Ces derniers mois, l'homme d'affaires multiplie les projets d'investissement. Portrait d'un patron aussi discret qu'emblématique.

NADOUN COULIBALY

On le savait actif dans le négoce de produits de grande consommation, les hydrocarbures et l'acier. Moussa Koanda n'entend pas s'arrêter là.

En septembre 2020, le PDG de GCM Industries démarrait la production de Faso Energy, la première usine de montage de panneaux solaires du pays, installée dans la zone industrielle de Kossodo, dans la banlieue nord-est de Ouagadougou. Un investissement de plus de 3 milliards de F CFA (plus de 4,5 millions d'euros). Le 26 janvier, dans la même zone industrielle, il a inauguré le chantier de construction d'une cimenterie dont la livraison est prévue au premier trimestre de 2022.

Le projet s'appuie sur la technologie du groupe allemand Loesche, l'un des leaders mondiaux, et mobilise un investissement de l'ordre de 73 milliards de F CFA (111 millions d'euros). Si l'on ignore pour l'instant la marque sous laquelle sera commercialisé le ciment produit par l'usine de GCM, dont la capacité de production sera de 2,5 millions de tonnes par an, on sait d'ores et déjà que l'infrastructure viendra concurrencer les quatre cimenteries déjà présentes dans le pays. Quant à l'usine de Faso Energy, elle peut produire chaque jour de 60 à 100 panneaux photovoltaïques, chacun doté d'une puissance

comprise entre 260 et 330 watts, soit une capacité de production de 80 à 120 mégawatts (MW) par an.

Dans l'ombre

« Moussa Koanda investit dans une filière niche. C'est un pionnier que nous devons accompagner. Nous sommes en train de construire un parc de 500 MW en panneaux solaires, et, bien sûr, nous allons privilégier cette entreprise dans nos choix de commandes, d'autant que nous recevons des panneaux importés de mauvaise

qualité », assure le ministre de l'Énergie et des Mines, Bachir Ismaël Ouédraogo (*lire pp. 205-206*).

Ces investissements montrent la trajectoire qu'entend suivre Moussa Koanda, discret grand patron qui, depuis ses premiers pas dans les affaires, au milieu des années 1980, est resté dans l'ombre (voire dans l'informel, à ses débuts), dans la pure tradition des capitaines d'industrie burkinabè. D'ailleurs, ses apparitions publiques restent rares. Ainsi, s'il a assisté à la fin de janvier à la cérémonie

de lancement des travaux de la cimenterie aux côtés du ministre du Commerce et de l'Industrie, Harouna Kaboré, le PDG a laissé le soin à son conseil en investissement, Ousseni Bougma, de prononcer son allocution. « Moussa Koanda est un homme d'affaires aguerri, qui fait de bons choix. Il est sollicité par les hommes politiques, mais il ne montre pas son affiliation », explique l'un de ses pairs. Et de poursuivre : « Koanda est autodidacte et ne se sent pas à l'aise dans la communication. Il laisse à d'autres le soin de le faire à sa place. »

Un proche de l'homme d'affaires nous explique à son tour que le groupe a mobilisé les financements nécessaires à ses nouveaux projets industriels auprès des banques d'investissement régionales – la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et la Banque d'investissement →



Autodidacte, le PDG de GCM s'inscrit dans la pure tradition des capitaines d'industrie burkinabè.



LA BANQUE AGRICOLE DU FASO (BADF)

La banque au cœur du développement économique du Burkina Faso

En cette nouvelle année qui commence, la **Banque Agricole Du Faso (BADF)**, notre banque à tous, entame en toute sérénité et dans la confiance, sa troisième année de fonctionnement dans un contexte conjoncturel des plus incertains.

Portée sur les fonts baptismaux par la volonté du Chef de l'État sur un modèle économique original et innovant centré sur l'expertise et les capitaux exclusivement burkinabè, la **BADF** a comme cœur de métier le financement de l'Agriculture et des chaînes de valeurs agricoles. Ce choix de raison de faire de l'Agriculture le cœur de métier de la **BADF**, permet également dans le cadre de la diversification qui est un précepte de base de l'activité bancaire, une large ouverture de la banque vers tous les autres secteurs porteurs de l'économie nationale sans aucune limitation.

Dans un contexte où les défis qui se présentent pour l'année 2021 et les années à venir s'annoncent plus grands voire plus complexes, au regard de la crise sanitaire persistante et de ses conséquences multidimensionnelles, la **BADF** entend jouer pleinement son rôle d'acteur majeur du financement de l'économie réelle du Burkina Faso. Cet objectif passe par un accompagnement réussi et soutenu du monde rural burkinabè pour faire de l'Agriculture le principal moteur de l'économie de notre pays.

La BADF s'agrandit...

Pour réussir cette noble ambition, la banque a choisi d'ouvrir en 2021, au pas de charge, pas moins de six agences pour se rapprocher de ses clients. Ainsi, à la suite des agences de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso, les agences de Dédougou et de Houndé ont été ouvertes à la clientèle en mi-janvier 2021. Suivront l'ouverture des agences de Banfora et de Diébougou avant la fin du deuxième trimestre. Dans le troisième trimestre, la deuxième agence de Ouagadougou et l'agence de Bagré seront opérationnelles. Au cours du 4^e trimestre la région du Centre Ouest accueillera une agence de la **BADF**.

Cette stratégie d'extension du réseau qui vise à faire de la **BADF** une banque de proximité, se poursuivra inexorablement jusqu'à la couverture intégrale des 45 chefs-lieux de provinces du Burkina Faso dans un premier temps et puis celle des chefs-lieux des communes rurales les plus importantes dans un second temps. Ceci est un objectif certes ambitieux, mais la banque entend bien réussir ce pari.

Quelques réalisations

La **BADF** a accompagné avec succès plusieurs acteurs dans diverses filières à coup de milliards. Des financements ont été octroyés pour la production de céréales, de bananes, de légumineuses, des produits du cru tels que le sésame, l'anacarde et le coton, les produits de l'aviculture, de l'embouche, de la boucherie et de la charcuterie.

La banque a également financé plusieurs importateurs d'intrants et l'acquisition de tracteurs, motoculteurs, et autres équipements post récoltes, tout en poursuivant ses activités de mobilisation de ressources et d'extension de son réseau.

Une banque mais aussi un conseiller

La banque s'inscrit dans la promotion des services non financiers (formation sur les bonnes pratiques agro sylvo pastorales, halieutiques et fauniques, sur la gestion...), dans le but d'assurer en amont et en aval une bonne utilisation des crédits mis en place.

Par ailleurs, la banque œuvre aux côtés de certaines ONG « LWR » (AGRA, GIZ, ICDE...) pour une meilleure organisation des acteurs du monde rural à travers leurs unions, faitières et autres interprofessions.

La BADF propose des mécanismes innovants de financement

Les besoins du monde rural sont énormes et ce secteur est hautement tributaire des aléas climatiques et des attaques parasitaires. Conscient de cette situation, le gouvernement a, depuis la création de la banque, travaillé à asseoir un écosystème favorable pour accompagner le financement du secteur rural. C'est le cas par exemple de l'assurance agricole qui a bénéficié de l'appui de la BADF.

Ce travail s'est poursuivi avec la mise en place du Fonds de Développement Agricole (FDA) et la création de la Centrale d'Approvisionnement en Intrants et Matériels Agricoles (CAIMA).

Le Fonds de Garantie Agricole du Pôle de Croissance de Bagré récemment mis en place par l'État, a pour objectif la transformation et la distribution du riz Paddy produit sur la plaine hydroagricole de Bagré. Il s'inscrit en droite ligne des orientations fortes de Son Excellence Monsieur le Président du Faso dans le cadre du renforcement du réseau d'unités de transformation industrielle du riz local.

La **Banque Agricole Du Faso (BADF)**, vise à se positionner comme leader dans le financement de l'agriculture au Burkina Faso dans les cinq prochaines années.

La BADF, notre banque à tous !



OREZONE

Construction de la prochaine mine d'or du Burkina Faso à Bomboré



Un financement complet du projet de 189 millions de dollars US a été annoncé en janvier 2021

52,5

milliards de F CFA
apportés par Coris
Bank International

La construction de la mine d'or de Bomboré a commencé avec la première coulée d'or prévue pour le troisième trimestre 2022

Première Phase du Plan d'Action de Réinstallation achevée

1110

maisons et
infrastructures
communautaires
construites

100 %

d'entrepreneurs
locaux utilisés

Emploi local pendant la construction

281

emplois
directs

1409

emplois
indirects

Orezone Gold Corporation

info@orezone.com

www.orezone.com



Chaîne de montage de panneaux solaires dans l'usine de Faso Energy, lors de son inauguration, en septembre 2020.

→ et de développement de la Cedeao (BIDC) – grâce à des garanties sur ses propriétés immobilières à Ouagadougou et à Abidjan. Pour l'acquisition des équipements de la cimenterie, le montage financier prévoit que le porteur du projet s'acquitte d'une avance, avant que la banque ne prenne le relais pour solder la commande.

Cercle familial

Ami d'enfance et ex-associé du patron de Cim Metal Group (Cimenterie du Faso), Inoussa Kanazoé, autre figure

emblématique de l'entrepreneuriat burkinabè, Moussa Koanda s'est éloigné de son camarade de toujours en raison d'un litige sur fond de dénonciation de tentative d'empoisonnement. Ils étaient notamment partenaires dans Kanis, actif dans le négoce, le commerce et l'importation de riz et de sucre, et dans Eco Oil, spécialisé dans la distribution des hydrocarbures. « Koanda est obligé de gérer son différend avec Kanazoé ; ils ont mis beaucoup de choses en commun et continuent de se voir, même si leurs relations ne sont plus au beau

fixe », confie un interlocuteur proche des deux hommes.

Pour piloter les activités des sociétés du groupe GCM, Moussa Koanda s'appuie en premier lieu sur son cercle familial. À commencer par son fils, Zakaria Koanda, dont l'avis compte sur tous les dossiers stratégiques. « Ils sont complémentaires. Le père, autodidacte, a les leviers financiers et les réseaux de décision. Le fils, diplômé, apporte la connaissance », confirme un proche de l'homme d'affaires.

Conseillé au Burkina par le cabinet d'expertise-comptable et de structuration de projets Cob Partenaire Audit et Conseils (dirigé par Ousséni Bougma), Moussa Koanda n'hésite pas à recourir à des consultants internationaux. Pour le montage de la cimenterie, il s'est ainsi attaché les services d'ingénieurs marocains et d'un expert en montage de projet d'origine espagnole. « J'ai accompagné l'étude de marché et réalisé le business plan du projet », relate Nicolas Carbonell, consultant et patron de la société Business Investment Enterprises Network (Bien). Établie depuis plus de dix ans au Burkina, elle se veut un pont entre le Faso et l'Espagne. **IA**



www.omegamédias.info 

Omega TV 

Radio Omega
104.7 à Bobo
103.9 à Ouaga 

 Page Facebook officielle

 OMEGA SMS



Omega Medias, 1er groupe d'informations au Burkina Faso - Tel. +226 25 37 59 67



SOCIÉTÉ

Wemba Ligdi maître de la cohésion

AÏSSATOU DIALLO

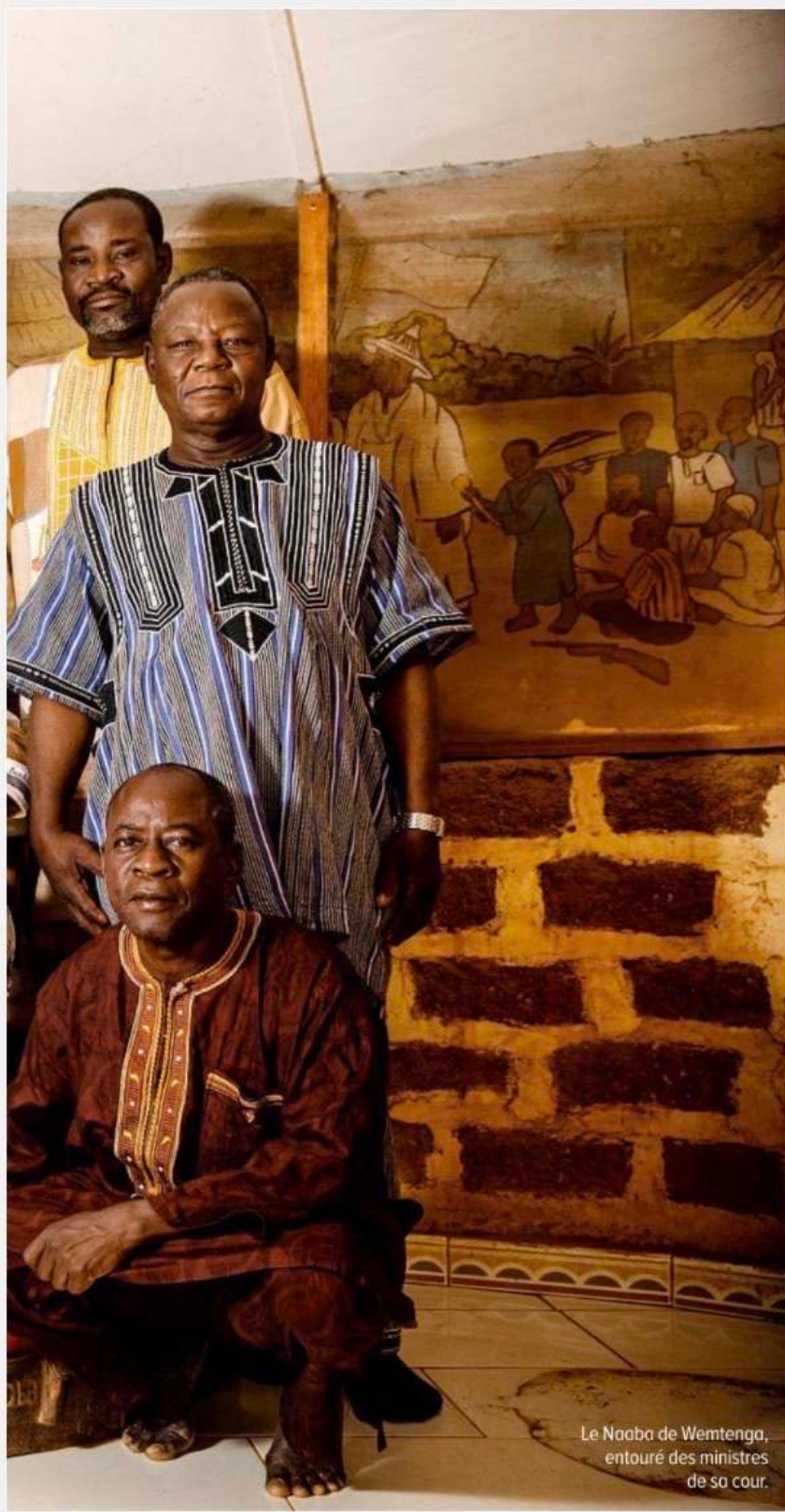
Jean-Pierre Ligdi Kaboré, dit Wemba Ligdi, est le chef coutumier du quartier populaire de Wemtenga, à Ouagadougou. Le portail de son domicile est toujours ouvert. Dès l'entrée, deux statuettes annoncent la couleur. L'une est à l'effigie de Wemba Poko, première représentante de l'institution du Wemba (« médiateur ») lorsque celle-ci fut mise en place sous le Mogho Naaba Oubri, qui a régné entre 1182 et 1244. L'autre représente un homme à dos d'âne tenant un tissu blanc. C'est ainsi que les ancêtres de Jean-Pierre Ligdi Kaboré se déplaçaient de village en village pour ramener la paix. La légende veut que lorsqu'il est envoyé pour résoudre un conflit, personne n'a le droit de refuser le pardon du Wemba.

Un peu plus loin dans la cour se trouvent un imposant trône, puis un hangar de forme circulaire orné de peintures et agrémenté de meubles en bois. C'est là que le Wemba Ligdi reçoit sa cour et ses visiteurs, sourire aux lèvres et bonnet de chef sur la tête.

Aux fourneaux du palais

Né en 1945 à Ouagadougou de la lignée des Wemba, Jean-Pierre Ligdi Kaboré a un destin singulier. Il travaille en tant que palefrenier à la présidence lorsque la Haute-Volta accède à l'indépendance. À l'époque, le chef cuisinier du palais lui demande un coup de main de temps en temps. C'est là qu'il découvre l'univers des fourneaux... qu'il ne quittera plus jusqu'à la retraite. Et même bien après. « J'ai eu la chance de suivre quelques formations à l'hôtel Indépendance et à l'hôtel Silmandé. J'ai été cuisinier à la présidence de 1962 jusqu'à 2006. Je devais prendre ma retraite en 1999, mais j'ai été réquisitionné pour continuer », se souvient-il.

Jean-Pierre Ligdi Kaboré aura donc mitonné des plats pour tous les chefs d'État du pays, depuis son premier président, Maurice Yaméogo, jusqu'à Blaise Compaoré. Quels souvenirs en garde-t-il ? Beaucoup d'heures de travail, de jeunes formés, et quelques anecdotes. « Il fallait parfois travailler tard lorsqu'on recevait des convives. J'ai notamment cuisiné pour Georges Pompidou lorsqu'il est venu en Haute-Volta, en 1972, raconte-t-il. Et j'étais aussi amené à suivre le chef de l'État pour →



SOPHIE GARCIA POUR JA

Le Naaba de Wemtenga, entouré des ministres de sa cour.

Chef coutumier du quartier de Wemtenga, Jean-Pierre Ligdi Kaboré arbitre tous les conflits, qu'ils soient personnels intra- ou intercommunautaires. Rencontre avec le médiateur du Mogho Naaba, le roi des Mossis de Ouagadougou.



SOPHIE GARCIA POUR JA

Querelle de parcelle, conflit parents-enseignants... La porte du Wemba est toujours ouverte à qui veut régler un différend.

→ des voyages à l'étranger. » Lui ont-ils tous accordé leur confiance parce qu'il était Wemba ? « Non », estime Kaboré. D'ailleurs, ce n'est qu'en 2002, au décès de son frère, qu'il hérite du titre, devenant le 23^e chef de Wemtenga. Il lui arrive encore de concocter de bons repas, mais à la maison. « Je cuisine aussi bien des plats européens, de la pâtisserie, que des mets locaux. Je suis aux fourneaux lorsqu'il y a des cérémonies et donne de temps en temps un coup de main à la maison, dit-il en souriant. Aucune cuisinière ne fait le tô mieux que moi ! »

« NOUS ESSAYONS DE PRENDRE LA DÉCISION LA PLUS JUSTE POSSIBLE, QUI PERMETTE DE CONSERVER LE LIEN SOCIAL. »

Retiré de la politique

Désormais, le Wemba Ligdi se consacre entièrement à sa mission de médiation interpersonnelle et communautaire. Tous les vendredis matin, il se rend au palais du Mogho Naaba pour la cérémonie du faux départ – considéré comme un modèle de sagesse et d'appel à la paix, ce rituel hebdomadaire est le symbole du pardon du chef des Mossis de Ouagadougou.

Depuis 2015, le Burkina Faso fait face à des attaques jihadistes et à des conflits intercommunautaires. Réélu en novembre 2020, le président Roch Marc Christian Kaboré a d'ailleurs fait de la réconciliation nationale l'une des questions prioritaires de son second mandat et a notamment créé un ministère d'État de la Réconciliation nationale et de la Cohésion sociale, qu'il a confié à l'ex-chef de file de l'opposition, Zéphirin Diabré. Dans ce contexte, certains estiment que la chefferie traditionnelle a un rôle à jouer.

« La réconciliation telle qu'elle est envisagée aujourd'hui est politique. Et nous ne voulons pas nous en mêler, tient cependant à rappeler Jean-Pierre Ligdi Kaboré. J'ai été secrétaire général du bureau de Wemtenga du RDA [Rassemblement démocratique africain], sous-secrétaire à l'information de l'ODP-MT [Organisation pour la démocratie populaire-Mouvement du travail], puis membre du CDP [Congrès pour la démocratie et le progrès]. Mais aujourd'hui je me suis retiré de la chose politique. »

Le Wemba Ligdi est très sollicité pour assurer des médiations entre individus, et sa voix porte. Querelle de parcelle, erreur médicale, conflit entre parents d'élèves et enseignants... Chaque fois qu'il est sollicité, il écoute et trouve un règlement à l'amiable. Et lorsqu'il dit : « *Maani Sougri !* » (« pardonnez ! »), les protagonistes doivent s'exécuter et remplir les conditions qu'il énonce. « Nous ne nous substituons pas à la justice. Nous ne cherchons pas à déterminer qui a raison ou qui a tort, nous essayons de prendre la décision la plus juste possible, qui permette de conserver le lien social », explique-t-il.

Depuis 2009, l'association Wemb'doogo (« la maison des Wemba ») tente de maintenir cette tradition de la médiation et de l'intégrer dans la modernité. Après le massacre de Yirgou, en 2019, une délégation a tenté une médiation afin de faire dialoguer les communautés locales. Chaque année, l'association propose des journées culturelles et invite les Burkinabè à réfléchir sur des sujets en rapport avec la cohésion. Enfin, la maison des Wemba accompagne les mineurs lorsque ceux-ci ont affaire à la justice. JA



Groupe SONAR

À l'ère de la digitalisation, osons innover pour créer de la richesse

Acteur de référence dans la Zone CIMA (Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances) et leader des assurances au Burkina Faso depuis près d'un demi-siècle, le Groupe SONAR compte sur la digitalisation et les produits de masse pour renforcer ses acquis et satisfaire davantage les parties prenantes. Le Directeur Général, Thomas ZONGO dévoile les ambitions futures du groupe.



Directeur Général du Groupe SONAR, Thomas ZONGO est statisticien et économètre de formation. Il a assumé pendant plusieurs années de hautes fonctions techniques et managériales dans des sociétés d'assurances au Burkina Faso avec une expérience internationale à travers des missions d'expert.

UNE FEUILLE DE ROUTE POUR DE NOUVEAUX CHALLENGES

Dès notre prise de fonction en qualité de Directeur Général, nous avons soumis un projet de feuille de route sur la période 2021-2025 construite sur quatre axes stratégiques :

- **Garantir** la pérennité et le développement maîtrisé des affaires de la SONAR par une gestion saine des risques à des coûts compétitifs et le maintien d'un bon niveau de capitalisation et de rentabilité.
- **Répondre** à l'ensemble des besoins et attentes de la clientèle par la construction d'une relation plus dynamique en leur offrant le meilleur du monde « physique » et du « digital ».
- **Retenir** la mise en place d'une organisation et des processus efficaces permettant d'assurer, par des employés compétents et engagés, la satisfaction des assurés, des actionnaires, et des autres parties prenantes.
- **Renforcer** l'engagement des collaborateurs par la promotion d'un management de la performance et des changements favorables à l'innovation.

LA SATISFACTION DES PARTIES PRENANTES: UN ENJEU PERMANENT

Pas de client, pas de chiffre d'affaires et pas de chiffre d'affaires pas d'entreprise.

Des actions prioritaires ont déjà connu un début d'exécution dès le quatrième trimestre 2020 notamment le démarrage du projet de revue globale du système d'information qui va permettre d'avoir une plateforme technologique adaptée et appropriée pour le développement des produits de masse et l'interaction digitale avec les clients.

De même, des comités ad hoc spécialisés sont mis en place pour apporter des solutions nouvelles aux attentes de la clientèle en termes de produits mais aussi en termes de gestion des sinistres et prestations en cas de réalisation du risque assuré.

Le soutien des actionnaires, un élément fondamental à la pérennité de la société. Sur la base d'une politique prudente de distribution de dividendes, les actionnaires ont permis de renforcer progressivement les capitaux propres de la société par des incorporations de réserves passant de 720 millions de F CFA en fin d'année 2000 à 3,06 milliards de F CFA aujourd'hui en ce qui concerne la SONAR IARD.

Les partenaires techniques et le réseau commercial

La SONAR est en relation d'affaires avec des partenaires et courtiers internationaux de grande renommée qui lui apportent des affaires dans le cadre des polices programmes. La nouvelle organisation a d'ailleurs prévu un service dédié.

L'État, la Communauté nationale et régionale

Le Groupe SONAR s'illustre positivement dans le financement de l'économie nationale au Burkina et dans la région, notamment la zone UEMOA (Union Économique et Monétaire Ouest Africaine). La SONAR a été retenue pour une phase test de l'assurance agricole au profit des producteurs sur trois ans (2020-2022) en partenariat technique avec une société de réassurance marocaine, spécialisée en assurance agricole.

Un capital humain compétent, engagé et mobilisable pour les défis futurs

Le Conseil d'Administration a donné carte blanche à la Direction Générale pour faire toute proposition visant à renforcer les compétences du personnel, à les motiver et à les mobiliser pour les défis actuels et futurs, à promouvoir les compétences internes et à recourir au besoin au marché pour recruter des compétences spécifiques.

LA CONSOLIDATION DU LEADERSHIP, MALGRÉ LES TURBULENCES

Le Groupe SONAR garde toujours le leadership sur le marché global, malgré le recul de la branche dommages, suite à un assainissement plus poussé du portefeuille.

COULEUR LOCALE

KPG, conteur 2.0

À la croisée du récit traditionnel et du théâtre moderne, Kientega Pingdéwindé Gérard est le garant de coutumes orales ancestrales et de leur transmission numérique.

DAMIEN GLEZ

« **T**radition et modernité » : rebattue et souvent théorique, l'association des deux mots n'est pas une tarte à la crème dans le quotidien de KPG. Artiste multidisciplinaire particulièrement reconnu dans l'art théâtral et l'univers du conte, qu'il qualifie de « thermomètre de la société », Kientega Pingdéwindé Gérard adapte le folklore oratoire burkinabè au monde contemporain. Et inversement.

Sur un fil dont on peut facilement chuter pour tomber dans le gouffre des clichés ou dans l'abîme de l'adultère culturel, il déflore et sublime « ce moment où l'écoute, la parole et le chant s'entremêlent, se heurtent, créent une énergie apaisante, celle de l'univers fantastique de la terre rouge du Pays des hommes intègres », comme il aime le rappeler.

Issu de la caste des forgerons, de père orateur de masques (celui qui dialogue avec les incarnations rituelles muettes), l'auteur de 42 ans, conteur, metteur en mots et en scène, déploie son héritage culturel voltaïque autour de l'actualité la plus brûlante. Depuis le centre socioculturel Koombi, qu'il a fondé dans sa ville natale d'Arbollé (Nord), il passe les heurts et bonheurs de la société actuelle à la moulinette de la sagesse séculaire. En 2017, alors que les plaies politiques de l'insurrection populaire ne sont pas encore cicatrisées, il enfante le spectacle *Kosyam*, du nom du palais présidentiel burkinabè, témoin de la fuite de Blaise Compaoré et d'une transition chaotique. En 2018, année du vingtième anniversaire de la mort de Norbert Zongo, KPG adapte sur scène *Roughbèinga*, roman du journaliste assassiné.

Même s'il cultive ses racines initiatiques dans des productions comme *Parole de*



Le comédien dans son Kôkô dunda, tissu traditionnel du Faso.

SOPHIE GARCIA POUR JA

forgeron, KPG ne s'engonce pas dans la posture de l'immuabilité. Sa créativité pulvérise les frontières des langues, des zones géographiques, des disciplines et des supports. Après avoir travaillé, en mooré ou en français, avec des compagnies de théâtre locales, comme l'Atelier Théâtre burkinabè (ATB) ou le Carrefour international de théâtre de Ouagadougou (Cito), il collabore avec des acteurs culturels européens, comme les compagnies de danse hip-hop françaises Ego (Niort) ou Engrenages (Rennes).

Bon sens voltaïque

KPG se produit de Vancouver à Montreux en passant par Beyrouth, où il obtient en 2009 la médaille d'argent de l'art du récit et de l'oralité, lors de la sixième édition des Jeux de la Francophonie. En 2020, avec les artistes Mareshal Zongo (Ivoirien), Ozaguin (Centrafricain), Gran Dôkô Sawani Makan (Guyanais), et Farouk Abdoulaye (Béninois), il crée le spectacle *Supiim* (« l'aiguille », en mooré), allégorie des crises identitaires qui

constituent le sillon de son labour. Côté mixtion de disciplines, il digresse volontiers vers la comédie audiovisuelle ou vers la musique, par exemple avec le groupe de jazz français Yapa. Par goût pour la variété des supports, il n'hésite pas à graver sa tradition orale dans le marbre du livre, notamment aux éditions des Lettres de Champrosay.

Enfin, en ces temps de pandémie, KPG ne pouvait guère ignorer les horizons du numérique. Dès les semaines du semi-confinement de 2020, installé dans l'Atelier de la forge de son jardin ouagalais, KPG investit Facebook pour des directs quotidiens. En cette année 2021, il entend valoriser l'outil digital en diffusant la littérature orale dans les milieux pédagogiques et en institutionnalisant le conte 2.0, à travers la création de l'émission *Contes et Légendes*, sur les réseaux sociaux. Si le virus fait craindre la contagion dans les salles de spectacles, le bon sens burkinabè enseigne qu'à « défaut de sa mère, on tête sa grand-mère ». **JA**



La Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), créée en 1955, est un Établissement public de prévoyance sociale (EPPS), chargée de gérer le régime de sécurité sociale en faveur des travailleurs salariés et assimilés au Burkina Faso. Elle couvre tout le territoire national à travers cinq directions régionales, quatorze agences provinciales et dix-sept bureaux de représentation.

MISSION

La mission essentielle de la CNSS est de gérer le régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs salariés et assimilés au Burkina Faso. A ce titre, elle recouvre des cotisations sociales auprès des employeurs et paie des prestations sociales aux assurés.

PRESTATIONS

Le régime géré par la CNSS comprend trois branches :

- une branche des prestations familiales, chargée du service des prestations familiales et des prestations de maternité ;
- une branche des risques professionnels, chargée de la prévention et du service des prestations en cas d'accident du travail et de maladies professionnelles ;
- une branche des pensions, chargée du service des prestations de vieillesse, d'invalidité et de survivants.

Le service des prestations est complété par une action sanitaire et sociale.

AU TITRE DE L'ASSURANCE OBLIGATOIRE

La CNSS offre les prestations ci-dessous aux assurés :

En matière de prestations familiales

- les allocations prénatales,
- les allocations familiales,
- les indemnités journalières.

En matière de prestations des assurances vieillesse, invalidité et décès

- la pension de retraite vieillesse,
- la pension de retraite anticipée,
- la pension d'invalidité,
- la pension de survivants,
- l'allocation de vieillesse,
- l'allocation de survivants.

En matière de prestations d'accidents du travail et de maladies professionnelles

- les soins médicaux,
- les indemnités journalières,
- l'allocation d'incapacité,
- les rentes viagères,
- les rentes de survivants.

AU TITRE DE L'ASSURANCE VOLONTAIRE

L'Assurance volontaire est une ouverture du régime de sécurité sociale, qui donne la possibilité aux personnes exerçant une activité professionnelle qui ne les assujettit pas à un régime obligatoire de sécurité sociale, de s'y affilier. Cette affiliation donne au travailleur le droit à la couverture sociale garantie par l'État.



Le siège de la CNSS à Ouagadougou

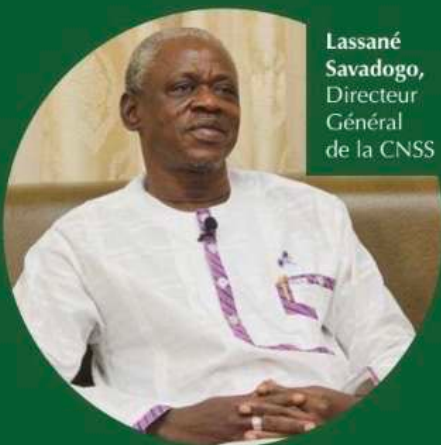
À travers l'Assurance volontaire, les travailleurs indépendants du monde agro-sylvo pastoral, de l'économie informelle, des professions libérales, des groupes de professions artisanales, industrielles et commerciales peuvent bénéficier des prestations de la branche pension afin de mieux assurer leurs vieux jours.

L'assuré volontaire à droit à partir 56 ans d'âge et après au moins 15 ans de cotisations d'une pension de vieillesse. En cas de décès, une pension de survivants est versée à la veuve ou veuf et aux orphelins.

**La CNSS,
les Vertus de la Solidarité**

01 BP : 562 Ouagadougou 01
Burkina Faso - Tél. : 25 30 60 78 à 81

www.cnssbf.org



Lassané
Savadogo,
Directeur
Général
de la CNSS

Kora, balafon et golbies

En plein centre de Ouagadougou, le Musée Georges-Ouédraogo met en avant les instruments du Faso et leurs rôles respectifs au sein des communautés. Un legs vivant et savamment orchestré.

AÏSSATOU DIALLO

Sur l'avenue du Capitaine-Thomas-Sankara, à Ouagadougou, un curieux bâtiment attire l'attention. Conçu à l'origine pour abriter le centre d'études sur les matériaux locaux, il sert d'écrin, depuis 1999, au Musée de la musique Georges-Ouédraogo, qui, après sa rénovation de 2007 à 2013, est de nouveau accessible au public. Avec son architecture aux formes rondes composée de voûtes et de coupes, tout en harmonie, le musée allie esthétique et fonctionnalité grâce à l'utilisation de matériaux locaux, comme le bois et les briques en terre compactée et stabilisée, qui régulent la température. Des ouvertures aménagées dans le toit permettent de bénéficier d'un éclairage naturel à l'intérieur du bâtiment, auquel les coupes confèrent par ailleurs une acoustique particulière.

Consacré aux instruments traditionnels et à l'histoire de la musique du Burkina, le musée possède une collection de plus de 300 objets venant des quatre coins du pays et représentant les différentes familles d'instruments : aérophones (comme la flûte), cordophones (tel le kundé), idiophones (les castagnettes) et les membranophones (dont le tambour).

Les équipes du musée effectuent des missions préparatoires auprès des communautés afin de répertorier et de comprendre la fonction des instruments, puis elles organisent la collecte des objets identifiés, que

le musée acquiert généralement en les achetant. « Nous faisons comprendre [aux communautés] que c'est le lieu idéal pour que leur instrument continue à vivre et soit vu par différents publics », explique Mahamadi Ilboudo, le conservateur. C'est ainsi que la kora de Boureima Traoré, membre du mythique Volta Jazz, trône fièrement dans la salle réservée aux cordophones. « Il voulait que les gens connaissent l'histoire de cet instrument », ajoute Mahamadi Ilboudo.

Les instruments participent à tous les aspects de la vie sociale : mariages, funérailles, guerres, travaux champêtres, etc. Ainsi, en cheminant au gré des sept salles d'exposition communiquant les unes avec autres, les visiteurs peuvent découvrir le grand balafon-autel du pays dagara, dans la province de la Bougouriba (Sud-Ouest), fait de bois, de peau et dealebasse, dont on joue surtout lors de rites funéraires : des personnes exécutent des pas de danse autour de l'instrument, formulent des vœux et, une fois ceux-ci exaucés, doivent revenir pour faire des offrandes sur

**MARIAGES, RITES
FUNÉRAIRES, GUERRES,
TRAVAUX CHAMPÊTRES...
TOUS LES ASPECTS
DE LA VIE SOCIALE
SONT CONCERNÉS.**

ce balafon-autel réputé avoir des pouvoirs mystiques. Dans une autre pièce, les golbies suscitent la curiosité. Chez les Siamous d'Orodara, ces deux tambourins sont joués uniquement par des femmes ménopausées pour annoncer le décès de personnes âgées.

Expérience numérique

Les vernissages d'expositions temporaires sont aussi l'occasion d'inviter les communautés à investir le musée pour y montrer certains pans de leur culture. En octobre 2020, des musiciens bwabas ont joué sur des instruments traditionnels lors du vernissage de l'exposition photographique « Patrimoine vivant – masques de feuilles en pays bwaba », encore visible actuellement. « Nous avons une relation particulière avec les publics scolaires à travers le programme "La classe au musée" », ajoute Mahamadi Ilboudo. C'est une éducation au patrimoine, à travers différents supports. »

Depuis quelques années, le Burkina tente de développer le tourisme interne. « Avec le terrorisme et le Covid-19, il y a moins de voyageurs internationaux, et la fréquentation du musée n'a été que de 1734 visiteurs en 2020 », regrette le conservateur. Le musée se lance également dans l'expérience numérique. En mai 2021, en partenariat avec l'École du patrimoine africain (EPA, dont le siège est au Bénin), il inaugurera une exposition virtuelle sur l'histoire musicale du Burkina Faso. **JA**



OLYMPIA DE MAISMONT POUR JA

Mahamadi Ilboudo, le conservateur de l'établissement.



LA SOCIÉTÉ NATIONALE BURKINABÉ D'HYDROCARBURES (SONABHY)

COMMUNIQUÉ

UNE ENTREPRISE CITOYENNE

au service de l'économie et du consommateur Burkinabé

La Société Nationale Burkinabé d'Hydrocarbures (SONABHY)

est une société d'état au capital social de 3 milliards de F CFA. L'entreprise est reconnue pour l'excellence de son expertise sur les marchés pétroliers internationaux depuis 36 ans. Elle se charge de l'importation, du transport, du stockage et de la commercialisation des produits pétroliers. Au niveau régional, elle est souvent citée en exemple pour son efficacité.



I. MISSIONS HAUTEMENT STRATÉGIQUES

Aux termes du Kiti de création, la SONABHY a pour objet, partout sur le territoire du Burkina Faso :

- l'importation et le stockage des hydrocarbures liquides et gazeux ;
- le transport, le conditionnement, la vente et la distribution de ces produits ;
- la construction d'infrastructures de stockage en vue de garantir au Burkina Faso une sécurité énergétique suffisante ;
- l'appui à la recherche d'énergie de substitution ainsi qu'à la vulgarisation des techniques d'utilisation ou de consommation d'énergie ;
- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus.

L'État accorde à la SONABHY un monopole de droit pour l'importation et le stockage des hydrocarbures liquides et gazeux. Le transport et la distribution sont assurés par des sociétés privées.



II. VISION DE LA SONABHY

Un spécialiste régional de l'approvisionnement en produits pétroliers au service de l'économie et du consommateur burkinabé.

Un plan stratégique pour les cinq prochaines années est en cours d'élaboration. Il définira une nouvelle vision adaptée à la situation de la société et les mutations de son environnement, pour porter les enjeux et défis de cette période.

III. CERTIFICATION

La SONABHY est certifiée ISO 9001

Version 2015.

La SONABHY engage, pour compter de cette année, un élargissement de sa certification aux domaines de l'environnement et de la sécurité.

IV. NOS INVESTISSEMENTS

EN COURS

DEPÔT DE BINGO

- extension du dépôt Hydrocarbures liquides de 60 000 m³ ;
- extension du dépôt gaz par la construction d'une sphère de 4 000 tonnes
- construction d'un centre emplisseur de gaz butane d'une ligne d'emplissage bouteilles de 6 kg et une autre de bouteilles de 12,5 kg

DEPÔT DE PÉNI

- construction du dépôt Hydrocarbures liquides de PÉNI de 104 000 m³
- construction d'un centre emplisseur de gaz butane d'une ligne d'emplissage de bouteilles de 6 kg

V. DE NOUVEAUX PRODUITS

- la SONABHY doit être aux rendez-vous de l'harmonisation des spécifications des produits pétroliers dans la sous-région et de l'amélioration de la qualité de ces produits ;
- la SONABHY vise l'introduction du gaz naturel au Burkina Faso.

VI. GOUVERNANCE DE LA SONABHY

La SONABHY se consolide en passant son capital de trois milliards de F CFA à vingt milliards de F CFA.

Des outils et référentiels modernes de gouvernance sont en cours de mise en œuvre :

- Plan stratégique 2021 – 2025,
- Gestion des immobilisations,
- Renforcement du système d'information,
- Amélioration de la mesure des performances (comptabilité analytique),
- Modernisation de la gestion des ressources humaines,
- Valeurs et image.

La SONABHY en mouvement

VII. NOS PERSPECTIVES

Deux projets industriels majeurs en cours de lancement :

- extension du stockage gaz du dépôt de Péni par la construction d'une sphère de 2 000 tonnes
- construction d'un 2^e dépôt à Ouagadougou OUAGA-EST,

DEPOTS REGIONAUX

- construction d'un dépôt dans l'Est du pays,
- création de centres emplisseurs de bouteilles de gaz dans toutes les régions du pays.

INTERCONNEXIONS

SOUS-RÉGIONALES

Projets d'interconnexion par pipelines avec certains pays côtiers limitrophes à l'étude.



01 BP 4394 Ouagadougou 01 - Burkina Faso
Tél. : (+ 226) 25 43 00 01/25 43 00 34
Fax : (+ 226) 25 43 01 74 - Tél. : (+226) 25 31 56 31/32

01 BP 1104 Bobo-Dioulasso 01 - Burkina Faso
Tél. : (+226) 20 97 01 97 - Fax : (+226) 20 97 12 70

E-mail : info@sonabhy.bf / sonabhy@sonabhy.bf / sonabhy.bobo@sonabhy.bf
site web : www.sonabhy.bf / info@sonabhy.bf / sonabhy@sonabhy.bf

Un nouveau chapitre

Malgré un taux d'alphabétisation assez bas et une myriade de langues, auteurs, éditeurs et distributeurs ont su donner un second souffle à l'univers de l'écrit.



OLYMPIA DE MAISMONT POUR JA

La librairie Livres & Loisirs, à Ouagadougou.

DAMIEN GLEZ

Quel chemin la littérature peut-elle se frayer dans un pays où le taux d'alphabétisation (pourcentage de personnes de 15 ans et plus sachant lire et écrire) n'est que de 36 % ? Quels bouquets de mots peuvent engendrer des contrées traversées par une soixantaine de langues ? Quel espace de plume conquérir quand les priorités vitales sont multiples et les contenus audiovisuels démocratisés ? La contrainte étant un ferment des disciplines artistiques les plus arides, la Haute-Volta n'a pas manqué de grands écrivains.

Au firmament des lettres, comme lune et soleil luisent notamment deux auteurs qui furent tout autant écrivains qu'acteurs de la Grande Histoire. En 1962, *Crépuscule des*

temps anciens épinglait au plastron de l'ancien élu du Parlement français Nazi Boni la réputation de premier écrivain de Haute-Volta. Dix ans plus tard, *Histoire de l'Afrique noire* conférerait au socialiste Joseph Ki-Zerbo une envergure continentale. En 2021, les universités Joseph-Ki-Zerbo de Ouagadougou et Nazi-Boni de Bobo-Dioulasso ne font qu'une ombre bienveillante aux auteurs du Burkina Faso. La liste des femmes et

QUEL ESPACE DE PLUME CONQUÉRIR QUAND LES PRIORITÉS VITALES SONT MULTIPLES ET LES CONTENUS AUDIOVISUELS DÉMOCRATISÉS ?

des hommes de plume est longue : l'avocat Frédéric Titinga Pacéré, le romancier Ansomwin Ignace Hien, le poète Jacques Prosper Bazié, le dramaturge Jean-Pierre Guingané, la militante Monique Ilboudo (*lire portrait p. 223*), la multiprimée Sophie Heidi Kam ou encore Bernadette Sanou Dao, première ministre de la Culture du pays.

Le Faso contemporain enfante des œuvres inscrites dans toutes les disciplines que peut abriter le livre. Athanase Kabré publie des textes pour théâtre de marionnettes dans *Triade I*. Téguewindé Sawadogo, Bernard Zongo et Mahamadi Kaboré s'essayaient à l'essai à travers *Penser et agir pour l'Afrique*. Grégory Dabilougou, alias El Marto, illustre *Made in Germany. Un massacre au Congo*. Et, l'union faisant la force, des collectifs d'auteurs portent des projets comme *Regards croisés sur le coronavirus* ou *Ouaga Émoi*, somptueux livre de table basse.

Coûts et acculturation

Bien sûr, les bougons – même les moins nationalistes – remarqueront que Monique Ilboudo est éditée au Congo, El Marto en Allemagne ou le collectif de « corona-auteurs » au Bénin. Même *Ouaga Émoi*, pourtant consacré à Ouagadougou, est publié par la maison d'édition sénégalaise Vives Voix.

Ces dernières décennies, les éditeurs du Faso se sont heurtés à des gageures prévisibles : en amont, l'importance des coûts d'impression dans un pays enclavé où le papier est cher, et, en aval, la distribution concurrencée par des « librairies par terre » volontaires mais qui sont source d'acculturation. En effet, comment vendre en librairie climatisée une bande dessinée burkinabè neuve au coût de revient de 6 000 F CFA (environ 9,15 euros) quand des exemplaires amortis d'un *Blek le Roc* occidental inondent le parvis de ladite librairie ?

Un livre incarcéré dans un tiroir étant un cri étouffé, des acteurs installés ou émergents tentent de braver la tempête économique sahélienne, au

moment où l'impression numérique permet d'envisager des coûts unitaires raisonnables.

Côté édition, l'ancien directeur de l'antenne africaine du groupe Bayard, le Burkinabè Lionel Bilgo, promet de révolutionner le secteur avec sa jeune société Teminiyis Média. Comme les auteurs, certains éditeurs font le pari du collectif et du transfrontalier, ainsi la maison Sankofa (*lire p. 224*), qui appartient à l'Alliance internationale des éditeurs indépendants.

Côté diffusion, l'ancienne et chrétienne librairie Jeunesse d'Afrique cohabite avec les librairies Diacfa, Livres & Loisirs, Mercury, mais aussi quelques bibliothèques communautaires comme l'espace de lecture Gabriel-Nacoulma, de Cissin (quartier

de Ouaga). Pour transformer l'essai, les entrepreneurs culturels attendent davantage des autorités. « Avec un soutien moral, on n'achète pas un livre », ironise le promoteur de la bibliothèque de Cissin...

Le gouvernement affirme déployer les outils dont il dispose pour éviter notamment l'édition sauvage. Avec les maigres ressources de son département de la Culture, il décerne tant qu'il peut les Grand Prix nationaux des arts et des lettres (GPNAL) et promeut – hors pandémie – la Foire du livre de Ouagadougou (Filo). En novembre 2019, les députés adoptaient une loi portant orientation de la filière du livre et de la lecture publique. Le Bureau burkinabè du droit d'auteur (BBDA), lui, forme les écrivains et exhorte tous

les acteurs de la chaîne à miser sur la synergie d'action.

« Collectif » : le mot prononcé par des familles d'auteurs, des pools d'éditeurs ou des responsables politiques sera peut-être la clé corporatiste qui finira d'inscrire le secteur du livre dans la modernité. Après des regroupements comme l'Union des gens de lettres (Ugel) ou la Mutuelle pour l'union et la solidarité des écrivains (Muse), la Société des auteurs, gens de l'écrit et du savoir (Sages) et l'Association des éditeurs du Burkina Faso (Assedif) tentent de peser sur les débats littéraires. Si un écrivain est souvent, par nature, un être à la quête solitaire, le profil militant des auteurs du Faso promet un poids croissant aux groupes de pression... **JA**

Passeurs de mots

Dans un Faso où le papier coûte cher et où, comme partout, l'audiovisuel domine, d'aucuns rivalisent d'ingéniosité pour atteindre les lecteurs... et les toucher. Portraits.

DAMIEN GLEZ

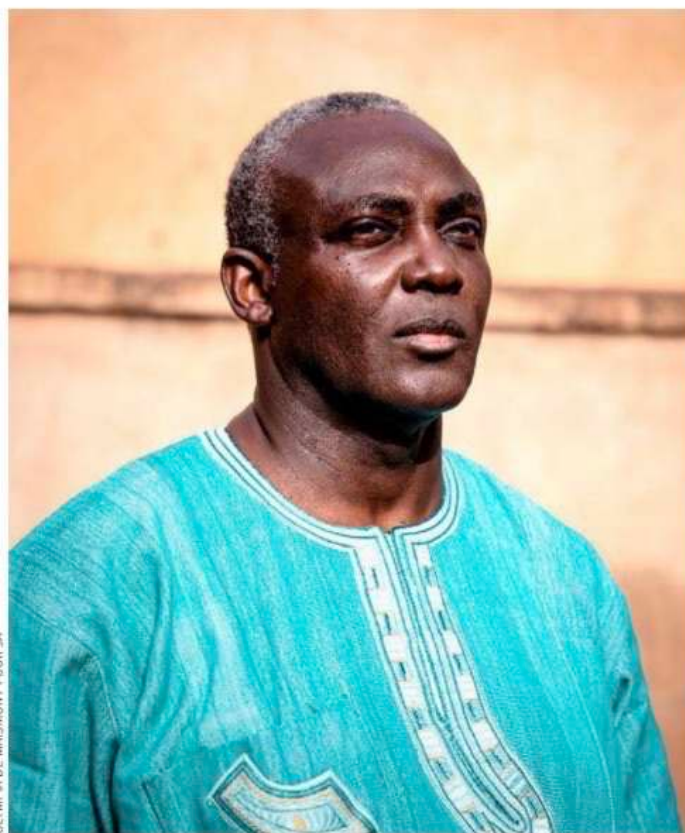


Monique Ilboudo Romancière de l'action

Si la littérature est l'antichambre du rêve, le parcours de Monique Ilboudo est ancré dans le réel. Publiée depuis près de trente ans, la première romancière burkinabè ne s'est jamais enfermée dans une tour d'ivoire littéraire. Dans les années 1990, la militante des droits humains a fondé Qui-Vive, l'observatoire de la condition de la femme burkinabè. Elle a aussi créé la chronique « Féminin pluriel » du quotidien *L'Observateur Paalga* et fut un membre fondateur du Conseil supérieur de l'information (qui a permis à la régulation de prendre le pas sur la judiciarisation dans la presse), avant de diriger le secrétariat d'État (2000), puis le premier ministère de la Promotion des droits humains du Faso (2002-2008). Friande de cultures du monde, elle est ensuite nommée ambassadrice du Burkina pour les pays nordiques et baltes.

Monique Ilboudo n'hésite jamais à nourrir sa plume de plaies à exorciser. En 1998, quatre ans après le génocide des Tutsi, elle participe, à Kigali, avec une dizaine d'autres écrivains africains, à la résidence d'écriture « Rwanda, écrire par devoir de mémoire » – où elle donnera naissance à son roman *Murekatete* (publié en 2000 aux éditions du Figuier). Aujourd'hui, dans un Sahel perclus de menaces jihadistes, elle vient de publier le roman *Carrefour des veuves* (éditions des Lettres mouchetées), où elle relate l'engagement de son personnage, Tilaine, envers ses sœurs victimes du terrorisme. **JA**

JEAN-MARC ZAOKSIK/GAMMA-RAPHO VIA GETTY IMAGES



OLYMPIA DE MAISMONT POUR JA

Jean-Claude Naba

Éditeur militant

Fondateur, en 1995, des éditions Sankofa, Jean-Claude Naba est à la fois enraciné dans sa culture locale et ouvert au monde. Professeur de langue germanique à l'Université de Ouagadougou, le sexagénaire n'en défend pas moins la revalorisation des langues africaines, particulièrement marginalisées dans le monde de l'écrit. Engagé, Jean-Claude Naba a notamment coédité, sous l'ère Compaoré, l'ouvrage *À quand l'Afrique?*, de l'opposant Joseph Ki-Zerbo. Et publié *Halidou Ouedraogo. Une vie de lutte*, sur l'avocat que l'on nommait alors « président du pays réel ». Soucieux de la littérature populaire, il tente de promouvoir une édition de qualité à des coûts compatibles avec le pouvoir d'achat sahélien. Acteur de la bibliodiversité, attentif à une jeunesse gavée de contenus eurocentrés, il a consacré aux plus jeunes le second ventricule de son cœur éditorial : les éditions Gurli.

Symbolique animalière et importance des mots : dans la cosmogonie du peuple akan, Sankofa est un oiseau qui incarne la quête de connaissance et l'examen critique du passé, tandis que Gurli signifie « hérisson », en gulmancema. Un animal qu'il serait impossible de garder prisonnier. **JA**

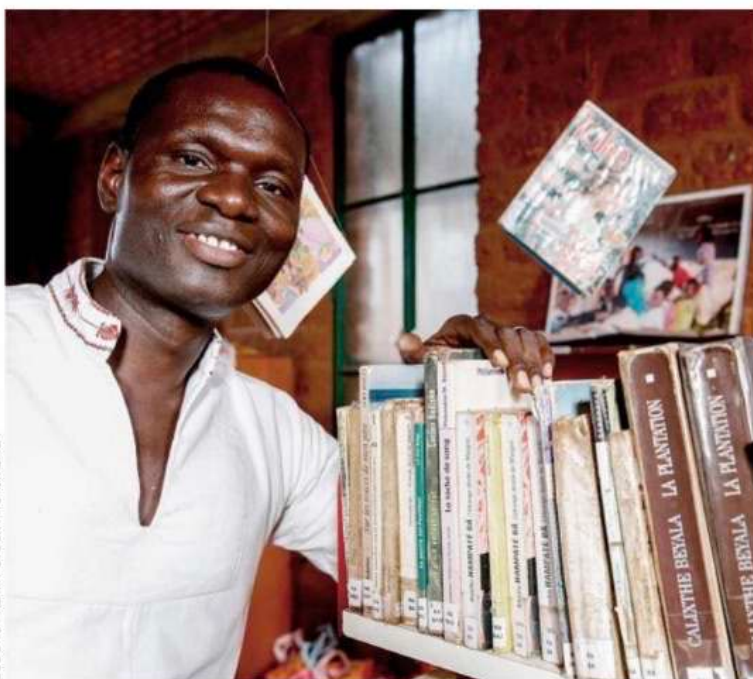
Simon Nacoulma

Sous la latérite... des bouquins

Dans un Faso qui se heurte au manque de disponibilité des livres, un « tricycle » à étagères déambule. Le projet Biblio-Moto s'inscrit dans le programme « Lire pour réussir », de l'association Initiative communautaire changer la vie (ICCV)-Nazemsé, née en 2002. Programmé sur un calendrier allant de 2015 à 2021, le projet de bibliothèque ambulante est notamment soutenu par l'Association Sœur-Emmanuelle et l'Agence française de développement. Conscient du caractère onéreux des livres et du penchant élitiste des bibliothèques conventionnelles, le coordinateur Simon Nacoulma, enseignant et linguiste, entend « créer un environnement propice à un apprentissage de qualité en langage et en lecture ».

La bibliothèque ambulante part à l'assaut des déserts culturels enclavés dans la latérite des milieux peu favorisés, tandis qu'à Ouagadougou la bibliothèque Gabriel-Nacoulma accueille des milliers d'abonnés. Biblio-Moto associe à ses randonnées des animations musicales et des lectures orales. Quant à ICCV-Nazemsé, elle combine ses efforts éducatifs avec d'autres actions complémentaires dans le secteur de la sécurité alimentaire, de l'accompagnement socio-économique des femmes et de la santé. **JA**

GODONG / ALAMY STOCK PHOTO/ABACA





Payez vos **unités prépayées**
et **factures d'électricité** chez nos partenaires.

Ensemble, luttons contre le **COVID-19** Payez vos factures
A DISTANCE EN UN CLIC.

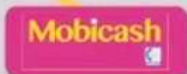


PAYEZ VOS FACTURES

Composer :
***144*4*2*2*1*1*2#**
et suivre les instructions

PAYEZ VOS UNITES

Composer :
***144*4*2*2*2*1*2#**
et suivre les instructions



PAYEZ VOS FACTURES

Composer :
***555*4*3*2*1#**
et suivre les instructions

PAYEZ VOS UNITES

Composer :
***555*4*3*2*2*2#**
et suivre les instructions

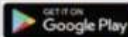
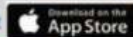


PAYEZ VOS FACTURES ET VOS UNITES
par TPE auprès des agents payeurs

Païement de factures d'électricité:
se munir de sa facture d'électricité.
Pour l'achat d'unités prépayées:
se munir de son numéro de compteur.



PAYEZ VOS FACTURES

par l'application Mobile de Ecobank
— « Mobile App » téléchargeable sur
 & 
et suivre les instructions.



PAYEZ VOS FACTURES

— par l'application mobile **BABF E-FACTURE**
téléchargeable sur  & 
et suivre les instructions.

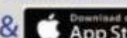


PAYEZ VOS FACTURES ET VOS UNITES
par TPE dans nos agences.

Païement de factures d'électricité:
se munir de sa facture d'électricité.
Pour l'achat d'unités prépayées:
se munir de son numéro de compteur.



PAYEZ VOS FACTURES

l'application **Coris Money** téléchargeable depuis
 &  et suivre les instructions.



PAYEZ VOS FACTURES ET VOS UNITES
par TPE dans nos agences **et**
— par l'application **YUP** téléchargeable



**ET AUSSI DANS
LES GUICHETS
DE TOUS NOS PARTENAIRES.**



Payez par :



LOTÉRIE NATIONALE
BURKINABE



BURKINA FASO

Unité-Progrès-Justice

Avis d'Appel d'Offres Ouvert International (AA001)

**N° 2021-001/LONAB/DG/DPS/DMA pour la fourniture et à l'accompagnement à l'exploitation
d'une plateforme logicielle multi-jeux et multi-canaux et la fourniture de matériels informatiques
pour le pari sportif, le loto et les jeux virtuels au profit de la LONAB**

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'adoption du Plan de Passation des Marchés, Exercice 2021 de la Loterie Nationale Burkinabè (LONAB) par le Conseil d'Administration en séance du 29 décembre 2020.
2. La Loterie Nationale Burkinabè (LONAB) sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la livraison de fournitures. Cette livraison de fourniture se compose en un lot unique : La fourniture et à l'accompagnement à l'exploitation d'une plateforme logicielle multi-jeux et multi-canaux et la fourniture de matériels informatiques pour le pari sportif, le loto et les jeux virtuels au profit de la LONAB.
3. Le budget prévisionnel pour chaque est de **huit cent millions (800 000 000) de francs CFA TTC**.
4. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini aux articles 53 et suivants du décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public et ouvert à tous les candidats éligibles.
5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la **Loterie Nationale Burkinabè (LONAB), Direction des Marchés et des Approvisionnements (DMA) ; et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : Direction des Marchés et des Approvisionnements, 3ème étage, porte 302 nouveau bâtiment de 08 heures à 15 heures 30 minutes GMT.**
6. Les exigences en matière de qualifications sont précisées dans les DPAO.
Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme **non remboursable de cent cinquante mille (150 000) francs CFA** à l'adresse mentionnée ci-après :
 - 6.1. **Consultation du dossier :** Direction des Marchés et des Approvisionnements (DMA), 3ème étage, porte 302 nouveau bâtiment de 08 heures à 15 heures 30 mn GMT tous les jours ouvrables ; 436, rue du grand marché, 01 BP 68 Ouagadougou 01 ;
 - 6.2. **Paiement du dossier :** Direction des Finances et de la comptabilité (caisse) de **La Loterie Nationale Burkinabè (LONAB)** 01 BP 68, sis Rue Grand Marché – Ouagadougou Le Dossier d'Appel d'offres sera adressé par support physique et déposé à **LONAB**. La méthode de paiement sera en **espèce** à la caisse de la LONAB sis au premier étage du nouveau bâtiment, porte 102.
7. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après : **Siège de la Loterie Nationale Burkinabè (LONAB), 436 – Rue du grand marché, 01 BP 68 Ouagadougou 01, Service courrier, 1er étage, porte 105 – Ancien bâtiment au plus tard le 30 avril 2021.** Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.
8. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, **d'un montant de vingt millions (20 000 000) francs CFA**, conformément à l'article 95 du décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.
9. Les Soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant une période de quatre-vingt-dix jours (90) à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifiées au point 19.1 des IC et au DPAO.
10. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis **le 30 avril 2021 à 9 heures 15 minutes GMT** à l'adresse suivante : **Siège de la Loterie Nationale Burkinabè (LONAB) – Rue du grand marché, 01 BP 68 Ouagadougou 01- Salle de traitement au 1er étage de l'ancien bâtiment.**
11. La Loterie Nationale Burkinabè se réserve le droit de ne donner suite à tout ou partie du présent appel d'offres.

Ouagadougou, le 15 janvier 2021

Le Directeur Général,

Le président de la Commission d'attribution des marchés

Patin Deba NAZA

Officier de l'Ordre National

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE,
DES POSTES ET DE LA TRANSFORMATION DIGITALE

SECRETARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION DES MARCHÉS PUBLICS

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice

Avis d'Appel d'Offres Ouvert – Cas sans pré qualification

Avis d'Appel d'Offres Ouvert International (AA00)

Appel d'Offres Ouvert International n° 2021-0002/MENPTD/SG/DMP du 01 mars 2021

1. Le BURKINA FASO à travers le Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale a déployé des infrastructures de télécommunications par fibre optique et à l'intention de passer une convention de délégation de service public pour l'exploitation desdites infrastructures en lot unique.

2. Le Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour l'exploitation de la convention de délégation de service public : **exploitation des infrastructures publiques de télécommunications par fibre optique au Burkina Faso.**

Le délai d'exécution de la délégation de service public est : **quinze (15) ans.**

3. La passation de la délégation de service public sera conduite conformément aux articles 181 et 182 du décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.

Les entreprises burkinabés devront fournir les pièces ou documents ci-dessous :

- une attestation fiscale des impôts datant de moins d'un (01) mois.
- une attestation de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) datant de moins de trois (03) mois.
- une attestation de non engagement de l'Agent Judiciaire du Trésor (AJT) datant de moins de trois (03) mois.
- une attestation de la Direction chargée des lois sociales datant de moins de trois (03) mois.
- une Attestation d'inscription au Registre de commerce.
- un Certificat de non faillite, daté de moins de trois (03) mois et délivré par une autorité compétente.

Les entreprises étrangères présenteront une Attestation d'inscription au Registre de commerce de leur pays et un certificat de non faillite en cours de validité délivrés par une autorité compétente.

4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Direction des Marchés Publics du Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale; email : **suzanaoussou@yahoo.fr** et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après du **Secrétariat de la Direction des Marchés Publics du Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale (DMP/MENPTD), sis 1^{er} Étage Immeuble Armelle au projet ZACA, 01 BP 5175 Ouagadougou 01, Tél. : (+226) 25 49 01 38 aux jours ouvrables de 08h à 12h30 et de 13h à 16h00 .**

5. Les exigences en matière de qualifications sont :

- a) Chiffre d'affaire annuel moyen de un milliard (1 000 000 000) FCFA au minimum les trois (03) dernières années d'exercice.
- b) Fonds mobilisables pour l'exécution de la présente Convention supérieurs ou égaux à deux milliards cinq cents millions (2 500 000 000) de francs CFA ou équivalent. Cela devra être démontré par la production de lettres d'engagements fermes d'institutions financières mentionnant les montants qu'ils sont prêts à mettre à disposition du Soumissionnaire ;
- c) Avoir une ancienneté d'au moins trois (03) ans dans l'exploitation (technique et commerciale) d'une infrastructure offrant des services de communications électroniques hauts débits/
- d) Exploiter un réseau de transport (toute technologie confondue et non exclusive) interurbain de communications électroniques haut débit de longueur cumulée d'au moins 200 km.
- e) Le soumissionnaire proposera les moyens techniques et humains indiqués dans le DAOOL.

6. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de Sept cent cinquante mille (750 000) francs CFA à l'adresse mentionnée ci-après : régie de recettes de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics et des Engagements Financiers (DGCMEF) sis au 395 Avenue Ho Chi Minh à Ouagadougou. La méthode de paiement sera en espèces ou chèque bancaire certifié. Le dossier d'appel d'offres sera adressé par retrait physique auprès de la DMP/MENPTD et envoyé par email pour les fournisseurs qui le désirent. La méthode de paiement sera en espèce ou en chèque bancaire certifié.

7. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après : **Secrétariat de la Direction des Marchés Publics du Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale (DMP/MENPTD), sis 1er Etage Immeuble Armelle au projet ZACA, 01 BP 5175 Ouagadougou 01, Tél. : (+226) 25 49 01 38** au plus tard le **mercredi 28 avril 2021 à 09 heures 00 minute T.U.** Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

8. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, d'un montant de cent cinquante millions (150 000 000) francs CFA.

9. Elles devront être déposées ou parvenir à l'adresse suivante : **Secrétariat de la Direction des Marchés Publics du Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale (DMP/MENPTD), sis 1^{er} Etage Immeuble Armelle au projet ZACA, 01 BP 5175 Ouagadougou 01, Tél. : (+226) 25 49 01 38** aux date et heure : **mercredi 28 avril 2021 à 09 heures 00 minute T.U.**

10. L'ouverture des plis sera faite immédiatement en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le **mercredi 28 avril 2021 à 09 heures 15 minutes** à l'adresse suivante : **salle de réunion de la Direction des Marchés Publics du Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale (DMP/MENPTD), sis 1^{er} Etage Immeuble Armelle au projet ZACA.**

11. Les Soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant une période de cent vingt (120) jours à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifié au point 19.1 des IC et au DPAO.

*La Directrice des Marchés Publics,
Présidente de la Commission d'attribution des marchés
Somlabem Suzanne OUEDRAOGO/ZOMA*



Banque des États de l'Afrique Centrale - Services Centraux
Commission Générale de passation des marchés n°02

Appel d'offres international ouvert n°14/BEAC/DGE-DSI/AOIO/Bien/2021
pour l'acquisition, l'installation, la mise en service et la maintenance
d'un nouveau réseau de télécommunication par VSAT

Dans le cadre de sa politique de modernisation, la Banque des États de l'Afrique Centrale envisage d'acquies, sur ressources propres, un nouveau réseau de télécommunication par VSAT. A cet effet, elle invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises qualifiées, intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission.

Le processus se déroulera conformément aux dispositions du Règlement n°01/CEMAC/UMAC/CM/18 portant adoption du Code des marchés de la BEAC.

Les entreprises peuvent obtenir un complément d'information à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés. Le dossier d'appel d'offres, rédigé en français, peut être consulté gratuitement, acheté et retiré à l'adresse indiquée ci-dessous. Le paiement devra être effectué par virement bancaire ou en espèces aux guichets de la BEAC à l'exception du Bureau de Paris, sur rendez-vous en raison des contraintes sanitaires qu'impose la lutte contre la propagation de la pandémie du COVID-19.

BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
SERVICES CENTRAUX - Direction Générale de l'Exploitation
CGAM, 14^{ème} étage, porte 1412

✉ : 736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun
 ☎ (+237) 222 23 40 30 ; (+237) 222 23 40 60 postes 5452,
 5431, 5412 ou 5403

📧 : (+237) 222 23 33 29 - @ : cgam.scx@beac.int

La participation au présent appel d'offres est conditionnée par le paiement de la somme non remboursable de **cent cinquante mille (150 000) francs CFA** ou l'équivalent dans une monnaie librement convertible.

Les visites des sites sont obligatoires. Chaque prestataire devra communiquer à la BEAC son calendrier de visites des sites pour une meilleure organisation.

Les soumissions, obligatoirement accompagnées d'une garantie de soumission sous forme de garantie bancaire autonome à première demande, conforme au modèle indiqué dans le présent dossier d'appel d'offres et d'un montant forfaitaire d'un **million (1 000 000) FCFA**, devront être déposées à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard **le mercredi 14 avril 2021 à 12 heures précises**. Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées.

BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE - SERVICE CENTRAUX
Bureau d'Ordre, 15^{ème} étage, porte 15.01

✉ : 736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun

Les soumissions seront ouvertes en **deux phases**. Les plis administratifs et techniques seront ouverts, **le mercredi 14 avril 2021 à 13 heures** et les plis financiers **le mercredi 28 avril 2021 à 11 heures**, aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé. Les séances d'ouverture ne seront pas publiques en raison des contraintes sanitaires qu'impose la lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus.

Yaoundé, le 12 février 2021,
Le Président de la Commission



Banque des États de l'Afrique Centrale - Services Centraux
Commission Générale de passation des marchés n°01

Appel d'offres international ouvert
n°20/BEAC/CABGVR-CELLCOM/AOIO/Bien/2021
du 05 mars 2021 pour la production des agendas 2022 de la BEAC

Dans le cadre de sa politique de communication, la Banque des États de l'Afrique Centrale envisage, sur ressources propres, de faire produire les agendas pour l'année 2022. A cet effet, elle invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises qualifiées, intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission.

Le processus se déroulera conformément aux dispositions du Règlement n°01/CEMAC/UMAC/CM/18 portant adoption du Code des marchés de la BEAC.

Les entreprises peuvent obtenir un complément d'information à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés. Le dossier d'appel d'offres rédigé en français peut être consulté gratuitement, acheté et retiré à l'adresse indiquée ci-dessous.

BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
SERVICES CENTRAUX - Direction Générale de l'Exploitation
CGAM, 14^{ème} étage, porte 1412

✉ : 736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun
 ☎ (+237) 222 23 40 30 ; (+237) 222 23 40 60 postes 5452,
 5431, 5412 ou 5403

📧 : (+237) 222 23 33 29 - @ : cgam.scx@beac.int

La participation au présent appel d'offres est conditionnée par le paiement de

la somme non remboursable de **cinquante mille (50 000) francs CFA**. Le paiement devra être effectué par virement bancaire ou en espèces aux guichets de la BEAC à l'exception du Bureau de Paris, sur rendez-vous, en raison des contraintes sanitaires qu'impose la lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus.

Les soumissions, obligatoirement accompagnées d'une garantie bancaire de soumission sous forme de garantie autonome à première demande, conforme au modèle indiqué dans le DAO et d'un montant forfaitaire d'un **million (1 000 000) FCFA**, devront être déposées à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard **le jeudi 22 avril 2021 à 12 heures précises**. Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées.

BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE - SERVICE CENTRAUX
Bureau d'Ordre, 15^{ème} étage, porte 15.01

✉ : 736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun

Les soumissions seront ouvertes en une phase, **le jeudi 22 avril 2021 à 13 heures** aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé. La séance d'ouverture ne sera pas publique en raison des contraintes sanitaires qu'impose la lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus.

Yaoundé, le 12 février 2021,
Le Président de la Commission



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

APPEL D'OFFRES

Référence d'appel d'offre	Description	Date de clôture
RFP-03	APPEL D'OFFRE POUR LA SÉLECTION D'UNE ENTREPRISE POUR LA MISE À NIVEAU DU RÉSEAU INFORMATIQUE DE LA BIDD	30 avril 2021 à 15h GMT

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDD) recherche une entreprise de renom qui aura pour tâche la mise à niveau de son réseau informatique.

La date limite de soumission des offres est fixée au **30 avril 2021 à 15h00 GMT**.

Les entreprises intéressées par cette annonce sont invitées à télécharger les termes de références de la mission et les conditions de soumission des offres sur le site internet de la Banque, en utilisant le lien suivant

www.bidd-ebid.org/fr/wp-content/uploads/TDR_reseau_informatique.pdf

SOUMISSION DES OFFRES

Les offres doivent être placées dans des enveloppes scellées et envoyées au plus tard à 15h GMT à la clôture au 128, BOULEVARD DU 13 JANVIER, BP 2704 LOME - TOGO.

Les soumissionnaires déposant directement leurs offres auprès de la Banque doivent impérativement émettre (nom, prénoms, date et signature du déposant) sur la fiche prévue à cet effet. Aucune offre ne sera acceptée après la date limite de dépôt.



Avis d'Appel d'Offres International

La Société Immobilière et d'Aménagement Urbain (SIMAU) est mandatée par l'Etat béninois pour la conduite du Projet de construction d'une Cité Administrative à Abomey – Calavi, objet du présent appel d'offres ouvert international.

Dans ce cadre, la SIMAU sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux critères de qualifications requises pour réaliser le Projet de construction d'une Cité Administrative à Abomey – Calavi, en République du Bénin.

Date limite de dépôt des offres : Jeudi 06 mai 2021 à 10 heures (GMT+1) au plus tard.

Les candidats intéressés par cette annonce sont invités à consulter l'Avis d'Appel d'Offres Ouvert International complet sur le site : **www.simaubenin.com** dans la rubrique « **APPEL D'OFFRES** ».

En raison de l'évolution de la pandémie de Covid-19 qui limite les déplacements, les soumissionnaires qui le souhaitent, pourront déposer leurs offres en ligne. Les offres seront ouvertes le même jour, le **jeudi 06 mai 2021 à 10 heures 30 (GMT+1)** et les soumissionnaires qui le désirent sont invités à y assister uniquement par visioconférence.

Cotonou, le 04 mars 2021

Le Directeur Général

Moïse Achille HOUSSOU

APPEL À MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT

AMI N° 001/DG/SNG/2021

Date début : 1^{er} avril 2021 ; Date Limite : 30 avril 2021

Client : Société Navale Guinéenne

Titre : Recrutement d'un cabinet international pour la réalisation des études de faisabilité du projet de transport sous-régional

- 1- La Société Navale Guinéenne a obtenu dans le cadre de l'exécution de son budget exercice 2021 des fonds et à l'intention d'utiliser une partie de ceux-ci pour effectuer des paiements au titre des études de faisabilité du projet de transport sous-régional.
- 2- Les études envisagées visent la création d'une ligne maritime régulière dans le cadre du cabotage sous -régional.
- 3- Le consultant aura pour tâches principales de :
 - Revue documentaires et travail rapproché avec tous les acteurs pour opérationnaliser l'impact recherché et proposer une liste exhaustive d'indicateurs pour l'évaluation de l'étude ;
 - Précision des unités d'observations, et mise en place des bases de sondages nécessaires et détermination des modes de tirage des échantillons ;
 - Mise en place des outils de collecte des données et d'un plan détaillé de mise en œuvre des enquêtes ;
 - Mise en place d'une méthode fiable d'exploitation et d'analyse des données ;
 - Proposer des modèles statistiques permettant de mesurer l'impact à travers la variation dans le temps des indicateurs de l'enquête de base ;
 - Produire le rapport final de l'étude de base ainsi que les différents supports des données de l'enquête de même que les résultats des différentes analyses de données.
- 4- Les candidats intéressés sont invités à présenter leurs propositions techniques et financières sur la base des Termes de Références qu'ils peuvent obtenir à l'adresse mail suivante : anassery@societenavaleguineenne.gov.gn.

Les propositions techniques et financières doivent parvenir à l'adresse suivante :

Personne Responsable de Passation de Marchés (PRMP) de la Société Navale Guinéenne, BP 522 Conakry, Rép Guinée, au 2^{ème} étage, quartier Almamy Immeuble SNG, Tél. : 00224 620 05 99 15 juste après la cité chemin de fer, corniche Sud, du lundi au jeudi de 9heures à 16 heures GMT et vendredi de 9 heures à 12heures.

- 5- Les Propositions techniques et financières doivent être déposées dans des enveloppes séparées à l'adresse ci-dessus au plus tard le **30 avril 2021 à 12h**.

Madame FALL F. Bineta DIALLO



Autorité de Régulation des
Télécommunications et des Postes

Avis d'appel public à manifestation d'intérêt

C_ARTP_006

ÉTUDE SUR LES MODALITÉS TECHNIQUE-ÉCONOMIQUES DE L'INTERCONNEXION SUR LE MARCHÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AU SÉNÉGAL

1. Le présent appel public à manifestation d'intérêt fait suite à l'Avis général de Passation de Marchés mis à jour et paru dans le journal « Sud Quotidien » n° 8292 du vendredi 08 janvier 2021 et publié sur le portail officiel des marchés publics www.marchespublics.sn.
2. L'Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP) a retenu dans le cadre de son budget 2021, des fonds afin d'effectuer des paiements au titre du marché de prestations intellectuelles portant « Etude sur les modalités technico-économiques de l'interconnexion sur le marché des télécommunications au Sénégal » référencé C_ARTP_006.
3. Les services comprennent notamment :
 - a. Le diagnostic de la gestion de l'interconnexion ces dernières années ; il s'agit de faire ressortir les éléments positifs, les points négatifs et dégager des axes d'amélioration ;
 - b. La formulation de recommandations pour une meilleure réglementation de l'interconnexion ;
 - c. La formulation des recommandations à court et moyen terme pour une gestion efficace du processus et un développement harmonieux du secteur des télécommunications en tenant compte de sa dynamique d'évolution ;
 - d. La revue des meilleures pratiques internationales, et en particulier les méthodes utilisées par les Autorités de Régulation des Etats membres de l'Union Européenne dans leurs analyses de marchés pertinents ;
 - e. La proposition d'une nouvelle modélisation des coûts d'interconnexion et la mise en place des outils nécessaires à l'appréciation de la concurrence sur le marché.
4. Les candidats intéressés sont invités à manifester leur intérêt pour la prestation des services décrits ci-dessus en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (la nature des activités et l'expérience pertinente pour la réalisation de la mission, les qualifications et compétences du candidat dans le domaine des prestations et notamment les références détaillées concernant l'exécution de marchés analogues, l'organisation technique et managériale du candidat, les qualifications générales).
5. Les candidats qui se seront manifestés seront évalués conformément aux dispositions du Code des marchés publics et sur la base des critères ci-dessous :

CRITÈRES	NOTE PONDÉRÉE POUR LE CRITÈRE
1. Nature des activités du candidat et relation avec le domaine des prestations	15 points
2. Nombre d'années d'expérience 1 point / mission	10 points
3. Qualifications du candidat dans le domaine des prestations 10 points/ mission	30 points
4. Organisation technique et managériale du cabinet	10 points
5. Qualifications générales et le nombre de personnels professionnels	35 points
Total	100 points

Il est demandé aux candidats de fournir ces informations en ne dépassant pas dix (10) pages. Les candidats peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives.

6. Parmi les candidats ayant obtenu une note minimale de soixante-quinze (75) points, une liste de candidats présentant au mieux les aptitudes requises pour exécuter les prestations sera établie par l'Autorité contractante ; ces candidats présélectionnés seront ensuite invités à présenter leurs propositions techniques et financières et un candidat sera sélectionné selon la méthode de sélection sur la base de la qualité technique et du montant de la proposition (sélection qualité coût).
7. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires par courriel à l'adresse suivante : etude_interco@artp.sn
8. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées au siège de l'ARTP ou envoyées par **courrier express** à l'adresse ci-après au plus tard le **lundi 26 avril 2021 à 12 heures précises** et doivent porter expressément la mention « Etude sur les modalités technico-économiques de l'interconnexion sur le marché des télécommunications au Sénégal » :

Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes

Email : etude_interco@artp.sn

Ouakam, Route des Almadies, Immeuble ARTP

Tél. : (221) 33 869 03 69

Fax : (221) 33 869 03 70

Le Directeur général



LIS 44 Acquisition de matériel d'irrigation

Les Plantations du Haut Penja (PHP) envisagent d'attribuer un marché de fournitures pour l'acquisition de matériel d'irrigation sous frondaison à Nyombe (Cameroun) financé par les Mesures d'accompagnement aux pays ACP fournisseurs de bananes (MAB). Le dossier d'appel d'offres sera publié sur le site internet de l'Assobacam www.assobacam.com

La date limite de remise des offres est fixée à **18h le lundi 19 avril 2021.**

Des informations supplémentaires éventuelles ou des éclaircissements/questions au dossier d'appel d'offres seront, le cas échéant, publiés sur le site internet de l'Assobacam.

Retrouvez
toutes
nos
annonces
sur le site :

www.jeuneafrique.com

AVIS DE MARCHÉS



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
MINISTÈRE DE L'EAU
ET DE L'ASSAINISSEMENT



SOCIÉTÉ NATIONALE
DES EAUX DU SÉNÉGAL (SONES)
PROJET DE DESALEMENT DE L'EAU
DE MER DES MAMELLES



Agence Japonaise de Coopération
Internationale (JICA)

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DE MARCHÉ

Nom du Projet : Projet de Dessalement de l'eau de mer des Mamelles

Financement : Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)

Référence de publication : Appel d'offres international avec pré-qualification (AOI)
N° T_DPE_003

Identification du marché : Travaux d'amélioration du réseau de distribution d'eau potable à Dakar I

Date de publication : Les journaux locaux « LE SOLEIL » N° 14672 en date du 24 Avril 2019, « L'AS », « L'OBSERVATEUR » N° 4671 du 24 Avril 2019 et dans le journal international « JEUNE AFRIQUE » du 28 avril 2019

Nombre de candidatures reçus à la phase de pré-qualification : Quatorze (14)

Nombre de candidats pré-qualifiés : Huit (08)

Nombre d'offres reçues à la phase de l'appel d'offres : Six (06)

Nom des soumissionnaires :

1. SOGEA SATOM
2. SADE SENEGAL
3. LUDWIG PFEIFFER HOCH UND TIEFBAU GMBH & CO. KG
4. DENYS
5. CCECC
6. SINOHYDRO CORPORATION LIMITED

Nom de l'attribution provisoire :

N° Lot	Nom de l'attributaire	Adresse	Montant total du marché en F CFA TTC	Délai d'exécution
Lot 1	SINOHYDRO	Villa Kébé 1, av. des ambassadeurs	11 545 207 230,24	30 mois à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage
Lot 2	CORPORATION LIMITED	Fann résidence - 33 832 52 03	18 079 774 962,39	

La publication du présent avis effectuée en application de l'Article 84, alinéa 3 du Code des Marchés publics du Sénégal, ouvre le délai de recours gracieux auprès de la SONES en vertu de l'Article 89 dudit Code, puis d'un recours au Comité de Règlement des Différends en matière de passation des marchés publics, placé auprès de l'Organe chargé de la Régulation des Marchés Publics, en vertu de l'Article 90 dudit Code.

Le directeur général, M. CHARLES FALL

Parkn'play
Cesaire solutions



Votre fabricant de parcs de loisirs pour l'Afrique



Parcs aquatiques
Parcs de loisirs
Piscines collectives

Thématisation
Terrains multi-sport
Fitness

Tél : +33 4 77 20 67 11
info@parknplay.fr

www.parknplay.fr

batiments.com
moinschers
par des solutions

BÂTIMENTS GALVANISÉS EN KIT
+ ROBUSTE + QUALITATIF + ABORDABLE

~1 000m²
44 402\$*



1 Conteneur 40' OT

~900m²
46 189\$*



*Prix départ HT, voir site internet. Photos non contractuelles. Sont enrou ou omissions.

00352 621 355 134 commercial@batimentsmoinschers.com
Tél: 00352 20 20 10 12 www.afrique.batimentsmoinschers.com

HTG INDUSTRY

Un souffle d'avance.

INVESTISSEZ DANS L'INDUSTRIE AFRICAINE
USINES CLÉS EN MAIN DE MISE EN BOUTEILLES PLASTIQUES PET ET CANETTES
HTG INDUSTRY vous conseille, vous guide et vous forme.
Plus de 50 usines installées avec succès en Afrique



Usine de production
Boissons plates, gazeuses, lait, huiles.
Brasseries clés en main.
Cadence de 2 000 à 25 000 BPH.

Supervision des usines pour une meilleure rentabilité

Fabrication Européenne
Machines garanties 3 ans
Tropicalisées et protégées des fluctuations et des coupures d'électricité

Notre service après vente
Nos bureaux se situent à **ALGER, DAKAR, BRAZZAVILLE** ce qui nous permet d'être à l'écoute, réactif et d'avoir un service après vente performant.

TRÈS RENTABLE
Amortissement en 3 ans

COVID-19

Lignes de fabrication " Clés en main " de bouteilles de Gel Hydro-Alcoolique

HTG INDUSTRY SAS

42 Avenue Foch 60300 Senlis FRANCE Tél: +33 (0) 344 265 893 contact@htgindustry.com

jeuneafrique

Bien s'informer, mieux décider



RETROUVEZ

- + D'INFORMATIONS EXCLUSIVES,
- + D'ANALYSES,
- + DE DÉBATS POUR MIEUX COMPRENDRE L'ACTUALITÉ POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE.

OFFRE DIGITALE

1 AN
ACCÈS ILLIMITÉ
aux articles sur le site et l'application
jeuneafrique.com

+ ACCÈS PREMIUM
à la version numérique du mensuel

79,99 €

Rendez-vous sur le site de jeuneafrique.com

OFFRE PAPIER + DIGITALE

1 AN
12 NUMÉROS
+ ACCÈS PREMIUM
à la version numérique du mensuel

99 €

Commandez en ligne :
www.laboutiquejeuneafrique.com

**Abonnez-vous
dès aujourd'hui !**

Pour les abonnements entreprises, merci de nous contacter au + 33 (0)1 44 30 19 03

BULLETIN D'ABONNEMENT

à renvoyer avec votre règlement à :
Service Abonnements Jeune Afrique -
56, rue du Rocher - 75008 Paris - France

Je m'abonne à l'offre **DIGITALE**

■ 1 an
Accès illimité aux articles sur le site
et l'application jeuneafrique.com
+ accès premium à la version numérique
du mensuel
au tarif de 79,99 €

Je m'abonne à l'offre **PAPIER + DIGITALE**

■ 1 an 12 numéros **au tarif de 99 €**
■ 134 € Europe
■ 139 € Reste du monde/Maghreb/
Zone CFA

Mes coordonnées : ☐ Mlle ☐ Mme ☐ M.

Nom* : Prénom* :

Société :

Adresse* :

Code Postal* : Ville* :

Pays* : Téléphone mobile* :

E-mail* : @

* Champs obligatoires.

Mon règlement :

Je règle par : ☐ Chèque (joint à l'ordre de SIFIJA) ☐ Carte Bancaire

N° CB :

Expire fin : CVV : 3 derniers chiffres inscrits au dos de ma carte bancaire

☐ Virement bancaire : CIC Paris EST Taitbout GCE - 11 bis, Bd Haussmann - 75009 Paris - I BAN FR76 3006 6106 6000 0100 4680 237

Je souhaite recevoir par e-mail des offres de la part de Jeune Afrique Media Group : ☐ OUI ☐ NON

Je souhaite recevoir par e-mail des offres de partenaires de Jeune Afrique Media Group : ☐ OUI ☐ NON

Offre valable jusqu'au 31/10/2021 en France métropolitaine. Les articles peuvent être achetés séparément. Prix de vente au numéro : 7,90 €. Jeune Afrique est une publication de SIFIJA, S.C.A. au capital de 15 000 000 € au 57 bis, rue d'Auteuil, 75016 Paris, France - SIRET 784 683 484 00025. Conformément à la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant en écrivant à support-clients@jeuneafrique.com

www.jeuneafrique.com/abonnements/

+33(0)1 44 70 14 74

abonnement-ja@jeuneafrique.com

Service Abonnements Jeune Afrique
56, rue du Rocher - 75008 Paris - France

CODE : JA3099



Fouad Laroui

Ces frontières qui enferment les Africains

Lorsqu'ils fondèrent l'Organisation de l'unité africaine, en 1963, les trente chefs d'État qui étaient à la manœuvre (Haïlé Sélassié, Nkrumah, Senghor, Hassan II, Modibo Keïta, Nyerere...) établirent le principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation. Ce fut une sage décision. Ces lignes tracées dans le sable ou la roche étaient le plus souvent absurdes – voyez celles du golfe de Guinée, par exemple, qui sont verticales alors qu'elles auraient dû être horizontales; mais les remettre en question aurait ouvert la boîte de Pandore et causé d'interminables palabres qui auraient dégénéré en conflits sanglants.

Sage décision, donc. Mais pour autant, faut-il faire de ces frontières autant de barrières à la libre circulation des gens? Pour ne prendre qu'un exemple, ce n'est que récemment que j'ai appris que les Marocains avaient besoin d'un visa pour aller chez leur voisin du sud, la Mauritanie – et vice versa : les Mauritaniens ne peuvent entrer dans le royaume chérifien sans le précieux sésame. Et il n'est pas facile à obtenir : il faut fournir toute une paperasse pour

que des fonctionnaires pointilleux consentent à le lâcher.

Pourtant, tant de choses rapprochent les deux pays! Du temps de l'Empire romain, le territoire qui constitue le nord du Maroc actuel était nommé Maurétanie tingitane – Tingis étant l'ancien nom de Tanger. Les grandes dynasties qui ont soumis quasiment tout le Maghreb et Al-Andalous au cours des siècles, les Almoravides par exemple, aussi

bien les Marocains que les Mauritaniens peuvent les revendiquer.

La langue officielle et la religion sont les mêmes, des deux côtés de la frontière. On y boit le thé, on y mange à peu près les mêmes plats, on y rit des mêmes blagues. Les

mêmes types ethniques existent ici et là. Un Marocain de Tarfaya ou de Tan-Tan n'aurait aucun mal à se faire passer pour un Mauritanien.

Et pourtant, il est difficile de franchir la frontière Sud, pour un Marocain. Et l'Est? C'est encore pire : la frontière terrestre qui le sépare de l'Algérie est hermétiquement close depuis... 1994. Pour deux pays qui sont membres de l'Union du Maghreb arabe, de l'Union africaine et de la Ligue arabe, c'est grotesque.

Deux Unions et une Ligue, tout ça pour rien?

C'est d'autant plus grotesque qu'on parle la (ou les) même(s) langue(s) de part et d'autre et que le citoyen d'un des deux pays se sent chez lui quand il se promène dans les rues d'une ville de l'autre pays. Un Algérien est chez lui à Casablanca, un Marocain à Tlemcen.

Fièvre obsidionale

Bref, avec ces histoires de visa et de frontière fermée, le Marocain ne peut aller ni au Sud ni à l'Est ni au Nord (l'Europe s'est barricadée). La fièvre obsidionale, ce désordre mental qui frappe la population d'une ville assiégée, guette les Marocains, comme d'autres Africains cernés comme eux de hauts murs. Heureusement qu'il leur reste l'océan Atlantique sur lequel ils ont le plus long littoral du continent – plus de 3 000 kilomètres – et dans lequel ils peuvent piquer une tête pour apaiser leur fièvre d'assiégés... Et on s'étonnera après cela qu'ils aient fait le choix du grand large et de l'alliance avec l'Amérique, le continent d'en face.

Les grands ancêtres de 1963 auraient dû ainsi compléter le principe : « Les frontières héritées de la colonisation sont intangibles... mais ne les prenons pas trop au sérieux! » **DA**

**DES LIGNES
TRACÉES
DANS
LE SABLE.**



CHILL Citron

Legere et rafraichissante



L'ABUS DE L'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION



Un engagement pour l'égalité numérique en Afrique

Orange Digital Center

Un espace gratuit d'accompagnement des jeunes consacré à l'innovation :

- formations pratiques sur les technologies innovantes
- atelier de prototypage numérique
- incubation technologique
- accélération de start-up à l'international

En 2021, les Orange Digital Centers seront présents au Sénégal, en Tunisie, en Jordanie, en Ethiopie, au Maroc, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Sierra Leone, au Botswana, en République Démocratique du Congo, en République Centrafricaine, en Egypte, à Madagascar, en Guinée Conakry, en Guinée Bissau, au Mali, au Libéria et au Cameroun.



**Vous rapprocher
de l'essentiel**